

■ Ex-Zaïre : les droits de l'homme bafoués

Le document présenté par Roberto Garretón, rapporteur de l'ONU, fait état de graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo. p. 6

■ Melissa et Papa, virus informatiques

Deux virus informatiques infectent le courrier électronique mondial qu'ils menacent de saturation. Lockheed Martin, DuPont, AP, Compaq, Intel, Microsoft seraient touchés. p. 29

■ « Le Monde » en progression

La diffusion du Monde a progressé de 0,6 % en 1998. Cette quatrième année consécutive de progression fait de 1998 la troisième meilleure année de ventes du journal depuis sa fondation, dernière 1979 et 1981. p. 23

■ Concurrence dans les services

Eau, gaz, électricité, déchets : les services collectifs sont en pleine mutation avec la déréglementation. p. 20



■ Images non conformes

Les photographies de l'ukrainien Boris Mikhaïlov montrent un empire disloqué. A l'occasion d'une rétrospective présentée à Paris, il explique au Monde son parcours. p. 33

■ Tabagisme : l'égalité des sexes

Si un jeune Français sur deux fume à dix-neuf ans, c'est le tabagisme des filles, tendanciellement majoritaire, qui inquiète les professionnels de la santé. p. 31

■ Ouvrir l'école

Lors des Rencontres nationales des acteurs de l'éducation organisées à Tours, le gouvernement a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationales et locales, et l'implication des familles. p. 10

■ Perceval ronge le sous-sol rennais

Le tunnelier Perceval, qui creuse le sous-sol rennais afin d'y construire le futur métro, inquiète. Il a déjà provoqué huit effondrements de terrain. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Angleterre, 5 P ; Argentine, 25 PTS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 350 F CFA ; Danemark, 15 KRO ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,30 CHF ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,20 \$.

M 0147-402-7,50 F



Kosovo : doutes sur la stratégie de l'OTAN

● Slobodan Milosevic reste insensible aux frappes aériennes ● Les forces serbes ont capturé trois soldats américains en Macédoine ● « Protégé » par les Serbes à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements ● Bonn et l'ONU tentent d'organiser l'aide aux réfugiés kosovars



● L'exode et la catastrophe humanitaire p. 2-3
● Les critiques de la stratégie de l'OTAN p. 4
● En France, le désaccord des ministres communistes p. 5
● Kosovo : ne pas feindre de découvrir, par Claire Tréan p. 16
● Notre éditorial, les débats, les chroniques p. 16, 17, 36 et 38

Albanais du Kosovo, s'est exprimé, mercredi, devant des journalistes depuis Pristina. Sain et sauf, il y réside dans sa maison, précisant que sa sécurité est assurée par la police serbe. Or, Ibrahim Rugova a lancé un appel à l'arrêt des bombardements de l'OTAN.

Tandis que des doutes s'expriment de plus en plus sur l'efficacité des frappes de l'OTAN et sur leurs conséquences, l'aviation allée à intensifier ses raids. Le secrétaire général de l'OTAN a indiqué jeudi que les opérations de frappes aériennes dureraient « des semaines plutôt que des jours ». Dans un entretien au New York Times, Javier Solana ajoute : « Nous n'avons peut-être pas les moyens d'arrêter l'épuration ethnique, mais nous avons montré que nous avons la volonté d'essayer. » En France, devant le conseil des ministres, en présence de Jacques Chirac, les ministres communistes ont exprimé « leurs inquiétudes », Dominique Voynet et Jean-Pierre Chevènement leurs doutes.

Ces trois soldats américains symboles d'une défaite médiatique de l'OTAN

« STEVEN GONZALES, Andrew Ramirez et James Stone » : les trois noms se sont inscrits en cyrillique sur l'écran de la télévision serbe, jeudi matin 1^{er} avril, sous l'image de trois hommes au visage contusionné et en tenue de camouflage. Ce sont, a affirmé en voix off un commentateur, les trois soldats américains portés disparus la veille, alors qu'ils étaient en patrouille dans la région macédonienne de Kumanovo, à quelques kilomètres de la frontière yougoslave. L'OTAN avait engagé pour les retrouver d'importantes équipes de recherche, dont quatre-vingt-dix hélicoptères. L'image présentée par la télévision d'Etat serbe RTS rappelait furieusement celle des trois militaires français, capturés fin 1990 par l'Irak, peu avant le déclenchement de la guerre du Golfe. Ils avaient finalement été remis sains et saufs à la France.

En matière de communication, les Serbes marquent incontestablement des points. La RTS, la télévision d'Etat serbe, ne s'était pas privée de diffuser la première des images du F-117A, cet avion furtif américain tombé, samedi

27 mars, en territoire yougoslave. Mercredi, plusieurs chaînes de télévision grecques, ainsi qu'un journaliste de l'AFP et un autre russe ont été autorisés à rencontrer le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. Non seulement M. Rugova n'est pas en fuite comme on l'avait indiqué à l'OTAN, mais il est dans sa maison de Pristina, sous la protection de la police serbe. Qui plus est, il a appelé l'OTAN à arrêter ses frappes.

Les formules mobilisatrices défilent sur les écrans de la télévision d'Etat, agrémentées de références à l'OTAN et aux pays participant aux raids : « OTAN tueur, frappes néonazies, bombes fascistes ». Chaque jour, le ton monte d'un cran. Bill Clinton, « le plus grand criminel de la terre », « sous-saxophoniste pervers », « assassin immoral », est devenu « le dictateur » depuis la diffusion à dessin, mardi 30, du célèbre film de Charlie Chaplin.

« Crimes contre l'humanité », les frappes visent en premier lieu des objectifs civils, martèlent les commentateurs. Les cadrages sont serrés et les

gros plans montrent des bâtiments détruits, des maisons ébranlées, des églises aux vitraux brisés. Tout est utilisé pour convaincre la population que les Etats-Unis et leurs alliés « mènent une croisade barbare contre le peuple serbe ». Et les badges symbolisant une cible, à la boutonnière, remplissent l'écran lors des reportages sur les concerts « pacifistes » à Belgrade ou ailleurs.

Régulièrement apparaissent des clips à la gloire de l'armée et de la patrie. Couchems de soleil et paysages alternent avec des images de missiles, de soldats, de chasseurs-bombardiers, sur fond de musique chantant la patrie défendue par son armée et par un peuple uni. Mardi 30 mars, le journal télévisé de 19 h 30 a retransmis un extrait de concert pacifiste : un rocker chantait *Bandiera rossa*, vieux chant populaire italien devenu dans les années 20 un hymne du Parti communiste. La chanson a été coupée au moment où arrive le dernier vers du refrain, « Viva il comunismo e la libertà ».

Mouna Naïm et Florence Hartmann

POINT DE VUE

Pas de paix sans indépendance de l'Europe

par Max Gallo et Charles Pasqua

L'EUROPE est entrée dans la guerre. Comment ne penserions-nous pas, chaque heure de chaque jour de cette triste épreuve, à la misère dans laquelle

se trouvent plongés plusieurs peuples d'Europe, plus durablement sans doute que nous n'osons le voir et encore moins le dire ? Et comment pourrions-nous nous satisfaire plus longtemps d'opposer

à la brutalité de Slobodan Milosevic la violence de bombardements qui n'ouvrent nulle perspective politique et nous entraînent, chaque jour davantage, dans un enchaînement aux conséquences

imprévisibles et qui, bien loin de le faire reculer, conforte le pouvoir de Belgrade ? Et comment ne pas voir, enfin, que l'Europe, et au premier chef la France, ont perdu dans cette affaire toute capacité d'initiative.

Quel est le fondement légal de cette guerre ? On serait bien en peine de trouver dans la Charte des Nations unies un article justifiant clairement que quelques Etats puissent régler par la violence une affaire intérieure d'un pays membre de l'ONU. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, ces frappes aériennes ont été déclenchées sans accord ni même consultation du Conseil de sécurité, et ne pouvaient l'être.

C'est aussi la raison pour laquelle, sans doute, la représentation nationale ne fut pas consultée, la justification humanitaire, pour honorable quelle soit, ne permettant pas d'engager n'importe quelle intervention militaire chez les Etats souverains.

Lire la suite page 17

Max Gallo est écrivain et historien.

Charles Pasqua est ancien ministre et sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine.



M. Milosevic ou l'ivresse nationale

APRÈS dix ans de règne absolu à la tête de la Serbie, Slobodan Milosevic reste un personnage énigmatique. Entretenant le culte de la personnalité, communiste devenu héros du combat contre le « génocide des Serbes », le maître de Belgrade a fait de l'ivresse nationale le moteur de son ambition.

Lire notre portrait pages 14 et 15

Toulon, ville FN à la dérive

MOINS de quatre ans après la victoire du Front national et de Jean-Marie Le Pen aux élections municipales à Toulon, la situation de la ville est alarmante. Alors que la majorité d'extrême droite se déchire, de nombreux dossiers sont en souffrance, notamment ceux de l'aménagement du centre-ville et du contrat de baie. La préfecture n'envisage pas d'intervenir, tant que les missions de service public sont assurées. Carl Lang, envoyé sur place par Jean-Marie Le Pen après la décision de M. Le Pen de quitter le FN-UF, a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, via la formation d'un groupe municipal léniniste.

Lire page 8

Les Bleus en tête



SYLVAIN WILTORD

L'ÉQUIPE de France a renoué avec le succès, mercredi 31 mars au Stade de France, en dominant l'Arménie (2-0) lors d'un match de qualification pour l'Euro 2000. L'attaquant des Girondins de Bordeaux Sylvain Wiltord, meilleur buteur du championnat, a signé sa première titularisation chez les Bleus en ouvrant le score dès le début de la rencontre. La sélection française rejoint ainsi, en tête du groupe 4, l'Ukraine, qui a été tenue en échec par l'Islande (1-1).

Lire page 28

| | | | |
|-----------------|----|--------------------|----|
| International | 2 | Carnet | 27 |
| France | 8 | Aujourd'hui | 28 |
| Société | 10 | Météorologie, Jeux | 32 |
| Régions | 12 | Culture | 33 |
| Horizons | 14 | Calendrier | 35 |
| Entreprises | 20 | Kiosque | 36 |
| Communication | 23 | Abonnements | 37 |
| Tableau de bord | 24 | Radio-Télévision | 37 |

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

BALKANS Les frappes de l'OTAN sur la Serbie vont devenir « de plus en plus douloureuses », averti, mercredi 31 mars, le ministre britannique de la défense, George Robert-

son. De fait, l'aviation de l'Alliance a intensifié ses raids dès mercredi soir, en bombardant le quartier général des forces spéciales serbes près du centre de Belgrade, en frappant plusieurs chars yougoslaves au Kosovo, ainsi que des véhicules blindés. Cinq fortes explosions ont par ailleurs été entendues à Pristina. Jeudi matin, deux très fortes explosions ont été entendues à Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine, au nord de Belgrade, et un pont sur le Danube a été détruit, selon l'agence yougoslave Tanjug.

La Yougoslavie ont été présentés comme « prisonniers » à la télévision serbe. ● **IBRAHIM RUGOVA**, leader modéré des Kosovars, a appelé mercredi, depuis sa maison de Pristi-

na, à l'arrêt des bombardements. ● **EN ALBANIE ET AU MONTÉNÉGR**, l'afflux de réfugiés prend des proportions inquiétantes. Une conférence était organisée à Bonn,

jeudi, entre pays européens et pays voisins de la Yougoslavie pour « coordonner les mesures politiques ainsi que l'aide humanitaire » (Lire aussi notre éditorial page 16).

Les alliés face à l'exode massif des réfugiés du Kosovo

Alors que les frappes de l'OTAN vont devenir « de plus en plus douloureuses », selon le ministre britannique de la défense, et que trois soldats américains ont été capturés par la police serbe, une conférence est organisée à Bonn pour coordonner l'aide humanitaire européenne

LE PRÉSIDENT américain Bill Clinton a prévenu, mercredi 31 mars, qu'il n'y aurait pas de trêve de Pâques dans les bombardements en République fédérale de Yougoslavie. Disparus le même jour en Macédoine, près de la frontière avec la Yougoslavie, trois soldats américains ont été montrés, jeudi, par la télévision serbe après avoir été capturés par les forces yougoslaves.

● Le président Clinton a affirmé qu'il « déteste l'idée d'avoir à continuer cette campagne durant cette période [de Pâques]. Mais je déteste encore plus l'idée que nous la cessions pendant que [le président yougoslave Slobodan Milosevic] continuerait de nettoyer maison après maison, village après village et de tuer beaucoup de gens innocents », a déclaré M. Clinton à la chaîne de télévision CBS. Le président du Comité militaire de l'OTAN, le général allemand Klaus Naumann, a admis que les frappes aériennes n'ont pas permis « pour l'instant » de « faire arrêter les atrocités sur le terrain ».

● Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, avait été autorisé quelques heures auparavant par le Conseil permanent de

l'OTAN, à étendre « la portée et le rythme » des frappes. De fait, l'aviation a intensifié ses raids dès mercredi soir, en bombardant le quartier général des forces spéciales serbes près du centre de Belgrade, en frappant plusieurs chars yougoslaves au Kosovo, ainsi que des véhicules blindés. Cinq fortes explosions ont par ailleurs été entendues à Pristina. Jeudi matin, deux très fortes explosions ont été entendues à Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine, au nord de Belgrade, et un pont sur le Danube a été détruit, selon l'agence yougoslave Tanjug.

● Une patrouille de trois soldats américains, portée disparue en Macédoine, près de la frontière yougoslave, semble donc avoir été capturée par l'armée ou la police serbes. Des équipes de recherches, incluant 80 à 90 hélicoptères américains, britanniques, français et italiens n'ont pas réussi à les retrouver. La patrouille effectuait une mission de reconnaissance dans la région de Kumanovo, à quelque cinq kilomètres de la frontière yougoslave, lorsque ses membres ont affirmé avoir été « encerclés et être la cible de tirs d'armes légères », a indiqué l'OTAN. D'après un porte-parole du Pentagone, Richard Brid-

ges, les agresseurs pourraient être des paramilitaires serbes ou des membres des forces spéciales serbes. Jeudi, la télévision serbe a diffusé les images des trois hommes. L'OTAN a déployé 12 000 militaires en Macédoine, dont 2 000 hommes de l'ancienne force d'ex-

● Le ministre yougoslave des affaires étrangères, Zivadin Jovanovic a appelé mercredi les Nations unies à « agir d'urgence » afin d'arrêter l'agression de l'OTAN et le péril qu'elle constitue pour la paix et la sécurité internationale. ● Se soustraire à cette obligation équivaut

la force de l'OTAN contre la Yougoslavie, mais il avait aussi réclamé une implication du Conseil de sécurité, à qui la Charte de l'ONU accorde une « responsabilité première » pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

● Le chef modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, est sain et sauf, contrairement à ce que laissait entendre ces derniers jours l'OTAN. Mercredi, depuis sa maison de Pristina, où sa sécurité est assurée par les forces serbes, il a lancé un appel à « arrêter les bombardements » : « Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade coopère aussi. »

● L'OTAN a accusé mercredi les troupes serbes de « destruction systématique des archives du peuple kosovar », ce qui équivaut, a déclaré le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea, à « voler le sens du passé » de cette population et à « réécrire l'histoire ». L'Alliance a également accusé les Serbes de tirer à l'arme lourde sur de nombreux réfugiés au Kosovo, cependant que s'est engagée une controverse sur la qualification des exactions serbes. Washington a parlé jusqu'à maintenant d'« atrocités », de « crimes de guerre », de « crimes contre l'humanité », voire de « génocide potentiel ».

● Mais le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), la Canadienne Louise Arbour, tout en se disant « très inquiète » devant l'ampleur des crimes commis contre la population, estime « prématuré » de parler de génocide. Les Nations unies de leur côté ont indiqué qu'elles n'avaient pas « de preuves suffisamment fortes » pour parler de génocide.

● Après une semaine de raids de l'aviation alliée, des dizaines de milliers de réfugiés continuaient mercredi de fuir le Kosovo et 120 000 d'entre eux, selon le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), seraient arrivés depuis le 24 mars en Albanie, au Monténégro et en Macédoine. Selon l'ONU, la famine « menacerait d'ici dix à quinze jours » dans la province serbe à majorité albanaise.

● Romano Prodi, président désigné de la Commission européenne, propose dans un entretien avec le Financial Times du 1^{er} avril, que l'Union européenne offre « un partenariat » aux pays de la région des Balkans, une fois la guerre terminée, afin de dédier des solutions durables aux rivalités ethniques.

L'Allemagne propose « une conférence sur les Balkans »

Le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer, a proposé, mercredi 31 mars, de réunir une conférence internationale sur les Balkans. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, « l'objectif de la conférence est de coordonner les mesures politiques en vue de stabiliser la région de crise ainsi que de coordonner l'aide humanitaire destinée à améliorer la situation de réfugiés en provenance du Kosovo dans les États de la région. » Elle devrait déboucher sur « un pacte de sécurité sous garantie internationale (... inspiré des accords de Rambouillet », soit un « engagement de long terme, de vingt ans ou plus », selon M. Fischer. Le pacte reposera sur deux piliers : une « stratégie d'intégration économique » et une « stratégie de démocratisation ». Par ailleurs, l'Allemagne organise jeudi 1^{er} avril, comme pays président de l'Union européenne, une réunion consacrée à organiser les moyens de faire face à l'afflux de réfugiés du Kosovo.

traction des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo et des troupes américaines qui participaient jusqu'en mars à une force des « casques bleus » aujourd'hui dissoute.

à devenir le complice de l'effondrement du système des Nations unies », a ajouté M. Jovanovic, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. M. Annan, dans une déclaration récente, avait qualifié de « légitime » le recours à

Un « vidage » planifié et très organisé avec centres de tri et convois de bus

ROZAJE (Frontière Monténégro-Kosovo) de notre envoyé spécial Tandis que les Kosovars de Pec continuent d'arriver à Rozaje, en

REPORTAGE

« Les Serbes brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir »

voiture, en autobus, à pied par les sentiers montagneux enlignés, le Monténégro lance désormais des cris d'alarme quotidiens sur les risques d'une « catastrophe humanitaire ». Les centres d'accueil sont remplis des familles les plus pauvres, l'eau potable se fait rare, la nourriture commence à manquer, des enfants sont conduits chaque jour à l'hôpital pour des maladies liées au froid... Par ailleurs, l'arrivée des réfugiés musulmans d'origine albanaise du Kosovo crée des tensions politiques dans un Monténégro dirigé par un gouvernement hostile au président yougoslave Slobodan Milosevic.

La situation n'est certainement en rien comparable avec les conditions des exodes qu'ont connus les Balkans en huit années de guerre, lorsque les réfugiés abandonnaient des villages dont la moitié des habitants avaient été exterminés et qu'ils devaient traverser lignes de

front et champs de mines. En revanche, l'armée de Slobodan Milosevic est sans doute en train de provoquer le transfert de population le plus rapide qu'ait connu l'ex-Yougoslavie.

Le « vidage » du Kosovo est pratiqué de manière systématique. « A Pec, les opérations d'expulsion ont commencé avec la police, puis sont arrivées l'armée et les unités paramilitaires, raconte un réfugié, Sulejman. Les Serbes chassent les gens de leurs maisons. Les plus riches partent en voiture. Les plus pauvres fuient vers la montagne. Certains quartiers sont vidés de leur population de façon très organisée, avec des centres de tri et des convois de bus qui viennent à Rozaje. Personne n'a le choix. Ensuite, ils brûlent nos maisons afin que nous ne puissions jamais revenir. » Les chauffeurs des autobus et des camions sont des Serbes réquisitionnés par la police. Ils font des allers-retours entre Pec et Rozaje de trois à six fois par jour.

L'épuration ethnique du Kosovo, si elle semble moins sauvage que les opérations de Bosnie orientale, est d'une efficacité redoutable et paraît avoir été soigneusement planifiée. « Deux jours avant les raids aériens de l'OTAN, quatre officiers supérieurs de l'armée yougoslave sont arrivés à Pec avec des camions d'armes et de munitions, qu'ils ont distribués aux civils serbes de la ville », certifie un homme qui

marque sur la route de Rozaje avec dix membres de sa famille et qui sont sortis de la forêt la nuit précédente. « Certains Serbes ont refusé de participer aux opérations. Mais pas un seul ne nous a aidés. Des voisins se sont mis à la disposition des unités paramilitaires. L'arrivée de ces officiers montre bien que ces unités irrégulières sont organisées et encadrées par l'armée de Belgrade », raconte-t-il.

« TUEURS MASQUÉS »

Les témoignages sur d'éventuelles exactions sont en revanche confus. Cet homme affirme avoir vu sept cadavres dans sa rue avant son départ. Il se contredit sur les circonstances exactes des assassinats. Il évoque des « tueurs masqués » qui agissent par seul « goût du sang ». De nombreux réfugiés, s'ils racontent tous l'organisation parfaite des transferts de population, n'ont assisté à aucun assassinat. Et les informations, invérifiables depuis que Belgrade a interdit l'accès du Kosovo aux journalistes, sont encore plus succinctes concernant les villages. Les rescapés craignent de ne jamais revoir les habitants des campagnes suspectées d'être des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

A Rozaje, les autorités monténégrines redoutent une sérieuse aggravation des conditions sanitaires dans les jours qui viennent.

« 30 000 réfugiés sont arrivés ici. 20 000 sont déjà partis vers l'Albanie ou d'autres régions du Monténégro. Mais, pour notre petite ville, les 10 000 qui restent nous mènent à la catastrophe, sans compter que nous avons déjà accueilli des milliers de réfugiés de Bosnie et du Kosovo ces dernières années, dit la responsable des affaires humanitaires de la

les réfugiés, mais nous avons un besoin urgent d'aide humanitaire, a prévenu Miroslav Mugoša, le ministre de la santé à Podgorica. Cette période est un test pour la communauté internationale. » Le Monténégro, cadet de la Serbie au sein de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), est dans une position particulièrement délicate, son gou-

vernement étant à la fois opposé aux opérations militaires de l'OTAN et à Slobodan Milosevic, même si la population est très majoritairement favorable à la cause serbe. Le pouvoir estime qu'il aura du mal à maintenir sa politique actuelle sans soutien occidental.

« Vous ne voyez pas que nous avons besoin d'aide ! », gémit doucement Sulaj Ganimete, la première femme kosovare à avoir accouché à l'hôpital de Rozaje. Slobodan Milosevic est un homme sans sentiment. Mais la communauté internationale, elle, doit nous sauver. Sulaj a fui Pec lorsque son docteur l'a averti que les soldats entraient en ville. Elle devait mettre au monde son enfant. Elle est partie à pied, dans la neige. Elle a marché 30 kilomètres dans la montagne en ayant ses premières contractions. Finalement, elle a rejoint une route où d'autres réfugiés l'ont accueillie dans une voiture. Elle est arrivée à Rozaje, exténuée. Son garçon est né cette nuit-là. Sulaj n'a revu ni ses parents ni son mari.

« J'ai attendu cinq ans pour pouvoir avoir un enfant. Aujourd'hui, je n'ai plus de Kosovo, et je ne sais pas si j'ai encore un mari et une maison, dit-elle. Quel sera l'avenir de mon enfant ? » Puis Sulaj parle à nouveau de Slobodan Milosevic, l'« homme sans cœur », l'homme de ses cauchemars. Elle a dû choisir seule un nom pour le bébé. Il s'appelle Liridan. C'est la traduction en albanais de Slobodan. Pour Sulaj, plus que l'incarnation de tous ses maux, « Liridan » a retrouvé sa signification première, celle qu'elle souhaitait à son fils pour la vie : « Liberté ». L'enfant dort. Sulaj a envie de pleurer. Elle se voile la face sous le drap.

Rémy Ourdan

M. Milosevic remplace le chef de l'armée au Monténégro

Le président yougoslave a remplacé le chef de la 1^{re} armée yougoslave, stationnée au Monténégro, pour le remplacer par un officier serbe dont il est sûr de la loyauté, a-t-on appris mercredi 31 mars de source militaire. Le général Radosav Martinovic a été rappelé d'urgence à Belgrade, mardi, et n'est pas rentré au Monténégro. Il sera remplacé par le général Miroslav Obradovic, un Serbe qui est actuellement vice-chef d'état-major de l'armée fédérale. Le gouvernement monténégrin, qui a tenté de prendre ses distances avec Milosevic, avait déclaré cette semaine qu'il avait des rapports solides avec Martinovic, en dépit de la tension suscitée par les frappes de l'OTAN. Mercredi, 5 000 partisans de M. Milosevic ont défilé à Podgorica. Les manifestations sont organisées par le Parti socialiste populaire (PSP) de Momir Bulatovic, un proche de longue date de M. Milosevic.

mairie, Edita Nokić. Il y a désormais des gens qui dorment dans les rues. Depuis mercredi, la nourriture commence à manquer. Nous sommes obligés de loger les réfugiés dans des bâtiments où il n'y a ni eau, ni électricité, ni toilettes. Plus de 3 000 d'entre eux sont arrivés par les sentiers enneigés, et n'ont plus ni vêtements ni chaussures. »

« Le Monténégro essaye d'aider

vernement étant à la fois opposé aux opérations militaires de l'OTAN et à Slobodan Milosevic, même si la population est très majoritairement favorable à la cause serbe. Le pouvoir estime qu'il aura du mal à maintenir sa politique actuelle sans soutien occidental.

« Vous ne voyez pas que nous avons besoin d'aide ! », gémit doucement Sulaj Ganimete, la pre-

Sain et sauf à Pristina, Ibrahim Rugova appelle à l'arrêt des bombardements

« CETTE INFORMATION venait de très bonne source, et j'espère qu'elle est fautive », déclarait, mardi 30 mars à l'OTAN, le général britannique David Wilby, après l'annonce, lundi, de la mort de Fehmi Agani, principal conseiller du dirigeant modéré des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova. L'information était fautive, démentie, entre autres, mercredi, par l'Elysée, qui affirmait qu'un diplomate français venait de parler au téléphone avec Fehmi Agani.

Au même moment, une autre « rumeur », en provenance de Pristina elle-même, mais aussi relayée par l'OTAN, indiquait qu'Ibrahim Rugova, était « blessé » et que sa maison, connue de tous et située sur les hauteurs de Pristina, dans le quartier de l'université albanaise, avait été « incendiée ». D'autres sources militaires parlaient de sa possible et prochaine « évacuation » d'un lieu inconnu, par des commandos spécialisés de l'OTAN.

Or, mercredi dans la soirée, Ibrahim Rugova est apparu sain et sauf à son domicile, gardé par la police serbe à Pristina, où il a reçu plusieurs journalistes. « Je suis ici dans ma maison. Je suis là depuis mon retour de Paris

avec ma famille », a-t-il expliqué en déplorant les « spéculations selon lesquelles j'ai été tué ou blessé et ma maison détruite ». La maison de M. Rugova, dans le quartier résidentiel de Vellanija, à la périphérie de la ville, était intacte.

Le « président » kosovar a indiqué que la police serbe lui avait proposé d'assurer sa sécurité et qu'il avait « accepté ». « J'ai seulement voulu dire que je suis vivant, parce que le peuple est préoccupé », a déclaré M. Rugova à ces journalistes, dont un représentant de l'AFP, un correspondant russe, et des équipes de plusieurs chaînes de télévision grecques - Mega, Antena TV, ERT, Star, Sky, Canal-5 - et turque - ATV.

« IL FAUT ARRÊTER TOUT »

Le principal leader des Albanais du Kosovo, à cette occasion, lancé un appel à l'OTAN pour « arrêter les bombardements » : « Il faut arrêter tout. Il faut travailler là-dessus. Il faut que Belgrade s'engage sur une voie diplomatique et accepte un accord qui est sur la voie diplomatique depuis Rambouillet. Il faut aussi que Belgrade accepte des intermédiaires comme Holbrooke [le diplomate américain] et

Primakov [le premier ministre russe] ». Ibrahim Rugova a aussi indiqué avoir demandé « à Belgrade de coopérer, ainsi qu'à l'Union européenne, du Groupe de contact, à la Russie et à tous ceux qui sont engagés dans la question du Kosovo ».

Interrogé sur l'exode massif des Albanais du Kosovo qui se poursuit depuis plusieurs jours, M. Rugova a qualifié la situation de « tragique » et souligné la nécessité d'« arrêter cela ».

Ces déclarations faites en son domicile ont bien évidemment été largement reprises par les médias officiels serbes et n'ont fait encore l'objet d'aucun commentaire des Occidentaux. Mais que, sain et sauf, le principal dirigeant kosovar annonce qu'il a accepté d'être protégé par les forces serbes et lance, depuis Pristina même où sont situés certains des objectifs visés par les frappes, un appel à l'arrêt des bombardements ne peut que provoquer l'embaras au sein de l'Alliance atlantique. Dans la guerre de l'information, l'erreur et les rumeurs ne pardonnent pas.

Denis Hautin-Guizaut

« Pirates » serbes contre www.nato.int

LE SERVEUR WEB de l'OTAN fait quotidiennement l'objet d'attaques électroniques, engagées depuis Belgrade par des « pirates » serbes. Des agressions purement gratuites : le serveur ne contient aucune donnée sensible.

Dès le premier jour des bombardements, le site Internet de l'Alliance atlantique (www.nato.int) a été assailli de nombreuses requêtes électroniques en provenance des Balkans. De petits paquets d'informations sans intérêt qui, d'ordinaire, permettent aux internautes de vérifier qu'un ordinateur est en ligne. Ces fameux « pings » arrivent par millions et saturant les ordinateurs, empêchant tout accès au site. Selon Christian Scheuwerghs, webmaster du site de l'OTAN, « l'ampleur de ces attaques témoigne d'une véritable stratégie des autorités serbes visant à bloquer toutes les sources d'information ».

Après avoir trouvé une parade à

ce classique de la piraterie, les spécialistes de l'OTAN se trouvent confrontés à un nouveau type de raid. Un ordinateur, localisé en Serbie, envoie chaque jour plus de 2 000 messages. Virus et autres macro-virus, malicieusement insérés en pièce jointe dans les courriers, sont immédiatement éliminés. Mais, vu du Monde, les documents du site de l'OTAN arrivent pourtant à une vitesse d'escalot, 8 caractères par seconde, signe que les agresseurs poursuivent leurs tentatives. (Hier, le porte-parole de l'OTAN, James Shea, expliquait d'ailleurs la lenteur de la connexion par la saturation du site de l'organisation.) C'est la première fois que les ordinateurs de l'Alliance servent ainsi de cible.

De leur côté, le ministère anglais de la défense et le Tribunal pénal international ont, chacun, décidé d'ouvrir un site en langue serbe.

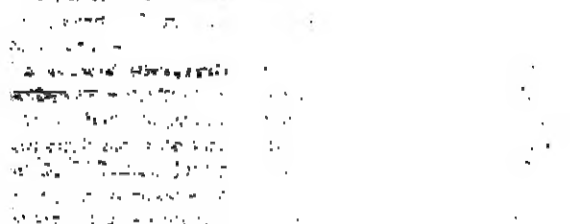
Olivier Puech

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

du Kosovo

La première vague d'exactions serbes au Kosovo selon l'OTAN

PERSONNES DÉPLACÉES (29 mars)



La frontière albanaise : « Allez maintenant dans le pays de Clinton ! »

MORINA (Frontière Kosovo-Albanie) de notre envoyé spécial

REPORTAGE

« Ils nous ont dit que nous devions partir, que ce n'était plus notre pays »

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Les Quinze se concertent avec les pays limitrophes de la Yougoslavie

LES SECOURS commencent à arriver massivement de l'Europe et des Etats-Unis pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés qui continuent d'affluer dans les pays voisins du Kosovo au fur et à mesure des opérations de « nettoyage » serbe.

Mardi 31 mars, deux trains entiers sont arrivés en Macédoine transportant chacun entre 2 500 et 3 000 personnes embarquées de force à Pristina, la capitale de la province à majorité albanophone de la République de Yougoslavie. L'Albanie continue d'être la première destination de l'exode. Le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, qui assure la coordination d'une bonne partie de l'aide, estimait qu'ils atteindraient mercredi soir le chiffre de 100 000. En début de journée, avant l'arrivée des trains, on parlait de 14 500 pour la Macédoine et de 25 000 pour le petit Monténégro, membre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Sur une population de 2 millions d'habitants, plus de 500 000 auraient été obligés de quitter leurs foyers, les plus heureux parvenant à quitter le pays, les autres étant déplacés ou errant on ne sait où. Les informations sur ce qui se passe au Kosovo-méme continuent d'être extrêmement partielles et confuses. Plus aucune organisation humanitaire n'y opère, après avoir été progressivement contraintes de cesser leurs activités. Médecins sans Frontières avait annoncé en début de semaine le retrait de sa dernière équipe de Pristina, l'hospitalité croissante à l'égard de tout étranger empêchant tout travail et tout déplacement.

Pour parer au plus pressé, le HCR dispose de trois équipes en Albanie, à Tirana, à Shkoder et à Kukës au nord-est, par où affluent les réfugiés. Des renforts ont été envoyés pour secourir les réfugiés en Macédoine et en Albanie tandis qu'une équipe de trois personnes est arrivée mardi au Monténégro.

A la frontière albanaise : « Allez maintenant dans le pays de Clinton ! »

MORINA (Frontière Kosovo-Albanie) de notre envoyé spécial

REPORTAGE

« Ils nous ont dit que nous devions partir, que ce n'était plus notre pays »

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

Le Kosovo...
L'Europe et l'ONU...

L'Europe et l'ONU mettent en place des aides d'urgence

Les Quinze se concertent avec les pays limitrophes de la Yougoslavie

LES SECOURS commencent à arriver massivement de l'Europe et des Etats-Unis pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés qui continuent d'affluer dans les pays voisins du Kosovo au fur et à mesure des opérations de « nettoyage » serbe.

Mardi 31 mars, deux trains entiers sont arrivés en Macédoine transportant chacun entre 2 500 et 3 000 personnes embarquées de force à Pristina, la capitale de la province à majorité albanophone de la République de Yougoslavie. L'Albanie continue d'être la première destination de l'exode. Le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, qui assure la coordination d'une bonne partie de l'aide, estimait qu'ils atteindraient mercredi soir le chiffre de 100 000. En début de journée, avant l'arrivée des trains, on parlait de 14 500 pour la Macédoine et de 25 000 pour le petit Monténégro, membre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Sur une population de 2 millions d'habitants, plus de 500 000 auraient été obligés de quitter leurs foyers, les plus heureux parvenant à quitter le pays, les autres étant déplacés ou errant on ne sait où. Les informations sur ce qui se passe au Kosovo-méme continuent d'être extrêmement partielles et confuses. Plus aucune organisation humanitaire n'y opère, après avoir été progressivement contraintes de cesser leurs activités. Médecins sans Frontières avait annoncé en début de semaine le retrait de sa dernière équipe de Pristina, l'hospitalité croissante à l'égard de tout étranger empêchant tout travail et tout déplacement.

Pour parer au plus pressé, le HCR dispose de trois équipes en Albanie, à Tirana, à Shkoder et à Kukës au nord-est, par où affluent les réfugiés. Des renforts ont été envoyés pour secourir les réfugiés en Macédoine et en Albanie tandis qu'une équipe de trois personnes est arrivée mardi au Monténégro.

Mobilisation internationale

Plusieurs dizaines de millions d'euros d'aides d'urgence ont été débloqués par les Etats-Unis et les pays européens pour venir en aide aux réfugiés. Le montant de l'aide française s'élève à 125 millions de francs. Les Etats-Unis ont affecté 50 millions de dollars (46 millions d'euros) à l'opération, la Suisse 14 millions de dollars, les Danois un peu moins de 5 millions de dollars. L'Italie, qui a envoyé sur place des tentes et des moyens de couchage, dispose elle-même de moyens d'urgence en cas de besoin dans les Foulées. Des avions militaires ont commencé à acheminer du matériel à partir de Grande-Bretagne et d'Allemagne. Les Etats-Unis ont indiqué être en mesure de fournir une aide alimentaire pour 400 000 personnes pendant six mois. L'Unicef, comme le HCR, a commencé à acheminer du matériel de base pour couvrir les besoins de 40 000 enfants et adultes pendant trois mois.

Les Kosovars de Paris à la recherche de nouvelles, au téléphone...

TINA RESPIRE. Son père est « en sécurité », l'information lui est parvenue mercredi 31 mars, de Pristina. Depuis quatre jours, elle, son frère et sa mère, installés l'une en France, l'autre en Allemagne, la troisième en Grande-Bretagne, ne s'appellent plus que pour partager leur inquiétude, imaginer ce qui se cache derrière cette sonnerie sans réponse. Mais, cette fois, un cousin a répondu. « Ne t'inquiète pas. La famille est en sécurité. » Deux minutes, encore, ils ont parlé. Sans citer de nom. « Une discussion un peu vague », explique Tina. D'une voix monotone, le cousin a juste indiqué que trois amis écrivains « étaient morts », que lui et sa famille allaient bien, mais qu'ils ne sortaient plus... « Il n'a même pas dit pourquoi », constate Tina.

Tina respire, mais péniblement. Ici, à Paris, elle regarde la télévision, lit les journaux. Elle parle avec ses amis, réfugiés comme elle, des informations contradictoires. « Rugova mort, Rugova vivant, Rugova blessé, ça change tous les jours, regrette-t-elle. Quand on a Pristina au téléphone, on ne peut rien demander, on a trop peur de les compromettre. »

Le Tribunal pénal international de La Haye annonce l'inculpation du « commandant Arkan »

DÉJÀ RECHERCHÉ par Interpol à la demande de pays européens pour des délits de droit commun (meurtre, attaques de banques, trafics divers), Zeljko Raznatovic, quarante-cinq ans, plus connu sous le nom de « commandant Arkan », a été inculpé pour crimes de guerre. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a déposé, mercredi 31 mars, que le nom d'Arkan figurait depuis le 30 septembre 1997 sur une liste secrète d'inculpés pour des crimes commis durant la guerre en ex-Yougoslavie (1991-1995). « Au vu des informations récentes sur son engagement au Kosovo, j'ai décidé de rendre publique l'existence d'une inculpation contre Zeljko Raznatovic, également connu sous le nom d'Arkan », a déclaré Louise Arbou, procureur du tribunal.

Cette annonce, nous rapporte notre correspondant à La Haye Alain Franco, constitue une exception notable dans la stratégie de Louise Arbou, qui avait décidé, contrairement à son prédécesseur, de maintenir des inculpations secrètes, afin de faciliter les arrestations par surprise par les forces de la SFOR en Bosnie.

Selon M^{me} Arbou, il s'agit « d'avertir ceux qui seraient enclins à faire appel aux services d'Arkan ou à obéir à ses ordres qu'ils se compromettent en s'associant à un criminel de guerre ». Criminel de droit commun reconverti dans le « nettoyage ethnique » puis dans les affaires et le football, Arkan s'était rendu célèbre par les exactions (meurtres, viols, pillages) de sa milice, les « Tigres », d'abord à Vukovar (Croatie, 1991), puis lors de la guerre de Bosnie. Arkan est soupçonné de voyager régulièrement en Europe sous de fausses identités.

« JE NE ME RENDRAI PAS »

Le chef de guerre a répondu à sa manière, dans une interview publiée jeudi par un quotidien yougoslave et, en anglais, sur CNN, depuis Belgrade : « Je me fiche de cette inculpation. (...) C'est leur réponse à ma déclaration, à savoir que j'étais au Kosovo s'il y avait une intervention de troupes terrestres » de l'OTAN. Mais, a-t-il poursuivi, « je ne me rendrai pas, je suis un soldat, je combats jusqu'au bout ». « Le peuple de Yougoslavie sait que je ne suis pas coupable et que je ne suis pas un criminel de guerre. Je n'ai pas violé et je n'ai pas tué de civils innocents », a-t-il affirmé, qualifiant son inculpation de « mise en accusation politique classique ».

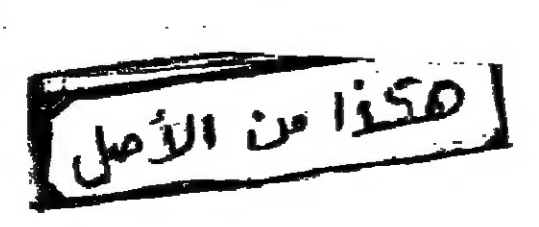
« Mes soldats ne sont pas encore engagés » au Kosovo, a-t-il précisé, « mais ils le seront si l'OTAN intervient avec ses troupes terrestres ».

Le ministre britannique de la défense, George Robertson, avait déclaré qu'Arkan aurait été aperçu près de Pristina. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook avait précisé que sa milice allait être « pleinement intégrée » au 52^e corps d'armée yougoslave dans le chef-lieu du Kosovo.

Pressé depuis une semaine par l'OTAN et des responsables occidentaux de mettre aussi en accusation le président yougoslave Slobodan Milosevic, le procureur du TPI, Louise Arbou, a en revanche refusé mercredi de spéculer sur une telle décision. Mais elle a déclaré « prendre au sérieux » les informations faisant état d'atrocités au Kosovo. « Des enquêtes ne peuvent être lancées de manière responsable, au minimum, que sur une base crédible de preuves », a-t-elle souligné, ajoutant ne pas avoir cette « base » dans l'immédiat.

Selon M^{me} Arbou, Slobodan Milosevic pourrait être tenu pour responsable de crimes au Kosovo « s'il a personnellement ordonné, s'il est à l'origine ou s'il a participé d'une quelconque manière à leur perpétration », s'il a échoué à les empêcher ou s'il n'en a rien fait.

Soulignant qu'une invitation à inculper n'aide pas particulièrement un procureur », elle a appelé la communauté internationale à lui transmettre toute information sur l'implication de Slobodan Milosevic. (AFP Reuters, 4R)



Trois soldats américains ont été faits prisonniers par les Serbes

Ils dépendraient des forces de l'ONU en Macédoine

LA CAPTURE par les Serbes de trois soldats américains est un « acte révélateur », a déclaré, jeudi 1^{er} avril, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. Il a précisé que ces soldats n'avaient rien à voir avec les opérations de l'OTAN au Kosovo et appartenaient à la force des Casques bleus des Nations unies, déployée depuis 1992 en Macédoine, dont le mandat a expiré il y a quelques semaines. Les trois soldats ont été présentés, jeudi matin, à la télévision serbe. Selon la Maison Blanche, les trois soldats auraient été capturés alors qu'ils effectuaient une patrouille dans la région de Kumanovo, à la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Avant d'être faits prisonniers par les forces serbes, ils auraient essuyé des tirs d'armes automatiques. Ils avaient été portés disparus dans la nuit de mercredi à jeudi.

Cette capture risque de peser sur le débat qui a commencé à Washington sur le fait de savoir s'il faut envoyer des troupes au sol au Kosovo pour appuyer l'offensive aérienne menée depuis huit jours

L'A-10, un char volant

Le chasseur de chars A-10 Thunderbolt, que les États-Unis ont mis à contribution contre les concentrations militaires yougoslaves, est un avion conçu par Fairchild, son constructeur de l'époque, autour de son arme : un canon de 30 mm, capable de cracher entre 2 100 obus/minute et 4 200 selon qu'on se sert ou non des deux moteurs hydrauliques utilisés pour entraîner le système de chargement.

L'A-10 est entré en service en 1976. C'est l'équivalent d'un char volant, qui emporte, outre son canon, des bombes et des roquettes. Résidu très manœuvrable et très stable pour évoluer à basse altitude, cet avion, fortement blindé, est lent, et c'est ce qui fait aussi sa vulnérabilité car il peut être atteint par de simples armements collectifs d'infanterie, comme une mitrailleuse.

Moscou envoie des navires dans la zone de l'offensive alliée

SEPT NAVIRES de guerre de la flotte russe de la mer Noire : un bâtiment de reconnaissance, deux frégates de lutte anti-sous-marin, un croiseur lance-missiles, un navire de débarquement et deux patrouilleurs devraient quitter, vendredi 2 avril, le port de Sébastopol en direction des eaux internationales au voisinage des Balkans. C'est le ministre russe de la défense, Igor Sergueïev, qui l'a annoncé, précisant qu'une telle flotte avait pour mission d'évaluer la situation dans la zone.

A Washington, le département d'Etat et le Pentagone ont différemment réagi. Le premier s'est dit préoccupé par un déploiement « qui n'est pas un geste particulièrement heureux dans le contexte actuel », tout en précisant que Washington avait reçu de la Russie des assurances selon lesquelles Moscou n'avait pas l'intention de s'impliquer dans le conflit au Kosovo, ni de fournir une assistance militaire aux Serbes. Le Pentagone a estimé, lui, que « les Russes avaient parfaitement le droit de déployer

par l'OTAN pour arrêter la répression des forces serbes contre la population albanaise. Officiellement, aucun projet de ce type n'est à l'étude à Washington, mais le président Clinton doit faire face aux critiques de deux camps opposés : ceux qui lui reprochent d'avoir engagé les États-Unis dans une aventure incertaine où leurs intérêts ne sont pas en jeu et ceux qui demandent que l'on aille jusqu'au bout de la logique du conflit en envoyant, s'il le faut, l'armée en ex-Yugoslavie.

De plus en plus d'experts et d'ex-responsables politiques qui ne croient pas à la possibilité d'une victoire obtenue par les seuls bombardements, écrit notre correspondant à Washington. Il y a, en tend-on, de la crédibilité de l'Alliance et des États-Unis, non seulement en Europe mais aussi à travers le monde, face à un adversaire comparé par l'ancienne ambassadrice à l'ONU Jeane Kirkpatrick à Hitler et à Pol Pot. Maintenant que l'on est engagé dans la guerre, il faut aller jusqu'au bout et se donner tous les moyens pour réussir, y compris sur le terrain, ajoutent ces partisans de la manière forte.

A la fin de la semaine passée, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright avait répété que le président Clinton « n'a pas l'intention » d'envoyer des troupes au Kosovo. Cette déclaration avait reçu l'appui du Pentagone, mais le chef d'état-major, le général Henry Shelton, avait employé une expression plus ambiguë : « Il n'existe, à ce stade, aucun plan pour envoyer des forces au sol », a-t-il dit. Pendant ce temps, des sénateurs, démocrates comme républicains, proposent d'armer les Kosovars afin qu'ils puissent se défendre dans de meilleures conditions contre les forces serbes.

Peut-être Henry Kissinger décrit-il le mieux le dilemme grandissant dans lequel se trouvent les Américains et leurs alliés de l'OTAN : « Il est irresponsable d'envoyer des troupes au sol au Kosovo, a-t-il dit, mais il est impossible d'assurer la sécurité des Kosovars sans envoyer des troupes au sol. »

des navires en eaux internationales, comme nous le faisons ».

Entre les deux marines, il existe, depuis longtemps, des procédures par lesquelles les navires en mer peuvent éviter, en raison de leur plan de route, des malentendus ou des incidents qui surviendraient de manière inopinée et qui pourraient être mal interprétés par l'une ou l'autre.

Il n'en demeure pas moins que ce dispositif naval pourrait fournir l'occasion aux Russes de chercher à intercepter les communications entre alliés dans la région, pour connaître les objectifs de leurs missions, qui sont principalement coordonnées depuis les postes de l'OTAN à Naples et à Vicenza, près de Venise. Le soupçon existe que les Russes puissent en informer les Serbes. Toutes les marines pratiquent en temps de paix et, à plus forte raison, en période de crise, ce type de renseignement in situ, à condition de pouvoir « casser » les codes adverses.

J. I.

HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE ET DE MANAGEMENT

Concours national SUP Réseau 99

UN CONCOURS D'INTÉGRATION À LA FORTUNE SUP DE L'ISG POUR 7 ÉCOLES

Admission : Bac S, ES, L. Inscription jusqu'au 14 Avril.

• Paris : 01 44 74 86 00 • Lyon : 04 78 62 47 57
• Bordeaux : 05 56 91 11 02 • Nantes : 02 20 09 07 52
• Lille : 03 20 55 09 96 • Strasbourg : 03 88 36 02 06
• Toulouse : 05 61 62 12 57

GROUPE ISG
28, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris

Les frappes de l'OTAN pourraient durer plusieurs semaines, selon Javier Solana

La « phase 3 », contre les centres nerveux du régime, n'est pas engagée

Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré jeudi 1^{er} avril que la campagne aérienne devrait durer « plutôt des semaines que des

jours ». Elle vise « toute installation ou unité utilisée pour [la] campagne d'épuration ethnique », l'Alliance atlantique accuse Belgrade

de mener un « scénario orwellien » : la destruction des archives au Kosovo pour « priver un peuple du sens de son passé ».

BRUXELLES

de notre correspondant

La journée du mercredi 31 mars n'a pas été celle des bonnes nouvelles au siège de l'Alliance atlantique, à Bruxelles. Des nuages accrochés obstinément dans le ciel de la République fédérale de Yougoslavie ont empêché bon nombre d'appareils envoyés en mission d'atteindre les objectifs fixés. L'exode des populations continue à grande échelle. On a pris acte de l'échec de la mission du premier ministre russe, Evgueni Primakov, à Belgrade. Dans la soirée, on apprendait que trois militaires américains avaient disparu lors d'un accrochage avec des éléments armés non-identifiés, à l'occasion d'une patrouille en Macédoine, à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Kosovo.

Enfin, une bonne nouvelle, la réapparition à Pristina d'Ibrahim Rugova, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, dont on avait dit qu'il était en fuite, s'accompagnait malheureusement de déclarations de ce dernier demandant à l'OTAN l'arrêt des bombardements (lire page 2). Ces propos gênent, bien évidemment, la stratégie actuelle de l'Alliance, qui préconise, au contraire, une intensification des frappes pour faire plier Slobodan Milosevic. Les rumeurs d'exécutions d'intellectuels kosovars comme le professeur Fehmi Agani, principal conseiller d'Ibrahim Rugova, données comme fondées sur des « sources très fiables »,

lundi, par le général David Wilby, se sont révélées improbables. Autant de faits qui minent encore un peu plus la crédibilité des informations diffusées au siège de l'OTAN à Bruxelles.

Devant cette accumulation de coups durs, les principaux responsables de l'Alliance serraient les coudes et multipliaient les interventions pour inciter les opinions publiques des pays engagés dans l'opération à garder confiance et patience. Javier Solana, le général Wesley Clark, le porte-parole de l'Alliance Jamie Shea passaient d'un studio de télévision à l'autre pour répéter le message du jour : les frappes vont s'intensifier, il n'est pas question d'un trêve pacifique. « Ce serait inhumain, car ce serait une invitation aux assassinats et au nettoyage des villages au Kosovo », a déclaré le général Klaus Naumann, président du comité militaire.

« SCÉNARIO ORWELLIEN »

Des indications venant de Washington et rapportées par deux quotidiens américains mercredi avaient laissé entendre que l'OTAN allait, sans tarder, passer à la phase 3 de l'opération « Force allié ». Celle-ci prévoit, dans ses principes, des frappes aériennes sur les centres de décision de la direction politique et militaire yougoslave, y compris à Belgrade même. Ces spéculations étaient fermement démenties par les responsables de l'Alliance à Bruxelles.

« Le Conseil atlantique, réuni mardi soir, n'a en aucune manière autorisé le secrétaire général à mettre en œuvre cette phase 3 », indiquait un haut diplomate européen.

« Nous restons dans le cadre de la phase 2, qui consiste à détruire les possibilités de répression de l'armée et des forces de police spéciale au Kosovo. D'autre part, la phase 1, consistant à anéantir le système de défense aérienne de la Yougoslavie, dont les objectifs sont en passe d'être atteints, continue », ajoutait-il. Mercredi matin, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a indiqué que les raids aériens contre la Yougoslavie pourraient durer encore plusieurs semaines et rappelés qu'ils avaient pour but d'affaiblir « la capacité militaire de Slobodan Milosevic, sa capacité à tuer et à créer une catastrophe humanitaire ». Condamnant « la purification ethnique » menée par Belgrade, M. Solana s'est cependant refusé à prononcer le terme de « génocide », employé par le chancelier allemand Gerhard Schröder et son ministre de la défense.

En fait, il semble bien que, pour des raisons d'opportunité politique et tactique, les frontières entre les différentes phases définies avant le lancement de l'opération ont tendance à s'estomper, pour faire place à une évolution « en continu ». Jamie Shea a ainsi précisé que les cibles définies dans la phase 2 ne se limitaient pas à des installations situées au sud du 44^e parallèle : elles visent « toute

installation ou unité qui est utilisée pour planifier, concevoir ou diriger cette campagne d'épuration ethnique », a-t-il indiqué. « Ses responsables doivent savoir qu'il n'y a plus pour eux de sanctuaire », a conclu M. Shea.

Les porte-parole de l'Alliance ont, en outre, dressé un tableau encore plus sombre que la veille de la situation humanitaire dans la province et ses alentours. « Nous assistons à un scénario orwellien qui vise à priver un peuple et une culture du sens de leur passé et du sens de la communauté dont ils font partie », a encore déclaré M. Shea, rapportant des informations quant à la destruction, par les forces serbes, des archives kosovares, les cadastres, les registres d'état civil.

Une autre question était débattue dans les couloirs de l'Organisation : l'opportunité de maintenir à la date prévue, les 24 et 25 avril, le sommet de l'OTAN à Washington. La réponse était formelle : le sommet aura bien lieu, mais il apparaît que son déroulement et son programme seront affectés par la situation nouvelle créée. « Ce sera un sommet consacré essentiellement au Kosovo, quelle que soit la situation des opérations », a affirmé un diplomate européen. Javier Solana a annulé les manifestations prévues le 8 avril à Bruxelles pour célébrer la naissance (le 4 avril 1949) d'une organisation qui conduit la première guerre de son histoire.

Luc Rosenzweig

Intervenir au sol : pourquoi, comment et avec combien d'hommes ?

PLUS les frappes aériennes se font efficaces, sans pour autant obtenir un changement radical d'attitude de Slobodan Milosevic, et plus leur succès légitime le déclenchement d'une intervention terrestre de l'OTAN, sous une forme qui devra répondre aux objectifs plus politiques que militaires de l'opération « Force allié ». En revanche, un échec des raids aériens, qui ne seraient pas parvenus à désorganiser suffisamment les armées yougoslaves, placerait la coalition anti-Milosevic devant la nécessité soit de prendre le risque d'une action terrestre sans garantie d'une protection aérienne adéquate - avec les pertes qui s'ensuivraient -, soit de rester l'arme au pied face aux exactions des Serbes.

Une intervention terrestre ne s'improvise pas. Dès octobre 1998, elle a été préparée par l'OTAN comme hypothèse d'action. Elle a été écartée et la solution aérienne privilégiée sous la pression des États-Unis, traumatisés par le cauchemar de la Corée, du Vietnam et de la Somalie.

Pendant cinquante ans, l'OTAN, dont c'était la mission, a planifié des contre-offensives face à l'avance des troupes du pacte de Varsovie. Le terrain était alors les vastes plaines orientales d'Europe. Aujourd'hui, la perspective est très différente. D'abord, l'armée yougoslave, dont le niveau de combattivité est inconnu dans la mesure où il n'a pas été véritablement testé, s'est toujours, elle aussi, préparée à une invasion de l'armée rouge. Ensuite, elle dépend pour son ravitaillement en carburant d'un oléoduc en provenance de Russie qui passe par la Hongrie, nouveau membre de l'OTAN, appelée à le contrôler.

Qu'il s'agisse d'une intervention lourde ou d'un déploiement plus léger, la première interrogation est de savoir pour quoi faire. La destruction des armées serbes, des forces de sécurité et des milices paramilitaires avec la perspective d'abattre le régime ? Une interposition entre des belligérants ? Ou la constitution d'une zone délimitée, sous contrôle de l'OTAN, qui stabiliserait sur place les populations ? De la réponse à ces questions dépendent l'ampleur et la composition du dispositif.

Il importe aussi de connaître quels pays seraient volontaires pour servir de base arrière, au plus près du théâtre des opérations, et couvrir le risque d'être perturbés par une présence militaire étrangère.

Il ne sont pas légion dans la zone. Tous partagent le fait d'être fragilisés. Seule, pour l'instant, la Macédoine, dont la coalition au pouvoir est vulnérable, a accueilli une force allée de 12 000 hommes, non sans certaines appréhensions de la voir accrue. Or, de la Macédoine partent deux axes de pénétration (de Skopje, vers le nord, et de Kumanovo, vers Pristina) susceptibles d'être empruntés par l'OTAN. Après la Macédoine, dont rien ne dit qu'elle s'engagerait à aller plus avant, le réseau des routes au Kosovo est insuffisant. Mais, surtout, les troupes alliées auraient à progresser dans un environnement inhospitalier (terains compartimentés, montagnes, tunnels et ponts étroits), sur des chemins imprévisibles (la Yougoslavie continue de produire des mines antipersonnel) et face à des forces serbes élevées dans la tradition de la guérilla (avec des unités mobiles et des milices locales omniprésentes, qui harcèlent leur adversaire) ou lourdement équipées sur le modèle ex-soviétique (blindés, artillerie et renforts).

L'OBSESSION DE LA LOGISTIQUE

Ce qui induit que l'OTAN devrait affronter une armée serbe dont la rusticité lui permet de durer, de tenir le territoire, et dont l'armement obligeait, en retour, les alliés à engager du matériel sophistiqué. D'où la nécessité et l'importance des flux logistiques qui devraient être mobilisés pour alimenter, quoi qu'il arrive, les unités. Quels ports et aéroports sont-ils susceptibles de garantir avec régularité un tel approvisionnement ? La force d'extraction en Macédoine a pu mesurer, par exemple, que Salonique, en Grèce, et Durres, en Albanie, n'ont pas les installations adéquates pour le débarquement des matériels les plus lourds. Sauf à escompter des ports croates. Or, pour un déploiement terrestre, le temps passé à livrer et à installer des moyens opérationnels est une obsession, comme on a pu le constater, en Bosnie, pour le flux logistique de la première IFOR (force d'interposition), de 60 000 hommes. Même le parachutage de forces aéroportées n'est pas la panacée. Ce serait un dispositif léger, et donc vulnérable, qui nécessiterait d'être renforcé aussitôt après dans les mêmes conditions que précédemment.

Tous ces obstacles - outre les

conditions météorologiques, qui peuvent entraver le travail d'une « couverture » aérienne permanente - seront à surmonter différemment selon qu'il s'agit de déployer une force lourde ou un dispositif plus léger, en fonction de la mission qui serait arrêtée.

Dans l'hypothèse d'une intervention destinée à venir à bout du système répressif de M. Milosevic, les États-majors de l'OTAN ont avancé le besoin d'aligner jusqu'à 200 000 hommes. « A moins de 150 000, il vaudrait mieux ne rien décider », admet-on de source française, où l'on fait remarquer que la mise sur pied d'une telle force exigerait six à huit semaines au minimum, à partir de ce qui existe déjà en Macédoine ou en Adria. Dans le cas d'un déploiement plus restreint, voté à encadrer un corridor humanitaire, à instaurer une zone délimitée et à protéger une zone d'accueil

des réfugiés, ce dispositif pourrait atteindre 30 000 à 40 000 hommes et se contenter de délais plus courts. Mais, outre qu'elle se heurterait, sur une échelle certes réduite, aux mêmes obstacles matériels, cette force entrainerait de fait une partition du Kosovo, qui sert probablement la politique de M. Milosevic et que semblent, jusqu'à présent encore, refuser les alliés. Le précédent de l'opération « Turquoise » au Rwanda incite à la prudence.

Assimilées par l'opinion à un « war game », des frappes aériennes ne règlent pas tous les problèmes et réclament du temps pour atteindre leur ambition, comme on l'a vu en Irak, où, en 1991, elles ont duré six semaines avant les quatre jours d'intervention au sol. Mais une campagne terrestre ne serait pas, non plus, une partie de plaisir.

Jacques Isnard

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pre-emploi) en entreprise.

Admission : Bac + 4, BAC + 5 • Copies d'inscription : 100 F • Frais de scolarité : 10 000 F

ISG

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

سكزا من الأصل

Graves violations des droits de l'homme dans la République démocratique du Congo

Le rapporteur de l'ONU recommande la création d'un tribunal international

Le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans l'ex-Zaïre, Roberto Garretón, vient de présenter un rapport détaillant

les nombreux cas d'exactions commises par le gouvernement de Kinshasa et par les rebelles tutsis à l'encontre de populations civiles. Il note

un signe d'espoir dans la création d'un ministère des droits de l'homme, mais recommande la création d'un tribunal pénal international.

GENÈVE

Bien que les autorités en place dans la République démocratique du Congo depuis le 17 mai 1997 se soient initialement refusées à coopérer avec le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, Roberto Garretón vient de présenter au Palais des Nations un rapport considéré par l'ensemble des délégués comme objectif et riche en informations. Le document fait état de graves violations des droits de l'homme perpétrées tant par les forces gouvernementales et leurs alliés que par celles de la rébellion.

Ainsi, le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila, considérant les rebelles tutsis - ou supposés tels - comme « des virus des moustiques, des ordures », se livrerait à leur encontre à une politique de nettoyage ethnique, avec son cortège d'exécutions sommaires, de détentions arbitraires, de violences de tout ordre (y compris des violences sexuelles, ces dernières étant considérées comme des méthodes de guerre contre les femmes tutsis) durant le conflit ethnique des provinces du Kivu, des militaires gouvernementaux,

estimant que les femmes célibataires étaient « des sorcières et des cannibales », les ont massacrées après les avoir torturées. Il convient d'ajouter l'enrôlement d'enfants pour commettre des actions guerrières. Le gouvernement a lancé sur les ondes un appel invitant les jeunes à s'engager dès l'âge de douze ans. Les militaires enlèvent des enfants d'orphelinats pour les envoyer au front. On rappelle en outre les bombardements aveugles de populations civiles qui accompagnent ces diverses exactions.

Un journaliste condamné, un universitaire arrêté

Le directeur du journal *Vision*, Thierry Kyahumba Kabonga, a été condamné, mardi 30 mars, à quatre ans de prison ferme par un arrêt de la Cour d'ordre militaire de la RDC. Arrêté le 12 janvier par le Conseil national de sécurité (CNS), placé sous l'autorité directe de la présidence, Thierry Kyahumba était accusé d'« atteinte à la sûreté de l'Etat », sans plus de précisions. Le journal dénonce ce jugement et « exige la libération pure et simple » de son directeur.

D'autre part, Félicien Tshibangu Kalala, professeur de droit à l'université de Kinshasa (Unikin), a été interpellé et gardé au cachot des services de sécurité, ont indiqué, mercredi 31 mars, ses proches à l'AFP. M. Tshibangu aurait été dénoncé auprès des services de sécurité par un groupe d'étudiants pour des propos jugés « injurieux » à leur encontre. Cette arrestation intervient quelques jours après le retour à Kinshasa de M. Tshibangu au terme d'un séjour à Lubumbashi où il avait donné une série de conférences. - (AFP)

Les violations des droits de l'homme dont se sont rendues responsables les forces rebelles ne sont pas moins graves.

Ainsi des enfants ont-ils été assassinés pour avoir refusé de s'engager dans leurs rangs. Des témoins ont vu des recrues de dix ans revêtues d'uniformes militaires et armées. Le rapport fait encore état de massacres importants : des charniers de plusieurs centaines de civils ont été découverts, des cadavres ont été mutilés et lacérés. En outre, des tortures

particulièrement brutales ont été pratiquées sur des prisonniers, et des femmes provenant d'ethnies autochtones ont été violées. Des détentions arbitraires frappent tous ceux qui sont soupçonnés d'être des proches du président Kabila. Entre le 2 et le 8 août 1998, 356 Katangais ont été arrêtés, comme l'ont été une trentaine de chefs traditionnels le 14 septembre. Tous ont disparu. On suppose que certaines victimes ont été brûlées afin que l'on ne retrouve pas leur trace.

Les rebelles ont pratiqué de nombreux pillages de denrées destinées à l'assistance humanitaire et appartenant à des organisations apparentées aux Nations unies et à des ONG. La plupart des travailleurs humanitaires ont été humiliés et menacés. Les rebelles, toujours, se sont emparés de la centrale électrique d'Inga les 12 et 14 août 1998 et ont provoqué une situation catastrophique, privant d'eau et d'électricité les hôpitaux de Kinshasa - ce qui a conduit au décès d'une dizaine de personnes - et arrêtant l'approvisionnement de la population.

« ANTICHAMBRE DE LA MORT »

La Cour d'ordre militaire applique « avec une effrayante régularité » la peine de mort à l'issue de jugements qui, eux, sont généralement entachés d'irrégularités. Des enfants de treize ans ont été condamnés à mort (mais la peine de l'un d'eux, coupable de la mort accidentelle d'un fonctionnaire au cours d'un match de football, a été commuée en travaux forcés à perpétuité). La torture sévit, entraînant la mort dans certains cas, et laisse presque toujours de graves séquelles. Les personnes accusées de sorcellerie sont rouées de coups ainsi que les membres de l'ethnie Mai-Mai. Le rapport dénonce des viols commis en grand nombre sur des fillettes détenues. Chaque jour, selon M. Garretón, des militaires commettent des pillages, des vols d'argent et de voitures dans tout le pays.

Le rapport fait état de l'existence de nombreuses prisons non autorisées, jusqu'au domicile même de hauts fonctionnaires. L'une d'elles, celle de Bulawo, a été qualifiée d'« antichambre de la mort » ; le nombre de détenus de celle de Kassapa est passé de 414 à plus de 1 500. 26 détenus de la prison de Makala (à Kinshasa), qui avaient tenté de s'évader, ont été exécutés après avoir été torturés. Les auteurs de cette exécution jouissent d'une totale impunité. Quant aux ONG qui se dévouent pour la défense des droits de l'homme, elles ont été pillées, menacées, suspendues, interdites, leurs dirigeants menacés et parfois incarcérés.

Les rebelles, pour leur part, ont mis en place de nombreuses prisons clandestines auxquelles les organismes humanitaires n'ont pas accès. Certaines sont de véritables centres de torture, et même d'exécution. L'ancienne résidence de Mobutu à Goma a ainsi été transformée en prison.

Selon les conclusions du rapport, si les deux parties au conflit ne tiennent aucun compte des règles du droit international humanitaire, force est de constater que les rebelles font preuve d'une « rare cruauté », surtout envers les réfugiés. Cependant, ni les forces gouvernementales ni les rebelles ne reconnaissent avoir commis de crimes. Les deux parties s'opposent à toute enquête impartiale et indépendante sur le terrain. Dans l'ensemble, les principales victimes sont les civils, et surtout les femmes et les enfants.

Selon M. Garretón, il est toutefois des signes qui permettent quelque espoir : la création toute récente d'un ministère des droits de l'homme, et l'annonce d'une coopération avec le rapporteur spécial pour les droits de l'homme. Le rapporteur chilien recommande la création d'un tribunal pénal international qui permettrait d'examiner les faits mentionnés dans son rapport.

Isabelle Viehman

Les négociations sur l'Ulster pourraient aboutir prochainement

BELFAST. Le porte-parole de Tony Blair a annoncé, jeudi 1^{er} avril, que le premier ministre britannique et son homologue irlandais, Bertie Ahern, espèrent pouvoir faire prochainement une déclaration décisive sur les négociations sur l'Irlande du Nord. MM. Blair et Ahern ont passé la nuit de mercredi à jeudi en pourparlers près de Belfast avec les partis politiques nord-irlandais pour tenter de débloquer l'application de l'accord de paix d'avril 1998, qui achoppe sur la question du désarmement des paramilitaires.

« Des progrès substantiels ont été faits », a annoncé le porte-parole, les deux premiers ministres « estiment que les éléments clés sont en train de se mettre en place ». Les négociations, qui se poursuivent depuis lundi, tentent de concilier l'exigence des protestants unionistes d'une reddition d'armes de l'IRA avant toute formation de l'exécutif et la position du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, qui demande la mise en place du gouvernement et affirme ne pouvoir s'engager sur le désarmement. - (AFP)

L'ONU soupçonne Bagdad de l'assassinat de l'ayatollah al-Sadr

GENÈVE. Le rapporteur de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Irak, M. Max van der Stoep, a implicitement accusé Bagdad, mercredi 31 mars, d'être responsable de la mort du principal dignitaire chiite d'Irak, l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, en février dernier. « Il y a de nombreuses indications montrant que le gouvernement n'est pas aussi innocent qu'il le déclare » dans cette mort, a-t-il dit lors d'une conférence de presse précédant la présentation officielle de son rapport critique sur la situation des droits de l'homme en Irak devant la commission des droits de l'homme, à Genève. « L'ayatollah al-Sadr et ses deux fils ont été tués le 18 février, une semaine après avoir demandé la libération des religieux chiites emprisonnés », a ajouté le rapporteur. - (AFP)

Une élection présidentielle est prévue au Paraguay dans les six mois

ASUNCION. Les nouvelles autorités paraguayennes ont décidé, mardi 30 mars, l'organisation d'une élection présidentielle « dans les six mois », selon des sources officielles à Asuncion. Le nouveau président paraguayen par intérim Luis Gonzalez Macchi sera le candidat unique des trois forces qui composent le gouvernement formé dans la journée, le Parti colorado, le Parti libéral (PLRA) et le Parti social-démocrate (PEN).

Le nouveau gouvernement paraguayen a été constitué mardi par le président Gonzalez Macchi. Il est composé de dix membres, six appartenant au Parti colorado, au pouvoir depuis 1947, et quatre sont issus des rangs de l'opposition (deux PLRA et deux PEN). - (AFP)

François Compaoré est renvoyé devant un tribunal militaire

OUAGADOUGOU. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Ouagadougou, se déclarant « incompétente », a renvoyé mercredi devant un tribunal militaire l'affaire de meurtre impliquant François Compaoré, le frère du président burkinabé Blaise Compaoré. François Compaoré, frère cadet du chef de l'Etat, a été inculpé en janvier pour « meurtre et recel du cadavre » de son chauffeur David Ouédraogo.

Ce dernier est décédé le 16 janvier 1998 après avoir été torturé par des militaires de la sécurité présidentielle. « Nous sommes extrêmement satisfaits, puisque nous plaçons la nullité de la procédure, parce que nous souhaitons le triomphe du droit et la saisie de nouveaux juges pour enquêter sur cette regrettable affaire », a déclaré M. Pierre Olivier Sur, l'avocat français de François Compaoré.

DÉPÊCHES

■ **ETATS-UNIS** : les quatre policiers new-yorkais blancs qui ont tué, début février, un immigré noir sans arme, déclenchant une vague de protestation, ont été inculpés, mercredi 31 mars, pour meurtre au second degré, a annoncé le procureur du Bronx. « Ils ont tiré avec l'intention de tuer », a expliqué lors d'une conférence de presse le procureur, Robert Johnson. « Ils n'ont pas pu voir M. Diallo les menacer, puisque M. Diallo n'avait pas d'arme », a-t-il souligné. - (AFP)

■ **Louis Farrakhan**, le dirigeant noir de la Nation de Islam, a été hospitalisé à l'hôpital de l'université Howard de Washington, mercredi 31 mars. M. Farrakhan, soixante-cinq ans, dont le mouvement musulman est basé à Chicago, est gravement malade depuis plusieurs semaines. - (AFP)

■ **INDONÉSIE** : la police anti-émeute a dispersé violemment, mercredi 31 mars, une manifestation de 150 étudiants protestataires à Djakarta, faisant au moins cinq blessés, selon des témoins. Djakarta n'avait pas connu pareils heurts depuis le 4 mai 1998. - (Reuters)

■ **IRAK/VATICAN** : une délégation religieuse irakienne se rendra au Vatican à la mi-avril pour remercier le Pape Jean Paul II de ses prises de position en faveur de l'Irak, a indiqué mercredi 31 mars un responsable du patriarcat chaldéen. La délégation, dépêchée par le chef de l'Etat Saddam Hussein, sera présidée par le patriarche chaldéen Raphaël I^{er} Bidawid et comprendra deux dignitaires musulmans et un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. - (AFP)

L'OMC peine à se trouver un nouveau directeur général

GENÈVE. A un mois de l'expiration, fin avril, du mandat de son actuel directeur général, Renato Ruggiero, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas réussi à lui trouver un successeur. Réunis à Genève à la nouvelle date butoir qu'ils s'étaient fixés, mercredi 31 mars, les représentants de 134 membres de l'OMC se sont rapidement séparés et ont décidé de se retrouver après Pâques, faute de consensus sur l'un des deux candidats restés en lice, le vice-premier ministre thaïlandais Supachai Panitchpakdi, et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore.

Les deux candidats sont toujours « très proches », ont expliqué des diplomates, avec un léger avantage pour le Thaïlandais. Alors que M. Supachai apparaît comme le candidat des pays en développement, disposant notamment du soutien de l'Asie et du Japon, les Etats-Unis lui préfèrent nettement son rival néo-zélandais, jugé plus proche de leur conception de la libéralisation du commerce mondial. Ces derniers temps, Washington n'a pas ménagé ses efforts pour imposer Mike Moore. L'Union européenne peine à se prononcer clairement. - (Corresp.)

En direct à 20.45

arte

vendredi 2 avril à 20.45

Au-delà du silence

Emmanuelle Laborit, Sylvie Testud dans une fiction de Caroline Link.

Née de parents sourds, Lara découvre un jour le monde fantastique de la musique grâce à une clarinette.

Sélectionnée pour l'OSCAR du meilleur film étranger en 1998.

3615 ARTE (120 min) www.arte-tv.com

sous-titrage français sur télétexte.

Les négociations sur l'Ulat
raient aboutir prochainement

U soupçonne Bagdad
l'assassinat de l'ayatollah al-Sadr

lection présidentielle
raguay dans les six mois

ois Compaoré est renversé
un tribunal militaire

perne à se briser
niveau directeur général

Le Brésil, qui surmonte sa crise financière, bénéficie à nouveau de l'aide internationale

Le FMI a libéré une deuxième tranche de 4,9 milliards de dollars. Cette décision ouvre la voie au versement d'un montant équivalent de la part des grands pays industrialisés

RIO DE JANEIRO

Le Fonds monétaire international (FMI) a officiellement avalisé le nouvel accord négocié avec le gouvernement brésilien à la suite de la dévaluation du réal (la devise brésilienne) intervenue à la mi-janvier. Cette décision a ouvert la voie au versement de la part de l'institution de 4,9 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) et à celui - d'un montant équivalent - de la part de la Banque des règlements internationaux chargée de gérer l'enveloppe globale de 41,5 milliards de dollars mise à la disposition de Brasília par la communauté financière internationale en vertu de l'accord paraphé en novembre 1998. En décembre, le Brésil avait bénéficié d'un premier versement total de 9,4 milliards de dollars. Le changement de politique monétaire décidé par le gouvernement à la mi-janvier avait provoqué l'effondrement du réal, gelé le processus d'aide et amené le gouvernement brésilien et le FMI à redéfinir de nouveaux objectifs macro-économiques. Ce réajustement semble commencer à payer.

Le FMI, dont la crédibilité a été

sérieusement écornée par les crises asiatique et russe, a quelques bonnes raisons de se montrer satisfait de l'évolution de la situation au Brésil. Le regain d'inflation, jugé inévitable par beaucoup d'observateurs dans la foulée de l'effondrement du réal et du renchérissement des produits importés, ne s'est pour l'instant pas produit. Selon l'institut de conjoncture brésilien indépendant Getulio Vargas, l'inflation n'a progressé en mars que de 2,83 %, portant la progression des prix sur les trois premiers mois de l'année à 7,44 %. Il est vrai que la forte récession, fruit de l'extrême rigueur de la politique monétaire adoptée ces derniers mois, inhibe les dérapages tant redoutés. Au point que la banque centrale s'est permis de réduire, il y a une semaine, son taux directeur de 45 à 42 %. Les analystes, unanimes, revoient désormais à la baisse la prévision d'une inflation de 16,8 % agréée par le FMI.

D'autant que le Congrès a récemment approuvé les dernières mesures du plan d'ajustement d'un montant de 23 milliards de reais (12,2 milliards d'euros) englobant coupes budgétaires et relèvements

d'impôts. Pierre angulaire de l'accord renégocié avec le FMI, l'excédent budgétaire primaire (excluant le service de la dette publique) devrait, au vu des premiers résultats, atteindre au moins 3,1 % du produit intérieur brut, conformément à l'objectif fixé. Cet ensemble d'éléments positifs favorise une reprise, encore timide, du flux de capitaux étrangers vers le Brésil. Guetté un temps par une véritable « désintégration », le réal en profite pour reprendre des couleurs. Mercredi 31 mars, le réal se redressait face au dollar pour la sixième séance consécutive : le billet vert s'échangeait en clôture à 1,71 réal, contre 2,17 reais au plus fort de sa débâcle. Son taux de change se rapproche, bien plus rapidement que prévu, du cours pivot de 1,70 réal pour 1 dollar qui, selon les prévisions officielles, ne devait être atteint qu'en fin d'année. La dépréciation du réal face au billet vert n'est plus que de 30 %.

La « sortie par le haut » de la crise brésilienne dépend pour l'heure du rétablissement par les banques privées internationales des lignes de crédits commerciaux grâce auxquelles le Brésil se mesure de dégrader un excédent susceptible de « couvrir » une bonne partie de son déficit courant. Ce dernier s'élevait encore, fin février, à 35 milliards de dollars sur les douze derniers mois. Jusqu'à présent, les bailleurs de fonds sollicités se sont contentés de généralisées promesses. Le gouvernement brésilien pourra bientôt juger de la confiance qu'il inspire à l'occasion de l'émission d'eurobonds prévue pour le cours du mois d'avril.

Jean-Jacques Sévilla

A Santiago-du-Chili, le juge Guzman attend Augusto Pinochet

La justice demande l'arrestation de militaires accusés d'assassinat

La justice chilienne bouge. Elle a ordonné, mardi 30 mars, l'arrestation de douze militaires et anciens agents de la police secrète du régime du général Pino-

chet, accusés de l'assassinat du syndicaliste Tucapel Jiménez en 1982. Cette décision constitue une surprise alors que le dossier avait été classé en 1998.

SANTIAGO-DU-CHILI

de notre envoyé spécial

S'il était renvoyé au Chili, Augusto Pinochet devrait affronter la justice de son propre pays : vingt plaintes ont été, jusqu'à présent, déposées contre lui pour les graves violations contre les droits de l'homme commises pendant la dictature (1973-1990). A Santiago, défiant les nombreux obstacles, le juge Juan Guzman Tapia, soixante ans, attend de pied ferme le vieux caudillo, qu'il souhaite interroger personnellement et « face à face ».

Fuyant les journalistes, ce magistrat discret même, depuis plusieurs mois, une patiente enquête pour réunir des preuves contre l'ancien dictateur. Semblant ignorer les pressions, le juge Guzman, qui a été désigné en janvier, a entre les mains un dossier de 2.500 pages. Il pourrait procéder à de nouvelles inculpations dans les prochains jours, indique-t-on de source extra-judiciaire dans la capitale chilienne.

Après avoir interrogé plusieurs dizaines de personnes - des victimes de la dictature, des militaires et d'anciens repentis de la DINA (la police secrète du général Pinochet) -, le juge Guzman serait en mesure de prouver plusieurs délits graves. Ils concernent notamment la « Caravane de la mort », au cours de laquelle furent fusillés 72 opposants à la dictature, en octobre 1973, mais aussi l'utilisation, comme centre clandestin de détention et de torture, de la mystérieuse Colonia Dignidad, à 350 kilomètres au sud de Santiago.

Les activités suspectes de cette « colonie » - mil-secte, mil-camp de travail - fondée, en 1961, par d'anciens nazis, ont défrayé la chronique depuis près de quarante ans. Le di-

recteur de la colonie, Paul Schaefer, ancien caporal du III^e Reich, et son adjoint, le médecin Hartmut Hopp, sont accusés de sévices sexuels sur des mineurs et soupçonnés de fraude fiscale, trafic d'armes, manipulations génétiques et esclavage.

« UN PARADIS D'ORDRE »

En 1997, des organisations de défense des droits de l'homme et des députés socialistes avaient affirmé que les cadavres de 112 opposants, enlevés par la DINA entre 1973 et 1977, auraient été enterrés à l'intérieur du domaine. Il est vrai qu'en 1973 Paul Schaefer avait appuyé le coup d'Etat militaire du général Pinochet. Il est vrai aussi que Lucia Pinochet, la redoutable épouse du dictateur, décrivait la colonie comme « un paradis d'ordre et de propreté », où son mari aimait parfois passer le week-end.

Escorté par une centaine de policiers, le juge Guzman a réussi à franchir les barbelés électrifiés et les miradors qui protègent l'immense propriété où vivent plusieurs centaines de personnes, allemandes et chiliennes, en majorité chrétiennes évangélistes. Des anciennes victimes de la DINA, qui accompagnaient le magistrat, ont reconnu les lieux de leur détention : de lugubres tunnels souterrains creusés sous un hangar. Des photos de cette spectaculaire opération-commando ont été publiées par la presse chilienne. En revanche, les corps d'éventuelles victimes de la dictature n'ont pas été retrouvés. Mais le juge Guzman n'a pu examiner qu'une zone réduite du domaine, qui s'étend sur 17 000 hectares.

Des fosses communes ont déjà été localisées au Chili et des recherches se poursuivent dans plu-

sieurs régions du pays. Mais il est impossible pour le juge Guzman de pénétrer dans des enceintes militaires. S'il obtient l'autorisation de la justice militaire, le magistrat pourra toutefois envoyer sur place des experts dignes de sa confiance.

Obsédé par le dossier Pinochet et flanqué en permanence de gardes du corps, le juge Guzman reste serin. Ce magistrat francophone, qui a étudié la philosophie du droit à la Sorbonne, est convaincu que, sur le plan juridique, toutes les conditions sont réunies au Chili pour lui permettre d'interroger l'ancien dictateur.

A l'issue du verdict des Lords britanniques du 24 mars, le président Eduardo Frei n'a-t-il pas assuré qu'à son éventuel retour le général Pinochet sera traduit devant les tribunaux chiliens ? Une demande de destitution de la charge de sénateur à vie, dont jouit le vieux caudillo, pourrait être acceptée par la Cour Suprême dont la majorité des membres n'est plus dévouée à l'ancien dictateur. Malgré l'amnistie imposée par les militaires en 1978, certains juristes soulignent que l'enlèvement et la disparition de personnes sont des délits imprescriptibles d'après la loi chilienne.

Au palais de justice, on reconnaît toutefois qu'il sera difficile de faire accepter l'idée d'un procès Pinochet aux chefs des forces armées qui vouent une « affection » durable à celui qui fut leur chef pendant un quart de siècle. Après vingt-cinq ans d'annexion au Chili et l'élection présidentielle en décembre 1999, il sera peut-être tout aussi difficile d'obtenir l'enthousiasme des politiques et des milieux d'affaires.

Christine Legrand



Le risque. Couvert par le Groupe Allianz.

Où que vous soyez. Quoi que vous fassiez. Une société du Groupe Allianz est toujours à vos côtés.

Pour nous, la gestion du risque, c'est envisager l'impensable de manière à identifier les risques avant qu'ils ne surviennent. La compétence de nos collaborateurs, notre savoir-faire technique et notre puissance financière - tant au niveau international que national - nous le permettent. Et c'est précisément cette étroite coopération avec nos filiales, telles que les AGF en France, qui fait du Groupe Allianz le partenaire sur lequel vous pouvez compter, quels que soient l'endroit et le moment où vous avez besoin de nous. Allianz. La puissance à vos côtés.

AGF

AGF est un membre du Groupe Allianz la compagnie d'assurances leader en Europe. Un des plus importants prestataires de services financiers dans le monde: Allianz Group.

هكذا من الأصل

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

EXTRÊME DROITE La visite à Toulon de Carl Lang, député par Jean-Marie Le Pen après la décision du maire, Jean-Marie Le Chevallier, de quitter le Front national

(Le Monde daté 28-29 et du 30 mars), a abouti, mercredi 31 mars, à la mise en place d'un groupe municipal appuyant l'action du premier magistrat. M. Lang a présenté cette for-

mule comme un placement du maire « sous tutelle » du FN-UF, que M. Le Chevallier refuse. **LE DÉSORDRE** qui règne à la mairie, depuis trois ans, a de lourdes conséquences sur

la gestion de la ville, mais n'est pas considéré, à la préfecture, comme pouvant justifier une intervention de l'Etat, tant que les missions de service public sont assurées. **L'HYPOTHESE** d'élections municipales anticipées est envisagée par les conseillers municipaux mégrétistes et oblige les oppositions de gauche et de droite à préciser leurs stratégies.

Le Front national lepéniste tente de garder le contrôle de Toulon

Envoyé en mission par Jean-Marie Le Pen, mercredi 31 mars, Carl Lang a annoncé la « mise sous tutelle » du maire, Jean-Marie Le Chevallier, qui a quitté le FN. La gestion de la ville va à vau-l'eau, mais la préfecture n'envisage pas, à ce stade, une intervention de l'Etat

TOULON

de notre correspondant
Tout va pour le mieux à la mairie de Toulon. Chacun, du moins, tente de s'en convaincre. Surtout parmi les vingt-sept élus du nouveau groupe Front national, présent, mercredi 31 mars, par Carl Lang, secrétaire aux fédérations du mouvement lepéniste, qui s'était déplacé à Toulon pour remettre de l'ordre après la démission de Jean-Marie Le Chevallier du Front national pour l'unité des Français (FN-UF), le 26 mars.

Chacun des membres de ce groupe, présidé par Daniel Négrel, adjoint aux sports, a signé une motion par laquelle il s'engage à « respecter la discipline du Front national de Jean-Marie Le Pen ». Avec une certaine solennité, M. Lang a tenu à préciser : « Ce groupe politique étant majoritaire dans cette municipalité, nous avons décidé de mettre la mairie de Toulon sous contrôle du Front national et de mettre le maire de Toulon sous tutelle de notre parti ». Cette décision fait sourire M. Le Chevallier, qui, joint par Le Monde, après cette réunion, a laissé tomber en guise de commentaire : « Nous voilà en face d'une perspective soviétique ! ». Le maire a ajouté : « La seule "tutelle" à laquelle je me soumetts, c'est celle de l'électorat. Quant aux membres de ce groupe, ce sont de vieux amis et anciens collègues, avec lesquels j'ai travaillé au bien-être des Toulonnais ».

L'association fantôme, au sein de laquelle le maire de Toulon n'avait réussi à rallier que quatre



irréductibles, dont son épouse, semble donc oubliée. Intuitif d'élaborer de difficiles stratégies de rapprochement avec la droite républicaine. Le « maire non inscrit » peut désormais s'appuyer sur les fidèles du FN « canal historique », qui lui permettront de faire barrage aux velléités de pouvoir des neuf mégrétistes emmenés par son neveu adjoint, Dominique Michel. Qui mieux est, M. Lang a fait savoir qu'il n'était pas dans l'optique des fidèles de M. Le Pen de demander la démission du maire.

Tout peut donc continuer. Le pire est à venir dans cette situation de blocage exacerbée par les vieilles rancœurs, les inimitiés et

les courses au pouvoir qui se sont fait jour, depuis quelques mois, dans cette majorité d'extrême droite, mettant en évidence ses différences et ses incohérences. Le maire et son épouse, très solidaires, peuvent se maintenir à leurs postes. Ils le feront d'autant plus volontiers qu'ils tirent une grande partie de leurs revenus des mandats politiques qu'ils occupent et que M. Le Chevallier sera d'évidence privé de ses défrayements de député européen en juin.

Du côté de la préfecture, on observe que le maire peut tenir jusqu'au vote du prochain budget, en mars 2000. Tant que les missions de service public de la mairie

(numération des fonctionnaires, voirie, écoles, cimetières, etc.) sont assurées, l'Etat n'a pas à intervenir. Le budget de 1999 ayant été voté, M. Le Chevallier ne peut être confronté à une autre épreuve administrative ou financière majeure, au cours de laquelle il pourrait être mis en minorité. Même l'adoption du compte administratif, en juin, n'est pas de nature à bouleverser l'ordre de ce déséquilibre municipal : s'il n'était pas voté, il reviendrait à la chambre régionale des comptes de vérifier la bonne adéquation entre le budget général et le projet comptable.

ÉVITER LE RETOUR AUX URNES

Certes, le maire pourrait abandonner son mandat, tout en restant conseiller municipal, et provoquer ainsi une élection interne ; mais il ne paraît pas tenu par cette aventure. En revanche, si plus d'un tiers des sièges du conseil municipal (59 élus) venaient à être vacants du fait de démissions, les électeurs seraient appelés aux urnes : mais pas plus les mégrétistes que les lepénistes ne se sentent en position d'affronter les électeurs en cette période de fracture de l'extrême droite et de chivages locaux qui se ressentent même au niveau des adhérents, dont les chiffres seraient en baisse de 5 %. Le FN-MN (mégrétiste) ayant du mal à recruter.

À droite, c'est le nom d'Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, qui revient d'autant plus souvent que l'intensité d'un jour s'affirme son opposition au FN, sans jamais, il

est vrai, s'engager, bien avant sur le terrain de la confrontation électorale. Au grand dam de ses proches, il avait laissé ce soin à Marc Bayle (RPR), qui avait subi un cuisant échec contre M. Le Chevallier aux élections législatives de 1997. En attendant les résultats d'un sondage d'opinion commandé par les instances nationales de DL, le « patron » du département affirme aujourd'hui plus clairement sa dé-

termination. « Je me tiens prêt, dit M. Falco, et si je dois y aller, j'y irai. L'équipe en place - toutes tendances confondues - est responsable de cet échec : il est temps qu'elle s'en aille et que nous passions à un régime normal et démocratique ».

Les menaces des mégrétistes

Même si des élections municipales anticipées, provoquées par la démission d'un nombre suffisant de conseillers municipaux, sont, en fait, peu probables, agiter cette menace est devenu une méthode de réveil et de cohésion au sein des différentes formations politiques toulonnaises, jusque-là beaucoup plus préoccupées de critiques que de propositions pragmatiques.

Chez les mégrétistes, la stratégie est celle du putsch : il faut faire tomber le maire, et Dominique Michel affiche clairement ses intentions : « Le débat est strictement politique, dit-il. Donc, nous nous opposerons systématiquement et par principe à toutes les délibérations proposées par Jean-Marie Le Chevallier. Tout est mis en œuvre pour que le prochain maire soit issu de notre groupe ». Devant le refus du deuxième adjoint, Didier Gestat de Garambè, pourtant mégrétiste, d'envisager cette opportunité, le dirigeant toulonnais du Front national-Mouvement national ne fait pas mystère de ses ambitions.

En privé, M. Falco ne cache pas qu'il se passerait bien de ce combat. Sénateur et président du conseil général, il devrait, s'il était

de Toulon, Odette Casanova et Robert Gala, dont la cordiale inimitié fera problème le jour du choix.

Les élections municipales, à leur date ou anticipées, ne semblent guère préoccuper la majorité Front national. Le chef de file habilité par M. Lang, Daniel Négrel, parle de la « cohabitation » qui doit fonctionner au conseil municipal.

José Lenzi

Une litanie d'affaires

● 28 août 1995 : Jean-Claude Poulet-Dachary, adjoint chargé de cabinet de Jean-Marie Le Chevallier, est découvert sans vie au bas de son escalier. Cette mort n'est toujours pas élucidée.

● 14 décembre : cinq membres du Département de protection sociale (DPS) du Front national de Toulon sont entendus par le PJ dans le cadre de l'enquête sur la mort de Poulet-Dachary.

● 24 juin : Cédrine Le Chevallier est condamnée, par le tribunal de Toulon, à verser 10 000 francs pour diffamation contre une responsable d'association. Condamnation confirmée en appel.

● 4 janvier 1997 : David de Beauregard, chef de cabinet du maire, est mis en examen pour non-communication de pièces dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin.

● 5 mai 1998 : un mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende à l'encontre de M^{me} Le Chevallier pour discrimination à l'embauche fondée sur les opinions politiques.

● 12 mars : le parquet de Toulon ouvre une information judiciaire contre X... pour « délit d'avantage » dans le cadre de la passation du marché des cantines scolaires, qui aurait donné lieu au versement de 8,5 millions de francs de commissions. Le maire, trois de ses adjoints, mais aussi Robert Gala, député (PS) du Var, sont mis en examen pour « complicité de délit d'avantage ».

● 23 octobre : Jean-Pierre Calone, adjoint au logement et président de l'Office municipal des HLM, est mis en examen et écroué pour agissements sexuels sur des employées de l'Office.

● 17 mars 1999 : le juge Fontaine, membre du FN à l'époque des faits, est condamné pour violation du secret de l'instruction ayant mis en cause l'ancien maire de Toulon François Trucy (UDF-PR) dans une prétendue affaire de pédophilie.

● 27 mars : Jean-Claude Lumaréll, adjoint au maire, est entendu par la police, qui enquête sur des coups de feu tirés à proximité de sa propriété.

Sur tous les principaux dossiers, l'action municipale est paralysée

TOULON

de notre correspondant régional

La crise municipale toulonnaise est probablement plus liée au chaos local en matière de gestion qu'à la crise nationale qui affecte le parti d'extrême droite. Elle a d'ailleurs éclaté, en novembre 1998, avant l'explosion du FN. Elle est le fruit de divergences incessantes entre élus, d'un turn-over permanent au cabinet du maire et, surtout, d'une incapacité à prendre la mesure de la gestion d'une ville de 170 000 habitants. Tous les dossiers majeurs de la ville sont en panne et sont, comme le répètent les oppositions de gauche et de droite, « plombés ».

● La société d'économie mixte d'aménagement du centre-ville (Semtad), devenue Sem-Toulon Aménagement. Le programme du Front national aux élections municipales de 1995, intitulé « Mieux vivre à Toulon », promettait l'arrêt des sociétés d'économie mixte et l'interdiction des garanties d'emprunt accordées par la ville. Arrivé aux affaires, le FN revient sur cette promesse : le maire estime que dissoudre la structure, c'est mettre la ville en faillite et se trouver en incapacité de réhabiliter le centre-ville. Jean-Marie Le Chevallier im-

pose à sa majorité, qui se divise lors de réunions internes, de maintenir la Semtad, alors que la démission de l'action de la précédente municipalité, dans cette affaire, était au cœur de la campagne de l'extrême droite. La crise, au sujet de ce dossier, rebondit régulièrement depuis... septembre 1995.

Les garanties d'emprunt, elles, ont constamment augmenté depuis trois ans et demi, car la SEM court après les liquidités. Quant à la commercialisation des immeubles réhabilités, elle traîne : en ces matières, la confiance, cet élément immatériel du commerce, est une question vitale. Or Dominique Michel, récemment converti au mégrétisme et adjoint en charge de la SEM, dans son ardeur à démolir l'ancienne majorité et son héritage, a multiplié les attaques contre la société dont il avait la tutelle. Résultat : la majorité a encore dû recapitaliser la SEM en 1997 et 1998, en rachetant pour son propre compte des parkings et des résidences de vacances, à chaque fois pour 10 millions de francs. En outre, les retards de travaux, non terminés au 31 décembre 1998, ont fait perdre définitivement le bénéfice de subventions d'Etat ou de l'Europe.

● Culture. Il fallut, selon le programme municipal du FN, « rendre aux Toulonnais » la culture. Le bilan est éloquent. Le Théâtre national de Châteaufort a subi des assauts, son directeur est parti, mais le centre est passé entre les mains de l'Etat, du département et de la région. Le Salon du livre, qui était la plus importante manifestation annuelle de la ville en matière culturelle, est passé entre les mains du conseil général ; la mairie a organisé deux petites foires aux livres d'extrême droite et renoncé à la prochaine.

● Toulon Habitat, office municipal des HLM. L'office n'a plus de réserves, et son ancien président est en prison pour agissements sexuels. Depuis 1995, rien n'a été construit ou entrepris. Il n'y a donc pas eu d'apport de populations nouvelles, plus aisées et solvables ; celles qui renfoncent les caisses. Résultat : la solvabilité de l'ensemble du parc est menacée.

● Le projet de médiathèque de la place de la Liberté. Lourd héritage de la municipalité précédente, ce projet a abouti à la vente pour 1 franc symbolique, puis pour 500 000 francs, de la dalle bétonnée du centre-ville, refusée par le préfet. L'autorité

préfecturale avait estimé que cela représentait une subvention masquée au groupe privé belge qui s'en était porté acquéreur.

● Le contrat de baie. Un dossier peu spectaculaire, mais vital : une « table ronde », réunissant l'essentiel des communes de l'agglomération (500 000 habitants), tente d'imaginer le premier contrat de baie en Méditerranée. Il faut, en effet, penser l'avenir à long terme de la rade, magnifique et fragile, en termes de pollution, de mytiliculture et de tourisme. Aides européennes ou contrat de plan Etat-région pourraient soutenir études et projets. Constantement relancée, la ville de Toulon a joué la « chaise vide », paralysant les autres communes et enlisant l'avenir.

● Contrat de plan Etat-région. Alors que toutes les collectivités locales de la région se mobilisent pour obtenir des préfets de département, du conseil régional ou du préfet de région des aides, sur la base de projets éligibles à ce contrat qui sera voté à l'automne pour six ans, Toulon n'a rien préparé. Il paraît difficile qu'elle puisse, désormais, le faire à temps.

Michel Samson

Jeunesse toulonnaise : une fuite en avant qui aboutit à la fermeture des centres aérés

TOULON

de nos correspondants

Les mésaventures de l'association Jeunesse toulonnaise sont d'autant plus intéressantes que le travail dans la jeunesse était un axe essentiel de l'équipe au pouvoir et que l'épouse du maire, Cédrine Le Chevallier, dont l'influence est beaucoup plus grande que son statut de septième adjoint ne le laisse supposer, y a consacré toutes ses forces. Mise en règlement judiciaire, début mars, par le tribunal de grande instance, à la suite d'un recours au préfet devant le tribunal administratif, l'association n'existe plus.

Une délibération du conseil municipal vient de municipaliser les centres aérés, qui accueillent un bon millier d'enfants chaque mercredi, mais ceux-ci sont restés fermés tout le mois de mars, malgré quelques tentatives de regroupement des enfants dans un centre. Le naufrage risque d'être politiquement coûteux, car il affecte di-

rectement des parents qui n'ont pas d'autre solution de garde de leurs enfants le mercredi.

Dès 1995, M^{me} Le Chevallier avait décidé de ne pas se contenter des accueils à la journée, spécialité ordinaire des villes moyennes. Il lui fallait montrer que la ville pouvait, seule, prendre en charge des colonies de vacances, vocation naturelle du conseil général, mais aussi l'accueil d'enfants handicapés, ou le soutien scolaire. L'association Jeunesse toulonnaise (JT), repêchée en main après d'âpres batailles juridiques, se lance donc dans un programme d'accueil démesuré, à des prix très élevés : dans la convention passée, à l'automne 1997, entre JT et la ville, il est stipulé que celle-ci verse 240 francs de subvention journalière par enfant accueilli. En outre, JT, sans le dire au conseil municipal, acquiert des bâtiments dont il n'est même pas sûr qu'ils doivent revenir à la ville à la fin de la délégation de service public accordée à l'association. In-

terpellée sur ce point, M^{me} Le Chevallier avoue un jour que ce dispositif pourrait servir « au cas où le FN perdrait la mairie ».

UN GOUFFRE SANS FOND

Début 1998, JT propose à la ville d'acquérir Le Vallon du soleil, grande bâtisse du village voisin de La Crau. L'investissement pour la réhabilitation de cette maison, en fort mauvais état, dépasse de loin les capacités financières de l'association. Les appels à la raison n'y peuvent rien : il fallait absolument prouver que M^{me} Le Chevallier gagnerait dans sa concurrence avec le conseil général. Au passage, les subventions aux autres activités disparaissent, en particulier celles destinées à l'action sociale de la ville. Comme les élus d'opposition, Eliane de la Brosse, en charge du Centre communal d'action sociale (CCAS), proteste en vain.

Ce dossier occasionne une fureur sérieuse dans la majorité : politiquement, il offre au couple Le

Chevallier le moyen d'une vengeance contre M^{me} de la Brosse, « ennemie de l'intérieur » ; socialement, il permet de mettre plus d'argent en faveur des classes moyennes qu'en faveur des enfants de déshérence. Aider les quartiers les plus pauvres est considéré, en effet, par les élus FN, comme « une préférence étrangère de fait ». La ville pourrait donc aux déficits jusqu'à ce que l'opération apparaisse comme un gouffre sans fond, qui s'ajoute aux dépenses inconsidérées de JT : achat d'un car, de voitures, augmentations du personnel d'entretien, « politiquement sûr », embauches d'un personnel administratif pléthorique. Un syndicaliste estime que, sur trente personnes recrutées pour ces dernières tâches, une dizaine remplissaient des fonctions utiles, le reste coûtant surtout des salaires.

La liquidation de l'association JT était inévitable entraînant son départ de la municipalité et celle

du directeur mégrétiste, Gilbert Péras, longtemps âme damnée de M^{me} Le Chevallier. Le maire, devant l'échec, décide de municipaliser tous les centres aérés et la base nautique ; il propose de conserver 61 emplois sur les 160 comptabilisés par l'administrateur judiciaire, Henri Bor. M. Le Chevallier assure au conseil municipal que les personnes sélectionnées le seront sur leur compétence et leur ancienneté. Or la liste des embauches actuellement proposées montre, selon les syndicalistes, qu'il n'en est rien et que la préférence politique joue à plein.

Cette perpétuelle fuite en avant a abouti à cette situation rarissime de centres aérés fermés durant plusieurs semaines. On attend désormais les suites judiciaires probables de l'affaire, presque personne ne sait exactement où sont passés les millions de francs investis dans ce grand projet municipal.

J.L. et M.S.

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

VIE SOCIALE L'élargissement de la politique éducative, au-delà de l'école, à toutes les institutions impliquées dans la vie sociale était le thème central des « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation »

organisées à Tours, les 30 et 31 mars, par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville. ● LES CONTRATS DE VILLE, négociés en faveur des quar-

tiers en difficulté pour la période 2000-2006 vont devoir inclure un « projet éducatif local » mettant en cohérence les actions de l'éducation nationale et celles des collectivités

territoriales. ● DES MUNICIPALITÉS revendiquent un rôle accru en matière d'éducation, refusant la simple fonction de « tiroir-caisse ». ● A ROUBAIX, un lycée professionnel

réussit à préserver sa sérénité dans un environnement social dégradé grâce à une ouverture sur son quartier, l'accueil des familles et l'institution du dialogue élèves-enseignants.

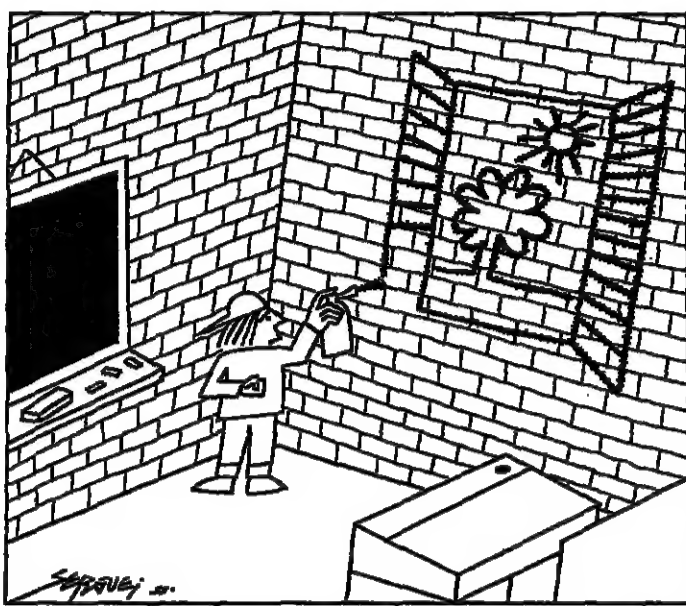
Le gouvernement veut impliquer villes et familles dans l'éducation

Au cours de « Rencontres nationales », organisées à Tours, Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a plaidé pour la mise en cohérence des politiques nationale et locale en matière d'éducation. Les nouveaux « contrats de ville » devront prévoir un « projet éducatif local »

TOURS

de notre envoyé spécial
L'éducation n'est pas l'apanage de l'école, mais une responsabilité partagée par l'ensemble des adultes. L'idée n'est pas nouvelle. Elle tente de faire son chemin depuis une vingtaine d'années sans, toutefois, trouver de traduction sur l'ensemble du territoire. L'imposer dans les quartiers les plus défavorisés : tel est l'objectif du ministre délégué à la ville, dont c'est le rôle de forcer le passage de la théorie à la pratique pour cause d'urgence sociale.

Eh, enseignants, associations, inspecteurs d'académies, responsables municipaux de l'éducation et de la politique de la ville, parents d'élèves, ministres (de la culture, de la jeunesse et des sports, de l'éducation nationale, de l'enseignement scolaire)... Plus d'un millier de personnes ont ainsi participé, mardi 30 et mercredi 31 mars, à Tours, aux « Rencontres nationales des acteurs de l'éducation » organisées par le ministre de l'éducation nationale, Claude Bartolone. En toile de fond, une « conscience commune », pour reprendre l'expression d'un recteur : « la République n'a pas été tout à fait à la hauteur de son idéal ». Et une certitude : personne, aucune institution, aucune collectivité locale, ne peut faire face, seule, aux mutations sociales. Les familles, elles, ne doivent pas être oubliées. « Il ne faut pas se décharger sur la seule éducation nationale de toute la responsabilité de l'acte édu-



catif », a martelé le ministre délégué à la ville, en constatant que « jusqu'ici, les politiques éducatives du ministère de l'éducation nationale et celles de la politique de la ville ont été construites et mises en œuvre sans réelle coordination ».

« PROJET ÉDUCATIF LOCAL »
Pour Claude Bartolone, ce temps-là est terminé : « l'heure du changement a sonné pour que l'école travaille avec la ville et réciproquement ». Concrètement, les contrats de ville, qui scellent les engagements respectifs de l'État et des collectivités locales pour la

période 2000-2006, devront inclure un « projet éducatif local ». Tous les enseignants, et pas seulement les coordonnateurs de zones d'éducation prioritaire (ZEP) devront être associés à l'élaboration des « volets éducation » des futurs contrats.

Si le discours est clair, la méthode l'est moins. En témoigne le programme de ces rencontres, qui résument d'une phrase le contenu de l'atelier de travail sur le « projet éducatif local » : « La prise en compte de la réalité de l'environnement des structures éducatives, sur un territoire, est déterminante pour

la mise en cohérence des objectifs de celles-ci dans le cadre d'un projet éducatif local fédérant l'ensemble des acteurs et inscrivant une réelle synergie entre tous les dispositifs ».

« DES TIROIRS-CAISSES »

De même, les interrogations sont légitimes quant à la cohérence entre le « projet éducatif local » et le « contrat éducatif local », un dispositif mis en place en 1998 par quatre ministères pour organiser les activités périscolaires. Le « projet » couvrait sept ans, le « contrat » sur trois, sans que les périodes soient concomitantes.

Sur le terrain, des municipalités, des collèges, des écoles, pratiquent déjà, depuis un certain temps, le « projet éducatif ». Il y a deux ans, a été créé le « réseau français des villes éducatrices » - qui compte à ce jour une trentaine de municipalités -, dans le sillage d'un réseau international né en 1990 à l'initiative de la municipalité de Barcelone. Objectif : pérenniser les méthodes des villes qui, depuis une quinzaine d'années, expérimentent un projet éducatif en collaboration avec l'éducation nationale, et refusent d'être de simples prestataires de services.

La ville de Rennes, par exemple, s'investit depuis longtemps dans l'éducation, en développant des actions pendant, et en dehors, du temps scolaire. Pour l'adjoint au maire de Rennes, Hubert Charbonnet, qui préside le réseau fran-

çais des villes éducatrices, « il est temps de sortir des deux analyses les plus répandues : les villes sont considérées comme des tiroirs-caisses, et soupçonnées de vouloir "municipaliser" l'éducation ». Et de réclamer une reconnaissance, en faisant remarquer que travaillent, dans les écoles rennaises, 589 ins-

Le rôle des jeunes a aussi, évidemment, été abordé, notamment par Claude Bartolone. Un « programme de jeunesse citoyenne » devrait être mis en place dès cette année afin que la parole et les projets des jeunes dans les quartiers soient portés dans ces contrats. « La représentation qu'ils ont de

M. Allègre loue l'engagement des enseignants

Claude Allègre a rendu hommage, au cours des rencontres de Tours, aux « milliers d'enseignants qui, dans des conditions très difficiles, font bien souvent plus que leur métier, par engagement, par conviction, par générosité ». Et de provoquer l'étonnement dans la salle, en ajoutant : « Il faut que les enseignants de ces quartiers [défavorisés] soient mieux aidés ; lorsque j'entends que des enseignants gagnent 40 000 francs par mois, j'ai l'impression que ce soit dans ces quartiers-là. » Le ministre de l'éducation nationale a également dit qu'il n'aimait pas l'expression « enseignant social » : « Je préfère l'enseignant social ; la justice sociale, c'est d'abord tous les jeunes à gravir les marches, une par une. »

Parmi ses projets : le lancement d'un programme, appelé « Nouvelles chances », à l'attention des 60 000 élèves qui, chaque année, sortent du système éducatif sans qualification. Il s'agit de généraliser des initiatives locales, puisque, selon le ministre, « les innovations ne viennent pas de la Rue de Grenelle mais du terrain ».

tuteurs et... 544 personnes relevant des collectivités territoriales ! Ces rencontres auront été également l'occasion de fustiger le discours répandu sur « la démission des familles ». Rapporteuse des travaux sur le sujet, Jocelyne Bac, du Fonds d'action sociale (FAS), a évoqué « la responsabilité des institutions dans le regard que l'on porte aux familles » et la nécessité « de donner confiance aux parents, de les rassurer sur leurs compétences ».

L'espace urbain est à prendre en considération avec le plus grand sérieux : ils ne cessent de réclamer qu'on les écoute », a affirmé le ministre. Philippe Médien, directeur de l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP), disait presque la même chose la veille en présentant comme une urgence « la remise en place du forum, de l'agenda ».

Marie-Pierre Subtil

A Roubaix, un lycée professionnel surmonte la violence en s'ouvrant sur son quartier

ROUBAIX

de notre envoyé spécial
La sonnerie a bruyamment retenti. Sortant du couloir au pas de course, une poignée de jeunes filles a traversé le hall et franchi la porte principale. Sur le ciment de la cour, elles se sont arrêtées, le temps de partager un éclat de rire avec deux amis. Puis, comme dans un rituel, elles ont passé la grille, traversé la rue, et, comme tant d'autres, se sont installées sur les bancs de la place Jean-Baptiste-Clément.

Voilà plus de six ans, maintenant, que le lycée professionnel Lavoisier a pris ses aises sur ce grand rectangle arboré. Six ans que l'établissement de 550 élèves, situé en bordure du quartier de l'Hommelet - l'un des plus pauvres de Roubaix - a poussé portes et fenêtres pour, comme dit son proviseur, Jean-Pierre Lafage, « s'ouvrir sur son environnement ». En cet automne 1992, l'heure était pourtant à la prudence. Dans les quartiers sensibles des grandes métropoles, la violence d'invités régulièrement dans les établissements scolaires. Et si au lycée Lavoisier, rien de grave n'avait encore été signalé, les quelques dégradations avaient « installé un climat de peur », assure Jean-Pierre Lafage.

« AU SERVICE DU PUBLIC »

Aux discours officiels qui prônent la « sanctuarisation », le nouveau proviseur oppose alors la politique de la main tendue. Il contacte le comité de quartier, expose sa conception d'une « école publique au service du public », et interroge les habitants sur leurs besoins. Dans les mois suivants, les premiers changements apparaissent, à commencer par cette grille, hautement symbolique. De 8 h 00 à 18 h 00, les élèves circulent, passent la porte pour fumer une cigarette, rejoignent leurs amis à l'extérieur. Sur la place, les lycéens se mêlent aux jeunes du quartier, sous le regard attentif d'habitants embauchés en contrat emploi-solidarité (CES) pour veil-

ler au calme. Aux côtés des grands frères recrutés comme « agents d'ambiance », des mères sont installées aux cuisines, au secrétariat ou à la lingerie, des voisins à l'entretien ou à l'atelier : en tout, trente-neuf CES, auxquels s'ajoutent cinq emplois-jeunes. Les commerçants souffrent ? Dorénavant, les fruits et légumes, la viande et le poisson, les petites fournitures de bureau ou les produits d'entretien seront achetés au plus près de l'établissement. « Ça nous coûte un peu plus cher que de passer par les groupements d'achat de l'éducation nationale, mais le quartier en profite, et finalement, nous avec », résume l'intendante, Valérie Gennevé.

Mais le principal levier d'un établissement scolaire reste éducatif. Une « heure de vie de classe » est instituée, avec présence obligatoire. Une semaine sur deux, en demi-groupe, les élèves retrouvent un professeur volontaire et patient. De leurs études, mais surtout de leurs intérêts, de leurs inquiétudes. « Ça désamorce les conflits potentiels et ça recrée de la confiance envers les adultes », résume Bernadette Mouvaux, conseillère principale d'éducation. Un « point écoute » est également mis en place : deux heures par semaine, un éducateur accueille les élèves qui le désirent pour des entretiens « individuels et confidentiels ». Enfin chaque année, élèves et professeurs organisent une « semaine à thème », au cours de laquelle des intervenants extérieurs travaillent avec les adolescents sur « l'exclusion », « la fête dans le Nord », « la solidarité ». Temps fort de l'année, la semaine s'achève par un dîner, le vendredi soir, et une série de représentations où sont conviés amis et familles des élèves.

La résidence, en effet, au des principes de ce « lycée de quartier ». Elève ou non, « chaque habitant doit pouvoir y trouver sa place ». Le samedi et le dimanche, pendant les vacances et les grandes vacances, des dizaines de jeunes, mais aussi d'adultes, envahissent la cour et les salles de classe. Du sport au soutien scolaire, de la poterie à la

cuisine et à l'informatique, toutes les ressources de l'établissement sont mises à la disposition des associations locales. Et puisque la population du quartier, à plus de 50 % musulmane, exprime le besoin de « connaître son histoire » et « transmettre ses savoirs », un centre culturel du monde arabe a été créé, proposant notamment, cours de langue, d'histoire orientale ou de l'immigration, et initiation à la calligraphie.

« ON PARLE BEAUCOUP »

Un tel activisme ne laisse pas indifférent. D'autant que dans la presse locale, le proviseur dénonce le « conservatisme » de ses collègues et de l'administration. Au rectorat, on a commencé par punir ce lycée franc-tireur en lui refusant tout moyen supplémentaire. A la mairie, on a boudé ces éducateurs militants, soupçonnés de communautarisme, voire d'intégrisme, en les privant de subventions. Mais le constat a fini par s'imposer : alors que les voitures brûlent devant les lycées voisins, Lavoisier continue d'accrocher tableaux et totems dans ses couloirs immaculés. « Les élèves ne sont pas faciles, tempère un professeur de français et histoire. Avec ce qu'ils vivent à la maison, rien d'étonnant à ce qu'ils explosent parfois. Mais on parle beaucoup et je crois qu'ils sont plutôt heureux d'être ici. »

Un climat apaisé, des élèves apparemment épanouis - avec des résultats scolaires largement supérieurs à la moyenne régionale - et des professeurs qui ne veulent pas quitter le lycée : à la mairie, comme dans les services académiques, on a rangé les couteaux. Le rectorat a octroyé à l'établissement des heures supplémentaires. Il se murmure même que les élus municipaux pourraient bientôt accorder une salle au centre culturel du monde arabe. Alors Jean-Pierre Lafage, de son côté, s'efforce de tenir sa langue. « Même si l'autre jour encore... » Il se ravise. Le triomphe de l'ouverture sur le quartier « vaut bien un petit effort ».

Nathaniel Herzberg

Document : le témoignage de Paul Ricœur au procès du sang contaminé

Le Monde des DEBATS

Fin de guerre en Algérie ?
Bougainville / L'Esprit

Malaise dans la psychanalyse
Marie Mousseau / L'Esprit

Architecture : la France ringarde ?
Philippe Trépo / L'Esprit

Le maire philosophe de Venise

Le nouvel ordre amoureux

Il a été placé sous contrôle judiciaire

majeur lors de l'installation de M. Pelletier au Togo. Au cours d'un déplacement effectué à Lomé, début mars, les deux magistrats ont pu recueillir le témoignage du chef d'une entreprise de transports, STTR, Mario Constant Gavary, qui affirmait avoir rencontré M. Turcom pendant quatre jours au mois de mars 1998. Selon lui, l'avocat aurait passé du jour de Lomé, réservé une journée à l'examen comptable de sa société et consacré le reste du temps à l'organisation du séjour de M. Pelletier - il aurait mis à sa disposition une somme de 100 000 francs - tout en demandant à trois de ses interlocuteurs de ne pas mentionner son intervention.

FUITE AU TOGO

Devant la chambre d'accusation, les avocats de M^{re} Turcoo ont argué du fait que leur client refusait avoir soustrait M. Pelletier à la justice. Ils ont ajouté que l'on pouvait difficilement reprocher à Eric Turcoo d'avoir organisé la fuite de Bruno Pelletier au Togo puisqu'à lors de son séjour dans ce pays, l'ancien responsable d'EFIC n'avait pas encore été mis en cause dans une procédure judiciaire. Enfin, les conseils de M. Turcoo ont indiqué que les faits n'avaient aucun lien avec les événements de la MINESOL, les événements de la MINESOL de M. Pelletier vers le Cam-Campichin. « lorsque les magistrats chargés de la détention, ont pris conscience de leurs responsabilités, ils vérifient les causes et les justifications de la détention et appliquent la loi. Il faut donc qu'aux fonctions de contrôle soient attachés des magistrats de qualité. »

Les enquêteurs estiment, par ailleurs, que cet avocat a joué un rôle

Jacques Follorou

En échange, ils devront plafonner les loyers

Afin de redynamiser le parc privé, le gouvernement a décidé de modifier les aides fiscales aux propriétaires de logements locatifs. Les incitations, jusqu'alors réservées au neuf

seront étendues à l'ancien. Les propriétaires devront plafonner les loyers et réserver ces logements à des ménages dont les ressources sont inférieures à certains plafonds.

de location reste fixé à neuf ans. Dans le parc ancien, les propriétaires qui opteront pour le nouveau régime bénéficieront désormais d'une majoration, de 14 % à 25 % - contre 6 % dans le neuf -, de la déduction forfaitaire sur leurs revenus locatifs. L'obligation de location est fixée à six ans minimum.

Le dispositif prévoit aussi un système de garantie des impayés censé faire tomber les réticences des bailleurs

Les loyers seront également plafonnés : de 30 francs au mètre carré en province à 65 francs à Paris. Le dispositif prévoit aussi un système de garantie des loyers payés de loyer, censé faire tomber les réticences des propriétaires. Les aides au logement allouées aux locataires les plus modestes doivent être à sa demande - et sans que le locataire puisse s'y opposer -, directement versées au propriétaire. En outre, en cas de chômage du locataire et, dans certains cas, de rupture familiale, le paiement du loyer et des charges est garanti pendant neuf mois par le 1^{er} logement (pendant trois ans si le locataire en difficulté est salarié d'une entreprise cotisant au 1^{er} logement).

Dans le neuf comme dans l'ap-

ciens, les propriétaires ne pourront bénéficier du nouveau régime que s'ils louent à des ménages dont les ressources sont inférieures à certains plafonds. Fixés par le décret publié le 30 mars, ces plafonds sont un peu plus bas que ceux exigés pour l'accès au parc public dit « intermédiaire ». Une personne seule vivant en Ile-de-France (Paris) ainsi que dans les départements limitrophes, doit disposer de revenus fiscaux maximums de 115 000 francs (en province), un couple marié avec un enfant de 26 000 francs maximum en Ile-de-France (176 000 francs en province). Le nouveau régime ne cible donc pas, a priori, une clientèle très défavorisée de locataires puisque environ 80 % des ménages français entrent dans ces catégories. Ceux qui sont exigés pour l'accès au logement très social dans le secteur HLM sont deux fois plus faibles.

Curieusement, les professionnels de l'immobilier qui ont combattu bec et ongles la réforme de l'ancien ont, à Paris, l'impression, aujourd'hui, peu inquiète, rassurée sans doute par la reprise, actuelle de l'activité, Le nouveau secteur locatif proposé par le gouvernement devrait, logiquement, profiter du dynamisme retrouvé. Toutefois, même si le marché locatif retrouve, grâce à l'« aménagement Besson », une certaine fluidité, le problème de l'accès au logement des ménages aux ressources très modestes, pénalisés par la faible consommation des crédits alloués au secteur très social, reste entier.

Christine Garbi

« à peine pour la mise en œuvre
d'un projet collectif »

gre loue l'engagement n des e-se gran

Le procédé de fabrication d'un produit chimique est la base de la technologie chimique. Les procédés de fabrication chimique sont classés en deux catégories : les procédés de fabrication chimique traditionnelle et les procédés de fabrication chimique moderne.

professionnel surmontant
sur son quartier

[illegible]

IBERIA
IN VERSO L'ESPAÑA ET L'AMÉRIQUE LATINE



Découvrez la nouvelle classe Business Intercontinentale d'Iberia et profitez d'une expérience de niveau international sur une compagnie mondiale. Distancer la concurrence, c'est notre objectif. A ce sujet, la distance entre votre siège ergonomiquement conçu et celui situé devant vous passe à 132 cm*. Un atout qui s'ajoute à un confort sur-mesure pour votre plus grand bien-être. Défendez-vous, profitez des 135° d'inclinaison que notre siège vous offre et oubliez le temps et

regardant films, sport ou informations sur votre écran personnel. Entre autres possibilités, vous pouvez aussi téléphoner avec le combiné intégré à votre siège, ou déguster l'un de nos trois menus inspirés de la gastronomie méditerranéenne. Enfin, quand vous aurez atterri, et que vous repenserez à ce que vous venez de vivre, vous ne voudrez pas demander pourquoi Iberia est aujourd'hui l'une des premières compagnies aériennes d'amateurs du monde.

$$f(1) = 1, f(2) = 2, f(3) = 3, f(4) = 4, f(5) = 5, f(6) = 6, f(7) = 7, f(8) = 8, f(9) = 9, f(10) = 10, f(11) = 11, f(12) = 12, f(13) = 13, f(14) = 14, f(15) = 15, f(16) = 16, f(17) = 17, f(18) = 18, f(19) = 19, f(20) = 20, f(21) = 21, f(22) = 22, f(23) = 23, f(24) = 24, f(25) = 25, f(26) = 26, f(27) = 27, f(28) = 28, f(29) = 29, f(30) = 30, f(31) = 31, f(32) = 32, f(33) = 33, f(34) = 34, f(35) = 35, f(36) = 36, f(37) = 37, f(38) = 38, f(39) = 39, f(40) = 40, f(41) = 41, f(42) = 42, f(43) = 43, f(44) = 44, f(45) = 45, f(46) = 46, f(47) = 47, f(48) = 48, f(49) = 49, f(50) = 50, f(51) = 51, f(52) = 52, f(53) = 53, f(54) = 54, f(55) = 55, f(56) = 56, f(57) = 57, f(58) = 58, f(59) = 59, f(60) = 60, f(61) = 61, f(62) = 62, f(63) = 63, f(64) = 64, f(65) = 65, f(66) = 66, f(67) = 67, f(68) = 68, f(69) = 69, f(70) = 70, f(71) = 71, f(72) = 72, f(73) = 73, f(74) = 74, f(75) = 75, f(76) = 76, f(77) = 77, f(78) = 78, f(79) = 79, f(80) = 80, f(81) = 81, f(82) = 82, f(83) = 83, f(84) = 84, f(85) = 85, f(86) = 86, f(87) = 87, f(88) = 88, f(89) = 89, f(90) = 90, f(91) = 91, f(92) = 92, f(93) = 93, f(94) = 94, f(95) = 95, f(96) = 96, f(97) = 97, f(98) = 98, f(99) = 99, f(100) = 100, f(101) = 101, f(102) = 102, f(103) = 103, f(104) = 104, f(105) = 105, f(106) = 106, f(107) = 107, f(108) = 108, f(109) = 109, f(110) = 110, f(111) = 111, f(112) = 112, f(113) = 113, f(114) = 114, f(115) = 115, f(116) = 116, f(117) = 117, f(118) = 118, f(119) = 119, f(120) = 120, f(121) = 121, f(122) = 122, f(123) = 123, f(124) = 124, f(125) = 125, f(126) = 126, f(127) = 127, f(128) = 128, f(129) = 129, f(130) = 130, f(131) = 131, f(132) = 132, f(133) = 133, f(134) = 134, f(135) = 135, f(136) = 136, f(137) = 137, f(138) = 138, f(139) = 139, f(140) = 140, f(141) = 141, f(142) = 142, f(143) = 143, f(144) = 144, f(145) = 145, f(146) = 146, f(147) = 147, f(148) = 148, f(149) = 149, f(150) = 150, f(151) = 151, f(152) = 152, f(153) = 153, f(154) = 154, f(155) = 155, f(156) = 156, f(157) = 157, f(158) = 158, f(159) = 159, f(160) = 160, f(161) = 161, f(162) = 162, f(163) = 163, f(164) = 164, f(165) = 165, f(166) = 166, f(167) = 167, f(168) = 168, f(169) = 169, f(170) = 170, f(171) = 171, f(172) = 172, f(173) = 173, f(174) = 174, f(175) = 175, f(176) = 176, f(177) = 177, f(178) = 178, f(179) = 179, f(180) = 180, f(181) = 181, f(182) = 182, f(183) = 183, f(184) = 184, f(185) = 185, f(186) = 186, f(187) = 187, f(188) = 188, f(189) = 189, f(190) = 190, f(191) = 191, f(192) = 192, f(193) = 193, f(194) = 194, f(195) = 195, f(196) = 196, f(197) = 197, f(198) = 198, f(199) = 199, f(200) = 200, f(201) = 201, f(202) = 202, f(203) = 203, f(204) = 204, f(205) = 205, f(206) = 206, f(207) = 207, f(208) = 208, f(209) = 209, f(210) = 210, f(211) = 211, f(212) = 212, f(213) = 213, f(214) = 214, f(215) = 215, f(216) = 216, f(217) = 217, f(218) = 218, f(219) = 219, f(220) = 220, f(221) = 221, f(222) = 222, f(223) = 223, f(224) = 224, f(225) = 225, f(226) = 226, f(227) = 227, f(228) = 228, f(229) = 229, f(230) = 230, f(231) = 231, f(232) = 232, f(233) = 233, f(234) = 234, f(235) = 235, f(236) = 236, f(237) = 237, f(238) = 238, f(239) = 239, f(240) = 240, f(241) = 241, f(242) = 242, f(243) = 243, f(244) = 244, f(245) = 245, f(246) = 246, f(247) = 247, f(248) = 248, f(249) = 249, f(250) = 250, f(251) = 251, f(252) = 252, f(253) = 253, f(254) = 254, f(255) = 255, f(256) = 256, f(257) = 257, f(258) = 258, f(259) = 259, f(260) = 260, f(261) = 261, f(262) = 262, f(263) = 263, f(264) = 264, f(265) = 265, f(266) = 266, f(267) = 267, f(268) = 268, f(269) = 269, f(270) = 270, f(271) = 271, f(272) = 272, f(273) = 273, f(274) = 274, f(275) = 275, f(276) = 276, f(277) = 277, f(278) = 278, f(279) = 279, f(280) = 280, f(281) = 281, f(282) = 282, f(283) = 283, f(284) = 284, f(285) = 285, f(286) = 286, f(287) = 287, f(288) = 288, f(289) = 289, f(290) = 290, f(291) = 291, f(292) = 292, f(293) = 293, f(294) = 294, f(295) = 295, f(296) = 296, f(297) = 297, f(298) = 298, f(299) = 299, f(300) = 300, f(301) = 301, f(302) = 302, f(303) = 303, f(304) = 304, f(305) = 305, f(306) = 306, f(307) = 307, f(308) = 308, f(309) = 309, f(310) = 310, f(311) = 311, f(312) = 312, f(313) = 313, f(314) = 314, f(315) = 315, f(316) = 316, f(317) = 317, f(318) = 318, f(319) = 319, f(320) = 320, f(321) = 321, f(322) = 322, f(323) = 323, f(324) = 324, f(325) = 325, f(326) = 326, f(327) = 327, f(328) = 328, f(329) = 329, f(330) = 330, f(331) = 331, f(332) = 332, f(333) = 333, f(334) = 334, f(335) = 335, f(336) = 336, f(337) = 337, f(338) = 338, f(339) = 339, f(340) = 340, f(341) = 341, f(342) = 342, f(343) = 343, f(344) = 344, f(345) = 345, f(346) = 346, f(347) = 347, f(348) = 348, f(349) = 349, f(350) = 350, f(351) = 351, f(352) = 352, f(353) = 353, f(354) = 354, f(355) = 355, f(356) = 356, f(357) = 357, f(358) = 358, f(359) = 35$$

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : la gendarmerie de Ghisonaccia (Haute-Corse) a été mitraillée, mercredi 31 mars, par des inconnus circulant en voiture et a moto, qui se sont enfilés après avoir lancé une charge explosive dans la cour de la caserne. La charge n'a pas explosé et le mitraillage n'a pas fait de victime. Le 17 mars, deux militants nationalistes ont été écroués à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse) après l'agression, trois jours plus tôt, du commandant de la caserne de Ghisonaccia.

■ **FAIT DIVERS** : un homme a tué l'assistante maternelle et l'éducateur chargés de ses enfants, mercredi matin 31 mars à Tonnerre (Yonne), avec un fusil de chasse. Le drame a eu lieu sous les yeux de ses enfants, âgés de cinq et huit ans, qui étaient placés depuis juillet 1997 à la suite de la condamnation de leur mère à huit ans de prison pour infanticide. Le père, âgé de trente-six ans, handicapé à 70 % et au chômage, avait déjà agressé l'éducateur avec une bombe lacrymogène en 1997.

■ **FRAUDE:** le tribunal correctionnel de Dijon a condamné, mercredi 31 mars, à trois ans de prison ferme un négociant en vins de Beaune (Côte-d'Or) qui avait allongé des vins d'appellation avec des vins de table, voire avec de l'eau et qui avait ajouté de la glycérine et des produits aromatisants. Interdit pendant cinq ans d'activité de négociant en vin, il devra payer plus de 500 000 francs de dommages-intérêts et de remboursements aux Assedic, qui le poursuivaient parallèlement pour escroquerie.

■ **ALIMENTATION :** Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, s'est exprimé, mercredi 31 mars, sur les récentes affaires de contamination de fromages français au lait cru par des souches de listeria. « Nous devons développer sûrement l'information des consommateurs, je pense en particulier au travail que nous devons faire avec le secrétaire d'Etat à la sante et à l'action sociale pour informer les groupes les plus exposés via les médias », a déclaré le ministre lors de la séance des questions d'actualité à l'Assemblée nationale.

tic

7 Ball
 8 31-
 9 pay.
 10 Qu il
 11 ant a
 12 d de-
 13 le de
 14 5000

er, le
te de
bord
qui
seul
ionel
asse
dion
é de
lieu
sans
que
eto-
sur
vic-
ain-
es

2013

ait
el-
ndi
n-
es
on
et
e-
re
nt
de
e-
u-
re
s,
u-
nt
x

2
2
2
2
-
-
-
-

هكذا من الأصل

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS
Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté
Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine

PREFECTURE DE LA SOMME
Direction des Actions Interministérielles
3^e Bureau : Urbanisme et Environnement

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE CONSTRUCTION PAR ELECTRICITE DE FRANCE D'UNE LIGNE A DEUX CIRCUITS 400 000 VOLTS ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ET SES TRAVAUX ANNEXES

Le public est convoqué en exécution d'un arrêté préfectoral du 22 mars 1999, il sera procédé, du 19 avril 1999 au 19 mai 1999 inclus, à une enquête publique portant sur la loi :

- 1) Sur la demande de déclaration d'utilité publique en vue de l'installation de servitudes :
- a) des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE ;

- b) des travaux annexes aux abords et dans les postes correspondants détaillés ci-après :

- modification aérosouterraine du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 90 000 volts AIRAINES-AMARGUE-ARGOEUVES ;

- modification aérosouterraine aux abords du poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-MONTROISSETTE ;

- modification du raccordement au poste d'ARGOEUVES de la ligne à un circuit 225 000 volts AMIENS-ARGOEUVES ;

- passage à un circuit 225 000 volts de la ligne à un circuit 90 000 volts AMIENS-ARGOEUVES et modifications de son raccordement au poste d'ARGOEUVES ;

- modification du raccordement au poste de GAVRELLE de la ligne à un circuit 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;

- modification de la ligne 225 000 volts CORBIE-AM-VELIN-GAVRELLE-VENDIN au croisement de la ligne à 400 000 volts AVELIN-GAVRELLE ;

- liaison souterraine à deux circuits 225 000 volts GAVRELLE-ETINCHELLE ;

- modification de l'entrée en coupure à deux circuits 225 000 volts de la ligne CORBIE-AM-VELIN-GAVRELLE au poste de GAVRELLE ;

- tracé à deux circuits 90 000 volts des lignes GAVRELLE-SCARPE.

Ces travaux concernent les communes de :

Département du PAS-DE-CALAIS (62) :

ADINFER, BEAURAINS, BIACHE-SAINT-VAAST, BLAIRVILLE, FAMPPOUX, FEUCHY, FICHEUX, FONQUEVILLERS, FRESNES-LES-MONTAUBAN, GAVRELLE, GOMMECOURT, HANNESCAMPS, HEBUTERNE, HENDECOURT-LES-RANSART, MERCAETEL, MONCHY-AU-BOIS, MONCHY-LE-PREUX, NEUVILLE-VITASSE, NEUVIREUIL, OPPY, RANSART, ROUX, SALLY-AU-BOIS, TILLOY-LES-MOFLAINES, WANCOURT.

Département de la SOMME (80) :

ACHEUX-EN-AMENOIS, AMIENS, ARGOEUVES, BAVELINCOURT, BEAUCOURT-SUR-L'HALLUE, BERTANGLES, BERTRANCOURT, CARDONNETTE, COISY, COLINCAMPS, CONTAY, COURCELLES-AU-BOIS, FORCEVILLE, HARPONVILLE, MAILLY-MAILLET, MIRVAL, MULLIENS-AU-BOIS, MONTIGNY-SUR-L'HALLUE, POULAINVILLE, RAINNEVILLE, TOUTENCOURT, VADENCOURT, VARENNES.

2) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Aménagement du Zone (P.A.Z.) de la Zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) dite ARTOPOLE sur le territoire des communes de FEUCHY et MONCHY-LE-PREUX (Pas-de-Calais) ;

3) Sur la délivrance des autorisations administratives (permis de construire - autorisations d'occupation) nécessaires à l'extension des travaux pour les ouvrages prévus au II ci-dessus ainsi que pour les opérations qui ne nécessitent pas de déclaration d'utilité publique ;

a) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;

b) travaux dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

4) Sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;

5) Sur la demande de déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET, sur la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) nécessitant l'acquisition, par Electricité de France, à l'initiative ou par voie d'expropriation des terrains nécessaires.

Par ordonnance du 4 mars 1999, le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné, pour conduire l'enquête publique, une commission d'enquête composée de :

- Président : M. Daniel BESIEUX, Ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat, en retraite, domicilié 3, rue de Camille, 59169 CANTIN.

- Membres titulaires : M. Pierre DAEDEN, Directeur d'Entreprise, collaborateur Chambre de Commerce et d'Industrie en retraite, domicilié 7, rue de Fosseville, 59400 CAMBRAI.

- M. René DAMAREY, Professeur des Ecoles en retraite, domicilié 4, rue du Caracul, résidence Pompadour, 59552 LAMBRES-LES-DOUAL.

- Membres suppléants : M. Pierre ALTMAYER, Chargé de Mission à la Direction Départementale de l'Équipement en retraite, domicilié 22, rue de Paris, 59130 LAMBERSART.

- M. Pierre BANSE, Gérant d'une activité commerciale, Secrétaire Membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie, domicilié 19, rue aux Moines, 59400 CAMBRAI.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture du PAS-DE-CALAIS - Direction du Cadre de Vie et de la Citoyenneté - Bureau de l'Urbanisme et de la Protection du Patrimoine.

Les pièces du dossier sont déposées du 19 avril au 19 mai 1999 :

1) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 000 volts ARGOEUVES-CHEVALET-GAVRELLE et des travaux annexes détaillés ci-dessus :

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts d'ARGOEUVES sur la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

2) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

3) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

4) En ce qui concerne la mise en compatibilité du P.O.S. de la commune d'ARGOEUVES (Somme) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

5) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

6) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

7) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

8) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

9) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

10) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

11) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

12) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

13) En ce qui concerne l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique relative aux travaux d'extension du poste 400 000 volts de CHEVALET sur le territoire de la commune de MONCHY-AU-BOIS (Pas-de-Calais) ;

a) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

b) dans le poste 400 000/225 000/90 000 volts de GAVRELLE sur la commune de GAVRELLE (Pas-de-Calais) ;

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

Perceval sape la confiance des Rennais

Les travaux de creusement du futur métro ont déjà provoqué plusieurs affaissements de terrain. Commerçants, riverains et opposition mêlent leurs critiques contre un projet « pharaonique »

RENNES

de notre correspondante régionale

Perceval a encore fait des siennes. En quelques jours, le tunnelier qui grignote le sous-sol rennais depuis plus de deux ans a provoqué deux nouveaux affaissements de terrain rue Jules-Simon, une artère commerçante du centre. Le premier trou était profond de trois mètres et long de quinze. L'incident a eu lieu à 5 heures, la rue était déserte. Sûr le trou bouché, Perceval a repris sa course. Une semaine plus tard, la chaussée était de nouveau aspirée par le tunnelier glouton.

Aujourd'hui, Perceval est à l'arrêt, les ouvriers ont presque fini de reboucher les trous, les habitants du centre s'inquiètent, les commerçants s'énervent, l'opposition s'oppose. Le maire (PS) et président du district, Edmond Hervé, et la Société d'économie mixte chargée de la construction du Val, la Semtar, organisent des conférences de presse. Jean-François Blache, directeur de la Semtar, fait œuvre de pédagogie. Il détaille les techniques qui seront mises en œuvre afin d'éviter de nouveaux effondrements. Il précise que du béton va être injecté sous la poste. Il rappelle que des mesures ont déjà été prises pour que Perceval passe sans encombre sous la rue Pont-aux-Foulons : le tunnelier creusera quatre mètres plus bas que prévu. Les habitants des immeubles qui bordent la rue se seront de toute façon évacués, ainsi que les commerçants. Enfin, M. Hervé annonce que des barrières seront installées en surface au fur et à mesure de l'avancée du tunnelier, afin d'éviter que le sol ne se dérobe sous les pieds des promeneurs.

Accusés d'improvisation, les responsables répondent que la géologie n'est pas une science exacte.

« Des incidents similaires ont lieu sur tous les chantiers de ce type », rappelle M. Hervé. Mais les Rennais n'en finissent pas de râler. Il suffit de prononcer le mot « VAL » et c'est un concert de soupirs d'exaspération mêlés d'invectives. Les effondrements - huit en tout - font peur. Ce sont surtout les travaux qui ne passent pas. Depuis deux ans, la place Sainte-Anne, au cœur de la ville, est en chantier, tout comme la place de la République, devant la poste. Et s'il n'y avait que le VAL... Mais il faut compter avec les travaux de l'axe Est-Ouest, qui doivent aboutir à la modification complète de la circulation sur les quais de la Vilaine. La place de Bretagne est aussi en chantier. Les automobilistes bloqués à longueur de journée dans les embouteillages s'attachent les cheveux. Les habitants du centre ne peuvent plus voir une pelle-touze en peinture.

« Quand je suis arrivé de Paris, il y avait huit ans, je trouvais que Rennes était un havre de paix. J'ai changé d'avis », dit Michel Caron, président de l'association Rennes, vive sa ville, se félicite que riverains, opposition municipale et commer-

cants domment de la voix. Depuis une quinzaine de jours, une affiche sur les vitrines du centre-ville proclame : « Les travaux d'accord, l'accessibilité d'abord ». L'initiative vient du Syndicat rennais des associations commerciales (SRAC). Son président, Henri Jaffrain, ne remet pas en cause le VAL, mais assure que le maire « veut tuer le centre-ville ». Il demande une remise à plat des projets sur la circulation. Les commerçants se sont facilement ralliés à ce message. Lylian Langlais est installée rue Jules-Simon. Elle affirme que, depuis deux ans, son chiffre d'affaires a baissé de 30 % : « J'ai dû licencier deux personnes ». Chez le chocolatier ou le fleuriste, même constat. Le chiffre est en baisse depuis deux ans, en chute libre depuis les récents effondrements. Les ministres seront indemnisés directement par l'assurance du chantier. Pour la perte globale de chiffre d'affaires, il faudra passer par le tribunal administratif.

L'opposition, qui, depuis le début, ferraille contre le VAL, tente de surfer sur l'inquiétude. Pierre Gusdorf (UDF) demande « que la sécurité des biens et des personnes

soit assurée ». Le discours est diversement accueilli chez les commerçants, qui ne veulent pas « politiser le débat », trois semaines après la condamnation du maire dans l'affaire du sang. Pourtant, les mécontents ont tôt fait de s'attaquer, à travers le VAL, à M. Hervé : projet « démesuré », « pharaonique », « Hervé veut laisser sa marque comme l'a fait Mitterrand », juge une commerçante.

MENACE D'ENGORGEMENT

« Il est vrai que ce mandat est celui des grands travaux », note Jean Normand, directeur de la Semtar et adjoint au maire. Mais ce projet n'a rien d'insensé. Rennes sera la plus petite ville de France à se doter d'un métro ? « L'effort financier demandé à l'agglomération rennaise est le même qu'à Lille ou à Toulouse. La ligne est plus courte, la densité de population plus forte le long du tracé », répond M. Normand. Un tramway n'aurait pas coûté beaucoup moins cher, affirme-t-il, et la topographie de la ville l'interdisait. M. Hervé rappelle à ceux qui auraient préféré ne rien faire que « le centre était menacé d'engorgement » et que le VAL intestine « tous les Rennais et tout le district de Rennes et pas seulement les habitants du centre ». En renouvelant son mandat, en 1995, le maire estime que la population a voté pour le VAL, au terme d'une campagne particulièrement violente : « Cela constitue le meilleur des référendums... » Il se réferme à des précédentes épreuves : « Quand j'ai transformé en rues piétonnes certaines artères du centre-ville, au début des années 80, ce fut un déclenchement de toute part. Aujourd'hui, commerçants et riverains n'ont qu'à s'en féliciter. » Il ne restait plus qu'à attendre 2001...

Gaëlle Dupont

La Cour européenne de justice saisie

En décembre 1995, Jean-Pierre Dagorn et Pierre Gusdorf, membres de l'opposition municipale rennaise, tentèrent - une nouvelle fois - de faire échouer le projet de véhicule automatique léger (VAL), en déposant plainte auprès de Bruxelles. Motif : l'absence de mise en concurrence dans l'attribution du marché à Matra, contrairement à une directive européenne de 1993 qui prévoit un appel d'offres international. Le district fait valoir que l'engagement envers Matra remonte à 1989, date du premier projet de VAL. Suspendu en 1993, après un arrêt du tribunal administratif annulant la première déclaration d'utilité publique, le dossier est réactivé après la victoire d'Edmond Hervé aux municipales. Un agrément définitif est donné à Matra en 1996. Pour Bruxelles, s'agissant d'un nouveau contrat, la règle de 1993 aurait dû être appliquée. Un avis défavorable a donc été émis. L'affaire doit être jugée devant la Cour européenne de justice. La décision ne devrait pas être rendue avant un an.

Sous les vignobles de Saint-Emilion, la terre se dérobe

BORDEAUX

de notre correspondant

On en parle encore dans le canton de Saint-Emilion : une nuit entre Noël et le Nouvel An 1997, en quelques secondes, près de 2 500 mètres carrés de vignes du château Belair, premier grand cru classé, se sont effondrés. On les a retrouvés plusieurs mètres plus bas. Des pèdes de vigne aux trois quarts déracinés se balançaient toujours dans le vide. « Ce sont des êtres de trente-quatre ans qui meurent », souffle Pascal Delbecq, directeur du château, ça fait vraiment mal. » Ce n'est pas la première fois que le vignoble, situé sur le plateau calcaire de Saint-Emilion, s'affaisse. Il repose, comme une grande partie du village, sur de vieilles carrières abandonnées, parfois superposées sur trois étages. On estime leur superficie à 70 hectares, dont 10 sous le bourg. Près de cent kilomètres de galeries serpentent sous le vignoble. Des petits trous - des « fontis » - apparaissent régulièrement en plein centre-ville. Des chemins communaux ont même dû être fermés au public : ils menaçaient de céder.

« Ces carrières sont les nuisances de nos grands-pères, qui ont servi à construire nos villes et villages », fait remarquer Jean Peragallo, directeur du bureau des carrières, service créé il y a vingt ans par le conseil général de la Gi-

ronde. Depuis l'Antiquité, mais surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, les sous-sols de la Gironde ont été exploités par l'homme. D'abord utilisés pour les villages alentour, les pierres blanches et tendres ont servi à bâtir d'autres villes, comme Bordeaux.

La plupart des carrières sont regroupées autour de la Garonne, longtemps seul moyen de transport pour ces blocs de 120 kilos. Les carrières de cette période faste n'ont pas toujours respecté la règle empirique de l'époque : laisser autant de plein que de vide, alors même que, pour une bonne stabilisation, il aurait fallu 75 % de plein. « Aujourd'hui, tout le massif de l'Entre-Deux-Mers, au sud-est de Bordeaux, est un gruyère », affirme Jean Missègue, historien autodidacte et petit-fils d'un tailleur de pierre. La situation se dégrade aussi à cause des infiltrations d'eau.

EVITER L'EFFONDREMENT GENERALISE

Le bureau des carrières a recensé 113 communes, 850 carrières, soit 2 500 hectares répartis sur la rive droite de la Gironde, et près de 25 kilomètres de routes départementales touchées. Chaque année, huit à dix exploitations souterraines sont découvertes, la plupart laissées en l'état. Si les travaux de remblai ou de comblement sur les voies départementales sont financés par le conseil général,

les routes communales dépendent des maires, les terrains privés des propriétaires. Certains ont les moyens de consolider leur sous-sol ; d'autres laissent cette plaie naturelle au grand jour.

Des viticulteurs n'ont pas attendu de nouveaux effondrements pour agir. Le château Belair a troqué ses lourds tracteurs pour des véhicules plus légers. Il a consolidé certaines carrières et désherbé sous les rangs de vignes pour voir d'éventuels signes précurseurs d'effondrements. Au château Canon, autre premier grand cru classé de Saint-Emilion, la famille Wertheimer (groupe Chanel) a investi environ 2 millions de francs (304 900 euros) pour assainir et consolider les sous-sols. Près de 4 000 mètres carrés de terrains ne peuvent être exploités à cause des carrières. De nouveaux travaux sont prévus en 2000. Une étude financée par l'Etat et la mairie est en cours, pour savoir comment maîtriser un risque d'effondrement généralisé. Une autre, lancée avant la fin de l'année, devrait répertorier de façon précise l'étendue des souterrains. Mais « une carrière qui s'effondre, c'est irréversible », lâche M. Peragallo. Un peu comme les tremblements de terre : on sait que cela va arriver, mais on ne sait pas quand. »

Claudia Courtot

Le Sénat réclame plus de routes, contre l'avis de M^{me} Voynet

EN FIN d'après-midi, mercredi 31 mars, lors de l'examen du projet de loi d'orientation de l'aménagement durable du territoire, les sénateurs voulaient de transporter une précieuse victoire, à leurs yeux. Par le biais d'amendements, ils ont voté la suppression des schémas multimodaux de services de transports, destinés à permettre un rééquilibrage au profit du rail des programmes d'infrastructures. Pour Jean-François Poncet (RDSE, Lot-et-Garonne), le « nécessaire » désenclavement des territoires ruraux « suppose la construction de nouvelles routes ». Or ces schémas prévoyaient, entre autres dispositions, que « la priorité » soit donnée « au transport ferroviaire pour le transit international franchissant les Alpes et les Pyrénées ».

A peine ont-ils voté que les sénateurs apprennent qu'un communiqué du ministère de l'aménagement du territoire vient

d'être faxé à la presse. Dominique Voynet y « invite les sénateurs à prendre les mesures de leur choix ». « La tragédie du tunnel du mont Blanc amènera peut-être les sénateurs à reconsidérer leurs positions », écrit la ministre de l'aménagement du territoire.

PIETS DANGEREUX

« Un procédé inacceptable », s'indigne aussitôt, dans les couloirs, Gérard Larcher (RPR, Yvelines). Les tunnels routiers ne tuent pas davantage que les tunnels ferroviaires. Il n'y a pas eu de morts dans le tunnel sous la Manche parce que le système d'alerte était moderne. » A la reprise de la séance, M. Larcher interrompt vivement M^{me} Voynet : « Les morts n'appartiennent à personne ! Je ne puis admettre ce communiqué de presse laissant penser que les sénateurs sont des supôts du "tout-routier". » La séance est suspendue.

A la reprise, les sénateurs adoptent plusieurs amendements tendant à renforcer les conditions de développement des autoroutes, défendus, en grande partie, par Jacques Oudin (RPR, Vendée), président d'Autoroute Avenir, puisant les voix pourant mis en garde : « On ne pourra pas donner en même temps la priorité au rail et continuer de construire autant de routes. »

Lors du comité interministériel sur la sécurité routière qui doit se tenir vendredi 2 avril, M^{me} Voynet pourrait proposer une réduction du trafic sous le tunnel du mont Blanc et un contingentement de certains types de frets dangereux. Deux mesures déjà inscrites dans les schémas de services de transports supprimés par les sénateurs...

Béatrice Jérôme

M. Gayssot veut régionaliser toute la SNCF

JEAN-CLAUDE GAYSSOT, ministre de l'équipement et des transports, qui participait au Forum SNCF, mercredi 31 mars, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), a affirmé qu'il « souhaite enclencher très rapidement le processus de généralisation de la régionalisation » des transports ferroviaires. Actuellement, six régions expérimentent ce système de gestion décentralisée. M. Gayssot envisage un projet de loi pour le premier semestre 2000, avec « une date butoir de mise en œuvre, comme 2001 ou 2002 ». Il veut aussi éviter un « système à deux vitesses » entre les régions dotées d'une « compétence en matière de service régional de voyageurs » et les autres.

1350 من الأصل

ance des Rennais

provoque plusieurs affaissements de
critiques contre un projet d'extension

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Ils ont toutefois souligné les risques d'affaissement du sol, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Ils ont également souligné les risques de saturation des infrastructures de transport, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune.

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Ils ont toutefois souligné les risques d'affaissement du sol, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Ils ont également souligné les risques de saturation des infrastructures de transport, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune.

la terre se dérobe

Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Ils ont toutefois souligné les risques d'affaissement du sol, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Ils ont également souligné les risques de saturation des infrastructures de transport, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune.

le M. Voynet

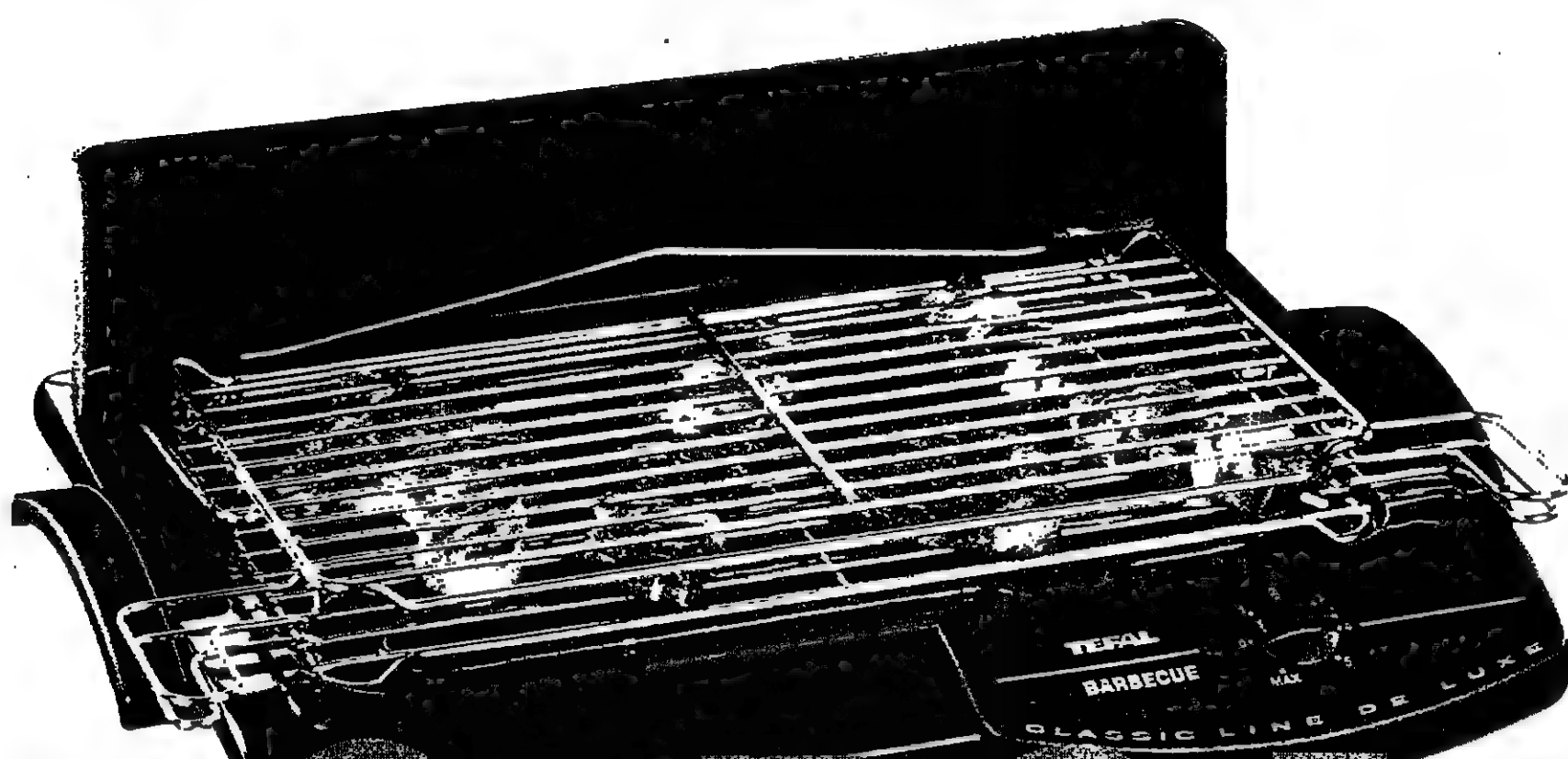
Le conseil de la ville de Rennes, réuni hier soir, a voté à l'unanimité l'extension de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Cette décision, qui a été prise à l'issue d'une séance très animée, a été saluée par les élus de l'opposition. Ils ont toutefois souligné les risques d'affaissement du sol, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune. Ils ont également souligné les risques de saturation des infrastructures de transport, en particulier dans le secteur de la zone d'habitat à densité moyenne (Z.H.D.M.) de la commune.

10 JOURS POSITIFS

A SAISIR CHEZ CARREFOUR,

Vendredi 2 avril

10 000 barbecues TEFAL et pas un de plus.



449F

349F

Il y en aura
peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

Réf. 788 491
Pare-vent. 2200 W.
Double grille articulée
séparable et amovible.
Garantie 1 an.

Avec Carrefour
je positive!



هكذا من الأصل

Milosevic, un ambitieux gagné

LES hommes d'Etat, sauveurs ou tyrans, ont les « petites phrases » qu'ils méritent. Elles les accompagnent toute leur vie, et parfois au-delà. Celle qui forgea le destin de Slobodan Milosevic aurait pu, sortie de son contexte, passer inaperçue. Mais dans les circonstances où il la prononça, son écho fut immédiat et immense. Ce jour-là, le 24 avril 1987, dans un faubourg de Pristina, le chef-lieu du Kosovo, le tout nouveau patron du Parti communiste de Serbie lance à quelques milliers de ses compatriotes : « Personne ne devra plus oser vous battre ! » Ce propos d'extrême droite, à la fois promesse et menace, donnera un nouveau cours à l'histoire de la Yougoslavie.

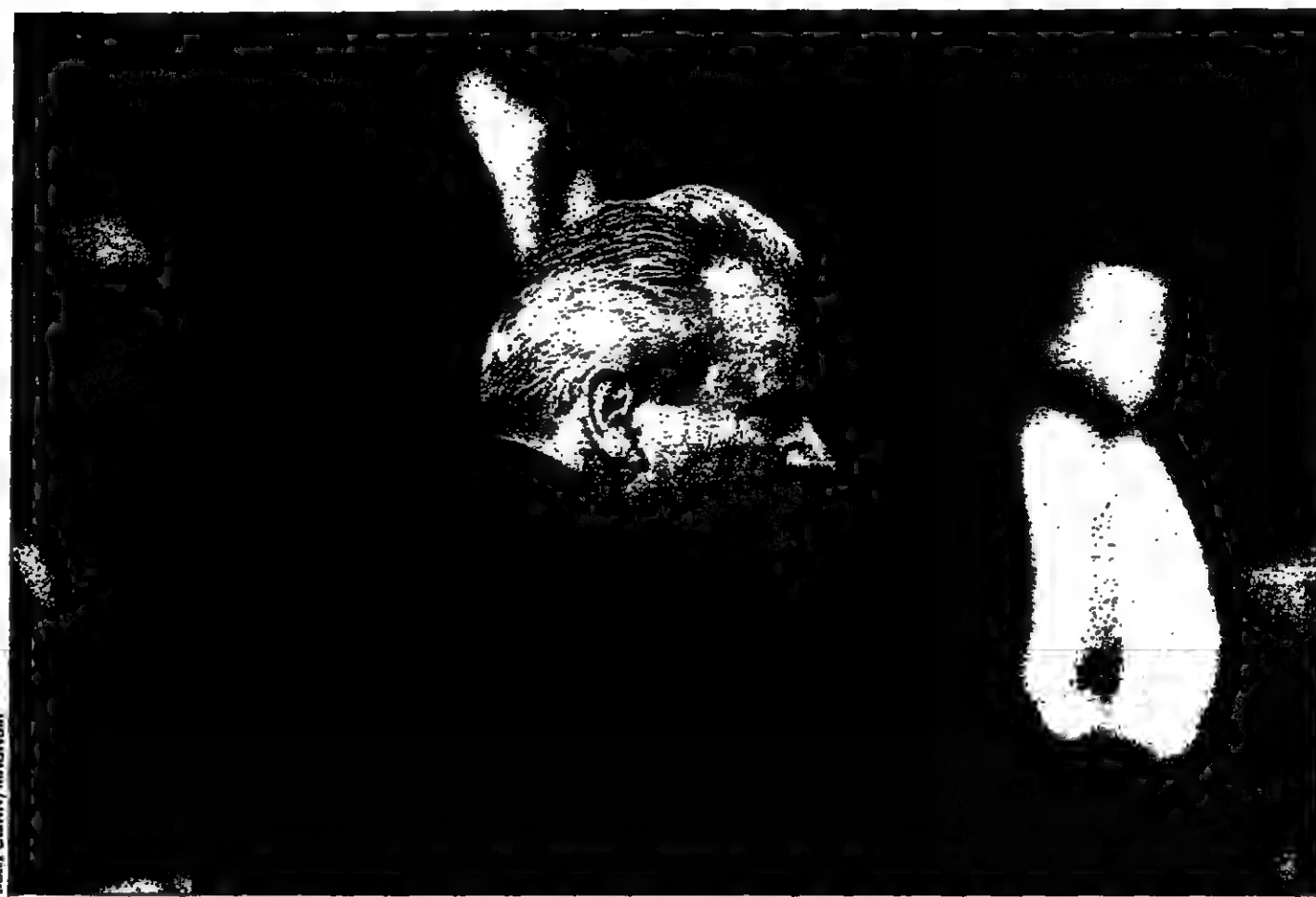
La scène prend d'autant plus de force, aux yeux des Serbes du Kosovo, qu'elle se déroule à Kosovo Polje, à deux pas du haut-lieu le plus cher à leur cœur, ce fameux Champ des Mères où, le 28 juin 1389, les 70 000 soldats du prince Lazar dominèrent leur vie face à l'envahisseur turc, lors d'une bataille – et d'une défaite – retentissante.

Au fil de cette année 1987, la crise s'aggrave au Kosovo, petite province désertée du sud de la Serbie. Depuis des mois, la minorité serbe se dit victime de pressions, voire d'exactions qui la poussent à l'exode. Belgrade décide de s'en mêler. Milosevic a pour mission d'écouter les doléances des responsables locaux. Il a bien préparé sa visite en se rendant une première fois, discrètement, au Kosovo, quatre jours plus tôt. Déjà expert en propagande, il s'est aussi assuré que la presse et la télévision nationales couvriraient l'événement.

La réunion a lieu dans la Maison de la culture, où la foule des manifestants serbes cherche à pénétrer. La police tente de la disperser à coups de bâtons. L'ambiance s'alourdit. Des pavés commencent à voler. Averti, Milosevic observe la foule du balcon, descend les escaliers et, critiquant les forces de l'ordre, lance sa « petite phrase », qui deviendra, pour beaucoup de Serbes, un cri de ralliement. Une onde de choc parcourt l'auditoire, qui scande aussitôt le diminutif affectueux de son nouveau héros : « Sloba ! Sloba ! ». Le meeting s'échauffe et durera toute la nuit. L'un après l'autre, les orateurs s'en prennent aux dirigeants albanais, réclamant la suppression de l'autonomie dont jouit le Kosovo depuis 1974, et exigent l'instauration de l'état d'urgence. Certains prônent même l'expulsion de la majorité albanaise.

Milosevic ne dit mot, ce qui, en l'occurrence, vaut consentement. Il s'adresse à son tour au public serbe : « Vous devez rester ici. Ceci est votre terre. Ce sont vos maisons. Vos prairies et vos jardins. Votre mémoire. Vous ne devez pas abandonner votre terre du seul fait que vous êtes victimes de l'injustice. Renoncer face aux obstacles, se démolir au moment du combat ne fait pas partie du caractère des Serbes et des Monténégrins. Vous devez rester ici au nom de vos ancêtres et de vos descendants. Faute de quoi, vos ancêtres seraient souillés, et vos descendants déçus. Mais je ne veux pas dire pour autant que vous devez rester ici en acceptant une situation qui ne vous satisfait pas. Au contraire, vous devez la changer, à l'image de ce que doit faire toute la population progressiste de Serbie et de Yougoslavie. »

Ce soir-là, Milosevic devient un homme nouveau. Aux yeux des autres, comme à ses propres yeux. L'appareil d'Etat modèle et un peu terni, qui a jusqu'à présent dissimulé sa dévorante ambition sous la prudence de bon aloi qu'impose le régime à ses dignitaires, se découvre subitement un destin de meneur d'hommes. C'est, pour lui aussi, une véritable révélation. « Il y eut soudain, en lui, un changement psychologique, note un journaliste. Il prit d'un seul coup conscience de l'emprise qu'il exerçait sur les gens. » C'était, observe l'historien britannique Noel Malcolm, comme si une nouvelle et puissante drogue coulait maintenant dans ses veines. « Il était transformé, enflammé par le Kosovo », se souviendra Ivan Stambolic, des rares institutions yougoslaves qui ne soit pas entièrement soumise aux dictats de la Ligue des communistes yougoslaves, le parti unique. Choqués, les dirigeants de Belgrade, relayés par une presse aux ordres, dénoncent le document. Le président serbe, Ivan Stambolic, n'y voit qu'« un requiem pour la Yougoslavie ». Au milieu de cette agitation, un homme, qui sait déjà manier le silence comme une arme, se tait résolument : Slobodan Milosevic. Si prompt d'ordinaire à fustiger le moindre écart doctrinal, il se contente, cette fois, de laisser un ami sûr monter au front. A Stambolic, intrigué par son mutisme, il répond curieusement qu'il juge inutile d'ajouter, par ses commentaires, à la « confusion » ambiante.



BILLY GUNN/MAGNUM

par l'ivresse nationale

Après dix années de règne absolu, Slobodan Milosevic reste un personnage énigmatique.

En embrassant la cause du nationalisme serbe, il a moins servi ses convictions qu'une folle ambition personnelle, au risque de jouer les apprentis sorciers.

Portrait d'un populiste froid tenté par la politique du pire

lic, qui présidait à l'époque la République serbe. Mentor de Milosevic, et son ami de vingt-cinq ans, il ajouta, avec sans doute un peu trop d'indulgence : « Voilà comment tout a commencé. Les nationalistes l'ont pris dans leurs bras et ne l'ont pas lâché. Il n'aurait pas vraiment cela. Mais il savait que cela lui était politiquement profitable. »

L'homme n'est, en effet, pas du genre à se laisser facilement griser. Mais il flaire d'instinct la chance qui s'offre à lui. Son instinct politique, qu'attise son appétit de pouvoir, l'incite à enfoncer derechef la cause du nationalisme serbe au Kosovo, qui ne semblait guère jusqu'ici l'obséder. Il comprend que le contrôle de la Serbie passe alors par le Kosovo, et que celui qui y conduit la croisade identitaire de la minorité, dirigera bientôt la Serbie tout entière.

Car, en Serbie même, les passions nationalistes s'échauffent. Sept ans après la mort de Tito, le peuple serbe se réveille. Pendant des décennies, le fragile équilibre communiste yougoslave mis en place par Tito, le Croate, reposait sur un principe implicite : une Serbie faible dans une Yougoslavie forte. La Serbie doit sacrifier sur l'autel yougoslave – sauf dans l'armée – le rôle hégémonique que la géographie, la démographie et les immenses sacrifices consentis dans la lutte contre le nazisme l'incitaient à légitime-

ment revendiquer au sein de l'ensemble fédéral. Elle accepta à contrecoeur que son histoire millénaire fût frappée d'amnésie, ce qui la persuada un peu plus qu'elle était vouée à toujours « gagner la guerre et perdre la paix ».

EN 1974, la nouvelle Constitution fédérale avait morcelé la Serbie, en donnant une large autonomie aux deux provinces créées en 1963, la Voïvodine, au nord, et le Kosovo, au sud. Sur le papier, celles-ci restaient sous la tutelle de Belgrade. Mais, dans les faits, elles s'étaient émancipées rapidement, en exerçant les droits politiques, économiques et judiciaires liés à leur statut d'autonomie. Elles eurent leurs propres assemblées et

envoyèrent des députés au Parlement de Belgrade. Elles participèrent au système de la présidence tournante instauré par Tito à la tête de la fédération. Seul le droit de faire sécession, en théorie reconnu aux autres Républiques, leur était interdit.

Travaillés par un désir de revanche, nombre de Serbes attendaient, une fois Tito disparu, un signal venu d'en haut, et un homme providentiel. Cet homme sera Milosevic. Quant au signal, il émane, sans équivoque le 24 septembre 1986 – et sous la forme d'un mémorandum – d'une institution culturelle yougoslave fort respectée, l'Académie serbe des sciences et des arts. Ce texte de soixante-quatorze pages, dont un quodécim à grand tirage public de larges extraits, est une bombe politique. Jouant sur le complexe d'infériorité des Serbes, sans cesse nourri du souvenir du double sacrifice historique consenti au profit de la Yougoslavie, en 1918 et en 1945, le document des académiciens mêle les plaintes et les griefs.

La Yougoslavie, peut-on lire dans ce réquisitoire, n'est plus la solution de la question serbe. Le pays se délite, alors que quatre Serbes sur dix vivent en dehors de la mère patrie. La Croatie et la Slovénie conspirent contre la Serbie. « Hormis pendant la période de l'Etat oustachi pro-nazi (proclamé en 1941), affirme le mémorandum, les Serbes de Croatie

n'ont jamais été autant en danger qu'aujourd'hui. Leur statut national doit être une question politique prioritaire. Si une solution n'est pas trouvée, les conséquences seront désastreuses, non seulement pour la Croatie mais pour la Yougoslavie tout entière. »

En rédigeant ce document alarmiste, les intellectuels serbes avaient aussi en tête le Kosovo-Metohija, berceau de leur peuple et siège de leur Église orthodoxe qui y a édifié, autour du patriarchat de Pec, ses plus beaux monastères. Là-bas, affirmait-il, un génocide menace les Serbes. Faute de réagir, ils subiront leur plus grave défaite depuis l'écrasement de leur révolte contre les Turcs en 1804. Le mémorandum véhicule les idées novatrices défendues par l'écritain Dobrica Cosic, l'un des chameaux de la nation serbe sous Tito, qui n'aura pourtant jamais participé à sa rédaction. Cosic et ses amis nationalistes avaient nourri, dans les années 70, le rêve secret de dépecer le Kosovo, la Serbie conservant notamment la région des monastères. Ils n'osèrent jamais rendre public leur projet, l'opinion serbe n'étant pas disposée, selon eux, à renoncer au moindre arpent de terre de la province sacrée. Le plan de partition que l'on prêche parfois aujourd'hui à Milosevic, est donc une vieille idée.

En septembre 1986, le retentissement du mémorandum est d'autant plus grand qu'il est l'œuvre d'une

des rares institutions yougoslaves qui ne soit pas entièrement soumise aux dictats de la Ligue des communistes yougoslaves, le parti unique. Choqués, les dirigeants de Belgrade, relayés par une presse aux ordres, dénoncent le document. Le président serbe, Ivan Stambolic, n'y voit qu'« un requiem pour la Yougoslavie ». Au milieu de cette agitation, un homme, qui sait déjà manier le silence comme une arme, se tait résolument : Slobodan Milosevic. Si prompt d'ordinaire à fustiger le moindre écart doctrinal, il se contente, cette fois, de laisser un ami sûr monter au front. A Stambolic, intrigué par son mutisme, il répond curieusement qu'il juge inutile d'ajouter, par ses commentaires, à la « confusion » ambiante.

PENDANT les années qui précèdent et les mois qui suivent la publication du mémorandum de l'Académie, le courant nationaliste serbe au sein du parti n'a cessé de gagner en influence. Encouragés en sous-main, puis de plus en plus ouvertement, par Cosic et ses amis, un groupe de Serbes du Kosovo, montant en épingle le moindre incident, s'affirme victime d'exactions, le plus souvent imaginaires, et organise des pétitions réclamant un changement constitutionnel dans la province. Une majorité de l'appareil communiste serbe finira par approuver leurs objectifs politiques. Les années 1986-87 marquent ainsi un

En 1962, son père, apparemment rongé par la folie, se tire une balle dans la tête à Nikolo. Sa mère se pendra à Pozaverc en 1974.

Le frère de celle-ci, un ancien général en Macédoine, se donnera aussi la mort

tourment majeur dans l'histoire du post-titisme. Alors qu'à Moscou, Mikhaïl Gorbatchev, arrivé au pouvoir en 1985, et convaincu de pouvoir sauver le socialisme, tente de résister au déferlement des forces chauvines grand-russes, les communistes serbes détournent en douceur, puis canalisent à leur profit – et à celui de la « Grande Serbie » – les fièvres nationalistes renaissantes. Ce rapt politique ouvrira la voie au pire des populismes qu'incamera bientôt le plus habile et le plus opportuniste des maîtres de l'appareil, Slobodan Milosevic.

Car avant de se faire connaître – et surtout haïr – du monde enté-



Pendant la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, qui a débouché sur un accord de paix en Bosnie, Slobodan Milosevic (photo ci-dessus) refuse catégoriquement d'aborder le problème du Kosovo. Le 15 juillet 1997 (ci-contre), il est élu président de la République de Yougoslavie. Il est entouré de sa femme et de ses deux enfants.

MAGNUM

Cet événement est l'occasion d'une grande première : la retransmission télévisée, presque en direct, des débats internes au séral communiste. Pendant deux jours, la population serbe, agglutinée devant les petits écrans, assiste, stupéfaite,



Mardi 30 mars 1999, à Belgrade, le président yougoslave pose aux côtés du premier ministre russe Evgueni Primakov. Les deux hommes sont souriants, mais leurs entretiens ne donneront rien.

Secret, peu prolixe ou bien adepte du double langage, il sait aussi être affable, charmeur, comme ne notait une journaliste de *Vanity Fair* venue l'interviewer, il y a quelques années, dans le vieux palais présidentiel de Belgrade. Le négociateur américain Richard Holbrooke, qui l'a beaucoup rencontré,

Une chose est sûre : Milosevic reste très susceptible des coups qu'il parle de la province. A Dayton, il avait catégoriquement refusé d'aborder le sujet. Pour lui, c'est un problème interne à la Serbie, et rien d'autre. Milosevic a scellé son destin au Kosovo, entend-on souvent dire, et c'est au Kosovo que son avenir se jouera. Peut-être. Au Kosovo, en tout cas, la Serbie a réinvesti dans son passé, ce qui n'est pas en soi, un mal absolu. Mais elle a fait faille de la même manière, sous les flatteries d'un apprenti-sorcier qui l'a conduit au désastre, en semant la haine dans toute la région. Aujourd'hui, la Serbie, incrédule et ajouré, resserre les rangs face aux attaques de l'OTAN. Pour le grand bénéfice de son chef tout-puissant. Et pour le plus grand malheur des habitants du Kosovo.

Jean-Pierre Langellier

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télfax : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Questions au 7^{ème} jour

AMÉRICAINS et Européens avaient énoncé, dans le flux, les objectifs qu'ils fixaient à leur offensive. Il s'agissait d'employer la force - une campagne de bombardements aériens - pour, tout à la fois, forcer Slobodan Milosevic à revenir à la table de négociation, amputer sa machine militaire sur le terrain, enrayer ses campagnes d'épuration ethnique, etc. Il s'agissait aussi - ce qui était plus que légitime - de montrer au président de la République fédérale de Yougoslavie que l'on tenait parole, que le temps était fini où celui-ci pouvait compter sur la pusillanimité de la communauté internationale et toujours échapper aux conséquences de ses actes criminels. Mais, au septième jour des bombardements, sans vouloir tirer de bilan définitif, force est de poser une série de questions plus qu'embarrassantes :

- La « catastrophe humanitaire » en cours au Kosovo, cette terrible vague d'épuration ethnique, était-elle inévitable ? Elle n'est pas la première à laquelle les forces serbes aient procédé au Kosovo depuis seize mois. Mais, à l'évidence, Américains et Européens ont gravement sous-estimé la détermination de Slobodan Milosevic à vider des villes et des dizaines de villages en réplique à l'opération de l'OTAN.

- Fallait-il exécuter d'emblée le recours à une intervention terrestre ? N'a-t-on pas donné, à l'avance, le pire des signaux à la partie serbe, étant entendu que seule une opération au sol paraît être de nature à protéger les populations d'une campagne d'épuration ethnique.

- A-t-on négligé le minimum nécessaire de coopération avec la branche politique du mouvement kosovar ? Même si l'on peut imaginer toutes les possibilités de manipulations en pareille situation, l'apparition à la télévision d'Ibrahim Rugova, l'un des pères du mouvement politique kosovar, sain et sauf à Pristina même, « protégé » par la police serbe, réclamant l'arrêt des bombardements de l'OTAN suscite de légitimes interrogations. Les « services » américains n'avaient-ils rien prévu pour cacher, protéger ou mettre à l'abri la direction kosovare ?

- Armée et financée par les États-Unis, la branche armée du mouvement kosovar, l'UCK, paraît étrangement absente des opérations. Au point que, dans leur exode, certains des réfugiés kosovars s'interrogent.

- Les bombardements aériens n'ayant pas, pour l'heure, réussi à interrompre la monstruosité du nettoyage ethnique, Américains et Européens ont-ils une stratégie de rechange, autre que le recours à l'avantage de bombardements, dont les démocrates serbes jugent qu'ils renforcent le pouvoir de M. Milosevic ?

- Que faire du Kosovo, maintenant que la formule de Rambouillet (autonomie poussée) paraît chaque jour davantage dépassée et que la Serbie semble en passe de le découper pour en garder la partie qu'elle juge utile ?

Toute opération militaire réclame certes du temps et de la détermination. Mais les dirigeants européens et américains doivent incessamment indiquer quels sont désormais les objectifs poursuivis par l'opération « Force allée ».

Le Monde est édité par le SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani ; Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perrenoud, Pierre Georges, Jean-Pierre Lacomme

Directeur adjoint : Dominique Lagarde

Secrétaire général de la rédaction : Alain Lecomte

Rédaction en chef :

Alain Frachon, Erik Linderholm (Éditorial et analyse)

Laurent Gbaguidi (Rapports et analyses) ; Michel Ranaivosoa (Culture)

Yves Le Bouder (International) ; Patrick Jarnoux (France) ; Francis Nouché (Société) ; Claire Baudou (Entreprises)

Jacques Boire (Jeunesse) ; Jacques Serfaty (Culture) ; Christian Maudou (Société) ; Christian Maudou (Société)

Rédaction en chef technique : Eric Azou

Maquette : Robert Noll

Directeur technique : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chastelbourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;

parutions étrangères : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Bouché-Méry (1944-1949), Jacques Pélissier (1949-1950), André Lecomte (1950-1951), André Fontaine (1951-1952), Jacques Lacomme (1952-1953)

Le Monde est édité par le SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile des Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Bouché-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Les Presses du Monde, Société d'Éditions Participations.

Le Monde France, Les Presses du Monde, Société d'Éditions Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Trois ans après Fulton

IL Y A trois ans, M. Winston Churchill prononçait à Fulton un discours qui fit quelque bruit dans le monde. C'est encore aux États-Unis, à Boston, qu'il a pris hier la parole. La situation étant plus nette, sinon plus rassurante qu'en 1946, il ne causera pas cette fois une sensation pareille. Il ne pouvait qu'enregistrer la situation internationale et souligner le double aspect de l'opinion, dans l'Europe occidentale aussi bien qu'aux États-Unis : résistance à l'impérialisme soviétique, volonté et espoir de maintenir la paix.

Peut-être l'illustre orateur, dont on connaît la fougue, a-t-il été un peu loin lorsqu'il a dit : « L'Europe aurait été communisée sans la menace de la bombe atomique. » L'effet de celle-ci a été double : si elle a pu imposer le respect à certains, elle a aussi irrité et inquiété. Cependant la bombe fait partie de

l'armement des nations du pacte atlantique ; elle en est même, jusqu'à nouvel ordre, l'élément le plus efficace.

On ne peut fonder de grands espoirs, du moins pour le moment, sur l'opposition que M. Churchill établit entre les gouvernants et les gouvernés. Il fulmine contre les treize membres du Politburo qui « recherchent la domination du monde », ajoutant aussitôt : « Mais nous n'éprouvons aucune hostilité envers le peuple russe. » De telles distinctions sont évidentes, mais elles resteront sans effet tant qu'une intense propagande n'aura pas trouvé le moyen d'atteindre les masses au-delà du rideau de fer. Malheureusement, comme l'a remarqué M. Churchill, les dirigeants de l'URSS craignent l'amitié de l'ouest plus que son hostilité.

(2 avril 1949.)

Le Monde sur tous les supports

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minutal : 3607 code LMDOC
ou 09-36-73-04-54

Le Monde sur CD-ROM : 01-42-08-75-30

Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Kosovo : ne pas feindre de découvrir

QUI EST RESPONSABLE, qu'aurait-il fallu faire, que faudrait-il maintenant ? Ce qui se produit actuellement au Kosovo est difficile à supporter. Chacun s'émue, à juste titre ; et parce que maintenant cette guerre nous concerne, on s'indigne. Certains s'en prennent à l'impérialisme brutal des Américains, de l'OTAN, ou bien à l'incurie de nos dirigeants nationaux. La plupart des autres, bien intentionnés et qui savent *grosso modo* qui est Milosevic, ne savent plus à qui s'en prendre, et plongent dans un abîme d'ambigüité et d'incompréhension : qu'est-on en train de faire ?

Les images que l'on reçoit sont terribles ; celles qu'on ne reçoit pas - on le sait - doivent être pires encore. Les chiffres le sont aussi : le Quai d'Orsay confirmait, mardi, que 100 000 personnes avaient été chassées hors du Kosovo et que 160 000 autres étaient sur les routes, en marche vers les frontières. A ce rythme, dans moins d'une semaine 500 000 civils démunis, à pied ou en charrette, qui n'auront pas tous en le temps de même ficher un balluchon, vont se retrouver hors frontières, réfugiés, sans plus rien que le drame et les morts qu'ils transportent avec eux. Pendant ce temps, l'OTAN, tout en dénonçant le scandale humanitaire, fait le compte quotidien de ses propres exploits militaires ; un compte dérisoire.

Mais ce qui indignait aujourd'hui n'indignait-il pas hier ? Faisons droit un instant à la cynique comparaison des chiffres : l'offensive menée par les forces serbes au Kosovo, au cours de l'été 1998, a fait, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), 300 000 déplacés. Qui s'en est indigné ? Qui a tiré l'alarme sur cette catastrophe, sur le sort de ceux qui se réfugiaient dans les forêts et que l'hiver précoce au Kosovo allait bientôt saisir, sur les villages que l'on brûlait pour s'assurer que leurs habitants ne reviendraient pas ?

ENGAGEMENTS VIOLÉS

Qui, sinon quelques dirigeants européens qui exhortèrent Bill Clinton à penser à autre chose, aussi, qu'à ses graves problèmes domestiques ? Personne ne se souvient aujourd'hui. On mobilisa l'OTAN et, devant sa menace de frappes aériennes, assez irrésolue pourtant à l'époque, Milosevic fit mine d'obtempérer : il accepta devant l'émission américaine Richard Holbrooke de retirer une grande partie de l'armée fédérale et de ses forces spéciales du Kosovo et promit d'ouvrir un dialogue avec les Kosovars. C'était en octobre.

M. Holbrooke, dans la négociation, avait cédé sur un point capital : il avait accepté que seuls des observateurs désarmés, mandatés par l'OSCE, vérifient le respect de ces engagements, qui furent violés, bien sûr. Jour après jour, les troupes serbes réinvestirent la province. Sous le prétexte de lutter contre les « terroristes » de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), des moyens disproportionnés étaient mobilisés au service de la tactique caractéristique de Milosevic et de ses sbires dans toutes les guerres de l'ex-Yugoslavie : celle qui consiste à frapper la population civile pour régler des comptes militaires.

Le 15 janvier, une illustration de cette politique surgissait sur les écrans de télévision occidentaux : les corps de quarante-cinq villageois assassinés gisant dans un fossé, à la sortie de la bourgade de Raçak. Le chef de l'OSCE dénonça un « crime contre l'humanité » ; peu après une agence américaine de renseignements diffusait dans la presse le contenu d'une bande d'écoutes sur laquelle un dirigeant de Belgrade (qui allait devenir membre de la future délégation serbe à Rambouillet) incitait au massacre...

EST-CE QUE L'ON SE SOUVIENT ?
Qui se souvient de Raçak aujourd'hui ? Un député français, pourtant membre de la commission des affaires étrangères, avouait il y a deux jours que lui-même l'avait oublié : « C'est vrai, on a la mémoire courte... » Si l'on a déjà oublié Raçak, est-ce qu'on peut se souvenir de Vukovar en novembre 1991, du siège, des ravages dans la ville danubienne, des milices serbes, des 250 malades de l'hôpital central tirés de leur lit, emmenés dans une banlieue pour être exécutés froidement et jetés dans une fosse que les médecins légistes du Tribunal de La Haye ont défrichée longtemps après ?

Est-ce que l'on se souvient que la folle de Milosevic avait déjà fait, avant que n'éclate la crise actuelle du Kosovo il y a un an, trois millions de personnes déplacées, au moins deux cent mille morts et un irréparable outrage à la Yougoslavie ? Est-ce que l'on se souvient du pont de Mostar, et de la bibliothèque de Sarajevo, et des bars de la ville, du bonheur simple, mais passé, d'être ensemble, de tout cela perdu, et des morts et des morts ? Est-ce que l'on se souvient de Prijedor, de la première mise en œuvre de Bosnie de l'inhumaine théorie du nettoyage ethnique ? Et de Srebrenica, à l'autre bout de la guerre en Bosnie, des images archivées par le Pentagone montrant les concentrations de véhicules de l'armée yougoslave se préparant à la déportation programmée de toute une ville, à l'exception des hommes « en âge de combattre » dont le massacre était déguisé aux bons soins du général Mladic ?

Qui se souvient du film diffusé en juillet 1996 au Tribunal de La Haye, qui montrait les « casques bleus » de l'ONU, dociles, prêtant main forte aux extrémistes pour séparer ces hommes des femmes, des vieillards et des enfants qu'on entassait dans des cars ? Et des hommes émaciés, après des mois de siège, traqués, que les haut-parleurs serbes appelaient par leurs noms dans les bois, pour leur promettre la paix s'ils se rendaient et pour les exécuter froidement après ?

Qui se souvient aujourd'hui de leurs visages hagards, des dix mille morts de Srebrenica ? Quelques dirigeants politiques européens ne les avaient pas oubliés. Ils ont pensé, après Raçak, que la coupe était pleine. Ils n'arrivent même pas aujourd'hui à rappeler tout cela aux mémoires oubliées pour justifier leur intervention - espérée depuis 1991 - dans l'ex-Yugoslavie. Ils n'arrivent même pas à faire comprendre, tant les bombardements perturbent les esprits, que l'expulsion des Kosovars était déjà en cours et sa poursuite massive programmée par Milosevic, que l'intervention de l'OTAN n'en est pas la cause, même si elle l'accélère.

Les Occidentaux ne voulaient pas la guerre et ils ont exploité, au-delà de l'imaginable, toutes les voies pacifiques. Ils - les Européens - ont mis les Russes dans le jeu, et veillé dans l'affaire à n'être pas le jouet des Américains. Ils ont bâti ensemble un plan irréprochable : le Kosovo retrouvait ses droits démocratiques, mais il ne sortait pas de la Yougoslavie ; l'UCK rendait les armes (ils avaient laborieusement obtenu l'accord des combattants) ; les Kosovars ne pouvaient pas réclamer leur indépendance avant d'avoir expérimenté une période de coexistence pacifique. De cette paix, l'OTAN se portait garante ; les Serbes qui vivaient là-bas pouvaient compter aussi sur sa protection.

DÉS RAÇAK OU DES SREBRENICA

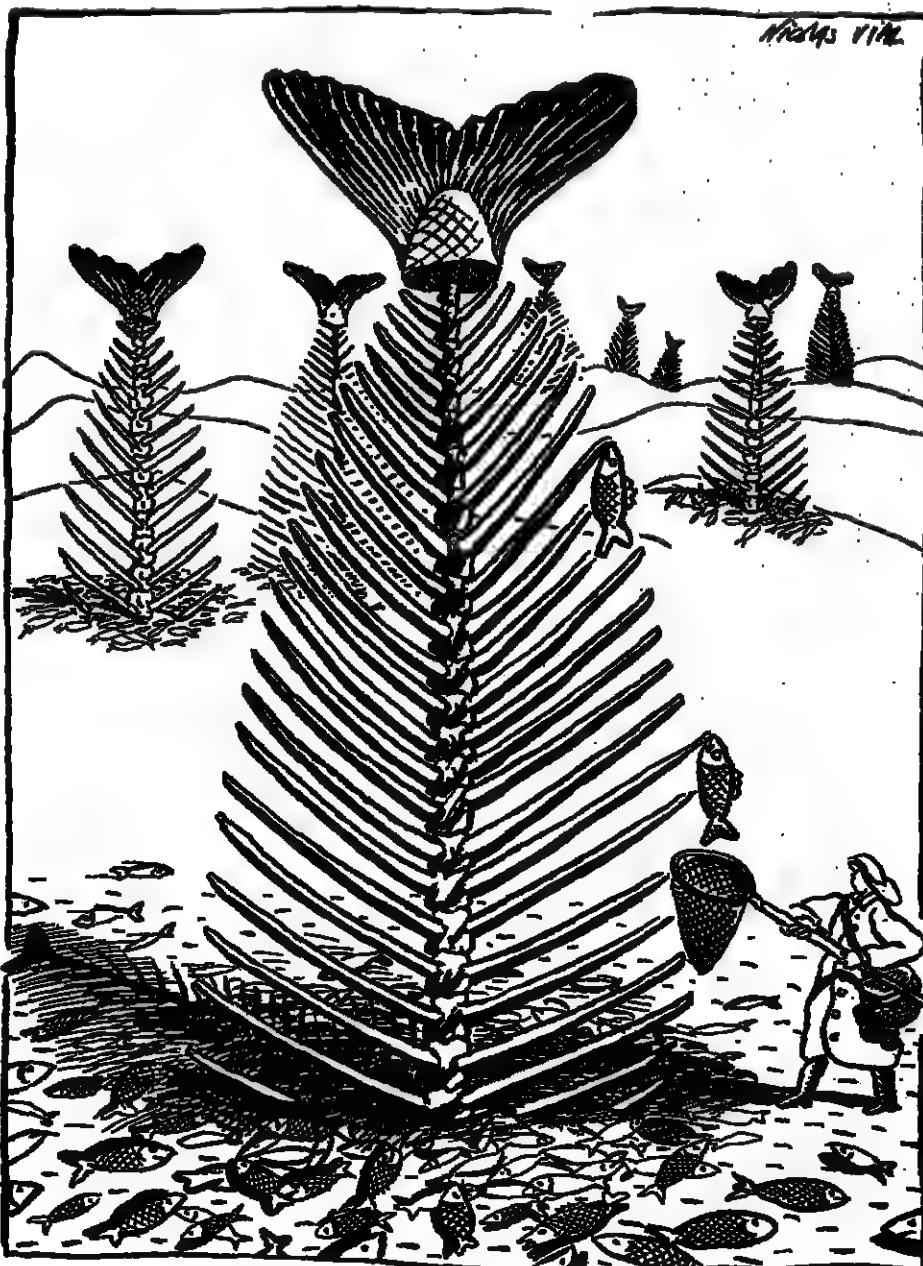
A tout cela, Milosevic a dit non. Ceux qui regrettent aujourd'hui qu'on n'ait pas exploré toutes les voies d'une solution politique peuvent-ils expliquer ce qui pouvait être fait de plus ? Ceux qui regrettent que dans le projet de Rambouillet on ait confié à l'OTAN et pas à l'ONU la mise en application du plan de paix sont-ils conscients que Milosevic n'a même pas voulu en parler ? Les Occidentaux ne voulaient certes pas reproduire la sinistre expérience de la Forpromu en Bosnie, à savoir une force de l'ONU impuissante, principal obstacle à une intervention occidentale pour arrêter les massacres. Mais les Européens étaient prêts à rechercher des aménagements y compris sur ce point. Milosevic n'a même pas voulu en parler, il a rejeté tout en bloc. C'est lui qui a choisi la guerre.

Il préparait contre les Kosovars sa vaste offensive de printemps. La purification ethnique était programmée dès lors que les Albanais avaient l'odieux soutien de la communauté internationale et pactisaient avec les Occidentaux.

Aujourd'hui tout va mal. Les frappes aériennes, on le voit, ne sont pas la panacée militaire en de telles circonstances. Mais, dès lors qu'aucun État n'est prêt à s'engager sur le terrain, le choix était entre ce qui se produit aujourd'hui et l'abstention pure et simple devant des dizaines de Raçak ou de Srebrenica.

Claire Tréan

Poisson d'avril par Nicolas Vial



RECTIFICATIFS

INTERNET

À propos de la responsabilité des contenus publiés sur Internet (*Le Monde* du 25 mars), c'est par erreur que nous avons écrit que la Confédération nationale du travail (CNT) avait assigné en référé l'éditeur de sites Altern. La CNT nous précise que c'est elle au contraire qui est poursuivie « à cause d'un message posté sur un forum non modéré de la CNT ». « La plainte vise la CNT, souligne la Confédération, qui n'a fait que permettre techniquement, via ses pages Web, la diffusion du message aux autres participants au forum, et Altern qui hébergeait les pages de la CNT ». « De plus, poursuit la CNT, la page en cause n'est plus en service depuis près d'un an. »

KOSOVO

Dans notre article sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo intitulé « Un tournant historique » (*Le Monde* du 26 mars), nous qualifions la province à majorité albanaise de « septentrionale » au sein de la Serbie ; c'est, bien évidemment, « méridionale » qu'il aurait fallu écrire.

ASTRONOMIE

L'astronome Wilhelm Struve n'était pas allemand mais d'origine allemande (*Le Monde* du 16 mars). Né en 1793 dans la province du Holstein, sous tutelle danoise à l'époque, il a ensuite adopté la nationalité russe.

STUTTGART-SUR-ELBE

Une utilisation inadvertante du traitement de texte dans la rubrique « En vue » du mardi 23 mars nous a fait situer le canal de l'Elbe dans le sud-ouest de l'Allemagne près de Stuttgart, alors qu'il se trouve dans le nord.

HONGKONG

Dans notre enquête sur les employés de maison philippins à Hongkong (*Le Monde* du 20 mars), nous avons omis de signaler que le salaire minimum de leurs nouveaux contrats a été abaissé de 5 % à 3 560 dollars de Hongkong (407 €). Le salaire des fonctionnaires, qui avait doublé depuis la fin des années 90, a été seulement gelé.

PRÉCISION

EURO RSCG

Si Euro RSCG Corporate s'occupe de la communication globale de la BNP dans son projet de double OPE sur la Société générale et Paribas, ainsi que nous l'avons indiqué (*Le Monde* du 1^{er} avril), c'est Euro RSCG Babinet Emma Thompson qui a conçu la campagne publicitaire de la banque.

Les bombes de l'OTAN frappent aussi les démocrates

par Veran Matic

CES frappes aériennes sur la Yougoslavie sont censées arrêter la machine de guerre de Slobodan Milosevic. L'objectif recherché est, officiellement, de soutenir le peuple du Kosovo, ainsi que celui de Serbie, l'un et l'autre victimes du régime de Milosevic.

En fait, les bombardements ont mis en danger la vie de dix millions et demi de personnes et déclenché les hostilités contre les forces balcaniennes de la démocratie au Kosovo et en Serbie. Ils ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, en même temps que leurs efforts de paix.

Les bombardements démontrent l'impuissance politique du président américain Bill Clinton et de l'alliance occidentale à éviter une catastrophe humaine au Kosovo. La protection d'une population menacée est une noble tâche, mais elle requiert une stratégie claire et une vision d'ensemble cohérente. L'évolution de la situation sur le terrain et dans les airs, jour après jour, indique à l'évidence que cette stratégie n'existe pas. En revanche, l'OTAN accomplit sa sombre prophétie : chaque missile qui atteint le sol aggrave le désastre humanitaire que l'OTAN est censé empêcher.

Il n'est pas facile d'arrêter la machine de guerre une fois qu'elle a été lancée. Mais l'exhortation des membres de l'OTAN à suspendre leurs attaques quelque temps et à considérer les conséquences de leur action. Les analystes se demandent déjà si les frappes aériennes sont encore vraiment destinées à sauver les Albanais du Kosovo, jusqu'où les membres de l'OTAN sont-ils prêts à aller ? Qu'y aura-t-il après les objectifs « militaires » ? Que se passera-t-il si la guerre s'étend ? Il faut répondre à toutes ces terribles questions. Peu de responsables le voudront, je crains.

Ces mêmes questions se bousculaient dans ma tête, dans la prison où je me trouvais pour quelques heures, à Belgrade, le jour où les attaques de l'OTAN ont commencé contre mon pays. Pour que passent les heures dans la cellule que je partageais avec un homme accusé de meurtre, je m'interrogeais sur ce que voulait l'Occident pour demain. L'image de l'OTAN restait son doigt de la gâchette me venait constamment à l'esprit. Je n'ai vu jusqu'ici aucun signe d'un plan clair faisant suite à la décision militaire de l'Occident.

Mes amis occidentaux me demandent sans cesse pourquoi il n'y a pas de rébellion. Où se trouvent les gens qui se sont déversés dans les rues tous les jours pendant trois mois en 1996, pour réclamer la démocratie et les droits de l'homme ? Zoran Djindjic, maître d'opposition de la ville de Nis, a répondu la semaine dernière. « Il y a vingt minutes, encore, un missile est tombé dans la cour de notre correspondant à Sombor. Il n'a pas explosé, heureusement, mais beaucoup d'autres ont explosé dans d'autres cours d'immeubles. Les hommes sont aujourd'hui contraints de prendre les armes et de rejoindre leurs fils qui servent dans l'armée. Les bombes tombent partout, et personne ne les

autres habitants de la région. Ainsi les péchés du gouvernement retombent-ils sur les populations. Est-ce juste ? Il y a bien autre chose dans le choix qu'une nation fait de son gouvernement que la simple volonté des électeurs le jour des urnes. Si l'on veut établir un gouvernement démocratique stable, et stopper la montée des populistes, des démagogues et autres imposteurs, il faut avant tout éclairer l'opinion publique. Autrement dit, il faut des médias libres. Les bombes de l'OTAN ont détruit dans le sol du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro les graines de la démocratie, qui ne germeront plus avant longtemps. Les forces pro-démocratiques de la République Srpska, l'entité serbe de Bosnie, ont été mises en danger et avec elles les accords de paix de Dayton. L'intervention de l'OTAN a également donné le feu vert à une guerre locale contre le président pro-démocrate du Monténégro, Milo Djukanovic.

Les médias libres de Serbie se sont pendant des années opposés au nationalisme, à la haine et à la guerre. En tant que représentant de ces médias, et en tant qu'homme qui, plus d'une fois, a affronté les conséquences de ses convictions poli-

tiques, j'en appelle au président Bill Clinton afin qu'il fasse cesser les attaques de l'OTAN contre mon pays. J'en appelle à lui pour qu'il commence des négociations visant à assurer le droit à la paix et à la démocratie pour tout le peuple de Yougoslavie, quelle que soit l'origine ethnique.

Représentant des médias libres, je ne connais que trop la nécessité de l'information, de quelque bord qu'on soit dans le conflit. Ceux qui sont à l'intérieur du pays ont besoin d'être au fait du débat international de même que de ce qui se passe dans le pays. L'opinion internationale a besoin de savoir la vérité de ce qui se déroule ici. Mais au lieu d'une information précise et sans entraves, nous n'entendons tous que de la propagande de guerre - rhétorique occidentale comprise. Bien sûr la vérité est toujours la première victime en temps de guerre. Ici et maintenant, des journalistes aussi sont assassinés.

Veran Matic est directeur de la radio indépendante de Belgrade, Radio B92. (Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize).

Les bombardements ont sapé le travail des réformistes au Monténégro et dans l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine

ma ville a été bombardée. Ceux qui vivent ici sont les mêmes que ceux qui ont voté pour la démocratie en 1996, les mêmes qui ont protesté cent jours durant après que les autorités eurent tenté de nier leur victoire aux élections. Ils ont voté pour la démocratie qui existe en Europe et aux États-Unis. Aujourd'hui, ma ville a été bombardée par les nations démocratiques que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Canada ! Y a-t-il un sens à cela ?

La plupart se sentent trahis par les pays qui ont été leurs modèles. Hier convaincre - même si certains ont essayé - que ces bombes visent le gouvernement, pas le pays.

Il peut sembler cynique de ma part d'écrire ces lignes dans la sécurité de mon bureau de Belgrade - sécurité, en fait, en comparaison de Pristina, de Djakovica, de Podujevo et ailleurs au Kosovo. Mais je ne peux pas ne pas poser la question : comment des États démocratiques peuvent-ils se permettre de bombarder dans la rue ? Par ces attaques, me semble-t-il, l'Occident s'est lavé les mains du sort des Albanais, des Serbes et

Pas de Vietnam balkanique !

par Christian Lambert

ENFIN, on tire, mais on n'est pas près de « se tirer ». Aucune illusion n'est permise. La guerre dans l'ancienne Yougoslavie va durer. En tout cas, la présence armée des puissances occidentales se prolongera pendant des années, peut-être des décennies. Il faut savoir que cela coûte très cher, et que cela coûtera encore plus cher demain.

Après la Forprom en 1991, l'IFOR en 1995, aujourd'hui la SFOR en Bosnie, 3 800 militaires français sont encore stationnés en Bosnie. En Macédoine, il y en aura presque autant pour la force d'intervention que l'on appelle « extrorction ». Les hommes, le matériel, les alliés et venues, les transmissions, etc. : c'est plus d'un milliard de francs par an pour le budget des armées, déjà insuffisant. La nécessaire modernisation de nos forces s'en trouvera handicapée.

Mais qu'aurait-on dû faire pour bien faire ? Laisser un dictateur salafite, soutenu par tout ce qui reste de communistes sur la planète, régner sur les peuples de l'ancienne Yougoslavie, comme Staline et ses successeurs ont régné sur les peuples de l'URSS avec les résultats que l'on connaît ? Laisser massacrer

tous les non-Serbes ? Agir comme si l'Europe s'arrête à Trieste - ce que disait André Siegfried - et donc ne rien faire ?

Ce n'était pas acceptable. L'Europe ne s'arrête pas à Trieste. Il n'était pas acceptable de renouer avec la politique menée de 1991 à 1995 qui a dormi de l'Europe une

la guerre comme au cinéma. Et puis, très vite, on a commencé à prendre peur. La détermination, du moins chez beaucoup, et non des moindres, paraît faire place à la tergiversation, disons plutôt à la pusillanimité. On s'interroge. Peut-être aurait-il été préférable de faire ceci, ou cela... On voit poindre la confusion.

Il ne faut s'engager dans des opérations terrestres à aucun prix

Image de division et d'impuissance. Bilan pour la seule Bosnie : 250 000 morts, des atrocités sans nom, 3 millions de réfugiés, plus de 5 milliards de dollars de destructions. Les Serbes de Milosevic ont montré de quoi ils étaient capables. La France n'est pas la Suisse. C'est peut-être regrettable, aux yeux de certains, mais c'est ainsi. La « solidarité OTAN » s'imposait donc. La solidarité au sein de l'Europe en gestation s'imposait plus encore. Mais voici que la guerre est là.

Pour ma part, je me garderais d'être catégorique. Mais j'ai été sur le terrain aux premiers moments de la guerre en Bosnie et en Croatie. J'en garde un souvenir précis : j'en ai tiré quelques leçons. C'est pourquoi je prends la liberté d'avancer les élémentaires suggestions suivantes : - Ne pas céder. Quand on entreprend une opération militaire de cette envergure, on laisse aux militaires à qui on a donné le feu vert la mission de la conduire à son terme. L'OTAN a les moyens de le faire. - Pour autant, il ne faut s'enga-

ger dans des opérations terrestres à aucun prix. Pas de Vietnam balkanique.

- S'en tenir fermement à la solidarité entre alliés. Malheur à celui qui succomberait subitement à la tentation de faire bande à part en se croyant plus malin que les autres.

Quant aux Russes, il ne faut surtout pas les oublier. Qu'ils essaient encore de proposer la solution à la quadrature du cercle. Ils ont de l'imagination et, à Belgrade, de l'influence. Le Kosovo, après tout, n'est pas intangible. La partie de ce petit territoire à laquelle les Serbes tiennent tant pourrait leur être abandonnée. Une autre partie, au Sud, serait reconnue pour de bon aux Kosovars albanais. La partition serait contrôlable et les forces alliées seraient là pour la contrôler. Des forces de paix, aussi longtemps qu'il le faudra.

Christian Lambert, ministre plénipotentiaire, ambassadeur, ancien chef de la délégation française au sein de la Mission européenne de contrôle dans l'ex-Yougoslavie (1992-1993).

Pas de paix sans indépendance de l'Europe

Suite de la première page

Confronté à une situation comparable par bien des points à celle d'aujourd'hui, la guerre du Vietnam, le général de Gaulle développa en août 1967 un raisonnement qui ne peut être aujourd'hui que celui des gaullistes et des républicains de toutes origines : « Pour que la France ait pris sa part en ce qui la concerne, et, autant que possible, en ce qui concerne les autres, il lui faut l'indépendance. » Contre la diplomatie du B52, qui n'a pas eu de meilleurs résultats au Vietnam qu'elle n'en aura ailleurs, la voie est claire : la France doit faire valoir à ses partenaires européens qu'il n'est nulle solution dans les Balkans comme ailleurs en Europe sans une Europe européenne, et que l'indépendance de sa défense est l'indispensable pierre de touche.

En août 1967, de Gaulle ajoutait : « Si puissante que soit l'attraction de l'Amérique sur les Européens, nous travaillons à déterminer la Communauté des six à devenir de son côté et pour son compte une réalité politique et, par là, un élément essentiel d'un équilibre pacifique du monde. »

Quant à nous, nous demandons la formulation immédiate d'une

Initiative européenne qui pourrait reprendre l'idée émise il y a quelques jours par Romano Prodi d'une conférence associant l'ensemble des Quinze, les pays des Balkans et la Russie, seule façon d'arrêter les bombardements et d'éviter une phase terrestre qui serait, à n'en point douter, encore plus sanglante. Si les Quinze n'ont pas aujourd'hui le courage de changer de cap, nous nous trouverons chaque jour davantage entraînés dans la logique d'une guerre sans issue. Nous pouvons, dès lors, être sûrs que, non seulement l'Europe politique n'existera pas avant longtemps, mais encore que la paix s'éloignera de notre continent.

Les républicains ont de longue date exprimé leurs craintes que l'Europe telle qu'on l'a construite, et telle qu'on la leur a présentée sous d'agréables atours, ne tiendrait pas ses promesses, invariablement résumées selon le triptyque : la paix, la prospérité, l'indépendance.

L'une après l'autre, ces promesses se révèlent illusoire. Il est grand temps de bâtir l'Europe sur les réalités, à commencer par celle des États.

Max Gallo et Charles Pasqua

Milosevic le pervers

par Véronique Nahoum-Grappe

FAIRE entrer dans son jeu les opposants à ce jeu : tel est l'usage politique de la perversion. Slobodan Milosevic a voulu « ses » bombardements et nous sommes pour le moment dans son jeu - ce qui ne veut pas dire qu'il en maîtriserait le scénario final. Il faut que nos dirigeants comprennent mieux le langage non verbal de celui qui a toujours barre sur eux, qui n'hésite pas à sacrifier les vies et sa propre parole, à user des moyens les plus transgressifs quant aux lois des négociations et celles de la guerre. Il faut qu'ils comprennent à quel point il est facile d'anticiper leurs réactions à eux, prévisibles parce que soumises à une exigence de normalité politique minimale.

Fort de l'expérience irakienne, Milosevic sait que les frappes de l'OTAN tentent d'éviter les civils et qu'il peut entrer ses propres missiles et faire le gros dos en utilisant à fond les ressorts d'une propagande qui consiste à inverser les rôles avec succès.

Belgrade mime un siège héroïque sous les bombes et dans des caves, où on résiste par la culture et les concerts : en fait on ne craint rien dans le centre de Belgrade pour le moment, mais on y recueille tous les bénéfices psychologiques d'un terrible bombardement, sans aucun de ses inconvénients physiques. Dans d'autres pays d'Europe, on défie dans les rues par solidarité avec l'héroïsme belgradois sous les bombes et contre l'OTAN faiseur de guerre, au moment même où les Albanais du Kosovo se font « purifier » atrocement, encore une victoire de Milosevic et de son mensonge déconcertant. Car la filiation historique de ce pacifisme fin de

siècle n'est pas Munich, mais celle du pacte germano-soviétique dont la rhétorique stalinienne fit digérer jadis à bien des camarades honnêtes et parfois justes que Churchill était pire que Hitler.

Maintenant, il faudra à Milosevic beaucoup d'art pour travestir ce qu'il fait au Kosovo. Ce sera moins facile que lors du siège de Sarajevo

aliter un Kosovo « nettoyé », et « propre » qui ne sentira pas l'odeur de la mort et accuser les Albanais disparus d'avoir poussé le mensonge jusqu'à brûler leurs propres maisons, sauté dans les chaudières, et s'être déguisés en cadavres ensanglantés pour mieux nous refaire le coup de Timisoara !

Au moment où ces manifestations en Europe appellent à « la paix » et dénoncent les frappes de l'OTAN en cours, le programme du régime « démocratique » du Kosovo s'accomplit sur le terrain : « Il faut rétablir la balance démographique au Kosovo », a souvent répété Milosevic. La « purification ethnique » du plus grand nombre possible d'Albanais du Kosovo s'est accélérée tragiquement dès les premières frappes. Sur le terrain, l'action des milices paramilitaires est toujours liée à celle des troupes régulières, armée et police. Selon les témoignages, leur action est très ra-

vide : terreur, massacres, exactions produisant la fuite éperdue des populations civiles en un premier temps, puis les pillages précédant l'incendie au lance-flammes des maisons. Des villages sont désertés et incendiés, des villes moyennes entières sont vidées. Dans la capitale, le soin tout particulier d'éliminer physiquement l'élite politique et culturelle albanaise est attesté.

Une fois chassé, le réfugié hors des frontières n'existe plus pour le

« purificateur » milosévicien qui sait comment défigurer la version des faits de sa victime survivante en usant à fond du mécanisme sociologique irrépressible de « blâme de la victime ».

La thématique ultranationaliste serbe est plus classiquement raciste envers les Albanais du Kosovo qu'envers les voisins bosniaques. Les violences ne sont pas au centre du « travail » du « purificateur ethnique » pressé et plein de mépris au Kosovo comme ils le furent en Bosnie, où la construction de la haine visait les proches, les anciens amis avec lesquels on travaillait et festoyait. Par contre, la thématique d'une démographie galopante des Albanais du Kosovo nourrit le racisme serbe d'une haine spécifique à l'encontre des enfants albanais, des familles albanaises définies comme ennemies en tant que telles, pour cause de fécondité destinée à envahir la Serbie.

Milosevic voudra conserver la partie « purifiée », celle où sont les mines et les monastères, et offrira la paix au monde au prix de ce partage. En attendant, il jouit sur le terrain d'une tranquillité inégale. Le comble de la tragédie et de la perversion est l'utilisation de boucliers humains massés dans des conditions atroces sur les lieux présumés de frappes pour ainsi faire faire une partie du travail par les missiles de l'OTAN. Comment en appeler à une intervention maintenant, puisque l'intervention a lieu et que c'est son déclenchement qui permet concrètement l'accélération de la « purification ethnique » sur le terrain ?

L'originalité de cette guerre qui dure depuis 1991 (et non pas depuis les frappes de l'OTAN de ces derniers jours) est cette perversion réussie, par Milosevic, de tout le ballet diplomatique et militaire à son avantage.

Une forme inédite d'impunité sur le terrain qui fera recette au XXI^e siècle s'expérimente dans ce conflit. Avant le jour inéluctable où les peuples yougoslaves livreront au tribunal de La Haye leur fossoyeur, il faut sauver ce qui reste du Kosovo. Si on ne veut pas mettre de troupes au sol, armées les résistants albanais, vite ; respectons leur droit imprescriptible à l'autodéfense. En attendant, il faut continuer les frappes contre l'armée de Milosevic.

Véronique Nahoum-Grappe est chercheuse en sciences sociales à l'Ehess (École des hautes études en sciences sociales).

AU COURRIER DU MONDE

M. BALLADUR SE TROMPE

Vouloir supprimer la mise en examen comme le préconise M. Balladur procède, selon l'Union syndicale des magistrats (USM) dont je suis vice-président, d'une grave illusion et d'une méconnaissance des principes fondamentaux de la procédure pénale.

Il est absolument inconcevable de donner à chaque témoin dans une procédure le statut de « témoin assisté » avec accès au dossier. Le témoin est une personne qui apporte, a priori de façon positive, son concours à la justice. Il répond à une obligation civique. En revanche, le mis en examen est une personne à l'encontre de laquelle apparaissent des « indices graves et concordants d'avoir participé aux faits dont le juge d'instruction est saisi » (article 105 du code de procédure pénale). Ce qui explique que, dès l'apparition de ces indices, la personne concernée puisse bénéficier des droits de la défense. Si ces éléments, pour être confortés, nécessitent l'audition d'une personne qu'il aurait fallu entendre comme témoin, celle-ci peut alors être entendue en qualité de « témoin assisté » pour éviter qu'on ne puisse a posteriori considérer que les déclarations ont été recueillies en violation des droits de la défense.

Il est contradictoire de vouloir distinguer entre responsabilité pénale et responsabilité politique, par exemple, et de vouloir réduire dans le même temps la réalité procédurale à une vision manichéenne des situations pour le confort de ceux qui voudraient éluder tout débat sur leur responsabilité, sauf à considérer que tout témoin, par définition assisté, pourrait être présenté

comme un mis en examen en puissance.

La seule chose qui ne puisse être précieusement différenciée, c'est la mise en œuvre des droits de la défense. La mise en accusation en fin de procédure qui est proposée n'est pas juridique : elle trait de plus à l'encontre du but recherché en ce qu'elle contiendrait une idée de préjugement.

Jean-François Kriegel Carpentras (Vaucluse)

PARITÉ SUÉDOISE

La France est la honte de l'Europe en matière de représentation politique des femmes. dit Mme Pederсен (Le Monde du 25 février), et elle nous oppose les « taux record » d'élu(e)s aux Parlements et de femmes ministres dans les pays scandinaves.

Prenons la Suède. Quel pouvoir ont réellement les femmes dans la conduite des affaires du pays ? Très peu. On les laisse louer dans la cour que les grands ont abandonnée, car en Suède, le pouvoir est dans les conseils d'administration des grandes entreprises, des banques d'affaires et au sein des syndicats les plus importants. Dans ces lieux, les femmes sont pratiquement absentes.

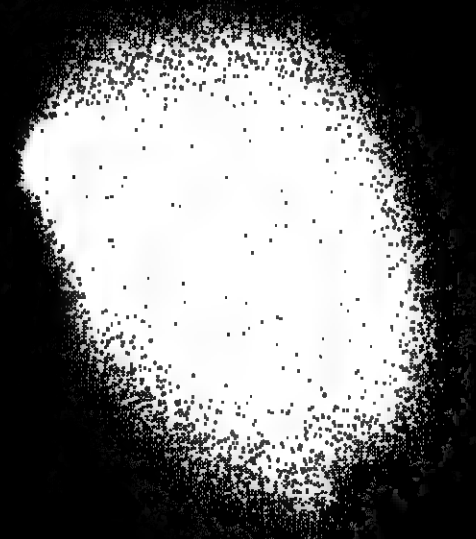
Quatre ans de vie en Suède m'ont convaincue de l'urgence de ne pas adopter les modèles scandinaves. Juriste et mère de trois enfants j'ai pu, en France, mener pendant 13 ans une vie professionnelle somme toute assez satisfaisante. En Suède, je n'aurais jamais pu « m'en sortir » de la même manière sans faire payer un prix immense à mon mari et à nos enfants. (...)

Piera Karlsson Lund (Suède)

مجلس الأمن

Photo: G. Bouché / D. Bouché

le 9 mars 1999,



*** le 9 mars 1999,**
la BNP a déposé 2 projets distincts
d'offre publique d'échange inamicale,
l'un sur Société Générale,
l'autre sur Paribas.

هكذا من الأصل

et la réalité

SG Paribas

La clarté, c'est indispensable quand on veut construire une banque mondiale de premier plan.

Le rapprochement de Paribas et de Société Générale est un projet clair, précis et cohérent.

Clair pour les actionnaires. L'offre publique d'échange proposée aux actionnaires de Paribas par Société Générale débouchera sur un seul et unique projet, créateur de valeur : SG Paribas.

Clair pour les clients. Ensemble, Paribas et Société Générale vont construire la banque de détail de demain. Ensemble, elles vont construire le leader européen de la gestion d'actifs. Ensemble, elles vont construire la grande banque d'investissement française d'envergure internationale.

Clair pour les collaborateurs. Les équipes de Société Générale et de Paribas travaillent ensemble et définissent les plans d'action et l'organisation pour mettre en œuvre une nouvelle conception de la banque.

Paribas et Société Générale sont résolues à mettre en marche une vraie dynamique de croissance.

SG Paribas est une réalité.



N° Vert : 0 800 850 820



N° Vert : 0 800 051 788

Une note d'information visée par la CSE relative à l'offre publique d'échange de Société Générale sur Paribas est publiée par le Bulletin de la Bourse n° 99-116 en date du 11 février 1999 et à la disposition du public, sans frais, auprès de la Société Générale et de Paribas.

مكتبة من الأصل

CONCURRENCE Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Poussés par les dérèglementations, les pays occidentaux ouvrent ces

métiers à la concurrence. ● **LES GROUPE** voient s'ouvrir des perspectives de marchés beaucoup plus rentables que les traditionnels contrats dans les pays émergents.

● **DOMINÉ JUSQU'ALORS** par trois français - Vivendi, Suez Lyonnaise des eaux et Bouygues-Saur -, le secteur voit arriver de nouveaux candidats. ● **L'AMÉRICAIN ENRON**, à l'ori-

gine négociant en gros de gaz, se montre le plus entreprenant : en quelques années, il a construit une solide base européenne. ● **LA DE-**

MANDE des pays industrialisés conduit à un changement des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Chaque groupe essaie de bâtir des offres différenciées en fonction des clients.

Les services collectifs suscitent de nouvelles convoitises

Sous l'effet de la dérèglementation, en Europe comme aux Etats-Unis, les marchés de l'eau, de la propreté et de l'électricité s'ouvrent à la concurrence. Des acteurs venus d'autres métiers, à l'image de l'américain Enron, contestent la suprématie des Suez Lyonnaise, Vivendi, EDF ou RWE

TOUS se sont précipités ou presque. Lorsque la ville de Berlin a lancé la privatisation de ses services d'eau, les français Vivendi (en association avec l'électricien allemand RWE), Suez Lyonnaise des eaux et Saut (Bouygues), l'américain Enron, les allemands Preussen Elektra et Veba, les britanniques Seven Trent et Thames Water ont tous voulu examiner le dossier. C'est le plus grand contrat de gestion déléguée négocié actuellement en Europe. Il ne s'annonce pas comme très rentable, mais il symbolise les futures évolutions de ce marché.

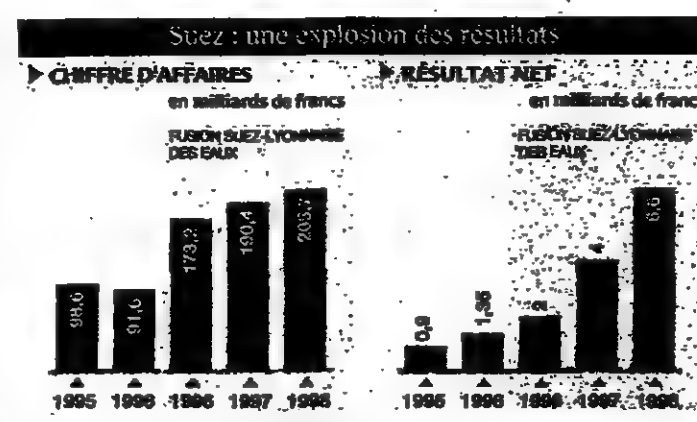
Le monde des services collectifs (électricité, eau, déchets) est en pleine mutation. Alors que l'essentiel des développements de ces secteurs semblait jusqu'à présent orienté vers les pays émergents, les marchés désormais s'ouvrent dans les pays occidentaux. Les Etats-Unis, qui avaient longtemps confié ces métiers à des sociétés semi-privées, semi-publiques, ont été les premiers à réviser totalement leur position. Le secteur de l'énergie est en voie de dérèglementation totale. Soumis à de fortes pressions budgétaires, les municipalités américaines envisagent aussi de confier la gestion de leurs services d'eau à des sociétés privées. En Europe, la dérèglementation, voulue par l'Union européenne est en train de modifier toute la carte de l'énergie du continent. Le recours à des sociétés privées pour la gestion de l'eau et des déchets devient de plus en plus fréquent, y compris en Allemagne et en Italie.

Cette mutation vers des marchés beaucoup plus rentables nourrit l'émergence d'une nouvelle concurrence dans le secteur. Autant pour assurer leur développement que leur survie, de nouveaux groupes s'intéressent de près à ces métiers,

envisagent des diversifications et sont prêts à contester la domination exercée par les trois français, Vivendi, Suez Lyonnaise et Bouygues-Saur.

L'américain Enron se montre le plus entreprenant. Parti du négoce en gros dans le gaz, le groupe s'est agrandi dans l'exploration, puis la distribution d'électricité avant d'acquiescer en juillet 1998, la compagnie d'eau britannique Wessex Water et de créer deux mois plus tard une filiale d'eau, Azérix, à Houston. « Il s'agit d'une extension logique de l'expertise développée sur le marché mondial de l'énergie », indique Mark Prevert, directeur général pour l'Europe d'Enron. Le groupe avait des visées aussi sur la Saur, la filiale eau de Bouygues. Mais ses ambitions ont été contrées par EDF. Profitant d'une alliance ancienne avec la Saur, le groupe public s'est renforcé dans son capital.

« 1999 sera marquée par le développement d'alliances multiservices », souligne François Roussely, président d'EDF. Menacé par l'ouverture à la concurrence de l'électricité en France, le groupe public a décidé de réagir en offrant à tous



Après s'être renforcé, le groupe de services engage en France de développement : il a investi 71,5 milliards de francs l'an dernier.

ses grands clients des services plus nombreux. Après avoir consolidé ses positions dans la Saur - dont elle souhaite faire son pôle propreté -, EDF s'est portée acquéreur de Clemessy, une entreprise spécialisée dans l'installation et l'ingénierie de réseau, pour en faire son pôle génie électrique et maintenance. Il lorgne aussi vers les grands contrats internationaux et un développement dans les déchets. Confrontés aux mêmes problèmes qu'EDF, les

allemands RWE et Veba réfléchissent à étendre leur emprise. Depuis le début des années 90, ils ont développé une activité de gestion des services d'eau mais uniquement en Allemagne. Ils pourraient décider d'accroître le pas à l'avenir.

Il faut compter aussi avec les sociétés d'eau britanniques. Nées de la dérèglementation de ce secteur en Grande-Bretagne, elles ont d'abord consolidé leur base domestique puis se sont attaquées à de

grands contrats de gestion à l'étranger, souvent dans les pays anglophones. Aujourd'hui, leurs ambitions semblent redoubler. Certaines commencent à regarder vers les sociétés d'électricité et vers le monde des déchets, pour bâtir à leur tour des groupes multiservices.

« D'autres acteurs émergeront au fur et à mesure que le marché des services collectifs va croître et se préciser », pronostique un observateur. Le développement dans les pays occidentaux est en train de changer la nature même des métiers. Les services deviennent de moins en moins collectifs. Les groupes commencent à segmenter leurs approches entre collectivités locales, industriels et particuliers. Pour chacune de ces clientèles, ils imaginent des méthodes de commercialisation différentes, des services adaptés. Le secteur de l'énergie est le plus en avance dans cette redéfinition. Pressés par la fin de leurs monopoles, les groupes d'électricité mettent en place de nouveaux services pour leurs grands clients, qui sont les plus susceptibles de les abandonner. A leur côté, des sociétés proposent aux grands industriels des fournitures d'énergie sur mesure. Des firmes britanniques

sont allées encore plus loin, en proposant dans les supermarchés des cartes d'abonnement aux particuliers leur permettant d'acheter moins cher leur électricité.

SUR LE MARCHÉ DES PARTICULIERS La même approche s'étend au secteur des déchets. Les groupes de propreté proposent désormais aux industriels de prendre en charge tous leurs problèmes de déchets sur leurs sites de production. Même le secteur de l'eau, qui bénéficie, pourtant, d'un « monopole naturel », n'échappera pas à cette mutation. A côté des services pour les villes, des gestionnaires externalisés de leur fourniture d'eau sont proposés aux industriels. A la suite du rachat récent de l'américain US Filter, Vivendi a fait un pas décisif sur ce marché aux industriels. Peu implantée dans les communes, la société américaine a un réel savoir-faire dans la gestion de l'eau pour les industriels mais aussi pour les particuliers, notamment grâce à sa filiale Culligan (matériels de purification).

Soulignant que tous les pays ne pourront dépenser dans les prochaines années les milliards nécessaires pour mettre à niveau les infrastructures, les groupes de services collectifs partent sur un développement du marché des particuliers et se proposent de leur offrir des équipements pour purifier l'eau ou même de leur vendre des bonbonnes... d'eau purifiée ! Mais là aussi, la concurrence se réveille. Coca-Cola, Pepsi-Cola, Nestlé, Danone sont prêts à se lancer dans la vente d'eau purifiée pour les particuliers, quitte à prendre de front les groupes de services.

Martine Orange

Les principaux intervenants en Europe

Résultats en France
● **EDF** : Chiffre d'affaires (CA) : 185 milliards dont 15,1 à l'étranger. Résultat d'exploitation : 5 milliards.
● **Suez-Lyonnaise des eaux** : Energie (69,5 milliards de CA et 1,3 milliard de résultat net), eau (33,6 milliards et 1,4 milliard de résultat) et propreté (32,8 milliards et 0,4 milliard de résultat). Le tiers de l'activité est

réalisé hors de France et de Belgique.
● **Vivendi** : Eau (44,1 milliards de CA dont 9,8 milliards à l'étranger avant acquisition de US Filter. 2,8 milliards de résultat d'exploitation), énergie (23,4 milliards dont 12,3 à l'étranger. 1,9 milliard de résultat), propreté (20,4 milliards dont 8,3 à l'étranger. 1,6 milliard de résultat d'exploitation).

● **Saur** : Filiale de Bouygues (à plus de 70 %) et d'EDF (14 %), spécialisée dans le traitement et la distribution d'eau. CA : 13,9 milliards dont 4,6 à l'international. Résultat net : 181 millions.
● **Enron** : groupe américain. CA : 123,6 milliards. Résultat net : 640,5 millions. Le négoce en gros d'énergie et services représente 86 % du CA.
● **United Utilities** : groupe britannique. Distribution et

fourniture d'électricité : 13,7 milliards ; distribution et traitement des eaux : 8,9 milliards. Résultat d'exploitation global : 6,6 milliards.
● **Thames Water** : groupe britannique. Distribution d'eau et traitement des eaux usées : 9,8 milliards. Résultats opérationnels : 4,6 milliards.
● **RWE** : groupe allemand. CA : 243 milliards dont 75 dans l'énergie.

La croisade européenne de l'américain Enron

LONDRES

de notre correspondant à la City
La petite pièce claire dépourvue de toute décoration dans laquelle il reçoit ses visiteurs semble bien étriquée pour Mark Prevert, la quarantaine joviale et massive. A l'heure de la dérèglementation du marché européen de l'électricité - entrée en vigueur le 19 février -, l'ambition du directeur général pour l'Europe de la compagnie énergétique américaine Enron paraît sans limites : « Cette libéralisation nous offre la possibilité de devenir la plus importante compagnie d'électricité en Europe, un marché équivalent à celui des Etats-Unis. »

L'expertise de ce géant texan, né il y a seulement quinze ans, dépasse aujourd'hui largement sa base de départ, le transport du gaz naturel. Véritable supermarché du négoce énergétique, Enron ne cesse d'embaucher, d'inventer, de se répandre en Europe, traversant les chasses gardées des protectionnistes de tout poil.

L'aventure européenne d'Enron commence en 1990 avec la construction d'une centrale en Grande-Bretagne dans le cadre de la privatisation de l'électricité lancée par M^{re} Thatcher. L'étape suivante est la Scandinavie, qui avait déjà un marché de l'électricité totalement libéralisé, avec l'installation d'une tête de pont en Norvège, gros producteur d'énergie. En 1997, la publication de la directive européenne relative à l'ouverture du marché de l'électricité accordant un délai de deux ans aux Etats membres pour adapter leur législation amène Enron à s'intéresser de près à l'Union européenne.

Point de départ de cette offensive : l'Allemagne, marché le plus avancé dans le processus de dérèglement, qui possède les noyaux indus-

triels les plus importants. Après une belle foire d'empoigne avec les producteurs locaux, Enron obtient la permission d'opérer sur l'ensemble du territoire allemand : c'est une première pour un étranger. Viennent ensuite l'Italie, où un accord de coopération est conclu avec Enel, et l'Espagne, où le groupe reçoit l'autorisation de se collecter aux distributeurs nationaux d'électricité. Cette expansion tous azimuts s'accompagne d'une prolifération des effectifs européens qui comprennent aujourd'hui quinze cents personnes réparties dans neuf bureaux régionaux, dont deux en Europe de l'Est.

UNE NOUVELLE RACE D'ELECTRICIENS

« Nous nous efforçons de fournir une solution énergétique aux besoins spécifiques du client », Mark Prevert appartient à une nouvelle race d'électriciens, c'est un *power marketer* (intermédiaire en électricité) qui non seulement produit et transporte les kilowatts, mais fait du négoce. Sorte de banque d'affaires énergétique, Enron offre toute la gamme de services : achat en gros pour le compte des producteurs voulant s'assurer d'importants contrats, vente au détail à de gros consommateurs désireux d'obtenir le meilleur prix, courtage de produits financiers sur le marché à terme, protection contre les risques liés aux contrats énergétiques, en particulier gaziers et électriques.

Les clés du succès d'Enron ? Les analystes l'attribuent d'abord à ce « muscle financier » nécessaire pour monter les grands projets énergétiques aux quatre coins de la planète. S'ajoute la longue expérience de la société en matière de libéralisation du secteur énergétique qui lui a permis de se mettre en pole position pour s'attaquer à un marché européen de nos jours aux

deux tiers dérèglementé, du moins pour les gros consommateurs.

Son autre grande force est l'exercice du lobbying politique, extrêmement efficace auprès des élus comme des autorités. L'ouverture d'un bureau à Bruxelles auprès de l'Union européenne et la création d'une équipe d'une vingtaine d'avocats chargée des contacts avec les différents régulateurs soulignent cette attention au « politique ». Enfin, si la compagnie grossit à vue d'œil, son siège londonien est dénué de tout superflu. Enron dépense là « où ça ne se voit pas », mais dans des secteurs névralgiques : la recherche, l'outil informatique, la formation et surtout la constitution de la première banque de données énergétiques au monde, grâce aux cinquante millions d'informations collectées quotidiennement dans la salle de transactions de Milbank, près du Parlement.

Les « grands » du marché européen - EDF, Vivendi, Suez-Tractebel, RWE - veulent tenir Enron à distance. Mark Prevert le sait : « Nos concurrents sur place ont tendance à s'accrocher à leur position. Nous voulons nous battre à armes égales dans le nouveau cadre de libre concurrence qui vient de voir le jour. » Ainsi, en Allemagne, il aura fallu l'intervention du bureau fédéral des cartels pour garantir l'accès des tiers au réseau d'une compagnie régionale. La France, où Enron veut se positionner, n'a pas encore sauté totalement le pas de l'ouverture : « Si l'y a eu d'indéniables progrès, le gouvernement jospin a limité en dernière minute la dérèglementation promise du marché. C'est pourquoi, à nos yeux, la France n'est qu'une opportunité à long terme. »

Marc Roche

Accord chez Carrefour sur les temps de travail

FACE à ses concurrents distributeurs, Carrefour est bien décidé à jouer les modèles dans le domaine social. Alors que les autres enseignes sont au mieux en train de



fixer le calendrier des négociations sur la réduction du temps de travail, Carrefour a signé, mercredi 31 mars, une nouvelle convention collective avec cinq organisations syndicales (FO, CFDT, CFTC, CGC, CAT). Cet accord global, au-delà des 35 heures, propose également une refonte de la grille de qualification et de nouvelles modalités d'organisation du travail.

A partir du 1^{er} juin, les salariés à temps plein passeront d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures et 45 minutes à 35 heures, une réduction insuffisante pour bénéficier des aides Aubry. Pour les salariés à temps partiel, qui représentent 35 % des 57 000 salariés concernés par cet accord, une augmentation de 2,1 % de leur salaire sera donnée en compensation. Les contrats à temps partiel seront revalorisés pour être au minimum de

28 heures hebdomadaires. Pour ces deux catégories de personnels, cette réduction sera complétée par une semaine de repos supplémentaire. Le temps de travail des cadres sera désormais de 214 jours par an, ce qui donne à cette catégorie une semaine de congés supplémentaire.

UN STATUT COLLECTIF

Cet accord permet également d'unifier l'organisation du travail de l'enseigne. Dans les 117 hypermarchés détenus en propre par Carrefour, un seul statut collectif régira l'ensemble des salariés. La forte flexibilité des horaires (qui peuvent aller de 29 à 41 heures hebdomadaires) sera gérée « en lots » pour partie par les salariés. Carrefour s'est engagé à embaucher d'ici un an : « 1 000 emplois équivalents temps complet. »

FO, très largement majoritaire, n'a pas hésité à qualifier Carrefour d'« enseigne civilisée ». Visiblement à l'unisson, Joël Saveuse, directeur général de Carrefour France, parlait lors de la signature d'« avancée sociale majeure ». Seule la CGT, non signataire mais minoritaire, réserve encore sa réponse.

Laure Belot

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

« La place du marché : achetez vos livres, CD, cédéroms, vidéos, DVD. »

هكذا من الأصل

mené à un changement des services. Les services deviennent de plus en plus collectifs. Chaque entreprise de bâtir des offres différenciées en fonction des clients.

tises

s'ouvrent à la concurrence.
endi, EDF ou RWE

Les sociétés d'énergie ont commencé à se battre pour le marché de l'électricité. EDF et RWE sont les principaux acteurs de ce marché.

Sur le marché des particuliers
Les sociétés d'énergie ont commencé à se battre pour le marché de l'électricité. EDF et RWE sont les principaux acteurs de ce marché.

Les sociétés d'énergie ont commencé à se battre pour le marché de l'électricité. EDF et RWE sont les principaux acteurs de ce marché.

Martine Drouot

z Carrefour s de travail

Les sociétés d'énergie ont commencé à se battre pour le marché de l'électricité. EDF et RWE sont les principaux acteurs de ce marché.

Les sociétés d'énergie ont commencé à se battre pour le marché de l'électricité. EDF et RWE sont les principaux acteurs de ce marché.

Fabrice B...

le.fr

chetez vos
VD



LES NÉO-ZÉLANDAIS ONT DEMANDÉ À REJOINDRE NOTRE CLUB.
ÇA NE SE REFUSE PAS.



Le réseau Star Alliance souhaite la bienvenue à Air New Zealand.

STAR ALLIANCE
Le monde a son réseau aérien.

هكذا من الأصل

هكذا من الأمل

quisitions
sont contrastées.

depuis que les résultats de sa
se. Pour assurer son redresse-
ment, il a obtenu une subven-
tion britannique pour ses
activités de l'après-guerre.

Le 1er mars, lors du débat organisé
dans le cadre du salon Expopresse,
à la Défense, par l'Union nationale
des diffuseurs de presse (UNDP).
Les usages, en effet, s'annoncent
sur le réseau de distribution de la
presse en France. Les ventes en
kiosque ont marqué le pas en 1998
(lire ci-contre). La tendance s'est
surtout dégradée au second se-
mestre. Pis, cela s'est accentué au
cours des deux premiers mois de
l'année 1999 : la baisse d'activité
aura été de 7 % en janvier et de
près de 5 % en février. Les indica-
teurs du mois de mars semblent
meilleurs.

Cette situation inquiète les Nou-
velles Messageries de la presse pa-
risienne (NMPP) - dont le groupe
Hachette détient 49 % - les édi-
teurs, bien sûr, mais aussi l'en-
semble du réseau de distribution,
la rémunération de la plupart des
intervenant étant calculée en
pourcentage des recettes des
ventes. Le taux d'invendus - c'est-
à-dire le nombre d'exemplaires re-
tournés par les diffuseurs - a net-
tement progressé : entre 1996 et
1998, il est passé de 40,1 % à 44 %,

pour les NMPP, et de 60,9 % à
62,1 % pour les Messageries lyon-
naises de presse (MLP), qui distri-
buent principalement des mens-
uels ou trimestriels, dont certains
de faible diffusion.

Si la baisse des ventes explique
en partie ce phénomène, les diffu-
seurs de presse se sont battus, en
1998, contre les éditeurs qui multi-
plient les hors-séries ou les supplé-
ments trimestriels, autant de pu-
blications qui se vendent peu et
restent en place plusieurs mois sur
les étagères. Celles-ci s'ajoutent
aux titres de mots croisés, par
exemple, qui occupent des rayons
entiers, alors que la presse infor-
matique continue à multiplier les
magazines, même s'ils ne
s'adressent qu'à un public spé-
cialisé.

PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES
Lors de changements de for-
mule, des éditeurs augmentent
leur présence en kiosque, essen-
tiellement dans un but de promo-
tion. Les nombreux lancements de
titres participent également à
l'augmentation du taux d'invendu-
s. Selon Jean-Pierre Marty, le
président de l'UNDP, il y a eu, en

1998, près de mille nouveaux titres
en kiosques, dont la moitié seule-
ment existent encore. La plupart
de ces magazines ont des tirages
faibles et des parutions espacées.

La direction des NMPP s'in-
quiète d'une dégradation qui me-
nacerait son plan quadriennal de
modernisation (*Le Monde* du
3 avril 1998), qui prévoit de faire
passer le coût d'intervention des
messageries, dans le prix de vente
des titres, de 9 % à 7 % d'ici à 2001,
contre un taux de 14 % en 1993.

« Le deuxième plan de modernisa-
tion des NMPP, explique Jean de

Montmort, président du conseil de
gérance des NMPP, est possible à
trois conditions : une amélioration
ou, au moins, une stabilité de l'ac-
tivité, la mise en place d'un plan FNE,
une restructuration au sein des
NMPP. Si les ventes continuent à
baisser, cela aura des conséquences
sur le plan de modernisation. » Sur
le deuxième point, les NMPP ne
cachent pas leur inquiétude : « Le
plan FNE avait reçu l'aval du pré-
sident ministre des affaires sociales,
Jacques Barrot. Il a le soutien du mi-
nistère de la culture et de la
communication. Il est pour l'instant

bloqué au niveau de Martine Aubry.
Ce plan, qui prévoit deux cent
sobante départs en préretraite, est
une nécessité », insiste M. de
Montmort.

C'est dans ce contexte un peu
tendu que s'est engagé un conflit
avec les dépositaires de presse. Au
nombre de trois cent cinquante en
France, ils sont chargés de recevoir
les titres des messageries pour les
transmettre aux marchands de
journaux.

« CHERCHER DES ÉCONOMIES »
Depuis novembre 1998, ils sont
en conflit avec les NMPP, qui pré-
voient de diminuer leur commis-
sion sur les ventes. « J'ai dit dès oc-
tobre 1996 qu'il fallait aborder la
question de la rémunération des
dépositaires de presse, plaide M. de
Montmort. Pour assurer la pérenni-
té du système, au nom de la solida-
rité, l'ensemble de la chaîne de dis-
tribution doit chercher des
économies au profit des diffuseurs.
Nous avons fait des propositions de
modulation des rémunérations des
dépositaires. Il y a eu une réaction
forte et un refus de discussion. Le
dialogue a été rompu. Je souhaite
arriver à un accord. Un constat

d'échec aurait des conséquences
lourdes pour les dépositaires. Les ef-
forts doivent être faits par les uns et
par les autres. On doit sortir de ce
conflit sans vainqueurs et sans vain-
cus. »

Au bout de la chaîne, les diffu-
seurs de presse espèrent une amé-
lioration de leur rémunération,
une des plus faibles d'Europe avec
une moyenne de 14,5 %, alors
qu'elle dépasse souvent 20 % ail-
leurs. Sous l'impulsion de leur res-
ponsable, M. Marty, les diffuseurs
ont su imposer leur place auprès
des éditeurs. Mais les trente-trois
mille marchands de journaux ont
souvent des conditions de travail
pénibles et des marges faibles. Une
hausse du taux d'invendus les pé-
nalise et leur fait perdre ce qu'ils
ont pu gagner par ailleurs. Depuis
deux ans, le nombre de points de
vente ne diminue plus ; il reste
toutefois insuffisant dans certaines
grandes villes, notamment en ré-
gion parisienne, où les éditeurs
cherchent de nouveaux moyens de
mettre en place leur journaux en
développant, notamment, les dis-
tributeurs automatiques.

Alain Salles

**La diffusion du « Monde »
a continué à progresser en 1998**

LA DIFFUSION du *Monde* a
continué à progresser en 1998,
avec une diffusion totale payée
contrôlée par Diffusion contrôlée
de 385 254 exemplaires, en hausse
de 0,6 % par rapport à 1997. La
hausse de la diffusion a été per-
ceptible en France, puisque, avec
341 168 exemplaires, celle-ci a aug-
menté de 0,75 %. Il s'agit de la
quatrième année consécutive de
progression, qui a commencé avec
le lancement de la nouvelle for-
mule, en janvier 1995. En 1997, la
hausse avait été de 4,12 %, mais
l'actualité avait été marquée par la
dissolution de l'Assemblée natio-
nale. En 1998, *Le Monde* a atteint
en France sa meilleure année de
diffusion après 1979 et 1981.

A l'étranger, les ventes ont lé-
gèrement reculé (-0,49 %), mais,
avec 44 304 exemplaires, *Le Monde*
est en tête des quotidiens distri-
bués en dehors de l'Hexagone. La
diffusion totale payée s'approche
de celle de 1982 : 395 404 exem-
plaires, à une époque où la diffu-
sion en Algérie permettait d'at-
teindre un niveau de ventes de
90 000 exemplaires à l'étranger.

Le tirage du quotidien a atteint
514 533 exemplaires en 1998. La
diffusion totale - qui comprend la
distribution gratuite - est de
594 739 exemplaires. La progres-
sion des ventes est due principa-
lement à la hausse des abon-
nements, qui atteignent 128 659
exemplaires, contre 119 308 en
1997 et 100 000 en 1996, signe
d'une fidélisation constante des
lecteurs du quotidien.

Après une diffusion stable en
1997, *Le Monde diplomatique* a

progressé de près de 5 % en 1998, à
189 855 exemplaires, dont 55 079
exemplaires à l'étranger. Diffusée
en dehors de l'Hexagone, la sélec-
tion hebdomadaire du *Monde* pro-
gresse de 2,92 % à 20 051 exem-
plaires.

Les autres publications ont mar-
qué le pas en 1998. Les *Dossiers et
documents* perdent 3,45 % (86 290
exemplaires). *Le Monde de l'édu-
cation* affiche une baisse de 15 %,
après une hausse de 26 % en 1997
(56 310 exemplaires) et *Le Monde
des philatélistes* perd 10 % (19 237
exemplaires).

DÉPÊCHES
■ **PRESSE** : le Syndicat du Livre CGT a suspendu le mouvement de grève
à l'origine de la non-parution des titres parisiens du groupe Hésant, pour
protéger contre la vente de *France-Soir* (*Le Monde* du 1^{er} avril). Le PDG de la
Socpresse, Yves de Chaisemartin, a indiqué au Syndicat du Livre qu'il « cher-
chait une formule juridique » pour conserver une participation dans *France-
Soir*. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs sont parvenus à un accord
avec M. de Chaisemartin et un préaccord avec M. Gheson. Une manifestation
de la CGT a réuni environ 200 personnes devant le siège du *Figaro*, mercredi
31 mars. Le tribunal de grande instance de Paris devait examiner, jeudi
1^{er} avril, en référé, une demande du comité d'entreprise de *France-Soir* pour
obtenir un délai supplémentaire, avant de donner son avis sur la cession.

■ Le comité d'entreprise d'Ouest-France a voté contre le projet de créa-
tion de la société Loire Océan Communication, contrôlée à 53 % par le
quotidien *rennais*, en partenariat avec les trois journaux du groupe Hésant :
Presse-Océan, *Le Courrier de l'Ouest* et *Le Matin libre*. Le SNIJ et la CFDT ont
voté contre et la CGT s'est abstenue. L'avis du CE est consultatif. Mercredi
31 mars, la parution du quotidien avait été perturbée en Ile-et-Vilaine.

■ Le quotidien *La Montagne* est absent des kiosques, jeudi 1^{er} avril, pour la
deuxième journée consécutive, à la suite d'un mouvement de grève des ou-
vriers du Livre-CGT.

■ **TELEVISION** : la Mosquée de Paris s'insurge contre les tracts qui la
citent « abusivement » parmi les associations qui appellent à manifester, di-
manche 4 avril, contre la décision de France 2 et du ministre de l'Intérieur de
supprimer « Coranisme l'islam », au profit d'une nouvelle Émission islamique
du dimanche matin, « Vivre l'islam » (*Le Monde* du 31 mars).

■ TF1 a acquis les droits de diffusion du film *Titanic*, de James Cameron,
auprès de la Twentieth Century Fox International Television, et le diffusera en
2001.

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

Les distributeurs s'inquiètent de la baisse des ventes de journaux en kiosque

La multiplication des titres à l'affichage et l'augmentation du nombre d'invendus réduisent les marges, déjà faibles, des diffuseurs. Cette dégradation menace le plan de modernisation des messageries, alors que se poursuit, depuis novembre 1998, le conflit avec les dépositaires

LE TEMPS était gris, en ce pre-
mier jour de printemps, dimanche
21 mars, lors du débat organisé
dans le cadre du salon Expopresse,
à la Défense, par l'Union nationale
des diffuseurs de presse (UNDP).
Les usages, en effet, s'annoncent
sur le réseau de distribution de la
presse en France. Les ventes en
kiosque ont marqué le pas en 1998
(lire ci-contre). La tendance s'est
surtout dégradée au second se-
mestre. Pis, cela s'est accentué au
cours des deux premiers mois de
l'année 1999 : la baisse d'activité
aura été de 7 % en janvier et de
près de 5 % en février. Les indica-
teurs du mois de mars semblent
meilleurs.

Cette situation inquiète les Nou-
velles Messageries de la presse pa-
risienne (NMPP) - dont le groupe
Hachette détient 49 % - les édi-
teurs, bien sûr, mais aussi l'en-
semble du réseau de distribution,
la rémunération de la plupart des
intervenant étant calculée en
pourcentage des recettes des
ventes. Le taux d'invendus - c'est-
à-dire le nombre d'exemplaires re-
tournés par les diffuseurs - a net-
tement progressé : entre 1996 et
1998, il est passé de 40,1 % à 44 %,

pour les NMPP, et de 60,9 % à
62,1 % pour les Messageries lyon-
naises de presse (MLP), qui distri-
buent principalement des mens-
uels ou trimestriels, dont certains
de faible diffusion.

Si la baisse des ventes explique
en partie ce phénomène, les diffu-
seurs de presse se sont battus, en
1998, contre les éditeurs qui multi-
plient les hors-séries ou les supplé-
ments trimestriels, autant de pu-
blications qui se vendent peu et
restent en place plusieurs mois sur
les étagères. Celles-ci s'ajoutent
aux titres de mots croisés, par
exemple, qui occupent des rayons
entiers, alors que la presse infor-
matique continue à multiplier les
magazines, même s'ils ne
s'adressent qu'à un public spé-
cialisé.

PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES
Lors de changements de for-
mule, des éditeurs augmentent
leur présence en kiosque, essen-
tiellement dans un but de promo-
tion. Les nombreux lancements de
titres participent également à
l'augmentation du taux d'invendu-
s. Selon Jean-Pierre Marty, le
président de l'UNDP, il y a eu, en

1998, près de mille nouveaux titres
en kiosques, dont la moitié seule-
ment existent encore. La plupart
de ces magazines ont des tirages
faibles et des parutions espacées.

La direction des NMPP s'in-
quiète d'une dégradation qui me-
nacerait son plan quadriennal de
modernisation (*Le Monde* du
3 avril 1998), qui prévoit de faire
passer le coût d'intervention des
messageries, dans le prix de vente
des titres, de 9 % à 7 % d'ici à 2001,
contre un taux de 14 % en 1993.

« Le deuxième plan de modernisa-
tion des NMPP, explique Jean de

Montmort, président du conseil de
gérance des NMPP, est possible à
trois conditions : une amélioration
ou, au moins, une stabilité de l'ac-
tivité, la mise en place d'un plan FNE,
une restructuration au sein des
NMPP. Si les ventes continuent à
baisser, cela aura des conséquences
sur le plan de modernisation. » Sur
le deuxième point, les NMPP ne
cachent pas leur inquiétude : « Le
plan FNE avait reçu l'aval du pré-
sident ministre des affaires sociales,
Jacques Barrot. Il a le soutien du mi-
nistère de la culture et de la
communication. Il est pour l'instant

bloqué au niveau de Martine Aubry.
Ce plan, qui prévoit deux cent
sobante départs en préretraite, est
une nécessité », insiste M. de
Montmort.

C'est dans ce contexte un peu
tendu que s'est engagé un conflit
avec les dépositaires de presse. Au
nombre de trois cent cinquante en
France, ils sont chargés de recevoir
les titres des messageries pour les
transmettre aux marchands de
journaux.

« CHERCHER DES ÉCONOMIES »
Depuis novembre 1998, ils sont
en conflit avec les NMPP, qui pré-
voient de diminuer leur commis-
sion sur les ventes. « J'ai dit dès oc-
tobre 1996 qu'il fallait aborder la
question de la rémunération des
dépositaires de presse, plaide M. de
Montmort. Pour assurer la pérenni-
té du système, au nom de la solida-
rité, l'ensemble de la chaîne de dis-
tribution doit chercher des
économies au profit des diffuseurs.
Nous avons fait des propositions de
modulation des rémunérations des
dépositaires. Il y a eu une réaction
forte et un refus de discussion. Le
dialogue a été rompu. Je souhaite
arriver à un accord. Un constat

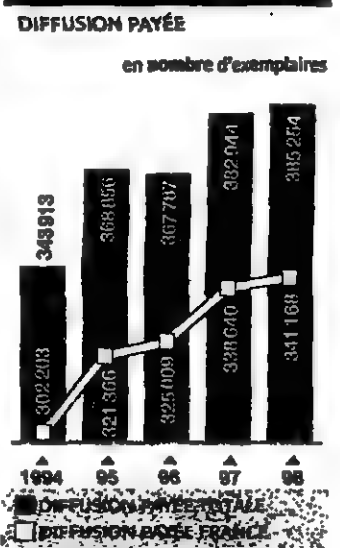
d'échec aurait des conséquences
lourdes pour les dépositaires. Les ef-
forts doivent être faits par les uns et
par les autres. On doit sortir de ce
conflit sans vainqueurs et sans vain-
cus. »

Au bout de la chaîne, les diffu-
seurs de presse espèrent une amé-
lioration de leur rémunération,
une des plus faibles d'Europe avec
une moyenne de 14,5 %, alors
qu'elle dépasse souvent 20 % ail-
leurs. Sous l'impulsion de leur res-
ponsable, M. Marty, les diffuseurs
ont su imposer leur place auprès
des éditeurs. Mais les trente-trois
mille marchands de journaux ont
souvent des conditions de travail
pénibles et des marges faibles. Une
hausse du taux d'invendus les pé-
nalise et leur fait perdre ce qu'ils
ont pu gagner par ailleurs. Depuis
deux ans, le nombre de points de
vente ne diminue plus ; il reste
toutefois insuffisant dans certaines
grandes villes, notamment en ré-
gion parisienne, où les éditeurs
cherchent de nouveaux moyens de
mettre en place leur journaux en
développant, notamment, les dis-
tributeurs automatiques.

Alain Salles

La diffusion du « Monde » a continué à progresser en 1998

LA DIFFUSION du *Monde* a
continué à progresser en 1998,
avec une diffusion totale payée
contrôlée par Diffusion contrôlée
de 385 254 exemplaires, en hausse
de 0,6 % par rapport à 1997. La
hausse de la diffusion a été per-
ceptible en France, puisque, avec
341 168 exemplaires, celle-ci a aug-
menté de 0,75 %. Il s'agit de la
quatrième année consécutive de
progression, qui a commencé avec
le lancement de la nouvelle for-
mule, en janvier 1995. En 1997, la
hausse avait été de 4,12 %, mais
l'actualité avait été marquée par la
dissolution de l'Assemblée natio-
nale. En 1998, *Le Monde* a atteint
en France sa meilleure année de
diffusion après 1979 et 1981.



progressé de près de 5 % en 1998, à
189 855 exemplaires, dont 55 079
exemplaires à l'étranger. Diffusée
en dehors de l'Hexagone, la sélec-
tion hebdomadaire du *Monde* pro-
gresse de 2,92 % à 20 051 exem-
plaires.

Les autres publications ont mar-
qué le pas en 1998. Les *Dossiers et
documents* perdent 3,45 % (86 290
exemplaires). *Le Monde de l'édu-
cation* affiche une baisse de 15 %,
après une hausse de 26 % en 1997
(56 310 exemplaires) et *Le Monde
des philatélistes* perd 10 % (19 237
exemplaires).

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le Syndicat du Livre CGT a suspendu le mouvement de grève
à l'origine de la non-parution des titres parisiens du groupe Hésant, pour
protéger contre la vente de *France-Soir* (*Le Monde* du 1^{er} avril). Le PDG de la
Socpresse, Yves de Chaisemartin, a indiqué au Syndicat du Livre qu'il « cher-
chait une formule juridique » pour conserver une participation dans *France-
Soir*. De leur côté, les rotativistes et les correcteurs sont parvenus à un accord
avec M. de Chaisemartin et un préaccord avec M. Gheson. Une manifestation
de la CGT a réuni environ 200 personnes devant le siège du *Figaro*, mercredi
31 mars. Le tribunal de grande instance de Paris devait examiner, jeudi
1^{er} avril, en référé, une demande du comité d'entreprise de *France-Soir* pour
obtenir un délai supplémentaire, avant de donner son avis sur la cession.

■ Le comité d'entreprise d'Ouest-France a voté contre le projet de créa-
tion de la société Loire Océan Communication, contrôlée à 53 % par le
quotidien *rennais*, en partenariat avec les trois journaux du groupe Hésant :
Presse-Océan, *Le Courrier de l'Ouest* et *Le Matin libre*. Le SNIJ et la CFDT ont
voté contre et la CGT s'est abstenue. L'avis du CE est consultatif. Mercredi
31 mars, la parution du quotidien avait été perturbée en Ile-et-Vilaine.

■ Le quotidien *La Montagne* est absent des kiosques, jeudi 1^{er} avril, pour la
deuxième journée consécutive, à la suite d'un mouvement de grève des ou-
vriers du Livre-CGT.

■ **TELEVISION** : la Mosquée de Paris s'insurge contre les tracts qui la
citent « abusivement » parmi les associations qui appellent à manifester, di-
manche 4 avril, contre la décision de France 2 et du ministre de l'Intérieur de
supprimer « Coranisme l'islam », au profit d'une nouvelle Émission islamique
du dimanche matin, « Vivre l'islam » (*Le Monde* du 31 mars).

■ TF1 a acquis les droits de diffusion du film *Titanic*, de James Cameron,
auprès de la Twentieth Century Fox International Television, et le diffusera en
2001.

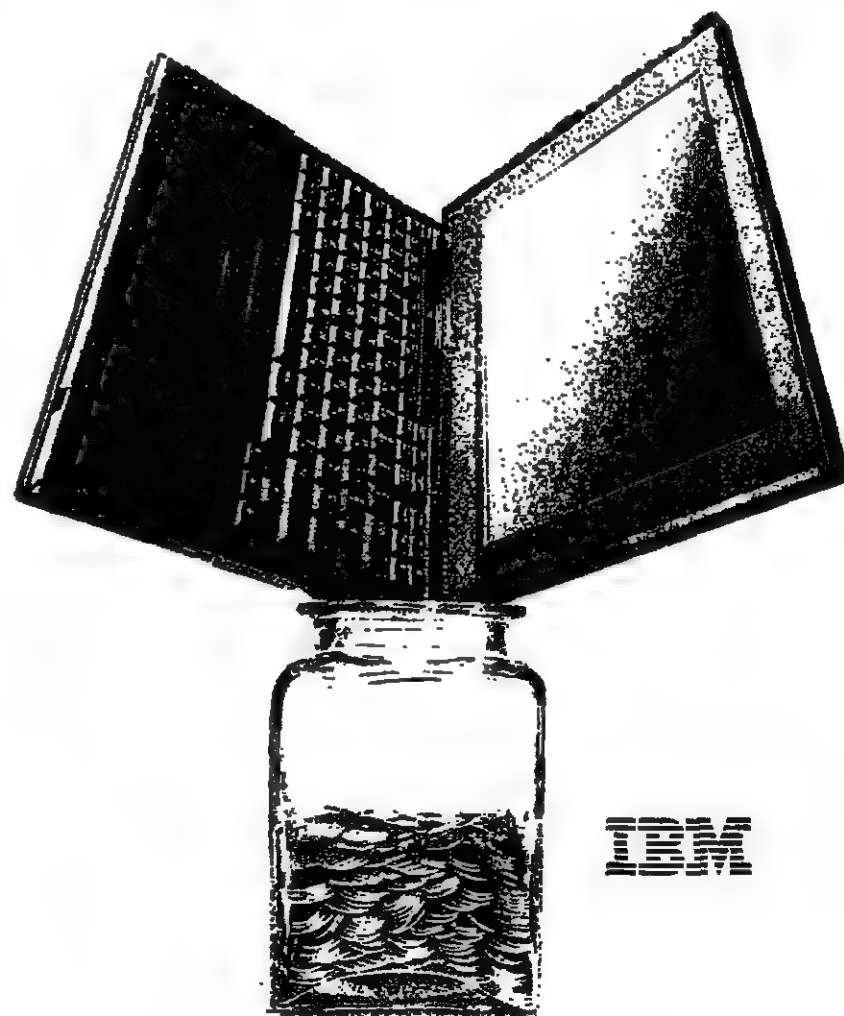
IBM ThinkPad 390

700 FHT à 1000 FHT de réduction
sur l'achat d'un ThinkPad 390 avec
processeur Intel® Pentium® II 233 ou
266 MHz et son modem IBM PCMCIA
V80 56 Kbps ou 14.4 Kbps GSM et FRCS

Pour profiter de cette offre
exceptionnelle :
0 801 TEL IBM (0 801 885 428) ou
www.ibm.com/pc/think/promo

ThinkPad 390, le plus abordable des ThinkPad, idéal pour
démarrer. Processeur Intel® Pentium® II 233 à 333 MHz
ou Intel® Celeron® 300 MHz. Écran TFT 12.1", 13.3" ou 14.1".
Disque dur évolutive de 3.2 à 6.4 Go. Mémoire 32 ou
64 Mo. Lecteurs de disquettes et de CD-ROM intégrés.
Base modulaire. À partir de 1 050 FHT.

thinkpad.jusqu'à 1000 FHT de réduction



IBM



1044.20 FHT / 128.70 € TTC de réduction sur l'achat de ThinkPad 390 avec : processeur Intel® Pentium® II 233 à 333 MHz ou Intel® Celeron® 300 MHz. Écran TFT 12.1", 13.3" ou 14.1". Disque dur évolutive de 3.2 à 6.4 Go. Mémoire 32 ou 64 Mo. Lecteurs de disquettes et de CD-ROM intégrés. Base modulaire. À partir de 1 050 FHT.

هكذا من الأمل

VALEURS EUROPEENNES

● L'action Endesa a gagné près de 1%, à 23,38 euros, mercredi 31 mars. L'actionnaire d'Endesa a approuvé la modification de ses statuts, qui va permettre au premier groupe d'électricité en Espagne de porter sa participation dans la société chilienne de 52% à 64%.

● Le titre Repsol a cédé 1,41%, à 47,70 euros, mercredi, accompagnant la baisse des cours du pétrole. Le contrat à terme sur le pétrole arrivait à échéance au mois de mai est revenu à 14,74 dollars le baril.

● La valeur Portugal Telecom s'est adjugée une hausse de 3%, mercredi, à 41,49 euros. Microsoft va investir 38,6 millions de dollars

(235,5 millions de francs) pour prendre 2,5% de TV Cabo, le partenaire de Portugal Telecom dans la télévision par câble.

● L'action Fiat a titillé un bond de 4,4%, à 5,06 euros, mercredi, après que le groupe italien ait annoncé que sa filiale Compu prendrait le contrôle, pour 32 millions d'euros, de la société Progressive Tools and Industries, afin de constituer le plus important fabricant de machines à destination des constructeurs automobiles.

● L'action Viag a perdu 2%, à 503 euros, mercredi. Le troisième groupe allemand des services a prévu qu'il lui serait difficile en 1999 de dépasser le niveau de ses profits réalisés en 1998.

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |

| 01/04 12h30 | Cours | % Var. |
|--------------------|-------|--------|
| ALFA ROMEO | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |
| ALFA ROMEO HOLDING | 19,41 | +0,31 |



| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |



| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |



| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| STOXX 50 | 297,57 |
|----------|--------|
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |
| STOXX 50 | 297,57 |

| | | | | | | |
|--------|--|----------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------|
| 6.10 | S.A.T.A. | 209 | 874.50 | 1389.02 | +1.39 | 181 |
| 10.50 | SEB ROGERSON | 117 | 117.00 | 70.00 | -1.27 | 11.85 |
| 10.50 | SOCIETE GENERALE | 170 | 874.00 | 1710.23 | +0.22 | 168.14 |
| 10.50 | SOC.FONC.LYON | 123 | 103.20 | 807.48 | +0.08 | 1.04 |
| 16.40 | SODEROM ALLIANCE | 155 | 80.00 | 802.40 | -0.33 | 135.70 |
| 16.40 | SOCEFRANC (PVI) | 72.00 | 72.00 | 473.00 | -0.27 | 71.95 |
| 16.50 | SOMMIER-ALBERT | 26.90 | 26.90 | 171.20 | -2.97 | 24.01 |
| 51 | SOPHIA | 34.75 | 60.00 | 220.00 | +0.43 | 36.70 |
| 1 | SPR COMMERCIAL P | 84.50 | 84.50 | 802.98 | -0.73 | 86.75 |
| 2.05 | STRAFOR FACOMA | 66.75 | | | | 66.75 |
| 20.50 | SUEZ LYONNISE EA | 171.40 | 170 | 1154.81 | +0.53 | 160.58 |
| 14.50 | SYNTHESLAB | 207.50 | 207.5 | 1210.47 | -0.48 | 181.00 |
| 16.50 | TECHNIP | 36.80 | 36.80 | 326.58 | -1.41 | 69.50 |
| 2.10 | THOMSON-CSF | 28.30 | 28.30 | 184.08 | -0.36 | 25.10 |
| 12.10 | TOTAL | 114.10 | 114.10 | 725.33 | -1.75 | 135.35 |
| -2.70 | UNIMAR | 116 | 116 | 709.25 | -0.08 | 116.00 |
| 9.80 | UNION ASSURFALP | 111 | 111.00 | 751.26 | +0.45 | 110.30 |
| 8.80 | UNIPAR | 12.20 | 12.20 | 82.28 | -2.78 | 10.65 |
| 9.64 | VALEO | 72.20 | 72.20 | 473.27 | -0.48 | 67.85 |
| 92.10 | VALLOUREC | 27.00 | 27.00 | 181.04 | -1.03 | 25 |
| 10.50 | VIA BANQUE | 28.30 | 28 | 150.23 | -1.52 | 29.20 |
| 30 | VIVENDI | 227.50 | 227.50 | 1310.01 | +1 | 227.20 |
| 20.40 | WOLFRUM (LUSAGAL) | 13.07 | 13.07 | 85 | -0.49 | 13.10 |
| 870 | ZODIAC ELIOT DW | 163.50 | 163.50 | 1015.52 | -0.26 | 163.10 |
| 234 | | | | | | |
| 4.30 | | | | | | |
| 10.00 | | | | | | |
| 10.30 | | | | | | |
| 47.50 | | | | | | |
| 14.70 | International ▶ | Prévision en Euro | Cours en Euro | Cours en Franc | % Var. valeur | Compens. (1) |
| 73.80 | | | | | | |
| 238.50 | | | | | | |
| 7.80 | AMERICAN EXPRESS | 118 | 700.00 | 718.27 | -3.08 | 111.10 |
| 84 | A.T.T. * | 75.93 | 74.70 | 480 | -1.64 | 71.10 |
| 7.80 | BARRECK GOLD * | 15.85 | 16.10 | 108.20 | +4.78 | 10.70 |
| 10.50 | CHRYSLER CREDIT CORP. | 81 | 81.00 | 701.88 | -0.78 | 78.10 |
| 135 | DE BEERS * | 18.18 | 20.20 | 119.97 | +0.50 | 16.60 |
| 30.51 | DUPONT NEMOURS | 54.98 | 60.00 | 369.56 | -1.19 | 51.53 |
| 80 | FORD MOTOR * | 82.25 | 82.00 | 943.71 | -0.30 | 81.20 |
| 1.80 | GENERAL ELECT. * | 100.40 | 100.40 | 670.28 | -2.81 | 97.95 |
| 1.40 | GENERAL MOTORS * | 31.50 | 30.25 | 520.37 | -1.10 | 78.85 |
| 87 | HITACHI * | 8.78 | 7.23 | 47.8 | -5.96 | 6.50 |
| 64.50 | LEAS * | 16.80 | 16.80 | 1070.05 | -2.20 | 151.80 |
| 321 | LOTI YOKADA * | 61 | 61.00 | 400.46 | +0.38 | 58.30 |
| 150.50 | MATSUSHITA * | 17.78 | 17.91 | 117.48 | +0.04 | 16.80 |
| 12.50 | MC DONALD'S * | 41.93 | 41.97 | 275.21 | +0.09 | 35.80 |
| 75.80 | MERCK AND CO * | 75.60 | 75 | 511.87 | -0.71 | 75.10 |
| 75.80 | MITSUBISHI CORP. | 6.02 | 6.77 | 40.47 | +2.49 | 6.95 |
| 12.75 | MOBIL CORPORATION * | 82 | 82 | 837.48 | | 82 |
| 43 | MORGAN J.P. * | 118 | 118 | 754.26 | -0.86 | 114.50 |
| 94.30 | NIPP. MATHYTRACER * | 12.70 | 12.70 | 82.90 | | 12.84 |
| 2.60 | PHILIP MORRIS * | 20 | 54 | 223.65 | +3.02 | 37.20 |
| 48 | PROCTER GAMBLE * | 94 | 94.00 | 600.20 | -2.68 | 85.50 |
| 870 | SEGA ENTERPRISES * | 17.07 | 16.80 | 168.50 | -5.10 | 17.50 |
| 38.61 | SCHLUMBERGER * | 36.35 | 36 | 567.34 | -0.60 | 39.00 |
| 800 | SONY CORP. * | 85.85 | 87.85 | 872.28 | +1.83 | 83.80 |
| 188.10 | | | | | | |
| 77.80 | | | | | | |
| 150 | ABRÉVIATIONS | | | | | |
| 49.83 | B = Borussia; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; M = Nantes. | | | | | |
| 49.85 | | | | | | |
| 49.50 | | | | | | |
| 50.90 | 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon | | | | | |
| 50.10 | détaché; @ droit détaché; * contrat d'animation; * o offert; | | | | | |
| 50.80 | d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; * cours précédent. | | | | | |
| 16.62 | | | | | | |
| 37 | DERNIÈRE COLONNE RM (T): | | | | | |
| 41.60 | Lundi date mardi : % variation 51/12; Mardi date mercredi : montant du | | | | | |
| 72.30 | coupon en euro; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon; | | | | | |
| 150 | Jeudi date vendredi : compensation; Vendredi date samedi : nominal. | | | | | |
| 77.80 | | | | | | |

UDI 1^{er} AVRIL

PRIDI 1^o AVRII

selection.

[illegible]

| | | | |
|---|-------|----------|--------|
| FRANCE | 24.95 | 9482.78 | 3/0/03 |
| 5000 | 25.00 | 9771.18 | 3/0/03 |
| FRANCE | 24.95 | 1871.80 | 3/1/03 |
| 5000 | 25.00 | 1912.00 | 3/1/03 |
| RENTE | 24.95 | 274.10 | 3/1/03 |
| INTER | 24.95 | 1029.79 | 3/1/03 |
| 5000 | 25.00 | 1182.00 | 3/1/03 |
| EUROPEAN & MEDITERRANEAN | | | |
| EURO AREA | 24.95 | 122.12 | 3/1/03 |
| FRANCE ACTIONS | 24.95 | 305.43 | 3/1/03 |
| IND. ACT. FRANCE | 24.95 | 167.80 | 3/1/03 |
| FRANCE ACTIONS | 24.95 | 216.42 | 3/1/03 |
| FRANCE LONG. TERM. | 24.95 | 700.63 | 3/1/03 |
| FRANCE DYNAMIC | 24.95 | 171.01 | 3/1/03 |
| FRANCE EQUIL. | 24.95 | 382.80 | 3/1/03 |
| FRANCE LONG. TERM. | 24.95 | 991.35 | 3/1/03 |
| FRANCE MOVEN. TERM. | 24.95 | 397.25 | 3/1/03 |
| FRANCE LONG. TERM. | 24.95 | 1165.48 | 3/1/03 |
| EUROPEAN & MEDITERRANEAN - the principal cities of the world | | | |
| EUROPEAN | 24.95 | 116.50 | 3/1/03 |
| DE ROTTERDAM BANKING | | | |
| FRANCE | 24.95 | 421.19 | 3/1/03 |
| HONORABLE CAPITAL | 24.95 | 22169.47 | 3/0/03 |
| MONETARY EMER. | 24.95 | 35.46 | 3/0/03 |
| MONETARY EMER. | 24.95 | 380.95 | 3/0/03 |
| HONORABLE VIE SANTE | 24.95 | 300.95 | 3/0/03 |
| LEGAL & GENERAL BANK | | | |
| FRANCE | 24.95 | 591.47 | 3/1/03 |
| FRANCE IND. EUROPE | 24.95 | 1484.25 | 3/0/03 |
| FRANCE RENDMENT | 24.95 | 2186.90 | 3/0/03 |
| Share Info Point : | | | |
| 95-96-97-98-99-00-01-02-03 | | | |
| EUROPE AMERIQUE D. | 24.95 | 187.40 | 3/1/03 |
| EUROPE EUROPE C. | 24.95 | 214.40 | 3/1/03 |
| EUROPE EUROPE C. | 24.95 | 215.25 | 3/1/03 |
| EUROPE MONDE C. | 24.95 | 1383.71 | 3/1/03 |
| EUROPE MONDE C. | 24.95 | 1805.28 | 3/1/03 |
| EUROPE MONDE C. | 24.95 | 100.00 | 3/1/03 |

[illegible]

DISPARITIONS

Viatcheslav Tchornovil

Du goulag à l'Ukraine indépendante

FIGURE-CLÉ des luttes ukrainiennes pour l'indépendance, quand celles-ci n'étaient pas encore récupérées par les apparatchiks locaux, Viatcheslav Tchornovil, soixante et un ans - dont quatorze passés dans les goulags soviétiques - est mort, vendredi 26 mars, dans un accident de voiture près de Kiev. Lundi 29 mars, des dizaines de milliers d'Ukrainiens lui ont rendu hommage à Kiev, en présence du président Kouchma, et à Lvov, cœur du nationalisme ukrainien. Dans la capitale, la circulation a été bloquée plusieurs heures par des milliers de personnes de tous âges, portant des drapeaux ukrainiens et cosaque et chantant des chants funèbres.

Son chauffeur, au volant d'une Toyota violemment heurtée dans la nuit par un camion sur une route sombre, a également été tué sur le coup. Le troisième passager, Dmitro Pomarchuk, responsable pour la presse du mouvement nationaliste Roukh créé par Viatcheslav Tchornovil, a été blessé. Un mois plus tôt, le Roukh a connu la première scission de son histoire, certains membres accusant son dirigeant d'autoritarisme. Celui-ci prit alors la tête de ce qui fut appelé le « Mouvement populaire Roukh n° 1 ».

UN ACCIDENT TRAGIQUE

Le candidat que le Roukh avait désigné à l'élection présidentielle prévue en octobre, Guenadi Oudovenko, a expliqué qu'il suivait dans un autre véhicule celui de Viatcheslav Tchornovil, après une rencontre avec des électeurs au sud-est de Kiev, et que seule la tige de l'accident tragique pouvait être retenue. Guenadi Oudovenko est un diplomate de carrière qui a néanmoins rejoint le Roukh-1, restant ainsi fidèle à l'ancien dissident.

Né le 24 décembre 1937 en Ukraine centrale, dans un village à peine sorti de la famine organisée par Staline et où ses parents étaient enseignants, Viatcheslav Tchornovil devint étudiant et journaliste, avant d'être chassé d'un journal de Lvov, en Ukraine occidentale, pour avoir refusé de

témoigner à charge dans un procès politique. Devenu dissident et auteur de deux livres publiés en Occident, il est arrêté en 1967 et condamné à trois ans de prison. En 1972, il est à nouveau arrêté comme rédacteur d'une publication clandestine et condamné à six ans de prison et trois ans d'exil, qu'il passera en Yakoutie, pour « agitation et propagande antisoviétique ». Dès sa libération, il est à nouveau condamné à cinq ans de prison, mais est libéré en 1983.

PLÉBISCITE DANS L'OUEST

De ses années de camps, l'homme aux yeux bleus étonnamment jeunes avait gardé un cœur fragile, mais débordait d'énergie et d'enthousiasme, sans cesse un instant de militer pour développer le *samizdat* en langue ukrainienne, réhabiliter l'histoire du pays et ses sentiments nationaux.

Le premier mouvement réclamant ouvertement l'indépendance de l'Ukraine, le Roukh, est son œuvre. Créé officiellement en 1989, il présente Tchornovil à la première élection présidentielle de l'Ukraine indépendante, en 1991. Il est plébiscité en Ukraine occidentale et remporte 23 % des voix au niveau national, derrière le tenant de la fonction Leonid Kravtchouk, ancien chef communiste de la République soviétique. En 1994, ce dernier cède la place à un autre ex-communiste, Leonid Kouchma, et, aux législatives tenues dans la foulée, le Roukh n'obtient plus qu'une trentaine de sièges sur quatre cent cinquante.

Comme dans tous les pays de l'ex-bloc soviétique, l'heure n'est plus au radicalisme national, quand les Ukrainiens pensaient qu'il leur suffirait de cesser de nourrir l'URSS pour « décoller ». Viatcheslav Tchornovil a pourtant su prendre le tournant, se rapprochant du pouvoir contre le nouveau « radicalisme » qui menace l'Ukraine, celui du discours antioccidental des communistes qui masque, le plus souvent, les intérêts mafio-oligarchiques de l'espace postsoviétique.

Sophie Stihach

Michel Etcheverry

Une carrière de tragédien

LE COMÉDIEN Michel Etcheverry, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, est mort, mercredi 31 mars, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

La première activité professionnelle de Michel Etcheverry, né à Saint-Jean-de-Luz le 16 décembre 1919, fut l'enseignement. Après des études à l'école normale de Saint-André-de-Cubzac (Gironde), il avait été nommé en 1940 instituteur à Saint-Sulpice-de-Peyrères, près de Saint-Emilion. Renvoyé de son poste pour avoir osé d'acquiescer à ses élèves la chanson *Maréchal nous voilà*, il s'inscrit au Conservatoire national d'art dramatique à Paris, où il rencontre notamment Robert Hirsch et François Chautemette. Il en sort avec un 2^e prix de comédie.

De 1945 à 1951, il est régisseur, puis comédien de la troupe de Louis Jouvet. Celui-ci restera toute sa vie son modèle. Avec lui, il devait interpréter notamment *Molière (Tartuffe, Dom Juan)*, Giraudoux (*La Folie de Chaillo*), Anouilh (*L'Alouette*), Sartre (*Le Diable et le Bon Dieu*), Bernard Shaw (*Pygmalion*). Il obtient un de ses grands succès dans les théâtres privés en

1957, en jouant durant deux saisons le rôle du père dans une adaptation du *Journal d'Anne Frank*, au Théâtre Montparnasse. En 1960, il est Anne Vercors dans *L'Annonce faite à Marie*, de Claudel, au Théâtre de l'Œuvre.

En 1961, il entre à la Comédie-Française comme pensionnaire. Il en devient sociétaire en 1964 et sociétaire honoraire en 1984, après une carrière de tragédien et interprète privilégié de Corneille, de Racine, de Shakespeare, et surtout de Molière (*Le Misanthrope*, *Le Tartuffe*, *Le Cardinal d'Espagne*). En 1991, il faisait revivre le *Bloc-Notes*, de François Mauriac, sous la direction de Jean-Louis Thamin au Studio des Champs-Élysées, et devait jouer encore, durant la saison 1992-1993, au La Bruyère avec la troupe de Laurent Terzieff, dans *Temps contre temps*, de l'Anglais Ronald Harwood.

Ce mystique au physique altier interpréta nombre de personnages ayant la foi et envisagea même au début des années 80 d'entrer dans les ordres. Il revint finalement au théâtre pour interpréter notamment *Le Mystère de la Joie* de l'abbé Pierre.

■ JOE WILLIAMS, chanteur américain de jazz, est mort, lundi 29 mars, dans une rue de Las Vegas, à sa sortie d'un hôpital où il était soigné pour des troubles respiratoires. Il était âgé de quatre-vingts ans. Joe Williams, dont le vrai nom était Joseph Goreed, est né le 12 décembre 1918 à Cordele (Etat de Géorgie). Il fait ses débuts de musicien, encore enfant, comme pianiste et chanteur de spirituals dans les églises. C'est à Chicago, où sa famille avait déménagé, qu'il rejoint le saxophoniste Jummie Noone, en 1937. D'autres solistes de jazz le sollicitent comme le trompettiste Louis

Armstrong, le pianiste Fats Waller et le saxophoniste Coleman Hawkins. Mais c'est surtout avec le grand orchestre du pianiste Count Basie que Joe Williams connaît sa plus grande popularité. Il succède définitivement en 1954 à Jimmy Rushing, dont les prestations enflammées sont alors dans toutes les mémoires. Crooner, chanteur de blues dont l'intensité rappelle sa pratique des chants du gospel, Joe Williams quitte le Big Band de Basie au début des années 60. Il se tourne alors vers un répertoire de grande variété populaire, retournant ponctuellement auprès de Basie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Patrick et Fière THOMAS sont heureux d'annoncer la naissance de Joseph, le 21 mars 1999.

Jean Jacques WORMSER, Laurence WORMSER-BOURDILLON, leurs enfants Alexandre et Valentine ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils et frère, Vincent.

108, rue Thiers, 92100 Boulogne.

Anniversaires de naissance

Quatre filles et une femme. C'est là son quinquiesme. Ma famille est une religion et Ma femme est mon Dieu. Elle est née, en ce jour béni du 2 avril 1939. Santé et félicité.

Manotte chérie, pour tes douces lustras.

Décès

M. Robert Bakouch, Brigitte, Guy, Aurélie et Valentin Le Noach, M. et M^{me} Bernard Com et leurs enfants, M. et M^{me} Joël Soudillange et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Michel Saint et leurs enfants, Les familles Bakouch et Com, ont la tristesse de faire part du décès de

Anne-Marie BAELOUCH, née COM, survenue le 30 mars 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu à son domicile, le vendredi 2 avril, à 12 heures (24, rue de Chaillo, Paris-14^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à 14 h 30 (chemin du Dragon, allée 27).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pascal BLANCHARD, maître de conférences d'informatique à l'université Paris-V,

est décédé le 25 mars 1999, à Paris, à l'âge de quarante-huit ans.

Sa famille et ses amis sont dans le deuil.

Il n'oubliera jamais l'homme qu'il est allé avec lequel il est en la chance de partager des moments intenses.

Selon sa volonté, il sera inhumé le vendredi 2 avril, à 15 h 15, au Père-Lachaise.

Le conseil d'administration de l'OSE, La direction générale, Et tous ses amis, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Simon BOTE, directeur d'industrial.

Il était l'équilibre, la culture, la générosité, un maître.

— Dans la serène dignité, l'amour des autres, l'expérience et la foi.

Georgette, Michèle DARGE, née GIRARD, croix de la valeur militaire.

s'est endormie doucement, le 31 mars 1999, à l'âge de soixante et un ans, trop vite enlevée à la profonde affection de Philippe Darge, son époux.

Fabienne et Lucien, François-Xavier et Gaëlle, ses enfants, Michèle Girard, ses sœurs.

Annie, Mireille, Danielle, Bernard, Claude, Jean-Michel, Pierre, Michel, ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères et leurs enfants, Toute la famille et ses nombreux amis.

La cérémonie sera célébrée au l'église de Clécy (Côte-d'Or), le vendredi 2 avril, à 15 heures.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière de Clécy.

21, Grande-Rue, 21490 Clécy.

— Les enseignants, Les étudiants, Le personnel de l'Ecole d'architecture de Versailles, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise DIVORNE, enseignante chère à l'Ecole d'architecture.

Les obsèques auront lieu au cimetière traditionnel de Bagneux, le vendredi 2 avril 1999, à 14 h 30.

A NOS LECTEURS

Le service CARNET sera ouvert samedi 3 avril 1999 et lundi 5 avril, de 9 heures à 16 h 30.

Pas de permanence le dimanche.

— Olivier Etcheverry, Antoine et Martin Brégière, Agathe, Clémence, Odilon Etcheverry, Daisy Hebel, Monique Hebel, Sylvain, Luc, Marc, François, Yves Hebel, Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel ETCHEVERRY, sociétaire honoraire de la Comédie-Française,

le 30 mars 1999, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

47, rue du Bourgo, 75020 Paris. (Lire ci-contre.)

— Claude Léon, son épouse, Nelly Léon, sa petite-fille, Yvonne Covo, Monique Covo, Les familles Dheilly, Auboux, Champion, Chapuis, Grégoire et Antoine, Ses nombreux amis, Ses amis africains, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Madeleine Chénier LÉON, née DHEILLY,

survenue le 31 mars 1999, à Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 2 avril.

Réunion à 11 h 30, à la porte du cimetière Montmartre, avenue Rachel, Paris-18^e.

65, rue de Richelieu, 75002 Paris.

— Mamé, Lara, Noah et Sam ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER,

survenue le vendredi 26 mars 1999.

Née en 1933, enfant cachée pendant la guerre, elle a consacré sa vie entière au dialogue et au respect de la dignité humaine.

Toujours à des sujets sensibles avec noblesse et profondeur, elle a en l'estime, le soutien, de tant d'hommes intègres, justes et courageux.

Honnête, authentique, elle n'a pas su se protéger de la malveillance acharnée, des calomnies et rumeurs assassines.

Généreuse, désintéressée, attachée à ses buts nobles, elle est un exemple pour nous tous.

Avec amour, ses enfants, son mari, sa mère et ses amis.

— L'Association ACC - Au Cœur de la Communication, Et sa présidence, Le docteur Dominique Maillard, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Claire NUER, cofondatrice de l'association,

survenue le 26 mars 1999.

Par son action bénévole, elle a donné sans compter et fait la différence dans la vie de nombreuses personnes qu'elle a rencontrées. Nous voulons lui exprimer toute notre gratitude et lui rendre hommage pour son courage, son engagement à aller au-delà des idées reçues, et son travail pionnier dans le domaine des relations humaines.

Tous ceux qui l'ont connue, ont été marqués par son immense talent, sa générosité, son humour et son bon sens.

— La Belle Equipe, Et les membres de Béatrice Sous Caillat Productions ont l'immense douleur de faire part du décès de

Claire NUER,

leur amie, leur soutien, leur muse et leur modèle public.

— Popopie, Samco et Claire Optique ont le regret de faire part du décès de leur directrice,

Claire NUER,

survenue le 26 mars 1999.

Plus qu'une amie, elle fut celle qui nous a accordé sa confiance, donné notre chance. Avec tout son amour, son enthousiasme, elle nous a communiqué ses joies, ses passions. Elle restera toujours le moteur de notre travail et de bien d'autres choses encore.

Elle nous manque déjà.

— La direction et le personnel de la Société Essor s'associent à l'immense douleur de leur directeur général M. Sami Cohen et de ses enfants, pour faire part du décès de son épouse,

M^{me} Claire NUER,

survenue le 26 mars 1999.

Dans ces circonstances malheureuses, ils tiennent à faire connaître leur profonde tristesse.

— La famille Thomas et Cosimo Pasquali, M^{me} Catherine Carron Pasquali, M. et M^{me} Albert, M^{me} Maria Pasquali, M^{me} et M. Manuelle et Bertrand de Weck, et leurs enfants, M^{me} Marie-José Minassian, Les Editions Zoé, Ses collègues des universités de Genève et Lausanne, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Adrien PASQUALI, activiste,

survenu à Paris, le 23 mars 1999.

Les obsèques seront célébrées en la chapelle de l'Est, cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 2 avril, à 10 h 30.

Une cérémonie d'adieu aura lieu à Fully, en Valais, puis les cendres seront déposées au cimetière de Montemurlo (Italie).

46, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris. (Le Monde du 1^{er} avril.)

— Marie-Claude Planson, son épouse, Pauline et Jacques Baillo, sa fille et son gendre, Pauline et Juliette, ses petites-filles, Laure Marcland et ses enfants, Denise Houtin et ses enfants, ses sœurs, ont la douleur de faire part du décès, le 29 mars 1999, à l'âge de quatre-vingt-six ans, de

Claude PLANSON, fondateur du Théâtre des Nations.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 2 avril, à 14 heures, en l'église de La Celle-les-Bordes.

La Locerie, La Celle-les-Bordes, 78720 Dammarie, 1, rue de l'Abbé-Roger-Derry, 75015 Paris.

— La Maison des cultures du monde, Jean Duvergier, Françoise Grind, Chérif Kazzad, ont la tristesse de faire part du décès, le mardi 29 mars 1999, de

Claude PLANSON, ancien directeur du Théâtre des Nations, membre du comité de parrainage de la Maison des cultures du monde, qui lui doit tant.

Us présentent leurs condoléances éternelles à tous ses proches.

— Le président, Le directeur, Et tous le personnel de l'établissement public du campus de Jussieu, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Michel RAMA, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef du service technique,

survenue subitement, le 30 mars 1999, dans sa quarante-troisième année.

— Blain (Tara), M. Roger Saint-Alary, son épouse,

M. Michel Joule, M^{me} Corinne Housin et M. Bertrand Saint-Alary, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Geneviève Bodrigans, sa sœur, Ses parents et alliés, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne SAINT-ALARY, née DULAC,

survenue le mardi 30 mars 1999, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 avril, à 11 heures, en l'église de Blain, où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le Bureau de l'Académie des sciences a la profonde tristesse de faire part du décès, à Paris, le 30 mars 1999, de

Jean André THOMAS, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie de Paris, membre de la section de biologie animale et végétale de l'Académie des sciences et du conseil de la Fondation Singer-Polignac de l'Institut de France.

A. Thomas s'est consacré à la biologie et à la physiologie cellulaires. On lui doit d'importants travaux en virologie, cancérologie expérimentale et en physiologie (circulation extracorporelle).

Denise TUAUX ZADGORSKI, ancienne résistante,

nous a quittés le 29 mars 1999, dans sa quatre-vingt-huitième année, pleine d'amour pour nous.

Son fils, Son mari, Ses petits-fils.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le 7 avril, à 15 h 15.

Remerciements

— La famille de

Michel SAILLANT,

très touchée par les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été manifestées lors de sa brutale disparition, prie de trouver ici l'expression de ses remerciements profonds et émus.

Anniversaires de décès

Jean-Louis BISMUTH

nous quitte le 19 avril 1993, emportant avec lui la tristesse de son sœur, la complicité de nos souvenirs.

Un office aura lieu, le vendredi 9 avril, à 18 heures à la synagogue, 14, place des Vosges, 75004 Paris.

Lydia, Evlyne et Régis.

Salomé Monique KASZEMACHER, née KRANKIMEL,

nous quitte le 2 avril 1998.

Ses réparties et son humour nous manquent.

— Il y a deux ans, le 2 avril 1997,

Jean MARCHE, professeur de thérapie à la faculté de médecine, Necker-Enfants malades, médecin honoraire de l'hôpital Lariboisière,

nous a brusquement quittés, mais sa pensée et son enseignement demeurent.

Souvenirs

— Il y a un an disparaissait

M^{me} Charles MEMMI, née Gaby SILVERA.

Ses enfants, ses petits-enfants et Victor rappellent son souvenir à ceux qui l'ont connue et aimée.

Service religieux

Arturo PATTEN

nous a quittés le 7 mars 1999.

Un service religieux sera célébré le 8 avril, à 18 heures, en la cathédrale Sainte-Croix, 13, rue du Parc, Paris-9^e.

Cours

INSTITUT ALEPH-PARIS-XXV Stages intensifs individuels d'hébreu biblique et moderne; analyse novatrice de la Bible; initiation à la Kabbale: 01-46-61-06-67.

Communications diverses

Les Mardi(s) de la Fondation Jean-Jaurès

Le mardi 6 avril 1999, à 18 h 30

A la Fondation Jean-Jaurès, 12, rue Malesherbes, Paris-9^e (métro Pigalle ou Saint-Georges)

La CGT aujourd'hui ?

Avec le professeur Michel Dreyfus, directeur de recherches au CNRS.

Se présenter à partir de 18 heures.

Tél.: 01-40-23-24-13 Fax: 01-40-23-24-01 e-mail: [ij]75@calva.net Site web: http://www.cbaa.com/[ij]

Séminaires

— Taxes et participations d'urbanisme: vers un réajustement ?

14 avril 1999, salle « Le Pont », Paris-14^e, métro Alsia.

Ce séminaire sera structuré en quatre parties dont une table ronde (MM. Lordonnois, Geu, Pauligny). Pour plus de renseignements, contacter Rodrigo Acocha au 01-45-41-44-04 (ou fax: 01-45-41-44-08 ou www.urbanisme.com).

Soutenances de thèse

— Le 29 mars 1999, Stéphane Malysse a soutenu à l'Ecole des hautes études en sciences sociales sa thèse de doctorat en anthropologie intitulée « Corps à corps: regards français dans les confusions de la corporalité brésilienne ».

Le jury était présidé par David Le Breton, directeur d'études à l'université Strasbourg-II, et composé de Marie-Elisabeth Handman, maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, de Marion Aubrey, ingénieur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et d'Albert Piette, directeur de recherche en anthropologie à l'université Paris-XIII.

Le jury lui a décerné le titre de docteur en anthropologie sociale, ethnographie et ethnologie de l'Ecole des hautes études en sciences sociales avec la mention Très Honorable.

50 من الأمل

nul contre l'Islande (1-1), qui reste en course pour la qualification. ● LE PROCHAIN MATCH des Français aura lieu le 5 juin au Stade de France, face à la Russie.

Les Bleus ont réalisé une excellente opération, mercredi 31 mars, en s'imposant face à l'Arménie (2-0) au Stade de France et, surtout, en profitant du match nul (1-1) obtenu par l'Islande à Kiev pour rejoindre l'Ukraine en tête du groupe

Frédéric Poter

Frédéric Poter

182 F (27,74 €); 3 numéros : 18 F (2,74 €).
Second tirage : 4, 9, 25, 26, 36, 48; numéro complémentaire : 21. Pas de gagnant pour 8 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 171 230 F (26 103,84 €); 5 numéros : 8 115 F (1 237,12 €); 4 numéros et le complémentaire : 328 F (50 €); 4 numéros : 164 F (25 €); 3 numéros et le complémentaire : 30 F (4,54 €); 3 numéros : 15 F (2,28 €).

Melissa et Papa infectent de concert le courrier électronique international

Deux virus informatiques prolifèrent depuis plusieurs jours sur la Toile

Il fonctionnent comme ces « chaînes » qui promettent la fortune à qui fait suivre une lettre. Se présentant comme un simple message, ils se

réexpédient immédiatement aux 50 ou 60 premières adresses débusquées dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Et engorgent très vite le

réseau du courrier électronique. Ordinateurs militaires et grandes firmes ont été touchés. Le FBI mène l'enquête...

UNE ÉPIDÉMIE galopante menace les ordinateurs du monde. Vendredi 26 mars, les experts du CERT, sorte de « SAMU informatique » financé par le Pentagone et installé à l'université américaine Carnegie Mellon, ont formellement identifié et baptisé l'un des deux virus responsables : Melissa. Le second, Papa, a été repéré deux jours plus tard. Fonctionnant de façon identique, ils prolifèrent dans le courrier électronique. Objectif apparent : faire de la publicité à une liste de sites pornographiques sur Internet. Le fonctionnement de ces virus rappelle celui

est fait. Aussitôt, Melissa réexpédie le message via Outlook (un autre logiciel de Microsoft), en faisant main basse sur les 50 premières adresses électroniques qu'il débusque dans le répertoire de l'ordinateur infecté. Cette astuce augmente l'efficacité du forçat. Chaque message semble provenir d'un expéditeur connu par son destinataire. De quoi inspirer confiance et pousser la victime à ouvrir le fichier joint. Et ainsi de suite. Melissa aurait infecté environ 100 000 ordinateurs en trois jours seulement. Papa fonctionne d'une manière similaire, mais il utilise le ta-

qui a vite été saturé. La société chimique DuPont, l'Agence Associated Press (AP), Compag, Intel et Microsoft font, semble-t-il, partie des victimes. Selon l'édition du quotidien *The Wall Street Journal* du 31 mars, un tiers des 140 000 employés d'AT & T auraient été « infectés » dès lundi. Michael Vais, procureur général et directeur du centre national de protection des infrastructures nationales, a indiqué, mardi 30 mars, que les ordinateurs militaires et gouvernementaux ont été touchés, tout comme ceux de milliers d'institutions.

L'inoculation de virus informatiques relève du crime fédéral aux États-Unis. Pour des dégâts supérieurs à 5 000 dollars (4 700 €), le coupable risque une peine maximale de 10 ans de prison et 250 000 dollars (230 000 €). Le FBI s'est mis au travail, avec l'aide d'un informaticien, Richard Smith, 45 ans, président de Phax Lap Software. Menant son enquête sur la Toile, ce dernier a pu contacter un étudiant suédois qui a remarqué une similitude entre Melissa et un virus créé en 1997 par un individu se faisant appeler Vico-

diolès. « Si Vico diolès n'est pas direc-

tement l'auteur de Melissa, ses « empreintes digitales » sont présentes partout », a déclaré Richard Smith au quotidien *The New York Times*.

Melissa semble battre tous les re-

cords en matière de vitesse de propa-

gation sur le réseau mondial. De plus, il se transforme au fil de ses pé-

nétrations sans que ses mutations soient, d'après les experts, aussi dan-

gereuses que sa forme initiale. Il est

encore trop tôt pour mesurer l'étendue

des dégâts réellement occasion-

nés. Les principaux éditeurs de logi-

ciels anti-virus ont déjà publié un

antidote, et Microsoft prodigue des

conseils sur son site pour rendre

Melissa inoffensif. Coup de chance

pour ses victimes, l'efficacité de Papa

semble limitée par un bogue !

Michel Alberganti

Des informations concernant Melissa et Papa sont disponibles aux adresses suivantes : www.cert.org/melissa/CA-99-04-Melissa-Martin-Virus.html officeupdate.microsoft.com/Articles/MacroVirus.htm

Un pirate s'est rendu

Le célèbre pirate informatique Kevin Mitnick, trente-cinq ans, arrêté par la police américaine en février 1995, a plaidé coupable pour fraude informatique, vendredi 26 mars à Los Angeles. Avant son procès, qui devait initialement s'ouvrir le 20 avril, il a conclu un compromis avec la justice. L'accord doit être approuvé le 14 juin. Il stipule que Kevin Mitnick accepte de verser à ses victimes les profits qu'il pourrait tirer de livres ou de films. De plus, il lui serait interdit de toucher à un ordinateur pendant trois ans et il serait condamné à quarante-six mois de prison. Il lui resterait ainsi environ un an d'emprisonnement à purger.

Kevin Mitnick est accusé de s'être introduit illégalement dans les systèmes informatiques de sociétés comme Motorola, Sun, Nokia, Fujitsu ou NEC. Ses exploits ont été portés à l'écran par le film *WarGames*, et un nouveau film, basé sur le livre écrit par un journaliste du *New York Times*, et intitulé *Reddown*, doit sortir dans le courant de l'année.

des « chaînes » promettant la fortune à ceux qui communiquent une lettre à leurs relations. Melissa se présente sous la forme d'un « message important » indiquant un anglais : « Ceci est le document que vous avez demandé. Ne le riez pas à personne d'autre. » Si le document attaché au courrier (format Word), est ouvert par son destinataire, le mal-

heur Excel et transmet le courrier à 60 adresses. Si les deux virus semblent ne pas engendrer de dégâts graves sur le contenu des ordinateurs, ils menacent de congestionner le réseau du courrier électronique. Dès la fin de l'après-midi du vendredi 26 mars, la firme aéronautique Lockheed Martin a enregistré une augmentation vertigineuse du trafic sur son réseau,

Les siècles obscurs de Paris

DANS LE CADRE de l'établissement de la carte archéologique de la Gaule, Didier Buisson, archéologue de la Commission du Vieux Paris, vient de publier un épais volume bourré de cartes et de relevés qui fait le point, rue par rue, sur les premiers siècles de la capitale française. Cet ouvrage (*Carte archéologique de la Gaule, Paris 75*, 610 p., 300 F, 45,7 €) est coédité par l'Académie des inscriptions et belles-lettres et la Fondation Maison des sciences de l'homme.

Ce travail, résultat de sept ans de recherches, n'avait jamais été fait de manière synthétique. Pour le mener, Didier Buisson s'est appuyé sur les papiers de l'architecte Théodore Vacquer qui, de 1842 à 1895, a suivi les grandes opérations d'urbanisme qui ont bouleversé la capitale ; les archives de la Commission du Vieux Paris (fondée en 1898) ; et enfin ses propres fouilles menées depuis le début des années 80.

Première surprise : on n'a jamais trouvé le moindre vestige d'une agglomération gauloise antérieure à la conquête romaine. Le matériel archéologique plus ancien repéré sous les établissements romains ne correspond pas à des structures fixes. Il n'y a donc pas - pour le moment - de continuité entre l'hypothétique ville gauloise et celle qui fut fondée ou rebâtie par les Romains. Les premières traces urbaines n'apparaissent qu'après l'année 52 avant J.C., précisément au moment de l'arrivée des légions romaines.

UNE VILLE GAULOISE ? La Lutèce gauloise est-elle un leurre ? Si on place traditionnellement l'oppidum gaulois sur l'île de la Cité, c'est que Jules César parle, dans ses *Commentaires*, localise « la Lutèce des Parisii » sur une « île de la Seine ». Mais il se pourrait que cette dernière soit du côté de Nanterre, de Saint-Maur, ou qu'elle ait disparu ensuite : à l'époque, le cours de la Seine est loin d'être stable.

Lutèce n'émerge donc de l'histoire qu'à la fin du règne d'Auguste (de 27 avant J.C. à l'année 14). La ville se construit alors en torchis. La maçonnerie n'apparaît de manière massive que sous les empereurs Flaviens (69-96).

Elle grandit sur la rive gauche, selon un plan concerté des Fortines. C'est la deuxième surprise de ce volume : Didier Buisson a pu mettre en évidence le carroyage de la trame urbaine qui correspond au tracé des rues se coupant à angle droit. L'unité de cette grille, perpendiculaire au fleuve, est très précisément de 300 pieds romains, c'est-à-dire 88,3 mètres.

Le Forum (rue Soufflot), construit en l'an 4, occupe exactement deux de ces carrés ; le théâtre (rue Racine) un seul, comme les thermes de Cluny. Le cardo, la grande voie nord-sud (l'actuelle rue Saint-Jacques), emprunte un de ces axes. Au moment de sa plus grande extension, sous les Antonins (96-192), la ville gallo-romaine couvre une centaine d'hectares et doit compter, au maximum, 6 000 habitants (Lyon, la plus importante ville des Gaules, doit atteindre alors 30 000 habitants).

L'île de la Cité n'est pas le centre de cette ville, mais Didier Buisson y a noté la présence d'un système de quais et d'une basilique civile. C'était donc au moins, pendant la période du Haut-Empire, un lieu de rassemblement pour les marchands, les bateliers ou les pêcheurs. Au milieu du III^e siècle, la crise économique et les grandes invasions aidant, les habitants se replient sur les grandes villas agricoles de la région. Le nombre des habitants de Lutèce chute. En 308, le cœur de la ville se déplace vers l'île de la Cité, désormais entourée d'un mur pour des raisons de sécurité. La rive gauche n'est pas abandonnée pour autant, mais une partie tourne à la fâche : on y trouve des tombes datées du Bas-Empire.

Plus tard, Clovis (481-511), le premier roi franc, en fait sa capitale et s'y fait enterrer, à côté de Sainte-Geneviève, dans une église qu'il a fait construire. La topographie urbaine ne change pas, en dépit de ses nouveaux établissements religieux : Saint-Séverin et Saint-Julien-le-Pauvre, Saint-Etienne, Saint-Germain-des-Prés. Au VIII^e siècle, la ville est délaissée par les Carolingiens. L'urbanisation ne repartira qu'au XI^e siècle.

E. de R.

L'Inserm crée une délégation à l'intégrité scientifique

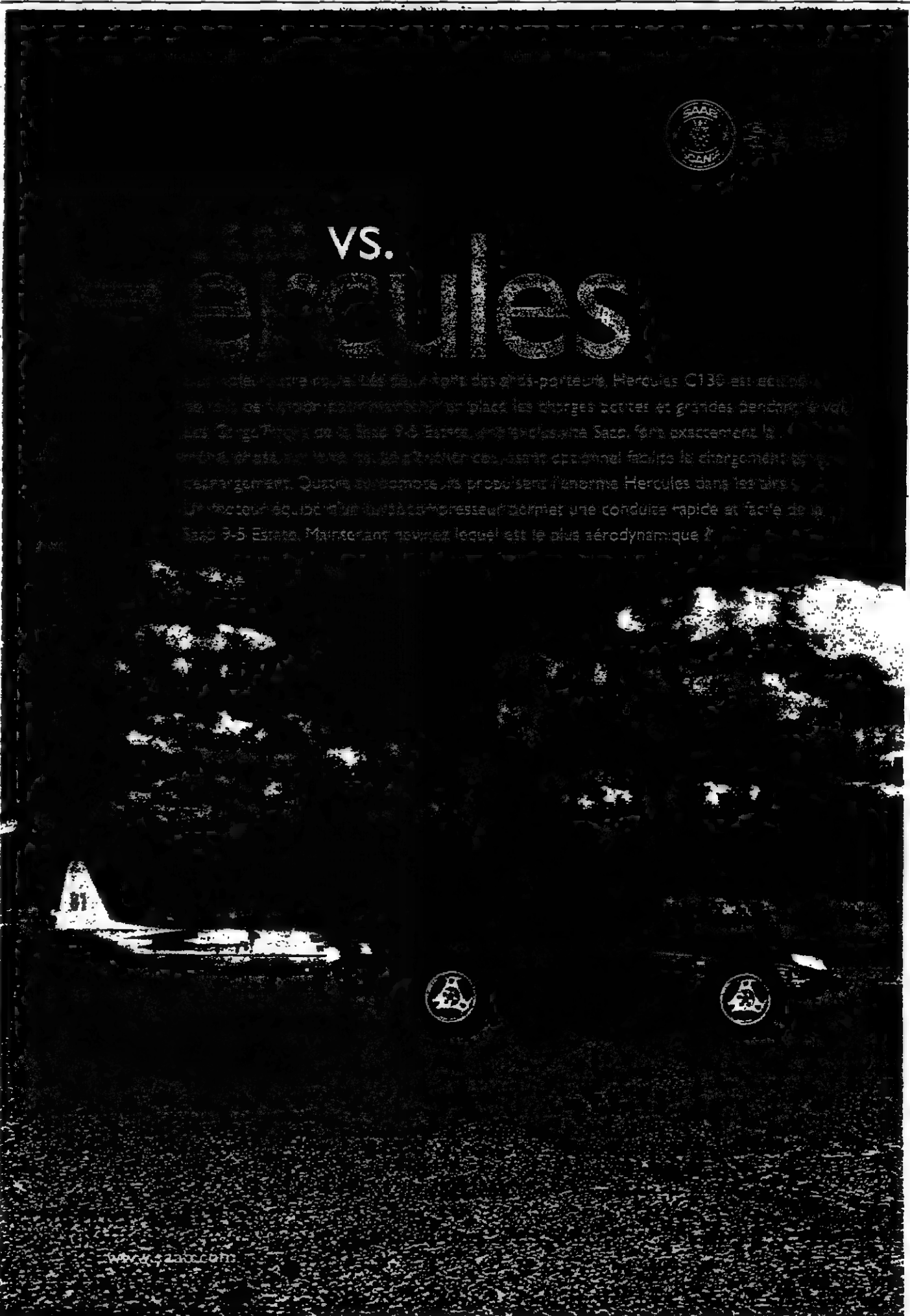
SOUÇIEUX de réduire les fraudes ou pratiques douteuses susceptibles de se produire « au sein de [ses] équipes de recherche et auprès de [ses] personnels », l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) a annoncé, lundi 29 mars, la création d'une délégation à l'intégrité scientifique, assistée de médiateurs régionaux. Placée sous la responsabilité de Martine Bungener, directrice de l'unité 502 (médecine, sciences, santé et société), elle a pour mission de « mettre en œuvre les procédures permettant d'évaluer la réalité d'allégations de mauvaise conduite scientifique et d'en établir les éventuelles responsabilités ». Elle pourra faire appel à des scientifiques internationaux. La délégation est aussi encouragée à proposer, en association avec des partenaires européens, des recommandations visant à promouvoir « une véritable déontologie de la publication scientifique ».

DÉPÊCHES

■ RECHERCHE : un comité de coordination des sciences de la planète et de l'environnement a été créé au ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Placé auprès du directeur de la recherche, il doit « contribuer à coordonner » les activités des organismes de recherche et des universités dans les disciplines concernées, et élaborer « un document annuel de synthèse et de proposition ».

■ MUSÉUM : la rénovation de l'ensemble du Muséum national d'histoire naturelle coûtera 2,6 milliards de francs (400 millions d'euros), estime son directeur Henry de Lumley. « Les travaux ont déjà été entamés, ces derniers temps, avec la rénovation du grand rocher du parc zoologique du bois de Vincennes, puis avec une première phase de rénovation de la galerie de paléontologie, au jardin des plantes, a-t-il déclaré, mardi 30 mars. Pour poursuivre cette opération, nous demandons que la rénovation du Muséum soit inscrite au contrat de plan Etat-région 2000-2009, pour obtenir 260 millions par an durant cette période ».

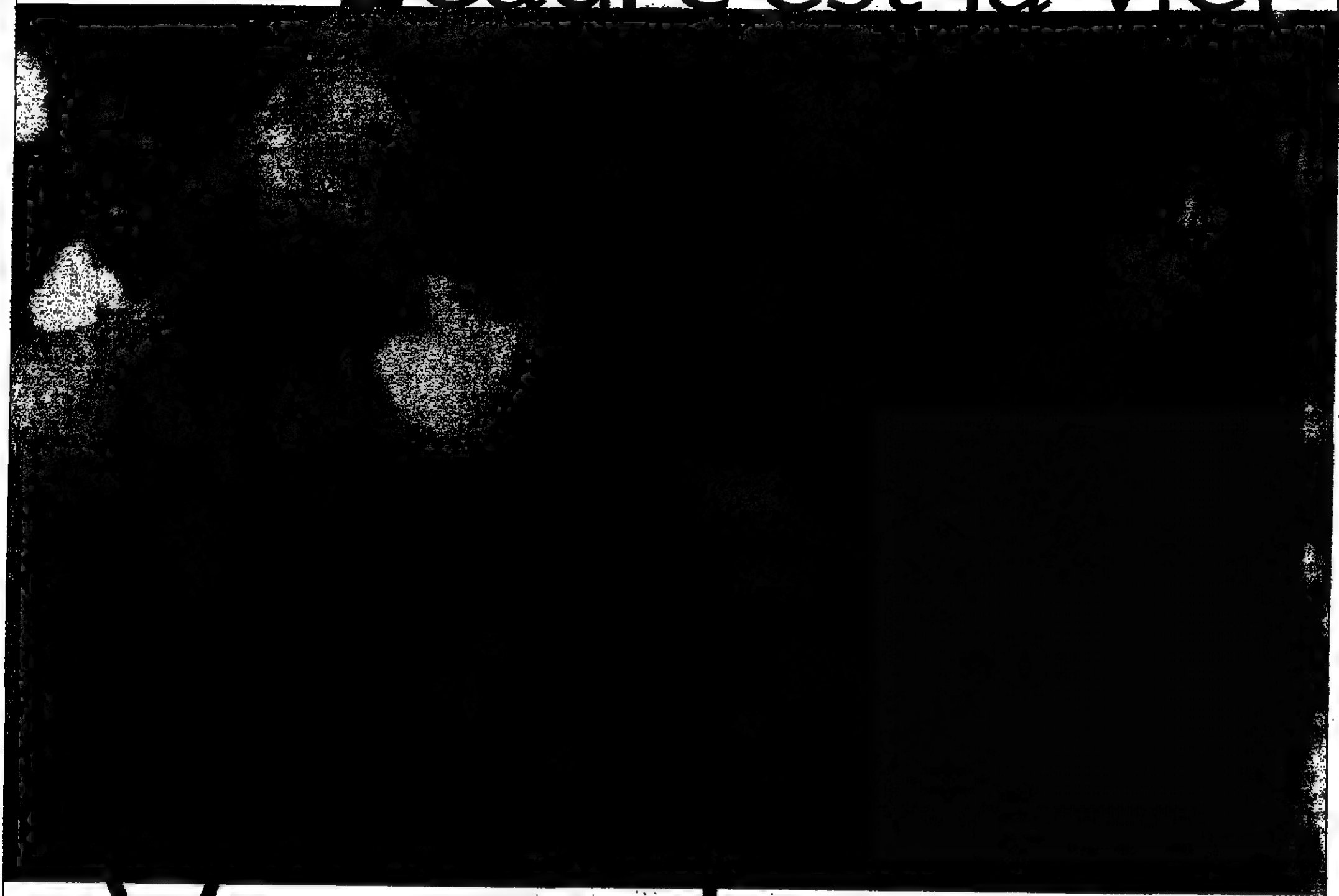
■ ESPACE : l'antenne principale de Mars Global Surveyor (MGS) a été déployée dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 mars, annonce la NASA. MGS, qui a pour mission de cartographier Mars, tourne autour de cette planète depuis septembre 1997. L'antenne était restée pliée pour éviter qu'elle ne soit endommagée lors de modifications d'orbite, ce qui limitait considérablement ses capacités de transmission. La sonde a déjà envoyé des données et des photographies, mais sa véritable mission de cartographie commencera le 4 avril.



مَكْنَا مِنَ الْأَمَلِ

(Publicité)

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

هكذا من الأصل

Chez les jeunes fumeurs, les filles deviennent majoritaires

Dans toute l'Europe, elles sont désormais plus nombreuses que les garçons à « griller » des cigarettes, une évolution qui incite à repenser les politiques d'éducation à la santé

DANS LA COUR du lycée professionnel où elle prépare un brevet de technicien supérieur d'esthétique, Axelle a le sentiment d'être presque la seule à ne pas fumer. « Entre les cours, au moment des récréations, tout le monde grille une cigarette », raconte cette jeune fille de 19 ans. En théorie, les collèges, lycées et universités devraient être épargnés par la fumée. Mais dans la pratique, si l'interdiction de fumer dans les locaux est largement respectée, les cigarettes sont plus que tolérées dans la cour.

« Comment faire ? » s'interroge une directrice-adjointe de lycée de la banlieue est de Paris. Il est déjà difficile de faire respecter l'interdiction de fumer dans les classes. Si on voulait l'étendre à l'extérieur des bâtiments, ce serait l'émeute. » Deborah, 18 ans, acquiesce : « Moi, il suffit que l'on m'impose quelque chose pour que je le fasse », explique cette brune qui fume dix cigarettes par jour depuis plus de deux ans. Les dangers du tabac, Deborah les connaît presque par cœur. « Mais quand on fume et qu'on a mon âge, on ne se dit pas qu'on aura un cancer dans vingt ans. C'est trop loin », ajoute cette lycéenne qui a « la vie devant elle ».

Le tabagisme des jeunes constitue un sujet d'inquiétude pour les professionnels de la santé, les sociologues et les militants antitabac. Dans les pays développés, 90 % des fumeurs adultes ont commencé avant l'âge de 20 ans. Du plaisir de la cigarette volée à la dépendance, le pas est vite franchi. Et les fabricants de tabac savent que leurs nouveaux clients ne se recrutent pas parmi les adultes – on commence rarement à fumer à 40 ans – et ciblent désormais les jeunes générations.

En France, 28,8 % des jeunes de 12 à 19 ans fument, dont 23,6 % régulièrement, indique le baromètre santé jeunes 1997/1998 du Comité français d'éducation pour la santé. La proportion de fumeurs augmente fortement avec l'âge, pour atteindre un jeune sur deux à 19 ans. C'est à 15 ans que la plupart des jeunes fumeurs découvrent la cigarette. Contrairement à une idée reçue, le pourcentage de fumeurs est significativement plus élevé parmi les enfants dont le chef de famille appartient à une catégorie socio-professionnelle élevée. L'interdiction de fumer par les parents est ressentie plus fortement par les plus jeunes, tout en restant limitée chez les 12-13 ans qui sont déjà « accros ».

« Dans les années 70, les garçons étaient plus nombreux que les filles à se déclarer fumeurs. Au cours de la décennie 80, cette caractéristique a eu tendance à s'inverser », explique François Baudier, de la Caisse nationale d'assurance maladie. Aujourd'hui, la différence entre les sexes pour les 12-19 ans a pratiquement disparu. Les filles sont désormais un peu plus nombreuses que les garçons à fumer. À 15 ans, 27,6 % des filles contre 24,1 % des garçons fument en France, de manière régulière ou occasionnelle. Mais sur l'ensemble des 12-19 ans, les pourcentages sont identiques pour les deux sexes.

« TABAC OU SANTÉ ? » Une conférence internationale sur « tabac ou santé », organisée au mois de février à Las Palmas (Espagne), a montré que ce phénomène pouvait s'observer dans de nombreux pays européens. En Allemagne et en Angleterre, un tiers des filles sont des fumeuses habituelles, contre seulement un quart des garçons.

Une étude Home Behaviour on Smoking Consumption, réalisée dans sept pays européens, démontre que la progression peut être spectaculaire. Entre 1986 et 1998, la proportion de jeunes fumeuses est ainsi passée de 17 % à 36 % en Autriche, de 17 % à 28 % en Norvège et de 21 % à 28 % en Hongrie.

Le tabagisme des jeunes filles ne cesse d'interpeller les professionnels de la santé. « C'est très différent de ce qu'on se passe pour d'autres produits, reprend François Baudier. En ce qui concerne l'alcool, par exemple, les garçons sont restés de loin les consommateurs les plus nombreux. Les filles n'ont pas calqué leur comportement sur le leur. » Cependant, les indicateurs de santé mentale révèlent un mal-être plus prononcé chez les filles. Elles estiment être en moins bonne santé physique et mentale que les garçons, et les fumeuses perçoivent cette situation de façon encore plus accentuée. Elles sont aussi, dans la population adolescente, le public qui déclare pratiquer le moins de sport. « Désormais, à âge équivalent, les adolescentes et les jeunes femmes fument plus que les hommes », explique le professeur Gilles Brucker, vice-président du haut comité de santé publique.

« Cette émergence du tabagisme féminin va donner une explosion des pathologies », ajoute-t-il. D'autant qu'hommes et femmes ne sont pas égaux face au tabac. Des risques spécifiques liés au sexe existent, notamment avec l'association tabac et pilule ou lors des grossesses.

« Au début des années 90, raconte Lucette Barthélemy, directrice du collège régional d'éducation pour la santé en Lorraine, notre discours était très hygiéniste. Il ne fallait pas boire, pas fumer, pas toucher à la drogue... Or, les adolescents cherchent un équilibre de vie, surtout pas des interdits. Leur objectif n'est pas d'être en bonne santé, mais d'être bien. »

Cette femme, qui organise des actions de prévention sur le terrain, a choisi de faire réfléchir les adolescents sur les alternatives au plaisir de la cigarette. « L'idée est que l'énergie ne doit pas partir en fumée, reprend-elle. Ils aiment la musique, le sport et beaucoup d'autres choses. Mais nous, les adultes, nous devons aussi admettre qu'ils fassent leur expérience de vie. »

Les dangers du tabac sont bien connus des adolescents, qui ont été informés par des campagnes publicitaires ou des actions plus ciblées dans les établissements publics. Elles ne sont pas parvenues à faire changer leur comportement, surtout chez les filles.

Les enfants de la crise Les 15-25 ans sont une « génération-transition », estime Gérard Mermat, sociologue. Enfants de la crise, nés entre 1974 et 1984 juste après le premier choc pétrolier, ils sont à la charnière de deux siècles. Leurs références oscillent entre la France et l'Europe, avec une forte influence provenant de la culture nord-américaine. Adolescents plus tôt par rapport aux générations précédentes – la puberté les touche autour de 11 ans en moyenne, deux ans plus tôt qu'il y a un demi-siècle –, ils deviennent aussi adultes plus tard du fait de leur présence prolongée au domicile familial et de leur difficulté à devenir autonomes financièrement. Leurs attitudes de consommation sont différentes de celles des générations âgées, mais elles sont similaires à celles des jeunes des autres pays européens. Leurs dépenses s'orientent à 80 % vers des produits liés au sport, à la musique, à la technologie et à l'apparence. « La difficulté pour les entreprises qui cherchent à cibler les jeunes consommateurs, explique Gérard Mermat, provient du fait qu'ils résistent aux marques et à toute communication qui ferait du « jeunisme » et chercherait à les récupérer. »

M. A.



En France, à 15 ans, 27,6 % des filles fument. Et 24,1 % des garçons.

noncé chez les filles. Elles estiment être en moins bonne santé physique et mentale que les garçons, et les fumeuses perçoivent cette situation de façon encore plus accentuée. Elles sont aussi, dans la population adolescente, le public qui déclare pratiquer le moins de sport. « Désormais, à âge équivalent, les adolescentes et les jeunes femmes fument plus que les hommes », explique le professeur Gilles Brucker, vice-président du haut comité de santé publique.

Les enfants de la crise

Les 15-25 ans sont une « génération-transition », estime Gérard Mermat, sociologue. Enfants de la crise, nés entre 1974 et 1984 juste après le premier choc pétrolier, ils sont à la charnière de deux siècles. Leurs références oscillent entre la France et l'Europe, avec une forte influence provenant de la culture nord-américaine. Adolescents plus tôt par rapport aux générations précédentes – la puberté les touche autour de 11 ans en moyenne, deux ans plus tôt qu'il y a un demi-siècle –, ils deviennent aussi adultes plus tard du fait de leur présence prolongée au domicile familial et de leur difficulté à devenir autonomes financièrement. Leurs attitudes de consommation sont différentes de celles des générations âgées, mais elles sont similaires à celles des jeunes des autres pays européens. Leurs dépenses s'orientent à 80 % vers des produits liés au sport, à la musique, à la technologie et à l'apparence. « La difficulté pour les entreprises qui cherchent à cibler les jeunes consommateurs, explique Gérard Mermat, provient du fait qu'ils résistent aux marques et à toute communication qui ferait du « jeunisme » et chercherait à les récupérer. »

« Cette émergence du tabagisme féminin va donner une explosion des pathologies », ajoute-t-il. D'autant qu'hommes et femmes ne sont pas égaux face au tabac. Des risques spécifiques liés au sexe existent, notamment avec l'association tabac et pilule ou lors des grossesses.

« Au début des années 90, raconte Lucette Barthélemy, directrice du collège régional d'éducation pour la santé en Lorraine, notre discours était très hygiéniste. Il ne fallait pas boire, pas fumer, pas toucher à la drogue... Or, les adolescents cherchent un équilibre de vie, surtout pas des interdits. Leur objectif n'est pas d'être en bonne santé, mais d'être bien. »

Cette femme, qui organise des actions de prévention sur le terrain, a choisi de faire réfléchir les adolescents sur les alternatives au plaisir de la cigarette. « L'idée est que l'énergie ne doit pas partir en fumée, reprend-elle. Ils aiment la musique, le sport et beaucoup d'autres choses. Mais nous, les adultes, nous devons aussi admettre qu'ils fassent leur expérience de vie. »

Les dangers du tabac sont bien connus des adolescents, qui ont été informés par des campagnes publicitaires ou des actions plus ciblées dans les établissements publics. Elles ne sont pas parvenues à faire changer leur comportement, surtout chez les filles.

Les enfants de la crise Les 15-25 ans sont une « génération-transition », estime Gérard Mermat, sociologue. Enfants de la crise, nés entre 1974 et 1984 juste après le premier choc pétrolier, ils sont à la charnière de deux siècles. Leurs références oscillent entre la France et l'Europe, avec une forte influence provenant de la culture nord-américaine. Adolescents plus tôt par rapport aux générations précédentes – la puberté les touche autour de 11 ans en moyenne, deux ans plus tôt qu'il y a un demi-siècle –, ils deviennent aussi adultes plus tard du fait de leur présence prolongée au domicile familial et de leur difficulté à devenir autonomes financièrement. Leurs attitudes de consommation sont différentes de celles des générations âgées, mais elles sont similaires à celles des jeunes des autres pays européens. Leurs dépenses s'orientent à 80 % vers des produits liés au sport, à la musique, à la technologie et à l'apparence. « La difficulté pour les entreprises qui cherchent à cibler les jeunes consommateurs, explique Gérard Mermat, provient du fait qu'ils résistent aux marques et à toute communication qui ferait du « jeunisme » et chercherait à les récupérer. »

M. A.

TROIS QUESTIONS À... MARIE CHOQUET

1 En tant que directrice de recherches à l'Inserm, vous avez étudié le tabagisme des jeunes en France, existe-t-il une spécificité nationale ?

En moyenne parmi les 11-20 ans, filles et garçons fument dans les mêmes proportions. Mais si on étudie le groupe des 12-17 ans, les filles sont majoritaires. Elles commencent à fumer un peu plus tard que les garçons, et ces derniers sortent de plus en plus nombreux à fumer après 17-18 ans alors que la proportion de filles n'augmente pas à cet âge. Sur l'ensemble du groupe des 11-20 ans, la différence n'est pas significative. Mais parmi les jeunes générations, les moins de 16 ans, aujourd'hui les filles ont dépassé les garçons. Dans la prochaine enquête on s'attend à ce qu'elles soient majoritaires. N'oublions pas que l'augmentation du nombre de jeunes fumeurs est due au fait que de plus en plus de filles fument.

2 Le tabac est-il pour vous une conduite à risque ?

Les campagnes de prévention ont bien mis en avant les risques liés au tabac, le fait de fumer peut donc s'assimiler à une attitude de transgression. Les jeunes en difficulté, comme ceux pris en charge par la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), ceux qui sont sortis du système scolaire sans diplôme, fument presque tous. Parmi les jeunes de la PJJ, la proportion atteint 80 %. On voit aussi appe-

raître une proximité de plus en plus forte entre tabac et cannabis. La majorité de ceux qui prennent du cannabis fument du tabac et associent les deux produits. Ce n'est pas vrai avec les autres drogues, mais avec le cannabis, cette association est fréquente. Lorsqu'on demande aux jeunes s'ils fument, ils ne savent pas s'ils doivent répondre sur le cannabis ou sur le tabac.

3 Quel message d'éducation à la santé devrait-on leur transmettre ?

Il est toujours difficile de savoir si une politique d'éducation à la santé est efficace ou non. Le fait que le tabagisme des garçons a diminué peut être compris comme une réussite. Mais comme les filles fument plus, on pourrait aussi parler d'échec. Ce qui est étonnant, c'est qu'il y a un impact différentiel selon les sexes. Les jeunes savent que le tabac est dangereux, le message est passé. Mais ils vivent dans le temps présent, et pour l'instant, ils sont peu concernés. Le tabac leur donne un plaisir immédiat et pour le reste, ils verront plus tard. La prévention est toujours orientée sur les effets d'un produit. On n'a sans doute pas assez développé la prévention positive, sur ce qu'on peut faire à la place. Nos messages sont trop « produits », alors que les jeunes sont à la recherche de sens à leur vie. Et nous, on répond par un « ne fumez pas, ne buvez pas ». Il faudrait imaginer d'autres réponses.

Propos recueillis par Michèle Aulagnon

Le « petit noir » ne séduit plus les 15-25 ans

LES JEUNES FUMENT. Mais ils ne boivent plus de café, et les vendeurs d'arabica et de robusta se désespèrent. Les courbes de consommation ne laissent aucune ambiguïté : les nouvelles générations ne prennent pas le relais dans la consommation de café. « Le barrage fondamental provient du goût : le café est jugé trop fort, trop amer par les 15-25 ans », déplore Didier Laurent, directeur marketing boissons pour Nestlé France.

Les jeunes ont connu l'essor des soft drinks, ces boissons dont le Coca-Cola est devenu le symbole, et leur goût en est resté fortement marqué. Les laits chocolatés ont d'ailleurs bénéficié de cette domination du sucré. Le cacao n'est plus seulement réservé aux enfants, on le consomme de plus en plus longtemps. De grands gâteaux de 30 ans chargés de promouvoir le café auprès des adolescents et des jeunes adultes en prennent encore pour leur petit déjeuner.

Le café est un produit auquel il faut être initié. Or le rite du petit canard – le sucre trempé dans le café des parents – est tombé en désuétude, comme celui du premier café après la communion solennelle. Quant à l'habitude des lycéens de se retrouver au bistrot après les cours et de commander un petit noir, la consommation la

moins chère, elle disparaît. « Car la qualité du café servi dans les bars a eu tendance à baisser, indique Didier Laurent. Le café est souvent trop fort et trop amer, exactement ce qui rebute les adolescents. »

Conséquence de cette situation, les consommateurs de café vieillissent. On ne découvre plus aujourd'hui le petit noir à 14-15 ans, mais à 18-20 ans, déplorent les professionnels. Quant à la consommation régulière, elle n'intervient qu'au moment de l'entrée dans la vie active, qui est de plus en plus tardive.

AGREABLE ET DÉGUEULASSE

Nestlé a donc tenté de comprendre ce que reprochait les adolescents au « petit noir ». « Nous avons pris la mesure de l'ampleur du problème », note Gérard Le Morhée, directeur général de Nestlé France. Une enquête auprès des 15-25 ans montre un quasi-phénomène de rejet : « Le café ? Agréable et dégueulasse », dit un adolescent. « Faudrait qu'il soit sucré, et plus doux, avec de la crème chantilly » ajoute une jeune fille. « Avec du chocolat et de la crème », répond une autre. Seul l'effet « speed », c'est-à-dire excitant, de la caféine est un atout à leurs yeux.

Des tentatives pour tenter de séduire un public jeune ont déjà été initiées. Le café glacé ou frap-

pé n'est pas parvenu en huit années de présence sur le marché à s'imposer en habitude de consommation au-delà de quelques mois. En revanche, les produits « sophistiqués », comme le capuccino et le café viennois, bénéficient d'une impressionnante progression, de l'ordre de 30 % par an. Avec le sucre, la crème et le chocolat, l'amertume du café est « tamponnée », comme disent les professionnels.

Restait à convertir les 15-25 ans au café, le vrai Nescafé, leader du café soluble, tente de relever le défi en sortant Nes, un café en poudre fine, présenté dans une boîte qui ressemble fort à une canette de soft-drink, deux fois plus grande que les premières boîtes de Nescafé introduites en Europe par les GI à la fin de la seconde guerre mondiale.

Le niveau d'amertume de ce 100 % robusta a été réduit, mais pas la teneur en caféine. A 16 francs (240 la boîte), les dirigeants de Nestlé espèrent bien séduire les consommateurs âgés de 15 à 25 ans et pas seulement la ménagère de moins de 50 ans. Le Nes sera aussi distribué en doses individuelles. Si les jeunes Français deviennent accros au Nes, le produit sera diffusé dans les autres pays européens.

M. A.

PUIFORCAT. L'ÉLEGANCE EST DE TOUTES LES TABLES.

Boutiques Puiforcat. Paris 8^e : 2, avenue Maignon, tél : 01 45 63 10 10 et 22, rue François 1^{er}, tél : 01 47 20 74 27. Monte-Carlo : 2, avenue des Spélugues, tél : 00 377 93 50 01 10. Liste des points de vente : 01 49 17 85 10.

مكذأ من الأصل

Des ondées au nord

VENDREDI. Une zone dépressionnaire se situe sur le proche Atlantique. Une perturbation entrainera doucement dans l'intérieur des terres en prenant un caractère instable. Elle sera suivie vendredi par un front secondaire instable qui balayera les régions proches des côtes de la Manche puis par une autre perturbation.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Des averses balayeront la Bretagne et les pays de Loire puis la Normandie. Une accalmie se produira ensuite mais de nouvelles pluies abonderont la Bretagne en fin de journée. Le vent de sud sera modéré. Il fera doux entre 13 et 16 degrés.

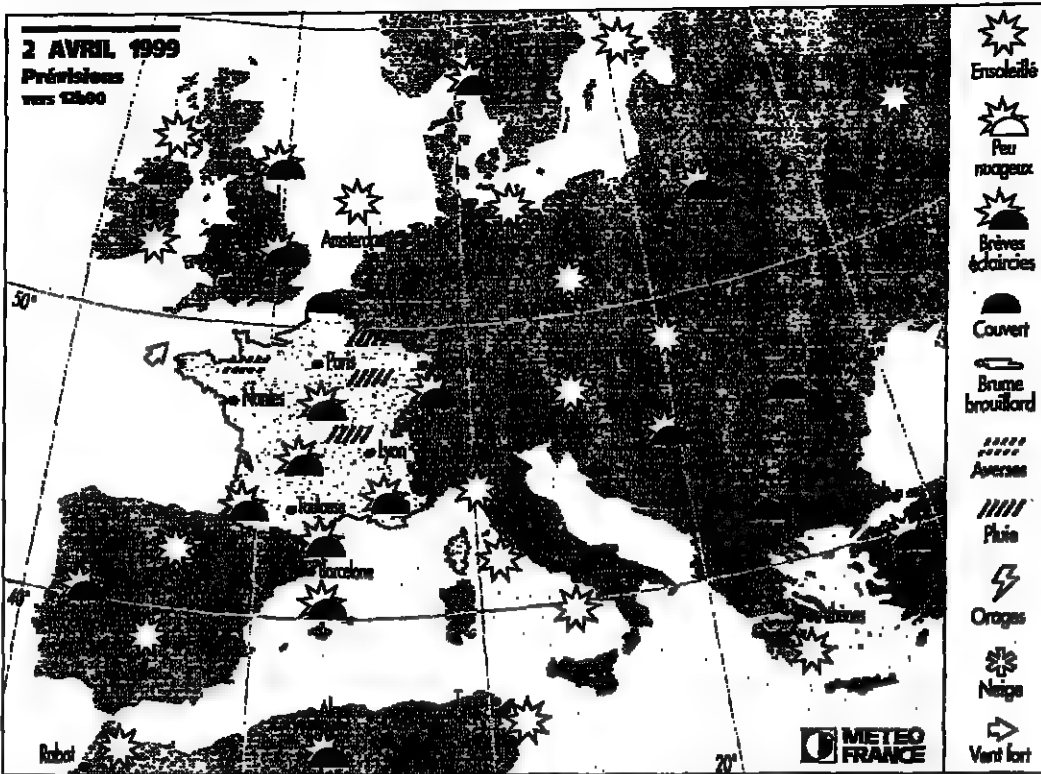
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Après un passage pluvieux instable en fin de nuit et de matinée, une période d'accalmie se produira avec quelques éclaircies. De nouvelles averses passeront en cours d'après-midi. La douceur persistera avec 15 à 19 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le début de matinée sera agréable avec un ciel voilé puis des ondées arriveront par l'ouest. La douceur printanière persiste avec 16 à 19 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies le matin avec quelques ondées sur les Pyrénées. Dans l'après-midi, les éclaircies seront plus belles. Les températures seront printanières entre 17 et 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Quelques ondées se produiront surtout en matinée puis les éclaircies deviendront prédominantes l'après-midi. Il fera très doux, entre 15 et 20 degrés.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Quelques ondées seront possibles le matin sur le Langue-doc puis le soleil dominera largement. Le thermomètre indiquera entre 16 et 20 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ASIE. Jusqu'au 31 décembre, Cathay Pacific France propose aux voyageurs se rendant en Asie ou en Australie, une escale à Hongkong, à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. L'objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hongkong un, voire plusieurs jours. Renseignements au 01-41-43-75-77.

FRANCE. A l'occasion des dix ans du Parc Astérix, la SNCF offre, du samedi 3 au dimanche 25 avril, jusqu'à 50 % de réduction sur les billets A/R des TGV directs à destination de la gare aéroport Charles-de-Gaulle. Sur place, une navette assure les transferts jusqu'à l'entrée du parc. Le billet SNCF permet en outre d'obtenir une réduction sur le billet d'entrée au parc : 85 F (13 €) pour les enfants et 130 F (20 €) pour les adultes.

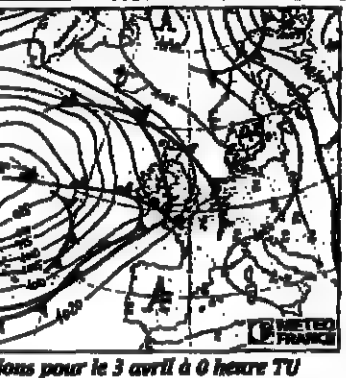
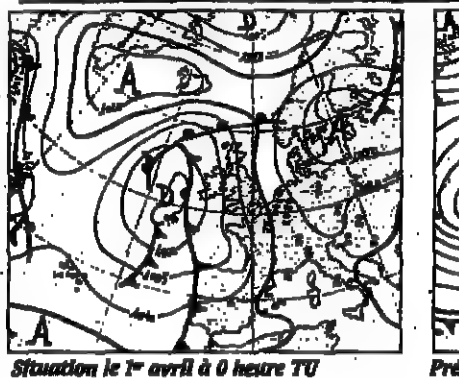
PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; N : neige.

| PRÉVISIONS métropole | NANCY | 4/16 P | 4/16 P |
|----------------------|---------|---------|---------|
| ALJACCIO | 9/17 S | 9/16 C | 9/16 C |
| BIARRITZ | 10/18 N | 9/18 N | 9/18 N |
| BORDEAUX | 9/19 N | 10/18 N | 10/18 N |
| BOURGES | 9/17 N | 9/18 N | 9/18 N |
| BREST | 10/14 P | 10/14 P | 10/14 P |
| CABRI | 10/15 P | 9/16 P | 9/16 P |
| CHERBOURG | 9/15 P | 9/16 P | 9/16 P |
| CLERMONT-F. | 9/17 C | 9/17 C | 9/17 C |
| DION | 9/16 P | 9/16 P | 9/16 P |
| GRENOBLE | 9/17 C | 9/17 C | 9/17 C |
| LILLE | 9/16 C | 9/16 C | 9/16 C |
| LIMOGES | 9/17 N | 9/17 N | 9/17 N |
| LYON | 9/16 P | 9/16 P | 9/16 P |
| MAIRIEILLE | 9/20 N | 9/20 N | 9/20 N |

| PRÉVISIONS outre-mer | PAPEETE | 25/30 P | 25/30 P |
|----------------------|---------|---------|---------|
| POINTE-A-PIT. | 22/29 S | 22/29 S | 22/29 S |
| ST-DENIS-RE. | 23/28 S | 23/28 S | 23/28 S |
| AMSTERDAM | 7/18 S | 7/18 S | 7/18 S |
| ATHENES | 10/15 S | 10/15 S | 10/15 S |
| BARCELONE | 10/18 N | 10/18 N | 10/18 N |
| BELGRADE | 9/13 S | 9/13 S | 9/13 S |
| BERLIN | 9/16 S | 9/16 S | 9/16 S |
| BERNE | 9/16 S | 9/16 S | 9/16 S |
| BRUXELLES | 9/16 P | 9/16 P | 9/16 P |
| BUCAREST | 9/12 C | 9/12 C | 9/12 C |
| BUDAPEST | 9/17 S | 9/17 S | 9/17 S |
| COPENHAGUE | 9/18 N | 9/18 N | 9/18 N |
| DUBLIN | 9/12 S | 9/12 S | 9/12 S |
| FRANCOISVILLE | 9/16 C | 9/16 C | 9/16 C |
| GENEVE | 24/29 N | 24/29 N | 24/29 N |
| HELSINKI | 24/29 N | 24/29 N | 24/29 N |
| ISTANBUL | 25/29 P | 25/29 P | 25/29 P |

| PRÉVISIONS outre-mer | 4/13 C | 4/13 C | 4/13 C |
|----------------------|---------|---------|---------|
| VENISE | 12/19 N | 12/19 N | 12/19 N |
| VIENTNE | 9/15 N | 9/15 N | 9/15 N |
| AMSTERDAM | 9/15 N | 9/15 N | 9/15 N |
| BRASILIA | 7/17 S | 7/17 S | 7/17 S |
| BUENOS AIR. | 8/19 S | 8/19 S | 8/19 S |
| CARACAS | 9/23 S | 9/23 S | 9/23 S |
| CHICAGO | 2/10 S | 2/10 S | 2/10 S |
| LOS ANGELES | 1/15 S | 1/15 S | 1/15 S |
| MEXICO | 8/19 S | 8/19 S | 8/19 S |
| MONTREAL | 1/6 N | 1/6 N | 1/6 N |
| NEW YORK | 7/21 N | 7/21 N | 7/21 N |
| SAN FRANCISCO | 8/19 S | 8/19 S | 8/19 S |
| SANTIAGO | 8/23 S | 8/23 S | 8/23 S |
| WASHINGTON | 4/14 N | 4/14 N | 4/14 N |
| AFRICA | 9/22 S | 9/22 S | 9/22 S |
| ALGER | 18/23 S | 18/23 S | 18/23 S |
| DAKAR | 1/16 S | 1/16 S | 1/16 S |
| KINSHASA | 2/16 N | 2/16 N | 2/16 N |



VENTES

Les collectionneurs des reliques d'anciens paquebots se retrouvent à Bordeaux

L'ÈRE des grands paquebots, qui s'est terminée à la fin des années 60 avec le *France*, rassemble des collectionneurs d'horizons parfois très différents, qui se retrouvent pour acheter des reliques évocatrices de la vie à bord : meubles des meilleurs créateurs, linage, service de table et souvenirs de toutes catégories (affiches, menus, cendriers, etc.).

A Bordeaux, une vente qui a lieu samedi 10 avril comprend notamment la succession d'un professionnel des grandes traversées, Georges Burose (1883-1936), nommé commandant du paquebot *Ile-de-France* en 1933. Cet héritage compte entre autres 2 400 photographes d'archives personnelles, quelques pièces rares ou anecdotiques.

LES PHOTOS DU COMMANDANT

Inauguré en 1927, *Ile-de-France*, qui assurait la liaison Le Havre-New York, avait été conçu dans un style résolument contemporain, avec des décors de Ruhlmann, Sile Mare, et le ferronnier Raymond Subes. Composées de photos prises par le commandant lui-même ou par des professionnels, les images constituent une documentation du

plus grand intérêt. On y découvre les aménagements intérieurs des première classe (800 F, 122 €), des lots réunissant des voyageurs célèbres (1 000 F, 153 €), les souvenirs de diverses croisières : la Méditerranée en 1931 (77 photos, 700 F, 107 €), le Spitzberg en 1932 (75 photos, 800 F, 122 €), les Caraïbes la même année (150 photos, 700 F, 107 €).

Calendrier

ANTIQUITES ET BROCANTE

● ROYAN (Charente-Maritime) : Salon des antiquaires, palais des congrès, du vendredi 2 au lundi 5 avril, le vendredi de 15 heures à 22 heures, les autres jours de 10 heures à 20 heures, 40 exposants. Entrée : 25 F (3,81 €).

● BERNAY (Eure) : Salon des antiquaires, dans l'abbatiale, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 h 30, 30 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).

● BARJAC (Gard) : antiquités, brocante, centre-ville, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 9 heures à 19 heures.

● OBERNAI (Bas-Rhin) : antiquités, brocante, du vendredi 2 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, 30 exposants. Entrée : 15 F (2,29 €).

● ANTIBES (Alpes-Maritimes) : antiquités, brocante, Port-Vauban, du samedi 3 au mardi 6 avril, de 10 h 30 à 19 h 30, 136 exposants. Entrée : 40 F (6,10 €).

● GUÉMENÉ-PENFAO (Loire-Atlantique) : antiquités, brocante, salle omnisports, du samedi 3 au lundi 5 avril, de 10 heures à 19 heures, 80 exposants. Entrée : 20 F (3,05 €).

● OLIVET (Loiret) : Salon des antiquaires, centre culturel d'Yvermont, les samedi 3 et dimanche 4 avril, de 9 h 30 à 19 heures.

Toujours présentes en grande quantité sur les paquebots, la vaisselle et l'argenterie sont différentes dans les trois classes. Pour *Normandie*, Christine réalise le service de couvert « Atlas » destiné aux premières, dont un ensemble de 60 pièces est estimé entre 20 000 et 25 000 F (3 053 €). Ercole crée le service Neully pour les deuxième classe. En troisième, on utilise les

modèles Sirius de la maison Alfénide, une sous-marque de Christofle, nettement moins chère : une suite de 48 sous-verres sont annoncés à 9 000 F (1 374 €).

GRAND LUXE

Normandie était réputé pour la qualité de sa table, et la carte des vins des premières le confirme, puisque on y propose trente

marques de champagne, dans un livret orné d'illustrations d'Eddy Le-grand (3 000 F, 458 €).

Les appartements de grand luxe constituent presque une classe à part, avec leurs accessoires spécifiques comme ces deux assiettes plates en porcelaine de Limoges Haviland, à fond blanc et à décor argent, signées Suzanne Lalique (5 000 F, 743 €).

Certains collectionneurs recherchent spécialement les menus, qui se négocient de 50 F à 400 F, 742 € à 60,97 €, suivant le prestige du paquebot. Les boutiques du bord vendent des cadeaux et des souvenirs introuvables ailleurs, d'où leur prestige. On trouve donc ici des fusils en bois de plusieurs navires, dont les plus chers, des canons Hermès provenant du *France* (1962), sont estimés entre 6 000 et 8 000 F (914 à 1 219 €). Les modèles édités par les magasins Au Printemps restent accessibles à partir de 2 500 F (381 €).

Par ailleurs, les chaises longues de pont, dont la réputation de solidité n'est plus à faire, valent entre 2 000 F et 4 000 F selon la provenance et l'état de conservation (305 à 610 €).

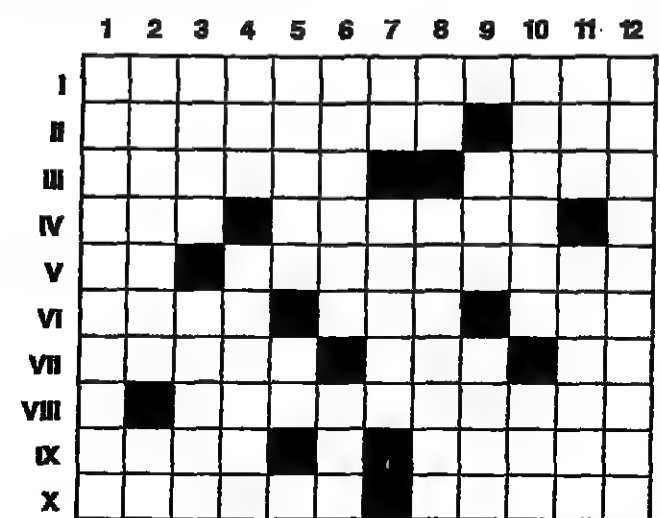
Catherine Bedel

* Bordeaux, samedi 10 avril, exposition la veille de 10 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 21 heures. Étude Charles-Jean dit Cazaux, Dubern, Briscadieu, 280, av. Thiers, 33100 Bordeaux, tél. : 05-56-32-32-32. Expert Louis-René Vian, 67, quai d'Orsay, 75007 Paris, tél. : 01-45-55-65-78.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99078

© SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

1. Le travail c'est la santé... la preuve. - II. Assure les seconds rôles. Ailes britanniques. - III. Protège le pharaon de son venin. Sert de preuve. - IV. Circulent en Roumanie. Des fables bien avant la Fontaine. - V. Donne des renvois au lecteur. Tourbillon venu du Nord. - VI. Arose la Belgique et la France. Vallée fluviale. En rébellion avec le chef. - VII. Fait en sorte que la ruche ne manque pas de main-d'œuvre. Sont passés dans le

champ. Lettres d'Henri. - VIII. Donne de la hauteur et de l'autorité. - IX. Arrivée de pèlerins. Fait de l'effet. - X. Entremêlée. Assurent un bon nettoyage.

VERTICALEMENT

1. Apporte un peu de douceur. - 2. Met en place la pénurie. Personnage brechtien. - 3. Comme un baron qui vient de frayer. Bien situées. - 4. Proposition aux hommes d'actions. Sans grande importance. - 5. Fait la halle. Epilé à

l'extrémité. - 6. Elever dans l'effort. Moyen de communication très emprunté. - 7. Préposition. A l'apérif et en salade. - 8. Dieu du Nil. Chantés à l'office. - 9. Sans bavure. Travail d'approche et de destruction. - 10. A reçu l'ordre. Fait peau neuve. - 11. Voyelles. Marbre sombre. - 12. Comme des manières d'un autre genre.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99077

HORIZONTELEMENT

1. Contrepèdre. - II. Exérèse. Arc. - III. Négus. Lapent. - IV. Traiteur. Nao. - V. Tee. Rapt. - VI. Ire. SAE. II. - VII. Pour. Arasa. - VIII. Erubescences. - IX. Td. Sic. Et. Um. - X. Euphorisante.

VERTICALEMENT

1. Centripète. - 2. Ozer. Rendu. - 3. Négateur. - 4. Truie. Rush. - 5. Restes. Bio. - 6. Es. Anac. (crâna). - 7. Pelure. - 8. Ara. Anes. - 9. Rap. Pirata. - 10. Trent. AG. - 11. Iéna. Iéut. - 12. Ectoplasme.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'éditeur.

ISSN 0243-1502

Imprimerie du Monde 12, rue de Valenciennes 95002 Levallois-Perret

PRINTED IN FRANCE

L'ART EN QUESTION

N° 111

En collaboration avec

Réunion des Musées Nationaux

Une étrange chevauchée



Gnome à l'escargot Italie du Nord, première moitié du XVI^e siècle. h. : 37,5 cm ; l. : 19,5 cm bronze à patine noire craquelée Paris, Musée du Louvre.

L'ART DU BRONZE connaît un essor particulier en Italie dès le début du XV^e siècle. La Renaissance se passionne pour l'Antiquité, les fouilles sont nombreuses dans toute l'Italie, et la découverte des bronzes antiques explique cet engouement. Les artistes s'attachent à faire fondre le bronze, certains s'essayaient même à l'art de la fonte. Outre les commandes importantes pour les églises, l'art du petit bronze se développe, permettant aux amateurs de posséder et de collectionner des statuettes ou des objets divers. C'est surtout à Florence et dans l'Italie du Nord que se trouvent les centres les plus actifs. Suivant un courant naturaliste de l'époque, l'artiste a mis en scène un étrange gnome, pathétique et attendrissant, à peine plus grand que l'escargot qu'il chevauche. La collection des bronzes de la Renaissance faisait partie, avant leur installation au Louvre en 1796, du Garde-Meuble de la Couronne.

Où étaient exposées les collections du Garde-Meuble :

● Au château de Versailles ?
● A l'actuel ministère de la marine ?
● Au palais du Luxembourg ?
Solution dans *Le Monde* du 9 avril.

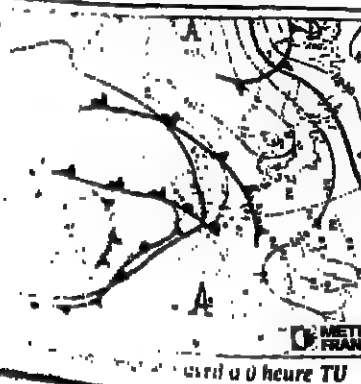
Solution du jeu n° 110 paru dans

Le Monde du 26 mars : La rétrospective Renoir de 1993 et l'exposition « Impressionnistes et romantiques français dans les musées allemands » de 1991 ont toutes deux eu lieu au Musée de l'Orangerie.

CARNET VOYAGEUR

■ **ASIE.** Jusqu'au 31 décembre, Carapac France propose aux voyageurs se rendant en Asie ou Australie, une escale à Hong Kong à partir de 150 F (23 €) la nuit dans des hôtels locaux de haut de gamme avec le transfert inclus. L'objectif de cette promotion originale est d'encourager les voyageurs français à faire escale à Hong Kong, voire plusieurs. Renseignements au 01-41-...

■ **FRANCE.** A l'occasion des dix ans du Parc Astérix, la SNCF offre, samedi 3 au dimanche 25 avril, jusqu'à 50% de réduction sur les billets AIR des TGV directs à destination de la gare aéroport Charles de Gaulle. Sur place, une navette gratuite vous emmène jusqu'à l'entrée du parc. Le billet SNCF permet d'obtenir une réduction de 50% sur le billet d'entrée au parc : 100 F pour les enfants et 130 F pour les adultes.



Paris à Bordeaux

■ **FRANCE.** Les menus, les boissons, les services... tout est prévu pour vous offrir un voyage agréable. Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

■ **FRANCE.** Les horaires des trains sont indiqués ci-dessous. Pour plus d'informations, consultez le site de la SNCF.

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 2 AVRIL 1999

PHOTOGRAPHIE L'Ukrainien Boris Mikhaïlov présente, au Centre national de la photographie (CNP), à Paris, une rétrospective de ses photographies et publie un livre consacré à

la pauvreté et au défillement de la société de son pays. Il a expliqué au Monde son parcours. ■ **INGÉNIEUR** de formation, comme de nombreux photographes de l'ex-URSS qui se sont

opposés au régime, Boris Mikhaïlov produit, depuis le milieu des années 60, des séries très distinctes, toutes en réaction à l'imagerie officielle. ■ **LE** NU, thème s qualifié de « pornogra-

phique » au temps de l'URSS, est récurrent dans l'œuvre de Mikhaïlov. Il a été renvoyé de son poste d'ingénieur, en 1968, pour avoir pris des nus de sa femme. Il expose au CNP une série de

sans-abri qui exhibent leur corps meurtri. Symboles, pour Mikhaïlov, d'une société revenue « au point zéro », ces portraits perdent tout sens moral dans cet accrochage parisien.

Les images non conformes de Boris Mikhaïlov

Renvoyé de son poste d'ingénieur pour avoir photographié sa femme nue, l'artiste ukrainien, consacré dans une exposition à Paris, n'a cessé ensuite de casser les codes visuels officiels de l'URSS. Il montre aujourd'hui un empire disloqué, « revenu au point zéro »

IL ÉTAIT SOVIÉTIQUE, un photographe soviétique, noyé dans la ville industrielle de Kharkov, en Ukraine, et l'auteur d'images interdites, estampillées « pornographiques » par le régime de Brejnev. La dislocation de l'empire et l'air du temps ont transformé Boris Mikhaïlov en artiste ukrainien, iconoclaste jusqu'à l'excès, ignoré dans sa ville, célébré dans le monde entier, de passage à Paris pour une rétrospective.

Ukrainien donc, qui le rappelle en évoquant le joli match de son équipe nationale de football, face à la France (0-0), le 27 mars. « Il est bon, notre attaquant Chevtchenko, n'est-ce pas ? » Moustache malicieuse, cet homme vif, Boris Mikhaïlov a soixante ans. C'est un retraité actif qui s'exprime, subissant avec une pension de 20 dollars par mois et qui a vendu seulement cinq images à la Maison de la photo de Moscou. Des bourses étrangères lui font tenir la tête hors de l'eau. « Quand le rouble plonge, c'est dur. On ne vit pas bien mais on se débrouille. »

« Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid... »

Le parcours de Mikhaïlov est celui d'une poignée de photographes rebelles dans une URSS qui n'ait l'image autre qu'officielle. Comme d'autres, il a été lancé sur le marché international de l'art après la perestroïka. La quasi-totalité de ces photographes ont disparu. Pas Mikhaïlov, qui a d'abord été, comme d'autres, ingénieur d'études dans l'armement. Il rectifie : « C'était un métier ennuyeux. J'étais un mauvais ingénieur. » Sous-entendu : il avait la tête ailleurs. A la photographie, qu'il entreprend à l'âge de vingt-huit ans, avec une culture légitime : « Même Rodtchenko, je le connaissais très mal ». Mikhaïlov a toujours fait de la photo en amateur, refusant les commandes officielles. Sa première ? « Une femme avec une cigarette. J'essayais de placer mes images à la télévision soviétique. Ils refusaient les portraits, ne prenaient que les vues d'animateur et les paysages. Photographier des femmes sera son « chemin vers la liberté ».



D'abord des portraits de sa sœur, puis d'amies, ou d'une femme avec qui il vivait. « Mais vous savez, la fille entre ce qui était érotique ou pas, en Union soviétique... »

Ces portraits intimes mènent à une recherche sur le corps nu qui traverse tout son travail : « De temps en temps, une petite photo érotique ou pornographique passait sous le marteau. C'était complètement interdit, mais quand on en a vu une, on ne peut retourner en arrière. J'ai fait de jolies photos de femmes nues, pas très bonnes. Évidemment, il ne fallait pas se faire attraper. »

Il se fait attraper. Mikhaïlov laisse traîner des négatifs de sa femme nue dans un labo-photo qu'il a monté dans l'usine où il travaille comme ingénieur. « Le KGB local a

découvert les négatifs, les a confisqués, et j'ai dû venir du jour au lendemain. » C'était en 1968. L'épisode bouleverse le bonhomme, qui réussit à se faire embaucher dans une autre usine : « Ça m'a rendu méchant. Me faire licencier pour ça ! Je photographiais de façon molle, dans mon coin, mon nombril. Je me suis ouvert sur l'extérieur et mon environnement social. »

Mikhaïlov en tire une philosophie de son travail, en réaction totale à l'expérience historique et visuelle de son pays et à l'uniformisation du goût. « Pendant soixante-dix ans, on n'a montré que des images d'une vie belle. C'était impossible de montrer le mal, le méchant, le laid, des émotions qui forment un espace culturel bien réel,

autre que le réalisme socialiste. Il n'y a pas une seule photo en Ukraine des millions de morts des années 30. Festine avoir le devoir de travailler avec un matériel différent, de montrer ce que je vois autour de moi. » Dans un entretien avec Brigitte Kötter, il parle d'une « méthode expérimentale d'un amateur qui veut développer et tirer tous ses films dans son cabinet de toilette. C'est la continuation du mode de vie de la société soviétique, inadéquat et inadmissible. »

À défaut des années 70, pour vivre, Mikhaïlov travaille comme « photographe technique » de plans et projets d'usine. Il arrondit ses fins de mois en démontant et remontant l'imagerie soviétique : des particuliers lui apportent des photos de proches qui étaient partis ou dé-

cedés, et dont ils veulent garder une trace. Les clichés sont agrandis, colorisés, les yeux sont ouverts pour qu'ils « aient l'air vivant ». « Il n'y avait pas d'appareils photos, pas de pellicule couleurs, pas de studios. Mais chaque foyer, surtout à Khar-

kov, voulait ces images. Il y avait plus d'art là-dedans que dans toutes les photos officielles. »

Suivront d'autres séries, toujours différentes dans leur format, coloris et facture, chacune formant la réponse de Mikhaïlov à l'imagerie officielle. C'est la « Série rouge » (1968-1975), détournant le « sentiment global de ce qui peut être soviétique », constituée d'instantanés volés jusque dans l'intimité des gens. Puis une sorte d'album intime rempli de petites photos en noir et blanc collées sur du papier machine et annotées de considérations personnelles (« Dissertation machinée », influencée par son ami, le peintre Ilya Kabakov : « C'est un album typique de l'époque de Brejnev, où la société était fermée comme un marais. Nous n'avions le droit de nous occuper que de notre petite vie et de nos petits sentiments. »)

Ce qui suivra sera sa vision de l'Ukraine après l'ouverture : « une véritable fête », qu'il montre comme une société décomposée, misérable, sortide. Un chaos. Rien n'a changé à Kharkov, où une explosion de ses autoportraits nus, en 1995, a été fermée le lendemain du vernissage : « L'ami du directeur du musée, un gynécologue, a trouvé que c'était pornographique. Les mêmes dirigeants sont au pouvoir, avec le nouveau communiste en moins. »

Pourquoi Mikhaïlov reste-t-il à Kharkov ? « C'est une ville de deux millions d'habitants, une capitale secrète de l'industrie d'armement. Je la connais par cœur, je comprends ses problèmes. Il y a une grande énergie dans cette ville traditionnelle mais d'une grande pauvreté culturelle : un tout petit musée, deux galeries... Cette relation entre la tradition et la non-culture me passionne. Kharkov me donne une faim visuelle, qui m'oblige à travailler. »

Pourrait-il s'installer à l'étranger ? Sa femme répond non, comme pour le persuader. Il est plus amusant : « Le problème, c'est la compréhension de ce que je vois. Prendre des photos sans point de vue visuel, sans parler aux gens, sans comprendre, c'est impossible. Je voyage un peu, mais il n'y a encore que chez moi que j'ai l'impression que tout vit. »

Michel Guerrin

Des corps livrés en pâture

BORIS MIKHAÏLOV, Centre national de la photographie, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Bermyer, Paris, 8^e. M^e Georges V. Tél. : 01-53-76-12-32. Tous les jours, de 12 heures à 19 heures ; fermé le mardi. Entrée 30 F (45 F), TR 15 F (22 F). Jusqu'au 24 mai. « Case History », de Boris Mikhaïlov, entretien de l'artiste avec Ilya Kabakov et Victor Tupitsyn (version anglaise), éd. Scala, 478 p., 398 F (60,67 €).

« L'URSS a été un gros laboratoire pour le monde entier. Et pour moi un laboratoire photographique. » C'est le titre de la rétrospective de Boris Mikhaïlov présentée au Centre national de la photographie. Laboratoire de formes déformées, mises en scène théâtrales, détournement d'images prises par d'autres, superposition de négatifs, de formats (images cartes postales en noir et blanc présentées sous vitrine, grands formats en couleurs, panoramiques aux cou-

leurs sépia ou bien), de motifs (paysages, portraits, nus, vues urbaines). Mikhaïlov construit ses images en séries, à l'opposé de l'image isolée, qu'il suspecte de devenir une icône. Il accumule plus qu'il ne crée. L'impression est encore plus forte dans son dernier livre, *Case History*, avec plus de quatre cents photos en couleur sur le chaos de son pays, dont certaines, prises lors de la même séance, se rapprochent du récit cinématographique.

Les séries sont si distinctes les unes des autres qu'elles dénotent : ont-elles le même auteur ? Oui, répond-il, adaptant la forme au contexte social, à l'environnement politique, singeant chaque fois un standard d'imagerie, au point de devenir une sorte de post-moderne ukrainien, si le terme - créé dans l'art contemporain occidental dans les années 80 - avait un sens.

Les photos peintes sont des bonbons déguisés. La « série rouge » dans laquelle Mikhaïlov tourne en dérision les drapeaux, banderoles,

fresques murales qui formaient l'univers héroïque des Soviétiques, est la plus solide, notamment les instantanés frais de jeunes femmes surprises dans la rue. L'album d'images rehaussées de texte s'apparente à un récit intime et conceptuel. Les deux grandes séries de panoramiques réalisées dans l'environnement, entre archaïsme et désolation, sont les plus classiques, consacrées à l'incertitude du pouvoir devant une société qui se délite.

« LA VÉRITÉ PLUS QUE LA BEAUTÉ »

Reste que l'exposition est dominée par une grande salle difficilement supportable : des portraits en pied, en très grands formats, de SDF souvent vieux, qui exhibent leur nudité, leur maladie, leur corps meurtri, leur environnement sortide. C'est la série la plus récente de Mikhaïlov, sujet de *Case History*. Il s'en explique : « Le nombre de sans-abri ne cesse de grandir dans le pays. C'est une série qui traduit mon sentiment total de liberté, mais aussi celui de ces

personnes qui n'ont plus rien à elles que leur corps. C'est un constat sur l'effondrement de la société. Ce n'est plus le socialisme, plus le communisme, mais une situation zéro, où il n'y a plus rien. C'est comme un requiem. » Il conclut : « La vérité m'intéresse plus que la beauté. » La représentation du corps est un thème exploré par Mikhaïlov dès les années 60, en réaction au régime soviétique qui le qualifiait de « pornographie ». La chape de plomb de l'URSS constitue la justification morale d'une œuvre, qui, de ce fait, annule tout jugement critique. Mais là, à Paris, magnifiés dans un hôtel particulier cossu parisien, et alors que l'URSS est rayée de la carte, ces grands formats n'ont aucun sens, réduits à l'écoeurement qu'ils suscitent.

Ils ne sont plus le résultat d'une expérience, mais le viol répugnant et indéfendable de personnes et de ce qui leur reste d'identité, livrés en pâture au spectateur.

M. G.

FESTIVAL DE L'IMAGINAIRE

11 mars - 16 avril 1999

GÉORGIE

Polyphonies, 6 et 7 avril, Maison des Cultures du Monde

MAKISHI

Dances du Zimbabwe, du 9 au 11 avril, Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie

VILOKAN

de James Germain, 13 et 14 avril, Maison des Cultures du Monde

LA NUIT DES QAWWAL

15 et 16 avril à 20h, Equestre Zingaro



réservations : 01 45 44 41 42

هكذا من الأصل

Chico Buarque, chantre du Brésil d'après les utopies

Le musicien revient avec « As cidades » (les villes)

SAO PAULO
de notre envoyé spécial
Comme le Cancao, la plus célèbre des salles de concert de Rio de Janeiro, le Palace de Sao Paulo est

REPORTAGE

La presse vante ses enchaînements : broderie d'harmonies à la Jobim et de samba

une « casa de show », « maison » de spectacle où l'on réserve sa table, comme au cabaret. Le 18 mars, Chico Buarque, absent des scènes brésiliennes depuis quatre ans (il a écrit deux romans, *Embrulho* et *Benjamin*, traduits en français chez Gallimard), y éternait son nouveau spectacle : *As cidades*, « les villes ». Le Brésil était alors à quelques jours de la remise des Oscars à Hollywood. La rue, traumatisée par la brutale dévaluation du réal en janvier, s'était mobilisée en faveur de *Central do Brasil*, le film de Walter Salles, et de son actrice fétiche, Fernanda Montenegro. Menu « *Central* » dans les restaurants, Oscars géants dans les rues... Le Brésil a perdu.

Chico Buarque, élu mi-mars « musicien du siècle » par l'hebdomadaire brésilien *Isto É*, n'est pas homme de mode. « Il est né "classique" », écrit le quotidien national *Folha de São Paulo*. Egal à lui-même, il a donné un concert d'une heure et quarante-cinq minutes, enchaînant vingt-six chansons dont

dix étaient extraites de son nouvel album concis - onze titres, trente-cinq minutes - *As cidades*. Puis ce fou du ballon rond a joué au football au cœur de la nuit sur un terrain illuminé - au sein d'une équipe d'« artistes » affrontant celle du personnel de l'Hôtel Renaissance, où Chico Buarque, cinquante-quatre ans, a établi ses quartiers pour sept semaines.

Du régal nouveau, la presse brésilienne a souligné la rigueur, la magie des enchaînements musicaux - fine broderie d'harmonies à la Jobim et de samba des rues. Elle a remarqué la nouvelle version de *Construção*, la mort banale d'un meçon, œuvre-clé écrite en 1971, quarante et un vers savamment construits sur la dislocation des accents toniques de la langue portugaise. Plus violente, *Construção* 1999 est dépourvue des douceurs habituelles du chanteur à la voix flûtée. « Je l'ai chantée de cette manière en duo avec Fernanda Montenegro pour Atores e cantores, dit-il, un disque très récent produit pour le projet *Benjamin* (le sociologue mort du sida, promoteur des campagnes contre la misère et pour la citoyenneté) ».

Chico Buarque, fils de Sergio Buarque de Hollanda, l'un des plus grands historiens sud-américains, serait-il toujours impliqué dans les affaires brésiliennes ? Oui et non. Un temps proche du Partido dos Trabalhadores (PT) de Lula, naguère plutôt indulgent pour le président Cardoso - lors de sa première campagne électorale en 1991, le chanteur avait « prêté » à l'intellectuel d'alors

Vai Passar, samba torride composée dix ans auparavant pour saluer la débâcle des militaires -, Chico Buarque s'est éloigné des engagements partisans. « *La réalité sociale m'intéresse davantage* », dit-il. L'an dernier, il a choisi d'accompagner le photographe Sebastião Salgado, parsemant de ses chansons le livre *Sem Terra* (« Sans terre »), « un vrai portrait du Brésil, avec ses misères », paru au Brésil et en Italie.

LYRISME DÉSENCANTÉ

Consacré « ambassadeur » du Brésil, résistant à Cuba tout au long des années de dictature, Chico Buarque n'y a plus mis un pied depuis dix ans. « *J'aimais y aller quand le Brésil n'avait aucune relation diplomatique avec Cuba. Dans les années 70, ceux qui luttaient contre la dictature se rencontraient à La Havane* ». L'engagement ? « *Tout a changé. Ce sont les chanteurs de rap de la périphérie qui font de la chanson politique aujourd'hui, ils vivent la réalité dans leur peau. Ce qui n'est pas le cas des chanteurs de ma génération* (Gilberto Gil, Caetano Veloso...). *Ils ont une formation universitaire, et véhiculent une vision plus bourgeoise* ».

La nouvelle réalité de Chico Buarque est celle d'*Embrulho* (le titre original, *Estorvo*, donne l'idée de la torpente). La ville, ses constructions aléatoires, sa violence, son illigisme, l'immaturité de son béton, font écran entre l'homme et son environnement. Plus de terre à toucher, plus de mer à vaincre. Tout est virtuel, absurde, cauchemardesque.



Chico Buarque s'est éloigné des engagements politiques : « La réalité sociale m'intéresse davantage ».

As cidades est un album de fièvre, au lyrisme désenchanté. Il y est question de songes - *Sonhos sonhos são, rêves enviaes par les bulles d'information entendus le soir* -, des sœurs d'une femme, des « pères éconômistes qui appellent au calme la légion des affamés, Macau, Maputo, La Mecque, Bogota... », de Rio - *Carica*, description impressionniste

de la ville... *As cidades* est un imbroglio citadin. La pochette, dessinée à l'ordinateur par Gringo Cardia, mélange des photos de villes des Andes ou du Yémen, et grime le chanteur en indien, en Noir, en blond... « *Nous voulions montrer un rêve de ville, pas de ville réelle, mais un sentiment tiré "à vol d'oiseau" (en français). C'est un peu le climat onirique de mes romans. La littérature a condamné la musique* ». Dans cette volonté de résistance par l'imaginaire, le journal *Folha de São Paulo* a vu « une traduction poétique du vertige brésilien en ces temps post-utopiques ».

Plus pragmatiquement, Chico Buarque voulait appeler son nouvel album *Chico Buarque*. « *Mais ma maison de disques m'a dit que cela ressemblerait à une nouvelle compilation. Ce qui se vend le mieux aujourd'hui. Une jeune femme disait récemment à ma fille : "J'ai acheté le disque de ton père, mais, c'est incroyable, il n'y a que des nouvelles chansons"* ».

Véronique Mortaigne

★ *As cidades*, 1 CD (BMG 74-3216-3233-2).

Frédéric Edelmann

Le film-confession de Radiohead à la conquête du monde

CEUX qui ont vu Radiohead en concert affirment que ces rockers d'Oxford n'ont que peu de rivaux au jeu de l'intensité scénique. La performance sur le vif sublime leurs chansons. Un peu comme le mariage parfait de la science harmonique de REM, du lyrisme d'U2 et de la puissance désespérée de Nirvana. Habituellement, les musiciens doués d'un tel don consistent sur disque et en vidéo leurs exploits en public. Renouçant à l'habituel album « live », les membres de Radiohead ont demandé à Grant Gee, réalisateur de plusieurs de leurs clips, de les suivre durant plusieurs mois. Fruit de ces pérégrinations, *Meeting People Is Easy* est un film de quatre-vingt-cinq minutes, diffusé uniquement en cassettes vidéo (Parlophone), qui témoigne moins d'un triomphe que d'un paradoxe. Plutôt que de célébrer les étourdissantes commotions du groupe et de ses fans, ce documentaire décrit l'ennui abyssal de la vie en tournée.

D'ÉCLATS RAGEURS EN DÉPRESSIONS

En 1997, Radiohead sort *OK Computer*, son album le plus aventureux. Sans tube au format radio-phonique, le disque est plébiscité par le public comme par la critique. La logique de l'industrie phonographique est immuable : à chaque nouvelle production, sa tournée de promotion et ses concerts. Le groupe vole dans le monde entier. A la joie du succès d'une œuvre difficile succède vite la pesanteur de la routine ; loin de la légende des caravanes hétéroclites, le chanteur Thom Yorke et ses acolytes Ed O'Brien, Phil Selway, Jon et Colin Greenwood se noient dans l'absurdité de la répétition. Aéroports-hôtels-salles de concerts, trajets en

boude, Paris, Sydney, Berlin, Tokyo, entretiens à la chaîne, félicitations qui se succèdent en mantras imbéciles.

Grant Gee promène sa caméra témoin, vole des instants mais ne s'adresse jamais directement aux musiciens. En un montage fragmenté - et quelques facilités esthétiques (flous atmosphériques, jeux entre couleur et noir et blanc...) -, il retranscrit la vision somnambulique de cette dépression. Parfois, il saisit l'ébauche d'une rébellion. Thom Yorke : « *Nous, les meilleurs ? N'importe quoi. C'est à cette promotion, mais c'est aussi au retour de flamme* ». Radiohead essaie péniblement de retrouver la fol. « *Rappelez-vous quand même l'importance que cela avait pour nous de voir les Smiths au REM sur scène* ». Les images de concert sont rares, morcelées en éclats rageurs et saturés, seuls vrais moments de vie et de catharsis. En chantant le dégoût de soi, le leader de Radiohead a séduit des millions d'adolescents. Son oeil gauche mi-clos depuis la naissance, sa silhouette d'avorton menant une bande de laissés-pour-compte s'animant derrière le micro avec un charisme singulier.

Led Zeppelin, les Rolling Stones célébraient les excès orgiaques de la musique. Radiohead exploite le potentiel dépressif du rock. Soulagé par la création et le dévouement scénique, *Meeting People Is Easy* témoigne de cet équilibre musical. Les Britanniques se sont remis au travail. Ils auraient déjà enregistré, à Paris, une bonne partie d'un quatrième album, prévu pour le début de l'été 2000.

Stéphane Davet

Forbach, centre du monde du travail en l'an 2000

CATHERINE TRAUTMANN, ministre de la culture, a présenté jeudi 25 mars à Forbach (Moselle) le projet d'une exposition consacrée aux « Cultures du travail », l'une des initiatives les plus symboliques de la Mission 2000, que préside Jean-Jacques Allégot.

Cette exposition se tiendra à partir du mois de juin 2000 sur le Carreau Wendel, immense ensemble minier situé à Petit-Rosselle, dont le lavoir, impressionnant vestige de l'industrie du charbon, doit être réaménagé en musée du bassin houiller, lieu de mémoire d'une histoire sociale et industrielle longue de plus d'un siècle (1866-1986). Une convention a été signée par la ministre avec les intervenants et financiers du projet, notamment le conseil régional de Lorraine, le conseil général de Moselle, Forbach, Petit-Rosselle, etc.

Plus de 25 millions de francs (3,9 millions d'euros) seront consacrés à l'aménagement par l'archi-

te Philippe Jean de l'ancien lavoir, qui, avant de devenir musée, accueillera les « Cultures du travail ». L'exposition sera ensuite reprise au Musée des sciences et des techniques à Paris. Placée à l'heure européenne, elle a été confiée à Josep Ramoneda, directeur du Centre de culture contemporaine de Barcelone (CCC), institution qui s'est donné pour domaine de compétence la ville et la culture urbaine et qui s'est imposée comme l'une des plus originales et des plus fécondes de l'Union européenne. Le CCC sera coproducteur de l'exposition, dont le budget total est estimé à 17 millions de francs (2,6 millions d'euros), dont 13,5 millions (2 millions d'euros) sont apportés par l'Etat, la région, ainsi que par la ville et les districts de Forbach et de Freyming-Merlebach.

Josep Ramoneda travaillera en liaison avec un comité scientifique international, et, sur place, avec

l'architecte et scénographe Dani Freixas. L'outil, la machine, la société industrielle au passé et au présent, les lieux de travail, la compétition mondiale, les nouvelles solidarités, l'immigration seront quelques-uns des thèmes de cet ensemble dont l'épilogue sera placé dans la perspective du futur. La main de l'homme a été choisie comme élément conducteur et structurant de la scénographie. Moins cependant pour ce qu'on peut lire de l'avenir que pour la signification symbolique de ce premier outil. La ville de Forbach (30 000 habitants, 15 % de chômeurs) a elle-même entrepris une importante transformation pour passer du siècle du charbon à celui des nouvelles énergies. Le maire de la ville, Charles Stürmweis, ainsi que Roger Walser, maire de Petit-Rosselle, sont confiants dans le succès de l'exposition. Ils tablent sur un bassin d'un million d'habitants, allemands ou français, dans

Concert d'un Soir

R.E.M.

RTL

rtl.fr

CULTURE

EN

RÉGIONS

villa gillet

hors les murs au

Théâtre du Point du jour

7, rue des Éclaireurs - 69005 LYON

LECTURE-RENCONTRE

Elizabeth MACCOCO lit

« La Conversation »

de Lorette NOBECOURT

gullitrou avec Lorette Nobecourt

jeudi 8 avril à 20h30

Tarifs/Res. 04.78.27.02.43

villa gillet

hors les murs à l'NUFM

4, rue Chazière - 69004 LYON

Conférence de François BON

« Le Récit/Temps, matière et origine : enjeux nouveaux pour la narration »

mardi 6 avril à 19h30

de trahison p...

Observatoire

LES VRAIS BONSCOLYCEES

Le banc d'essai

99

les 243 établissements de France

DÉPÊCHES

■ **PRIVE** Julien Leprieux, directeur de la programmation, a annoncé que le festival de jazz de la ville de Paris, qui se déroule du 15 au 22 avril, sera consacré à la musique de jazz. Les concerts seront organisés dans les différents lieux de la ville.

■ **MUSIQUE** Plus de 1000 interprètes se réuniront pour le festival de jazz de la ville de Paris, qui se déroule du 15 au 22 avril. Les concerts seront organisés dans les différents lieux de la ville.

■ **SCÈNE** Le festival de jazz de la ville de Paris, qui se déroule du 15 au 22 avril, sera consacré à la musique de jazz. Les concerts seront organisés dans les différents lieux de la ville.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

■ **THÉÂTRE** La cérémonie des "Molières" aura lieu le 3 mai au théâtre des Champs-Élysées. Les nominations seront annoncées le 2 mai.

« Mazeppa » de Tchaïkovski à Milan, de trahison privée en trahison politique

Les Russes Rostropovitch et Dodine divergent dans l'interprétation de l'opéra de leur compatriote

Tiré d'un poème de Pouchkine, cet opéra s'intéresse moins à la punition du séducteur qu'à l'idée de la trahison, privée et politique. Pour sa

première direction à la Scala, Mstislav Rostropovitch a choisi une partition complexe où cohabitent tension épique, concessions au folklore

russe et dimension privée désespérée. Son interprétation de la discontinuité dramatique diverge de celle du metteur en scène Lev Dodine.

MAZEPPA, de Tchaïkovski. Alfred Muff (Mazeppa), Anatoli Kotscherga (Kochubey), Tatiana Gorbounova (Lionbey), Olga Goriakova (Maria), Giancarlo Bottrini (Orlik), Renato Carzangia (Iskra). L'Orchestre et le Chœur du Théâtre de La Scala, Mstislav Rostropovitch (direction). Lev Dodine (m. en sc.). **SCALA DE MILAN**, prochaines représentations les 2 et 6 avril, à 20 heures. Tél. : 00-39-02-68-791.

MILAN

correspondance

Rien ne stimule davantage la fantaisie de Lev Dodine que la représentation de la violente brutalité du pouvoir. Les prisonniers torturés à mort tombent l'un après l'autre tels des fantômes inertes dans les bras de leurs bourreaux et composent le chœur douloureux et muet de la tragédie de Kochubey, coupable d'avoir pensé convaincre le tsar de sa fidélité comme de la trahison du cosaque Mazeppa, l'ancien amant brutal de sa fille Maria.

Cette scène est le tableau le plus réussi de cette nouvelle représen-

tion de l'opéra de Tchaïkovski tiré du poème de Pouchkine, *Poltava*. L'image de Mazeppa attaché au son cheval a traversé tout le XIX^e siècle de Byron à Hugo, de Liszt à Delacroix. Mais ce qui intéresse Pouchkine et Tchaïkovski est bien autre chose, ce n'est pas la punition du séducteur mais plutôt l'idée de la trahison, privée et politique. La jeune Maria trahit son amoureux André et le désir de ses parents qui, eux, trahissent Mazeppa engagé aux côtés de l'armée suédoise trahissant, ce faisant, le tsar, qui trahit la confiance de Kochubey. Les hommes s'entre-tuent, les femmes deviennent folles : telle une petite fille, Maria finit par bercer le fidèle André mort dans ses bras, incapable de la protéger, au son d'une aria où la douceur du regret se mêle à une violence déclamatoire anticipatrice de cris expressionnistes.

C'est la première fois que Mstislav Rostropovitch dirige à la Scala. Il a choisi pour l'occasion une partition complexe où cohabitent tension épique, concessions à la tradition folklorique russe et aux scènes de genre et dimension privée désespérée. Tchaïkovski ne résout pas ces

trois éléments avec le même bonheur. La « bataille de Poltava » et d'une manière générale les mouvements de masse sont orchestrés sans l'intensité dont Moussorgski fait preuve dans *Boris Godounov*.

COULEURS AVEUGLANTES

Cette discontinuité dramatique, reprochée à l'auteur dès la première représentation à Moscou en 1884, Rostropovitch et Dodine l'envoient de deux manières différentes. Le chef est plus attentif au moment où émergent le pouvoir propre du chant et l'abandon à la ligne mélodique mais le découpage des danses, des chœurs, du cosaque Ivra, le prive de beaucoup d'originalité. La dimension lyrique et folklorique n'intéresse en rien la mise en scène entièrement tournée vers la dénonciation du destin de Maria. Deux artistes russes de deux générations, Rostropovitch (soixante-deux ans), Dodine (cinquante-quatre ans), ont, face à la même œuvre d'un de leur compatriote, une attitude interprétative tout autre. « L'histoire de Mazeppa est comme la guerre en Afghanistan, comme le Kosovo, elle est intem-

relle et n'a pas de frontières », déclare le metteur en scène.

C'est avec cohérence que les costumes de Luisa Spinatelli, soulignant cette lecture, ne se préoccupent pas de coller à une époque, les cosaques ayant l'invisible visage des forces spéciales de police d'aujourd'hui. La direction musicale sous-estime cet aspect des choses qui n'apparaît pas comme exclusif. Dodine et son décorateur habituel Borovsky ont imaginé une scène fixe, une structure qui implacablement se lève et s'abaisse, écrasant de tout son poids les personnages et leurs projets. C'est là que Kochubey sera mis à mort, que Mazeppa en fuite arrive, et que Maria devient folle, sur une scène envahie de couleurs aveuglantes et inhumaines. Une idée à l'impact puissant et immédiat mais difficile à réaliser et moins convaincante que celle pratiquée pour *Le Lady Macbeth* de Chostakovitch, déclaré par la critique italienne meilleur spectacle de 1988.

Sandro Cappelletto
Traduit de l'italien
par Adriana Cavallotti

Slimane Benaïssa réunit Juifs et Arabes d'Israël autour de l'eau d'un même puits

L'AVENIR OUBLIÉ, de Slimane Benaïssa, avec la complicité d'André Chouraqui. Mise en scène : Slimane Benaïssa. Avec Agoumi, Marc Barbé, Pierre Baux, Slimane Benaïssa, Martine Vandeville. MC93, 1, boulevard Léonine, Bobigny. M^o Bobigny-Pablo-Picasso. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F (de 9 € à 21 €). Durée : 1 h 30. Les 1^{er}, 2 et 3 avril, à 21 heures.

Mettre en scène l'histoire de son temps n'est pas le fort du théâtre contemporain. Dans leur majorité,

les auteurs européens ont renoncé à inventer le langage capable de s'emparer d'un monde en guerre, et les metteurs en scène préfèrent appeler aux Grecs ou à Shakespeare pour dire les cités et les tribus d'aujourd'hui, leurs affrontements et leur décomposition. A l'astérisque de nos politiques répond le silence des planches. Les grands problèmes se traiteraient au-dehors, devant les caméras, et seraient désormais incompatibles avec le grand théâtre.

L'auteur-metteur en scène algérien Slimane Benaïssa n'a pas de

ces langages. Il vient d'un pays où la réalité de la tragédie laisse toute leur distance aux jeux de scène. Il n'a pas peur des grands sujets. Lorsqu'il le faut, il n'hésite pas à prendre à bras-le-corps Dieu et ses prophètes, à les secouer vigoureusement, pour leur faire rendre un semblant de raison. Il le fait avec une fadoque qu'il faut bien appeler méditerranéenne, où les loutres vales n'ont pas pour objectif de détruire l'autre, mais simplement d'en repérer et d'en désigner les positions. Il donne ainsi à entendre une autre culture, dans une dramaturgie sereine du dire dont la maturité ne peut que provoquer l'hostilité des poussa-au-crime de tous bords.

GÉNÉROSITÉ DU REGARD

Écrit avec la « complicité » de l'essayiste André Chouraqui, *L'avenir oublié* interroge chaque Israélien. La partition est contenue dans un diptyque où s'opposent deux à deux Juifs et Arabes, dans la commune disparition des pères, l'intransigence aimante des mères et l'affrontement des oncles - réjoints et jaloux.

Deux générations tentent de se comprendre : celle qui n'a su que partir en guerre et celle qui voudrait aller en paix. L'auteur laissera ces derniers tenter de régler leurs comptes fraternellement autour

d'un verre d'eau du même puits, non sans laisser passer quelque chose comme un credo : « Nous sommes tous Juifs de naissance, parce que nous venons au monde pour Dieu. Nous sommes tous chrétiens par pénitence parce que nous avons tous des péchés à racheter. Nous sommes tous musulmans par espérance parce que chacun de nous rêve à un paradis caché. Si je suis laïque, c'est parce que je suis fatigué d'être un enfant face à Dieu. »

En dépit des apparences, la tentation du discours est sans cesse balayée par la générosité du regard, par l'attention aux histoires des peuples et aux itinéraires des individus. Pas un qui se contente d'être un porte-parole, sans déplacer son poids de chair et d'espoir. Pas un qui n'aurait pu être une belle et bonne créature de théâtre, si le metteur en scène Slimane Benaïssa n'était demeuré trop sage devant l'auteur de *L'avenir oublié*. Le déséquilibre cette fois, est dans le refus de théâtre, malgré l'engagement certain de comédiens comme Martine Vandeville, dont l'aptitude à passer de la mère juive à la mère arabe offre au spectateur une de ces interrogations qu'aime à poser Slimane Benaïssa, jusqu'à investir le point final.

Jean-Louis Perrier

INSTANTANÉ

HAMPTON AU CLUB LIONEL HAMPTON

Lionel Hampton est assis, plutôt bas sur son siège devant le vibraphone. Pour viser comme pour frapper, le vibraphone se joue plutôt debout. C'est un instrument que d'une certaine façon Lionel Hampton a inventé. Il a eu le temps d'inventer pas mal d'instruments. Au départ, il était batteur.

Ce qu'on aime également, c'est la façon pincée, martellée, qu'il avait de claquer deux doigts sur un piano. En fait, on a tout aimé de Lionel Hampton, directeur hors pair, découvreur de musiciens (Mingus, Clifford Brown), université à lui tout seul avec un des grands sourires du jazz (Armstrong, etc.). Il a enregistré avec Armstrong le 16 octobre 1930. Sa première gravure, elle, date, de 1920 (*New Kinda Blues*).

Justement, ce lundi 29 mars dans le club d'un grand hôtel qui porte son nom, il chante *What a Wonderful World*, connu par Armstrong. Car il chante. Il chante aujourd'hui comme le souvenir de quelqu'un qui aurait chanté. Il chante pratiquement depuis 1909, l'année où il a vu ce jour qu'il voit à peine car il ne joue que la nuit.

Longtemps, depuis 1973 où on le vit à New York retrouver Benny

Goodman, on s'est demandé si les nécrophiles étaient si bien inspirés de faire tourner Hampton. En fait, Hampton, comme Octavio Paz, est un homme nu : comme Paz, il a vu tout brûler, sa maison, ses instruments, ses disques, ses souvenirs, ses breloques et ses partitions. Il a envie de jouer. Une envie de nuit et de sourire aux belles. C'est parfait, un être vivant. Il vient dans le club qui l'honore de son nom. L'orchestre est constitué de jeunes quinquagénaires sans le moindre génie. La rythmique, en revanche, est aussi rassurante qu'un chien d'aveugle.

Le reste est affaire de partitions d'orchestre. Deux d'entre elles sont correctement achetées (*Shiny Stockings* et *Hamp's Boogie Woogie*). D'autres ont été visiblement marchandées à la baisse (*Night in Tunisia* ou *Stompin' At The Savoy*). Parfois, lors d'une coda sans venin, on entend Hampton jouer lentement, trouver lentement la mélodie comme s'il découvrait l'instrument, placer des accents comme un balais sur le front, cela suffit. Il n'est pas dit qu'il ne soit pas plus farouche lors d'un deuxième set. L'âge, après tout, ne fait pas rien à l'affaire.

Francis Marmande

* Club Lionel Hampton, 81, bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017, jusqu'au 3 avril, à 22 h 30 et 0 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42.

SORTIR

JEAN ROUCH À LA CINÉMATHEQUE

La Cinémathèque française rend hommage à Jean Rouch, ethnographe et cinéaste, auteur à ce jour de plus de cent vingt films réalisés à partir de 1947, parmi lesquels *Au pays des mages noirs*, *Moi, un Noir*, *Jaguar*, *Cocorico*, *Monsieur Poulet*. Né en 1917, Jean Rouch a créé en 1952 le Comité du film ethnographique au sein du Musée de l'Homme. Pionnier de l'enquête cinématographique, il utilise des techniques légères et est l'un des précurseurs de la nouvelle vague. Mais son terrain d'élection et sa passion seront l'Afrique. Jean Rouch présentera la plupart des séances de la rétrospective qui lui est consacrée.

Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16^e. M^o Trocadéro. Jusqu'au 19 avril. Tél. : 01-56-26-01-01. 18 F et 29 F.

Orchestre national de France L'Orchestre national de France rend hommage à Roger Désormière (1898-1963), l'un des grands chefs d'orchestre de ce siècle. Communiste, engagé dans la Résistance, ce musicien aura tout à la fois défendu la création contemporaine et le répertoire baroque qu'il dirigea en précurseur. Son nom ne dit, hélas, plus grand-chose aux mélomanes d'aujourd'hui. Parmi les quelques disques qu'il a gravés, il faut absolument connaître *La Mer* de Debussy, enregistré à Prague (1 CD Supraphon). Sviatoslav Richter affirmait que c'était le plus beau disque du monde. Dusapin : *Khôra*. Satie : *Morceaux en forme de poire*. Jolivet : *Concerto pour violoncelle et orchestre* n° 1. Mubad : *La Création du monde*. Koehlin : *Les Bandar-Lag*. Jérôme Pernoo (violoncelle), Pascal Rophé (direction).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 10^e. M^o Passy. Le 1^{er} avril, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. **André Ceccarelli Quartette** Dans les années 60, le batteur André Ceccarelli - cinquante-trois

ans - participe à la plupart des séances des apprentis vedettes yé-yé. Il devient ensuite l'un des batteurs les plus demandés en club de jazz, participe, en 1975, à Troc, super-groupe de jazz-rock, continue ses va-et-vient entre le jazz et la chanson dans les années 80. Batteur fin et puissant, André Ceccarelli mène actuellement un quartette de jazz impeccable avec le pianiste italien Antonio Farao, le contrebassiste Rémi Vignolo et le saxophoniste Sylvain Beuf.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Les 1^{er}, 2 et 3 avril, à 21 heures ; le 4, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F. **Kumiodori** Les îles d'Okinawa, dans le sud du Japon, possèdent une tradition théâtrale qui illustre l'influence chinoise sur la culture japonaise. Une des plus importantes formes spectaculaires d'Okinawa est le *kumiodori*, théâtre musical très stylisé qui a été développé au XVIII^e siècle par Tamagusuku Chukun, le plus célèbre écrivain de théâtre d'Okinawa. Cette représentation a lieu dans le cadre du troisième Festival de l'imaginaire. *Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6^e.* M^o Saint-Philippe. Le 1^{er} avril, à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-73-30. 120 F.

MESSAGE GROUPE

De l'écrit à l'écran : Histoires d'amour à Pessac Les « Histoires d'amour » de l'écrit à l'écran sont le thème des troisième Rencontres « On tourne les pages » qui s'attachent à explorer les rapports entre cinéma et littérature. Près de 40 films seront présentés au cinéma Jean-Eustache mêlant œuvres du répertoire et films récents. Le programme décline l'amour sur tous les tons et organise parallèlement des soirées autour de Jean Genet et Georges Simenon. Une programmation dédiée au jeune public, des expositions, des lectures publiques, ainsi qu'un « Espace Rencontres » animé par des libraires sont également prévus. **Cinéma Jean-Eustache, place de la 1^{re} République, 75001 Pessac.** Jusqu'au 6 avril. Tél. : 05-56-46-01-96.

ce soir on improvise
de Pirandello
mise en scène
Claude Stratz
01 53 05 19 19
24 mars - 30 avril 1999
ATHÈNÉE
Théâtre de la Ville

GUIDE

REPRÉSENTATIONS

La Chambre des tortures de Roger Corman. Américain, 1961 (1 h 20). Reflet Médicus III, 5^e (01-43-54-42-34). Fermeture de l'usine Renault à Villeneuve de Jan Bucquoy. Belge, 1998 (1 h 25). Studio Galand, 5^e (01-43-26-94-08+). **Spartacus** de Stanley Kubrick. Américain, 1960 (3 h 15). Grand Action, 5^e (01-43-28-44-40).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Finin).

ENRAGES IMMÉDIATES

Le kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Nasir Ensemble Delius : *Fennimore and Gerda*, Intermezzi. Coleridge-Taylor : *Quintette pour clarinette et corde op. 10*. Bax : *Nonet*. Debussy : *Sonate pour flûte, alto et harpe n° 2*.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. M^o Solferino. Le 1^{er}, à 19 heures. Tél. : 01-40-49-47-57. 80 F.

Orchestre national de Lyon Florentz : *L'Anneau de Salomon*, création. Chitcheidine : *Concerto cantabile pour violon et cordes*. Saint-Saëns : *Introduction et rondo capriccioso*. Maxin Vengerov (violin). Emmanuel Krivine (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. M^o Alma-Marceau. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

Alain Neveux (piano) Messiaen : *Vingt regards sur l'Enfant Jésus*.

Théâtre Silvia-Manfort, 106, rue Brancion, Paris 15^e. M^o Porte-de-Vanves. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-45-31-10-96. 100 F.

Ballet de l'Opéra de Paris George Balanchine : *Concerto barocco*. Jerome Robbins : *A Suite of Dances, in the Night, The Concert*. *Opéra de Paris, Palais-Garnier, place de l'Opéra, Paris 9^e.* M^o Opéra. Les 1^{er} et 2, à 19 h 30 ; le 3, à 15 heures. Tél. : 08-36-68-78-68. De 30 F à 405 F. **Kubilai Khan investigations** Soy (chorégraphie).

Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules Guesde, 93 Saint-Denis. M^o Saint-Denis-Basilique. Les 1^{er}, 2, 3 et 4, à 19 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.

Gino Vannelli Group *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Paris 10^e. M^o Châteaud'Eau. Les 1^{er} et 2, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Jérôme Minière, Orly *Le Divan du monde*, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. M^o Pigalle. Le 1^{er}, à 19 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. De 80 F à 90 F.

Raymond Devos *Olympia*, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^o Opéra. Le 1^{er}, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F. Jusqu'au 15 mai.

DEJOURS Le Misanthrope de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle.

Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.

Enfer et Illuminations d'après Arthur Rimbaud, mise en scène de Michel de Maistre.

Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.

Gérard Garouste *Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert*, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 01-48-06-92-23. Entrée libre.

هكذا من الأصل

EN VUE

■ Le général Klaus Naumann, chef du comité militaire de l'OTAN, trouverait « inhumaine » pour les Albanais du Kosovo une trêve pascale des bombardements de l'Alliance.

■ Mercredi 31 mars, des Serbes ont pénétré sur le site Internet de l'OTAN, le bombardant de messages électroniques.

■ Frère Sava Janjic, moine orthodoxe serbe, sort de sa retraite pour lancer des e-mails : « Je ne peux me voiler la face devant ce qui se passe [...] Contrairement aux promesses officielles, des zones civiles ont été touchées. »

■ « Il est inévitable qu'il y ait des victimes civiles », avait affirmé Samuel Berger, conseiller de Bill Clinton, le 17 décembre 1998, au moment des frappes aériennes contre Bagdad.

■ « Si nous n'avons pas les autoroutes de béton, faisons celles de l'information », a récemment déclaré Michelle Marquet, maire de Chozy, commune enclavée des Ardennes, qui veut promouvoir le tourisme en mettant « à l'heure du numérique » son village « nucléaire », abritant des centrales atomiques.

■ Les artificiers de la Navy se sont empressés, le 19 mars, en Angleterre, de désamorcer quatre bombes artisanales, fabriquées « pour s'amuser » par des étudiants d'un établissement agricole près d'Exmouth. En France, le 26, la police a fait immédiatement évacuer les huit cents élèves du lycée Jacques Callot de Vandœuvre-lès-Nancy, où un camarade farceur venait de poser une bombe factice.

■ Douas Fanno de New York qui aimerait garder l'enfant noir, faux faux jumeau implanté par erreur à l'état d'embryon, qu'elle a mis au monde, il y a trois mois, avec son bébé blanc, ne le rendra à ses parents qu'après un test d'ADN.

■ Le 28 février, à bord d'un avion de la compagnie Gulf Air, une Kenyane accouchée de jumeaux entourée d'un aréopage de médecins se rendant à un congrès à Abou Dhabi.

■ Mardi 30 mars, un rapport de l'ONU désapprouve les prisons américaines qui enchaînent les détenus enchaînés pendant leur transfert à la maternité.

■ Les eaux regagnent sur les terres émergées, baignent à nouveau les fonds d'un des plus grands lacs du monde, aux trois quarts tari depuis vingt ans, remontent avec leurs poissons vers la baie d'Arals où rouillent des chalutiers et le port où l'espoir renait : « La mer d'Aral est de retour ! »

Christian Colombard

L'action de l'OTAN au Kosovo accueillie avec scepticisme à Tokyo

La presse japonaise regrette la mise entre parenthèses de l'ONU. Selon l'« Asahi », une solution pacifique est de toute façon loin d'être trouvée, et l'intervention risque d'avoir des effets opposés au but poursuivi

LA PRESSE JAPONAISE, qui accorde une couverture importante à l'intervention au Kosovo, met en relief l'impossibilité de la situation humanitaire. Selon le *Mainichi*, les pays de l'OTAN ne peuvent, à moins de remettre en question la crédibilité de l'alliance, accepter un compromis facile. « La nouvelle stratégie de l'OTAN est mise à rude épreuve », estime, pour sa part, l'*Asahi*. Le quotidien, qui écrivait la semaine dernière, dans un éditorial intitulé « Les limites de toute intervention militaire », qu'une médiation de la Russie au

près de Belgrade était le seul *ex machina* permettant de se dégager du bourbier en train de se créer, est aujourd'hui sceptique sur les résultats de la médiation de M. Primakov : « Le chemin est encore long pour la réalisation de la paix », écrit-il, commentant les entretiens du premier ministre russe à Belgrade.

Soulignant le paradoxe que représente la première intervention militaire de l'OTAN, organisation héritée de la guerre froide, dix ans après la fin de celle-ci, l'*Asahi* pense qu'elle a toutes les chances de s'enliser. « Fallait-il s'abstenir pour autant d'intervenir ? La réponse à cette question n'est pas aisée », poursuivait le quotidien



dans son éditorial. Le Japon a exprimé sa « compréhension » de l'intervention des forces de l'OTAN sans aller néanmoins jusqu'à la « soutenir ». Tokyo re-

connait certes les problèmes humanitaires qui se posent au Kosovo, mais l'action militaire de l'OTAN n'est fondée ni sur l'exercice du droit d'autodéfense prévu par la Charte des Nations unies, ni sur une résolution du Conseil de sécurité, deux conditions jugées nécessaires par le Japon (dont la Constitution interdit le recours à la guerre) pour justifier l'utilisation de la force.

TACTIQUE INTERDITE

En faisant vibrer la corde nationaliste serbe pour s'agripper au pouvoir, le président Milosevic a eu recours, estime l'*Asahi*, à ce que l'on nomme dans le jeu de go ou les échecs japonais une « tac-

tique interdite » (*kinjite*), dont il a usé notamment pour confisquer l'autonomie des Kosovars d'origine albanaise. Mais l'intervention de l'OTAN, poursuit-il, n'est pas moins en lumière des développements préoccupants la limite de l'action des Nations unies, paralysées par le veto dont disposent les membres permanents du Conseil de sécurité, qui conduit une organisation régionale à prendre une initiative régionale sans son aval. « Il n'est pas souhaitable que l'OTAN agisse militairement en excluant le Conseil de sécurité », écrit le quotidien.

L'intervention occidentale s'imposait certes du point de vue humanitaire, étant donné le caractère « absolument inadmissible » de la répression menée par Belgrade, écrit l'*Asahi* dans un autre commentaire, mais la façon dont elle a été mise en œuvre risque d'avoir des effets diamétralement opposés à ceux souhaités par l'OTAN. Si les opérations devaient se prolonger, les divergences entre les membres de l'alliance risquent en outre d'apparaître au grand jour. Et intervenant comme elles le font les grandes puissances occidentales se trouvent enfin à leur corps défendant directement impliquées dans les conflits. Des opérations analogues sont-elles concevables demain au Tibet ou au Kurdistan turc ? s'interroge le quotidien.

Philippe Pom

DANS LA PRESSE

RFI

Dominique Burg

■ Le parti communiste avait un sérieux problème d'identité. Il vient de le régler. Ce qui fait sa différence, ce qui fait donc son existence, c'est l'opposition à l'intervention militaire en Yougoslavie (...). Lionel Jospin a beau minimiser les désaccords avec les communistes, le Parti socialiste a beau les juger secondaires, la question posée par les communistes touche en réalité à l'essentiel. Le conflit qui se déroule aujourd'hui au cœur de l'Europe est un conflit inédit. Pour la première fois, une communauté de pays, en l'occurrence les Européens, et leur bras armé américain ont décidé d'exercer dans un autre

pays d'Europe un devoir d'ingérence. Il y a ceux qui acceptent cette notion d'ingérence militaire, et ceux qui ne l'acceptent pas. Il ne s'agit pas, comme la majorité fait semblant de le croire, d'une divergence sur les moyens mais bien sur les principes.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Pour gagner une guerre, plusieurs conditions doivent être remplies. Il faut en avoir, au préalable, celui de devoir d'ingérence. Il convient ensuite de posséder les moyens de la conduire et, si nécessaire, d'y recourir. Il est indispensable, enfin, pour ceux qui mènent cette action militaire, de bénéficier d'un authentique soutien populaire et d'un appui politique sans

faillir. Or la France s'est engagée dans cette guerre à l'encontre de la Serbie, avec ses partenaires européens et avec la puissance armée américaine, sans qu'aucune de ces trois conditions ne soit réellement satisfaite. Et c'est ce qui rend aujourd'hui particulièrement aléatoire l'issue de cette entreprise. Nul ne sait en effet quelle est précisément la justification de cette guerre. Déclarée sans mandat des Nations unies, elle est menée au nom d'un concept juridique flou, celui de devoir d'ingérence. Nul ne sait surtout quels sont les buts de la guerre. S'agit-il de faire tomber un dictateur ? S'agit-il de faire revenir à la table de la négociation un chef d'Etat ? S'agit-il d'imposer aux Serbes le compromis de Rambouillet, celui d'une

autonomie substantielle ? S'agit-il de préparer une indépendance du Kosovo ou seulement d'une part de cette province ? S'agit-il d'instaurer un protectorat européen sur une partie ou la totalité de cette province ?

LE FIGARO

Charles Lambroschini

■ Au Kosovo, l'OTAN se retrouve devant un dilemme à la vietnamienne. Il n'y a pas de demi-guerre : la guerre, on ne la fait pas ou on la fait totalement (...). Les buts de l'intervention de l'OTAN devront être redéfinis. Au rythme actuel des frappes, qui visent les soldats yougoslaves et non pas seulement l'armement lourd, il ne peut plus s'agir d'une opération de police de quelques jours.

www.multimania.com/espaceli

Des études de marché gratuites pour créateurs d'entreprise désargentés

« À QUAND remontent vos dernières vacances à l'étranger ? Quelle a été votre destination ? La durée de votre séjour ? De quelle manière avez-vous préparé ce voyage ? Quand et où espérez-vous repartir ? » Avant de créer leur agence de voyages, Jérôme et David, deux chômeurs de vingt-quatre et vingt-huit ans habitant Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), ont décidé de faire appel à Espace Net, un site proposant aux futurs créateurs d'entreprise de réaliser des études de marché préalables grâce à un questionnaire.

« Depuis sa mise en place il y a un an, mon site a déjà permis de tester gratuitement une vingtaine de projets », explique Nicolas Keller, un Lillois de vingt-six ans, chargé de mission à l'association Espace Flandres, dont la vocation est de conseiller et former les demandeurs d'emploi qui souhaitent monter leur entreprise. Il tient cependant à préciser que son site est une initiative strictement personnelle : « Je me suis lancé pour donner un coup de pouce à des chômeurs avec les-



quels j'étais professionnellement en contact ».

Cinq projets sont actuellement soumis au verdict des internautes, dont un service d'esthétique à domicile, une société de recyclage de véhicules accidentés et une sandwicherie biologique : « L'avan-

tage d'Internet est que l'on peut interroger un panel quasi illimité pour réaliser rapidement une étude. Il me faut deux à trois semaines pour collecter 250 réponses, que je réexpédie à l'auteur du projet. » Certains internautes ajoutent des commentaires personnels : « Dans la moitié des

cas, ces remarques pertinentes nous aident à rectifier le tir. »

Nicolas Keller ne compte pas seulement sur les visiteurs spontanés de son site. Il a constitué un fichier de 150 correspondants rencontrés sur des forums de discussion thématiques : « Si, par exemple, on me soumet une idée concernant l'hôtellerie, je peux piocher dans mon carnet d'adresses les internautes intéressés par ce secteur et leur envoyer le questionnaire par courrier électronique. »

A terme, Nicolas envisage de traiter les données recueillies avec un logiciel d'analyse statistique. En attendant, Espace Net a déjà aidé trois jeunes entrepreneurs à concrétiser leur projet : « Un cuisinier au chômage devenu traiteur spécialisé dans la livraison de plats cuisinés aux PME, une jeune femme dirigeant un dépôt-vente d'accessoires et vêtements pour enfants, et un souffleur de verre qui vient de monter son atelier au cœur du vieux Lille. »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

DIFFAMATION

■ Un tribunal britannique a décidé que le prestataire d'accès Demor (filiale de Scottish Telecom) pouvait être juridiquement responsable de la diffusion d'un message diffamatoire affiché sur un forum de discussion hébergé sur ses serveurs même si l'auteur réside hors du Royaume-Uni et n'est pas client de Demor. Plusieurs associations de défense des droits civiques et organisations professionnelles ont protesté contre cette interprétation de la loi de 1996 sur la diffamation. Il y avait une menace pour la liberté d'expression et une incitation pour les prestataires à espionner leurs clients. Demor a décidé de contester la décision du juge.

CYBERVENDEURS

■ Le grand magasin parisien La Printemps va prochainement tester un service inédit de vente directe sur le Web. Les clients-internautes dialogueront en direct avec des vendeurs chaussés de patins à roulettes, qui se rendront dans le rayon souhaité et montreront les articles grâce à des petites caméras portatives reliées au réseau. En outre des « cybermodèles » seront organisés pendant les heures de fermeture du magasin. (AFP).

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général Leclerc - 93046 Charenty-le-Pont Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Cette valable jusqu'au 31/12/99 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 901MOPR1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01 42 17 22 99 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€/min)

« Le Monde » (ISSN 0000-0000) is published daily for \$ 892 per year. « Le Monde » 21, rue Claude-Bernard 75042 Paris Cedex 05, France, periodicité mensuelle en France.

« Le Monde » (ISSN 0000-0000) is published daily for \$ 892 per year. « Le Monde » 21, rue Claude-Bernard 75042 Paris Cedex 05, France, periodicité mensuelle en France.

Un gâcheur de guerre

par Alain Rollat

IL EST VIVANT ! Ce n'est pas un poisson d'avril. Son visage nous est familier depuis les négociations de Rambouillet. On l'avait dit blessé, pourchassé, planqué depuis l'incendie de sa maison. On craignait même le pire après l'exécution annoncée de plusieurs de ses amis. Et le voilà qui réapparaît, mercredi soir, plein cadre, sur France 3. Ce n'est pas une image virtuelle. Non seulement il est vivant, mais en pleine forme. C'est bien lui. Lui, le président de la Ligue démocratique du Kosovo, l'ami de la France, le porte-parole des indépendantistes albanais, l'ennemi politique numéro un de Slobodan Milosevic. Ibrahim Rugova est vivant ! Et il parle ! Et il s'exprime ! Et il parle libre de ses mouvements. Et il dément les « spéculations » alarmistes. Et il reçoit la presse dans sa maison de Pristina, qui n'a pas été incendiée : « Je suis chez moi depuis mon retour de Paris. » Ibrahim Rugova

parle, et ce qu'il dit jette un froid...

Sur la guerre ? Ses propos inattendus ont, en effet, de quoi surprendre. Car Ibrahim Rugova, surgi du néant, demande à l'OTAN d'arrêter les bombardements alors qu'elle s'est mise en guerre pour soutenir sa cause : « L'OTAN ne doit pas tuer les gens mais les aider. » Il prie Milosevic de « coopérer ». Pas un mot sur les représailles dont seraient victimes ses partisans. Pas un mot sur les exactions imputées aux troupes serbes. Pas un mot sur l'exode imposé à ses compatriotes. On croirait entendre le ministre serbe de la désinformation. Cette réapparition inattendue perturbe le scénario belliste. Ces propos pacifistes font désordre. Ils jurent avec les larmes qui s'accumulent aux frontières du Kosovo.

Comment, donc, traiter cette information ? Comment présenter ce fait nouveau ? Faut-il le rappor-

ter à l'état brut ou se hasarder à l'interpréter ? Où est le lézard ? Coup de théâtre ou mise en scène ? Comment faire la part de la vérité et de la manipulation ? On devine les hésitations de la rédaction de France 3. On partage ses doutes devant cette « anomalie ». Quel parti prendre ? Est-ce le non-violent, le « Chandi du Kosovo » qui refait surface chez Ibrahim Rugova ? Instrumentalisé, il l'est assurément par les propagandistes de Belgrade qui ont autorisé la presse à le rencontrer. Mais dans quelle mesure l'est-il ? A son insu ou de son plein gré ? De gré ou de force ? Trahit-il ou tente-t-il de sauver les meubles ? Héros ou colabo ? Une voix off, sur France 3, tranche soudain le dilemme : cet homme parle « sous contrainte », donc ce qu'il dit « doit être considéré avec circonspection ». Affirmatif ! Dans les écoles de journalisme, on appelle ça le syndrome de la vérité désirée.

Septicisme à Tokyo

Une solution pacifique
s'oppose au but pour...

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.20 Explosions volcaniques. Forum Planète
21.35 Abeilles, une société bien structurée. Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invité: Shunko Andrieu. Canal +
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
19.10 et 01.10 Le Rendez-vous de Ruth Elrief. LCI
20.05 Temps présent. Gerry Adams, l'adieu aux armes. France 2
20.15 Les Années belges. Le Congo: l'indépendance précipitée. RTBF 1
22.40 Courts particuliers. Jean-Jacques Beineix. Paris Première
23.25 Tapage. Hôpital: attention danger! La France est-elle malade de ses hôpitaux? Invité: Edouard Couty, Jean-Paul Escande, monsieur Eliasson, Gérard Dumont, Alain-Michel Caroué. France 3
0.55 Hors série. L'usine: un jour de moins, un jour de plus. France 3

DOCUMENTAIRES

- 20.40 Les Noirs dans le cinéma américain. T3-Rue
20.45 Latroun. Odyssée
21.15 Les Derniers Sanctuaires. Saragatino: retour vers le brouillard. Odyssée
21.40 Histoire de dessous. Le Feu de la Terre. [196]. Jura, les cratères fermés. Odyssée
22.30 Le Peuple de la décharge. Une histoire brésilienne. Planète
22.30 Le Miel et les Abeilles. Forum Planète
22.40 Croire ou ne pas croire. Arte
22.40 Toutankhamon. [35]. Égypte. TMC
23.20 Les Tribus indiennes. [1420]. Les Potawatomi. Planète
23.45 Making of du «Bosco». Canal +
23.45 La Chine, dragon millénaire. Hangzhou, paradis de la soie. Odyssée
23.55 De l'autre côté du périphérique. [20]. Le meilleur de l'année. Planète
0.15 Général Tombeur. Odyssée
0.45 Inde, naissance d'une nation. La démocratie. Odyssée
1.00 Les Tigres lamouls, prêts à mourir. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 21.00 Tennis. Tournoi féminin de Hilton Head (Etats-Unis). Eurosport

MUSIQUE

- 21.40 Down at Dusk. Avec Dawn Upshaw, soprano; Fred Hersch, piano. Par le Sinfonietta de Londres, dir. Eric Stern. M6
23.00 Orfeo. Opéra de Monteverdi. Mise en scène: Troia Brown. Par le Chœur Vocal et le Collegium Vocale de Gand, dir. René Jacobs. Muzik
23.35 Stabat Mater, de Rossini. Avec Barbara Frituli, soprano; Sonia Garami, soprano; Giuseppe Sabbatini, ténor; Michele Portini, basse. Paris Première
23.35 L'Homme de la rivière. George Miller (Australie, 1982, 70 min). Canal Jimmy

FILMS

- 16.35 Service de nuit. Jean Rouch (France, 1945, 90 min). Ciné Classics
17.05 Dick Tracy. Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min). Cinéstar 1
17.40 Vivement dimanche! François Truffaut (France, 1983, 110 min). Cinétoile
18.35 Le Jour du vin et des roses. Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min). Ciné Classics
19.10 Le Cauchemar de Dracula. Torrance Fisher (Grande-Bretagne, 1958, 80 min). Ciné Cinema 1
20.30 Le Bon et les Méchants. Claude Lelouch (France, 1979, 120 min). Ciné Cinema 2
20.35 Modernité cantabile. Peter Brook (France, 1966, N., 95 min). Canal Jimmy
20.45 Léon Morin, prêtre. Jean-Pierre Melville (France, 1961, 115 min). Arte
20.45 Napoléon. Abel Gance (France, 1926, muet, N., 120 min). Histoire
20.50 Les Dix Commandements. Cecil B. DeMille (Etats-Unis, 1935, 230 min). M 6
21.00 Condamné au silence. Otto Preminger (Etats-Unis, 1950, 100 min). Paris Première
21.35 Je n'ai pas tué Lincoln. Scott Hicks (Australie, 1994, 100 min). Ciné Classics
22.40 L'Homme de la rivière. George Miller (Australie, 1982, 70 min). RTT 9

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
19.05 Le Bledil.
20.00 Journal, Météo.
20.48 Trafic infos.
20.50 Les Cordier, juge et flic. Née en prison. O.
23.00 Mado in America. L'ultime envol.
0.40 Les Rendez-vous de l'entreprise.
FRANCE 2
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Enquête spéciale. Spécial guerre au Kosovo. Les détectives de l'ADN. Réactions en chœur.
21.00 Les Dix Commandements. P.-P. Préminger du vole.
23.00 Expression directe.
23.10 Eaux profondes. Film. Michel Deville. O.
0.45 Journal, Météo.
1.10 La 25e Heure. Qu'il était beau l'an 2000!
FRANCE 3
18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consom'ag.
20.55 Démonstration Man. Film. Marco Brambilla. O.
22.55 Météo, Soir 3.
23.25 Tapage. Hôpital: attention danger! La France est-elle malade de ses hôpitaux?
0.30 Espace francophonie. MASA 99.
0.55 Hors série. L'usine: un jour de moins, un jour de plus.

ARTE

- 19.00 Voyages, voyages. Les Les Cook.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 La Vie en feuilleton. Bonheur bébé! [44].
20.40 Théma.
Croire ou ne pas croire.
20.45 Léon Morin, prêtre. Film. Jean-Pierre Melville. O.
22.40 Croire ou ne pas croire.
0.20 Raphaël ou le débâché. Film. Michel Deville. O.
M 6
18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le 56 Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, passé simple.
20.50 Les Dix Commandements. Film. Cecil B. DeMille. O.
0.40 La Maison de tous les cauchemars. L'angle des Cauchemars. O.
1.40 Boulevard des clips.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.30 Agora. Spécial génologie [45].
21.00 Lieux de mémoire.
21.10 Les Champs-Elysées.
22.10 For intérieur.
23.00 Nuits magnétiques. [17].
0.05 Du jour au lendemain. François Dominique.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Le Violoncelle et l'Orchestre. Par l'Orchestre national de France, dir. Pascal Rogier. Œuvres de Dutilleul, Saito, Jovinet, Mahler, Koechlin.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Messiaen, Gabriel. 23.07 Papillons de nuit.

RADIO CLASSIQUE

- 20.15 Les Soirées. Œuvres de Dutilleul, Grieg. 20.40 Soirée spéciale 1^{er} avril. Forget the Classic One second; Récit classique; 21.30 Woody Allen et la musique. Œuvre de jazz: Bande originale de Celebrity; You Oughta Be in Pictures; Œuvres de Gershwin, Mozart, Bach, Mendelssohn, Schubert, etc.

TELEVISION

ARTE

- 20.45 Léon Morin, prêtre. Sous l'Occupation, une jeune veuve athée, ancienne militante communiste repérée dans une petite ville des Alpes, éprouve le besoin de défier un prêtre, dont elle va s'éprendre. Dans cette adaptation par Jean-Pierre Melville du roman de Béatrix Beck, prix Goncourt 1952, Jean-Paul Belmondo en soutane se montre très étonnant. L'étude psychologique suit de près le texte littéraire.

PLANÈTE

- 22.30 Le Peuple de la décharge. A Itacoa de Sao Gonçalo, dans la banlieue de Rio de Janeiro, ils sont nombreux à vivre de la décharge. Des hommes, des femmes et des enfants trient les ordures. Face au cinéaste Eduardo Coutinho, ils se sont d'abord montrés hostiles, comme s'ils étaient en faute. Puis ils ont eu besoin d'affirmer leur humanité. Pas de commentaire, ni de jugement, le cinéaste montre simplement « comment on vit ici ».

FRANCE 2

- 23.10 Eaux profondes. Un homme, amoureux fou de son épouse, tolère les manœuvres de séduction de celle-ci, mais avertit ses soupçons qu'il a tué un de ses amants. Le vrai meurtrier étant arrêté, il va devoir passer à l'acte. Le roman de Patricia Highsmith est exactement traduit, par Michel Deville, en images brûlantes de passions secrètes. Les interprètes, Isabelle Huppert et Jean-Louis Trintignant, sont admirables.



23.10 Eaux profondes. Jean-Louis Trintignant. France 2
0.20 Raphaël ou le débâché. Film. Michel Deville. O.

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.05 Découverte. Les fruits, le peuple du froid. TV 5
14.30 La Cinquième rencontre. Travail, économie, Travail dans l'humain. Invité: Jean-Christophe Rufin. La Cinquième
15.00 Screen savoir multimédia. Un autre tour de France. RTBF 1
16.15 et 20.15 Le Talk Show. LCI
16.30 La Semaine d'Histoire. Histoire
17.15 Presse hebdo. LCI
18.00 Stars en stock. Ritz Lancôme. Ritz Hayworth. Paris Première
18.30 Le Magazine de l'Histoire. Invité: Alain Gérard-Sarna. Pierre Chuvp, Marie-Anne Magard Bonucci. Histoire
18.30 Nulle part ailleurs. Invité: Ann Du Hong, Dave Mirra, André Williams, Jean-Marie Bigard, Yvonne Sola, Marina Tonné. Canal +
19.00 Trucs. Arte
19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première
19.15 et 01.15 Le Rendez-vous de Ruth Elrief. LCI
19.30 Envoyé spécial. Les années 90. Rites du rire. Invité: Sabine Melchior-Bonnet. Histoire
20.00 20h Paris Première. Best of. Paris Première
20.55 Thalys. Les gardiens du pôle Nord. France 3
22.00 Faut pas rêver. Turquie: Le supplice de Kangal. France: Le dernier suisse. Inde: La mort du Dr. Invité: Alain Lortat-Jacobien. France 3
22.55 Bouillon de culture. Invité: Bronislaw Czerwinski. France 2
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique. Invité: Le professeur Escande. TF 1
23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Rites du rire. Invité: Sabine Melchior-Bonnet. France 3
23.40 Intérieur nuit. Des jeunes qui montent... Pôles. Daniel Héli. Melon Galla. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

- 17.35 Naissance du XX^e siècle. [107]. L'âge d'or. La Cinquième
18.10 Dancing in the Street. [1970]. Eight Miles High. Planète
18.30 Toutes les drogues du monde. Solutions de rechange. Odyssée
19.00 Carnets de vols. La police du ciel. Odyssée
19.10 Promenades sous-marines. [1926]. Mystères aux Caraïbes. Planète

MUSIQUE

- 21.00 Béla Fleck & The Flecktones. Concert enregistré au Spectrum, à Montréal en 1994. Muzik
22.05 Maçon Lescap. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. John E. Gardner. Paris Première
22.45 Le Cauchemar de Dracula. Torrance Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min). Ciné Cinema 3
18.35 Je n'ai pas tué Lincoln. Scott Hicks (Australie, 1994, 100 min). Ciné Classics
19.30 Gwendoline. Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min). Cinétoile
20.55 Danse avec les loups. Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 144 min). T3
21.00 Le Livre du vendredi. Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min). Ciné Cinema 2

TELEFILMS

- 20.30 Mort d'un conquérant. Thierry Chabert. Festival
20.45 Au-delà du silence. Caroline Link. Arte
20.50 Les Roses du mal. Marjlen David Vajda. M 6
20.55 La Condamnation de Kitty Dodd. Michael Tischer. TMC
22.10 La Femme de plume. Chantal Ficaud. Festival
SÉRIES
17.20 Seconde B. Mélières à risques. TMC
17.35 Evamag. Haute couture. O. Canal +
18.25 Harry, coeurs à vif. France 2
20.10 Campus Show. Plus vite. Série Club
20.15 Ellen. [1/2]. When the Now Breaks. RTT 9
20.30 L'Homme de nulle part. Canal Jimmy
20.40 Chicago Hospital. Une journée d'effort. O. L'ami en question. O. RTT 9
20.40 Télévoz. Cauchemar dans le complot. T3-Rue
20.55 P.J. Panique. Descente de police. France 2
20.55 Soirée sitcom. T3-Rue
21.25 Le Visiteur. La capture. Série Club
21.50 The New Testament. Bien mal acquis profite toujours (v.o.). Canal Jimmy
22.20 Dream On. Poulet par le défilé (v.o.). Canal Jimmy
22.40 X-Files. Les petits hommes verts. L'Idole. O. M 6
0.20 Friends. The One with Chandler's Work Laugh (v.o.). Canal Jimmy
0.45 Star Trek. Deep Space Nine. Invasion par le vaisseau. Canal Jimmy
1.30 Star Trek. La nouvelle génération. Interface (v.o.). Canal Jimmy

DANSE

- 19.45 The Tale of a Man. Chorégraphie de Vår Berg. Musique de Jan Sandström. Par le ballet royal suédois. Avec Marlin Leonard (Gunnar Heden), Gerd Andersson (Sa mère). Muzik
20.45 Symphonie de Psalms. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique d'Opéra Sverin. Par le Nederlands Dans Theater. Muzik

TELEVISION

ARTE

- 20.45 Au-delà du silence. C'est l'histoire d'une petite fille qui, entendant et parlant parfaitement, devient l'interprète de ses parents sourds-muets. Un soir de Noël, sa tante Clarissa lui fait cadeau d'une clarinette. Le monde de la musique s'ouvre à l'enfant et brise le silence qui l'entoure... ce qui n'est pas du goût de son père. Ce premier film de la réalisatrice allemande Caroline Link a la grâce et la force d'un poème.

FRANCE 3

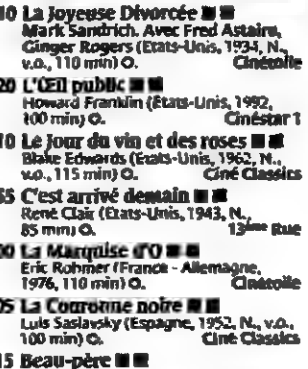
- 23.30 Hitler-Staline: liaisons dangereuses. Ce documentaire, écrit par Thibaut d'Orion et Jean-François Delassus, et réalisé par ce dernier, a déclenché, lors de sa première diffusion, en 1996, des critiques, amplifiées, un an plus tard, après la publication de *Le Livre noir du communisme*. En trois épisodes, il détaille la collusion entre les régimes nazi et soviétique. Il est accablant pour le stalinisme.

FRANCE 2

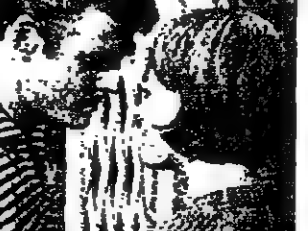
- 0.35 Inside Daisy Clover. Daisy Clover, qui vient d'avoir quinze ans, vit avec sa mère fêlée dans une maison au bord d'une plage et rêve de devenir chanteuse. Elle est « découverte » par un producteur qui, en deux ans, lui vole son âme et détruit toutes ses illusions. La mise en scène de Robert Mulligan crée un monde à la limite du fantastique où errent les fantômes. La fin, avec ses ruptures de ton, laisse pantois. En v.o.

FILMS

- 15.20 L.A. Confidential. Curtis Hanson (Etats-Unis, 1997, 135 min). Canal +
15.35 Smoking. Alain Resnais (France, 1993, 145 min). Cinéstar 1
16.30 Six degrés. Julien Duverrier (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 115 min). Ciné Classics
16.45 Le Cauchemar de Dracula. Torrance Fisher (Grande-Bretagne, 1958, v.o., 80 min). Ciné Cinema 3
18.35 Je n'ai pas tué Lincoln. Scott Hicks (Australie, 1994, 100 min). Ciné Classics
19.30 Gwendoline. Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min). Cinétoile
20.55 Danse avec les loups. Kevin Costner (Etats-Unis, 1990, 144 min). T3
21.00 Le Livre du vendredi. Pierre Schoendoerffer (France, 1977, 120 min). Ciné Cinema 2



21.10 La Joyeuse Divorcée. Mark Sandrich. Avec Fred Astaire, Ginger Rogers (Etats-Unis, 1934, N., 110 min). Cinétoile



21.20 L'Œil public. Howard Franklin (Etats-Unis, 1992, 100 min). Cinéstar 1
22.10 Le Jour du vin et des roses. Blake Edwards (Etats-Unis, 1962, N., v.o., 115 min). Ciné Classics
22.35 C'est arrivé demain. Erik Rohmer (France - Allemagne, 1976, 110 min). O.
0.05 La Conquête noire. Luis Sastre (Espagne, 1952, N., v.o., 100 min). Ciné Classics
0.15 Beau-père. Robert Mulligan (France, 1981, 120 min). Ciné Cinema 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
16.35 Vidéo gap.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Beverly Hills. O.
18.25 Excluse.
19.05 Le Bledil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Les Années tubes.
23.10 Sans aucun doute. Les scandales de la chirurgie esthétique.
1.00 TF 1 nuit, Météo.
1.35 Cités à la dérive. [18]. O.
FRANCE 2
15.50 La Chance aux chansons.
16.30 Des chiffres et des lettres.
17.30 et 22.50 Un livre, des livres.
17.55 Cap de Pinx. O.
18.25 Hartley, cours à vif. O.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui?
20.00 Journal, Météo.
20.55 P.J. Panique. O.
20.55 Soirée de police. O.
22.55 Bouillon de culture.
0.10 Journal, Météo.
0.30 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.35 Inside Daisy Clover. Film. Robert Mulligan (v.o.). O.
FRANCE 3
16.40 Les Minikermes.
17.45 Le Kidn. O.
18.20 Questions pour un champion.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalys.
Les gardiens du pôle Nord.
22.00 Faut pas rêver. Turquie: Le supplice de Kangal. France: Le dernier suisse. Inde: La mort du Dr. Invité: Alain Lortat-Jacobien. France 3
22.55 Bouillon de culture.
Hider-Staline, liaisons dangereuses [1/3]: La trise-glac.
0.25 Libre court.
0.40 La Case de l'Œil Doc. Thérèse superstar.
1.35 Nocturnales. Jazz à volonte. The Carnegie Hall Jazz Band au Festival de Marciac 1997.

LA CINQUIÈME ARTE

- 16.00 Olympia.
16.30 La Magazine ciné.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XX^e siècle. [1/12].
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Trucs.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Paolo Uccello (1397-1475).
20.45 Au-delà du silence.
18.20 Météo.
22.30 Contre l'oubli.
22.40 Grand format.
Do Sanh, le dernier film.
0.20 Scotland Yard contre X. Film. Basil Dearden (v.o.). O.
1.50 Le Dessous des cartes. L'Ukraine, un pivot géopolitique?

M 6

- 16.05 et 1.40 Boulevard des clips.
17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.54 Le 56 Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. Amour fou. O.
20.40 Décrochage info.
20.45 Question de métier.
20.50 Les Roses du mal. Telenovela. Marjlen David Vajda. O.
22.40 X-Files. L'intégrale. Les petits hommes verts. O.
0.30 Le Livre du vendredi. Joe Cocker, Night Calls.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
19.45 Les Enjeux internationaux.
20.05 Les Chemins de la musique. [55].
20.30 Agora. Spécial génologie [55].
21.00 Black And Blue. Dans le sillage du pilote. Les grands bateaux de Big Band dans les années 50.
22.10 Fiction.
Photo de famille, de Jan Mical.
23.00 Nuits magnétiques. [22].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.40 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre symphonique de Berlin, dir. Michael Glien. Le Pissenet selon Saint-Martin, de Bach.
23.07 Jazz-club.
RADIO CLASSIQUE
20.15 Les Soirées. Quatuor. 54 n° 3, de Haydn, par le Quatuor Lindsay.
20.40 Murray Perahia. Concerto pour piano n° 20, de Mozart, par The English Chamber Orchestra; Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Bach, etc.
23.00 Volant. Opéra de Tchaïkovski. Par le Chœur et l'Orchestre du Kirov, dir. V. Cergiev.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
O Tous publics
A Accord parental souhaitable
C Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
P Public adulte
I Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans
Les codes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Ciel d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

مكتبة الأمل

Simple d'opinion

par Pierre Georges

BIENHEUREUX les simples d'opinion ! Les pour, résolument pour, les contre, totalement contre. Front contre front, pensée contre pensée, unique l'une et l'autre, cela va sans dire, certitudes contre certitudes, images contre images.

Peut-on avouer, sans déchoir, une pensée, comment dire, plurielle sur cette guerre singulière, à nos portes et à mille lieux pour tant de ce que devrait être, de ce que l'on imaginerait devoir être l'Europe d'une fin de XXe siècle. Guerre technologique, purification ethnique, l'avenir bombarde le passé, du plus haut des cieux virtuels au plus extrême des nationalismes réels. Le siècle finissant reprend l'Histoire là où l'Histoire en est restée, au siècle commençant, dans un éternel, balkanique et sanglant recommencement.

Bienheureux les simples d'opinion ! Ils ont une opinion, dans le grand sondage rituel des convictions assénées et des certitudes affichées. Etes-vous pour ou contre la guerre ? Répondez et vite ! Et sans sommations ! Etes-vous Otanisé, c'est à dire pensez l'autre camp, lobotomisé, marchant au pas cadencé de l'impérialisme américain et de ses valets européens ? Etes-vous anti-guerre, c'est-à-dire, suggère le camp armé, rouge-brunisé, anti-américain par une sorte de réflexe pavlovien, autrement dit stalinien mal repenti, aussi sûrement que Milosevic est cet anti-loup rouge déguisé en panseur brun.

Bienheureux les simples d'opinion ! Faute d'avoir la bataille des images, car, expérience aidant, les images sont, cette fois-ci, tenues pour suspectes, nous avons la bataille des mots. Et elle fait rage, rivalisant de trouvailles, de formules, de références histo-

riques, dans une sorte de balkanisation précisée des idées. L'Histoire sert et elle sert beaucoup, car la veine est inépuisable en ces contrées-là - l'Histoire récente dans un camp, l'Histoire ancienne dans l'autre, dix ou vingt ans dans un cas, des siècles dans l'autre. Deux bouts d'une même chaîne pourtant pour un même résultat tragique.

Le Monde publie depuis une semaine, en pages Débats, des textes prodigieusement érudits, formidablement écrits parfois, polémiques souvent. Il y en a pour tous les camps et, si l'on est de bonne foi, beaucoup de ces écrits aident à penser à ce à quoi on n'avait pas pensé, à voir ce que l'on n'avait pas vu, dans la confrontation des idées et des points de vue. On sort de la lecture plus savant, ou moins ignare. Mais pas plus avancé pour autant.

Que faire, mais que faire ! La guerre ou la paix ? Même ce choix-là n'existe pas, puisque les stratégies de l'Otan, ou leurs patrons politiques, ont inventé, pour ce qui concerne leur camp, la guerre sans perte, sans risques et sans morts, donc la guerre « inépuisable ». Et puisque les béralités de la paix ont leur pacifisme plombé, souillé, mort-né dès lors que cette paix-là est aussi celle des purifications ethniques et des cimetières.

Bienheureux les simples d'opinion ! Alors, au final, on adhère à une opinion simple. L'Histoire des Balkans ne nous intéresse pas ou plus. Elle sert par trop d'alibi au présent. Or c'est le présent des peuples, de cette Europe hors l'Europe, hors son époque, qui force au choix : on n'arrête pas la purification ethnique par des mots. Cela fait tout de même un siècle que le siècle nous l'a appris.

Des témoins accusent le système anti-incendies du tunnel du Mont-Blanc

L'alarme aurait été donnée par un automobiliste

CHAMONIX

En dépit des systèmes de détection des incendies, l'alerte de l'incendie du camion sous le tunnel du Mont-Blanc, qui a fait au moins quarante morts, mercredi 24 mars, a été donnée par un automobiliste. Franco Columbo, vice-président de la société gérant le tunnel du côté italien, a apporté cette précision à l'issue de la réunion de la Commission intergouvernementale franco-italienne de contrôle du tunnel du Mont-Blanc, mercredi 31 mars, à Courmayeur (Italie). Le témoignage de cet automobiliste, Nicolas Borghi sème un doute sérieux sur le déclenchement des systèmes d'alarme, côté français, lors de la catastrophe.

M. Borghi tient un pub à Courmayeur (Italie). Mercredi, il emprunte le tunnel du Mont-Blanc, pour aller skier à Chamonix. « Quand je suis arrivé à la moitié du tunnel, j'ai vu le camion sur la voie opposée qui était arrêté et qui prenait feu. J'ai fait demi-tour pour ressortir du tunnel. Une autre voiture derrière moi a fait de même et s'est arrêtée pour lancer un appel SOS sur un téléphone du tunnel. J'ai parcouru environ six kilomètres et quand je suis sorti du tunnel, je me suis aperçu que des voitures continuaient de rentrer. Je n'ai pas l'impression que les services étaient au courant de ce qui se passait et de la gravité, car ce n'est qu'à ce moment-là, quand je suis sorti, qu'ils ont fermé le tunnel. »

Ce témoignage authentifié implique qu'aucun système de dé-

tection automatique, ni aucune surveillance humaine n'avait remarqué la fumée qui sortait du côté arrière droit du tracteur du semi-remorque. Pourtant, elle était assez importante pour que, selon le témoignage du chauffeur lui-même, Gérard Degraive, deux routiers le croisant, l'avertissent par des appels de phare.

Tandis que M. Columbo annonçait, mercredi 31 mars, que « l'alarme [avait] été donnée par un usager qui a utilisé la borne d'urgence du garage n°2 », à un kilomètre, côté italien, des lieux du sinistre, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc, Rémy Chardon, se refusait à toute déclaration. Interrogé sur le fait que l'alarme ait pu être donnée par l'automobiliste, un collaborateur de M. Chardon a précisé en aparté : « C'est possible. Mais il a pu y avoir deux appels simultanés. » Pourtant, même si l'alarme a été déclenchée simultanément du côté français, celle-ci serait intervenue tard puisque l'automobiliste a déclaré que le camion venait de prendre feu quand il appelait. Autre sujet d'étonnement : la société du Mont-Blanc ne dispose d'aucune image. La cassette vidéo où auraient dû être enregistrées les images à proximité de la zone du sinistre est vierge. La justice a saisi aussi la cassette vidéo italienne qui, elle, contient des images. « Nous avons eu un problème de déclenchement automatique d'enregistrement », a reconnu, lundi, M. Chardon. Cette absence d'image empêche de vérifier si de la fumée sortait du camion avant qu'il ne s'arrête.

L'incertitude sur la capacité des dispositifs de sécurité du tunnel du Mont-Blanc à détecter la fumée est d'autant plus inquiétante que début 1998 et au printemps de la même année, deux rapports des sapeurs-pompiers critiquaient l'archaïsme des systèmes de sécurité. Le colonel Laurent, commandant le Service départemental incendie-secours de Haute-Savoie, a rédigé le second. Le premier a été établi par le capitaine Comte, chargé, à la caserne de Chamonix, des rapports avec la Société du tunnel. Dans ce document, il dénonce le manque de coordination entre les services de sécurité français et italiens, et l'incompatibilité entre les matériels. M. Chardon a affirmé n'avoir jamais eu connaissance de ces rapports pourtant adressés au préfet de Haute-Savoie. Pourtant, le président de la Société du tunnel du Mont-Blanc a indiqué que depuis six mois, tous les lundis, les sociétés italienne et française du tunnel assuraient la formation des pompiers sur les dispositifs de sécurité du tunnel. Pourquoi avoir mis en place cette formule ?

Une autre polémique concerne l'organisation d'exercices de secours. M. Chardon a expliqué qu'une telle opération nécessiterait la fermeture à la circulation du tunnel durant au moins un jour et qu'elle était, du fait des pouvoirs de police qu'elle implique, de la responsabilité des autorités de l'Etat.

Jean Touza

Rwanda : « Aucun témoin ne doit survivre »

ALISON DESFORGES est le principal auteur et coordinateur du rapport de 900 pages de la Fédération internationale des droits de l'homme et d'Human Rights Watch sur le génocide des Tutsis au Rwanda, présenté mercredi 31 mars à Paris (Le Monde du 1er avril). Intitulé « Aucun témoin ne doit survivre », l'ouvrage se veut la première « somme », le premier livre de référence sur ce massacre qui a fait un demi-million de morts.

Pour comprendre, la chercheuse américaine a passé près de quatre ans avec d'autres chercheurs « à écouter les massacres, leur voix, à comprendre leurs motivations. »

Les conclusions de ce rapport sont fermes. Le génocide a été délibéré, prémédité, et sa préparation était connue de la communauté internationale. Il n'est pas l'aboutissement des haines tribales mais le choix conscient d'une élite politique. Les rapporteurs estiment qu'il était parfaitement possible d'arrêter l'engrenage, mais que les gouvernements étrangers, et singulièrement français, n'ont rien fait. Pire, souligne le rapport : en continuant à reconnaître le pouvoir hutu malgré le génocide, Paris a été l'un de ses acteurs.

Car la légitimité du régime a été un facteur important de la participation de la population aux massacres baptisés « autodefense ».

Jean-Baptiste Naudet

* Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda. Editions Karthala, 1997

Le prestige de la Cour des comptes et du Quai d'Orsay en hausse à l'ENA

LA PROMOTION 1997-1999 de l'ENA avait manifesté un certain goût pour l'originalité en se baptisant « Cyrano de Bergerac ». Mais elle a fortement respecté les traditions, mardi 31 mars, lors de son « amphi-garnison », séance durant laquelle les 104 élèves ont choisi leurs affectations dans la haute fonction publique, suivant leur rang de classement. Le major, Vincent Mahé, a choisi le Conseil d'Etat, comme la moitié de ses prédécesseurs, l'autre moitié optant d'habitude pour l'Inspection générale des finances. Cette institution n'arrive qu'en troisième position, la Cour des comptes s'emparant, pour la première fois, de la deuxième place.

Malgré les amicales pressions des représentants des grands corps, deux élèves sortis « dans la botte » (parmi les quinze premiers) ont choisi le ministère des affaires étrangères (le « Quai d'Orsay »), dont la cote remonte notablement. Les inspections générales et le ministère de l'économie et des finances, où les primes sont allé-

chantes, se partagent le reste de la première partie du classement. La direction des impôts fait une chute spectaculaire, en 92e position. Le corps préfectoral, qui poursuit une ascension amorcée depuis plusieurs années, démarre à la 26e place.

Ce sont les chambres régionales des comptes qui ont le redoutable privilège de figurer en queue de peloton, rôle habituellement dévolu aux affaires sociales (cette fois seulement avant-dernières) ou à l'emploi, qui, cette année, a été choisi par un élève plutôt bien classé (57e). Comme d'habitude, les cinquante premiers élèves sont majoritairement issus du concours externe, bien qu'un élève issu du concours interne et un du troisième concours aient réussi à sortir dans la botte.

LETTRE OUVERTE

Imitant leurs prédécesseurs des promotions Valmy et Marc-Bloch, les élèves de la promotion Cyrano de Bergerac vont envoyer une lettre ouverte au premier ministre pour se plaindre de leur scolarité (ils la jugent inadaptée à leurs fu-

ctions) et demander la suppression de l'accès direct aux grands corps à la sortie de l'ENA. Le malaise est tel que des militants de la CFTD, s'appuyant sur la contestation de l'ENA - « machine à classer », « système de reproduction sociale » -, ont pu créer une section, le syndicalisme ayant disparu de l'Ecole depuis plusieurs années.

Cette section cédétiste revendique une cinquantaine de sympathisants, parmi lesquels un bon nombre de futurs préfets. Yves Roussel, son secrétaire, a remis au premier ministre un épais dossier dans lequel il formule notamment certaines propositions de réforme de la scolarité (renforcement de la formation au management, introduction de la sociologie des organisations). Bien que n'ayant pas obtenu de réponse, il ne perd pas espoir : les élèves de la promotion Avenir (1998-2000) ont repéré le flambeau de la contestation, et leur section CFTD revendique déjà vingt adhérents.

Rafaële Rivais

Time Warner vend ses réseaux câblés français

LE CÂBLO-OPÉRATEUR néerlandais United Pan-Europe Communication NV (UPC) a annoncé jeudi 1er avril le rachat de 100 % des actions de Time Warner Cable France - filiale du géant américain de la communication -, qui exploite trois réseaux de télévision câblée dans la banlieue de Paris, celle de Lyon et à Limoges. Après approbation des autorités administratives compétentes, ce rachat devrait être finalisé au troisième trimestre 1999. Les trois réseaux concernés couvrent un potentiel d'environ 350 000 foyers, selon le communiqué conjoint des deux sociétés. UPC raccordera notamment le réseau de Montreuil à celui de MédiaRéseaux Marne, sur lequel ont été lancés, en février, des services de téléphonie et d'Internet. Jeffrey A. Schwall, président de Time Warner Cable International, a précisé que « la stratégie du groupe est de concentrer ses ressources sur le marché intérieur aux Etats-Unis » tandis que le PDG d'UPC, Mark Schneider pense, par cette première acquisition en France, « réaliser une croissance rapide pour chacune de [ses] gammes de produits : vidéo, téléphonie et transfert de données ».

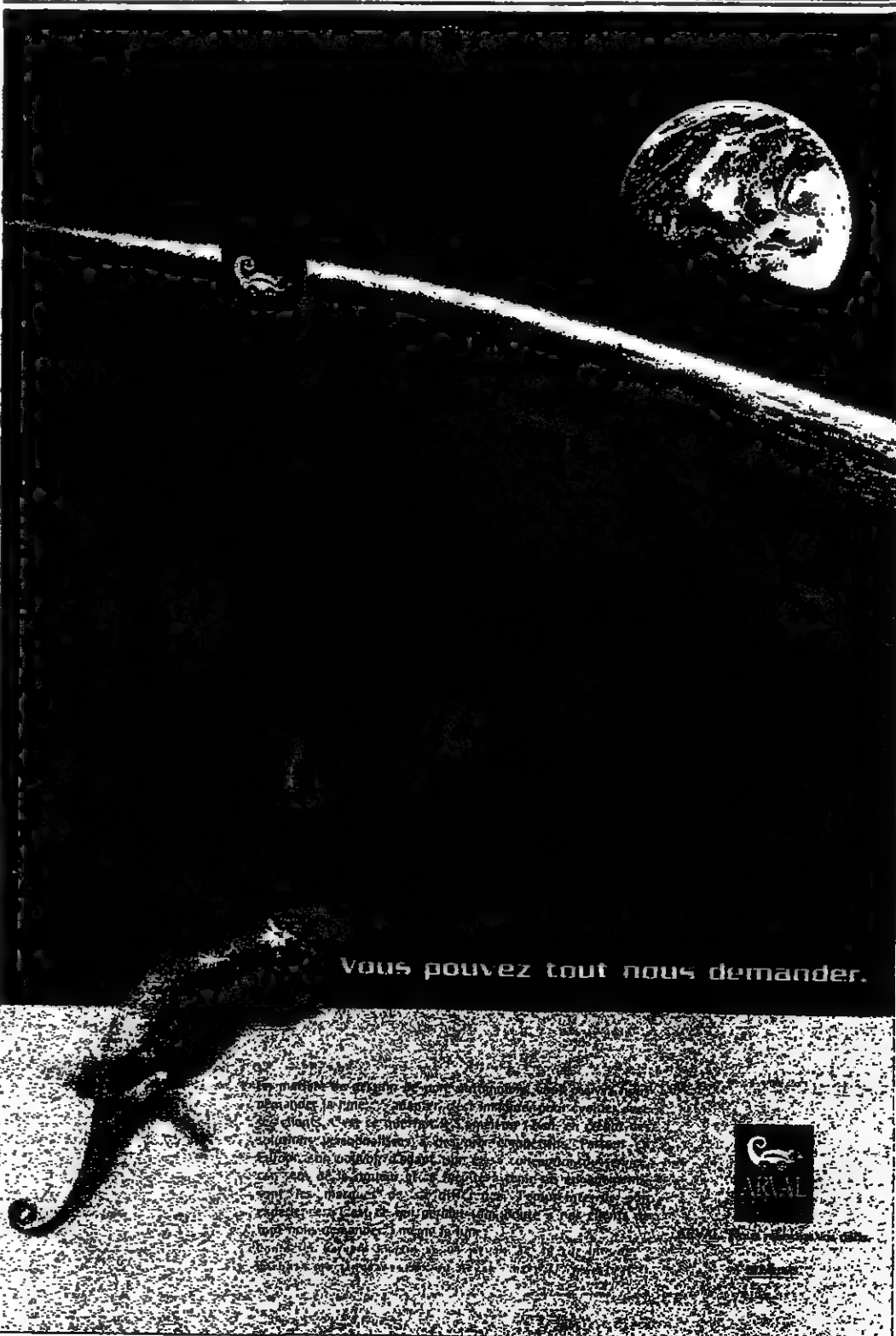
Tirage du Monde daté jeudi 1er avril 1999 : 512 299 exemplaires.

DÉPÊCHES

CYCLISME : la course des Trois Jours de La Panne (Belgique) a été neutralisée jeudi 1er avril au départ de la troisième étape. Un colli d'oreiller, en provenance d'Italie, a été découvert par les gendarmes belges à l'aéroport de Bruxelles. Ce colli était destiné à l'équipe italienne Wapet. Patrick Lefèvre, directeur sportif de la formation a été conduit à la gendarmerie, accompagné de ses coéquipiers.

RUGBY : deux nouveaux joueurs ont été appelés dans le groupe de l'équipe de France pour le dernier match du Tournoi des cinq nations contre l'Ecosse au Stade de France, samedi 10 avril : Christian Labit et Yann Delagade ce qui porte à sept le nombre de Toulousains dans la liste des vingt-deux.

LE MONDE TELEVISION
avec Le Monde
DATE DIM./LUN.



Vous pouvez tout nous demander.

LE MONDE TELEVISION

système
Mont-Blanc
mobilité

Rwanda:
Aucun témoin
ne s'est
survécu

Le Monde
1999/5

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURE

ESSAIS

VENDREDI 2 AVRIL 1999



PÉTRUS BOREL
Le Feuilleton
de Pierre Lepape page II

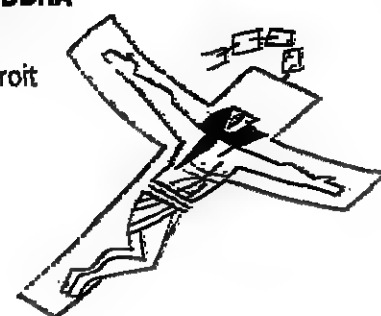


LYDIE SALVAYRE
page III



GEORGES PERROS
page IV

JÉSUS EN BOUDDHA
La Chronique
de Roger-Pol Droit
page VII



HISTOIRE
A partir du « rêve non réalisé,
mais non pas irréalisable »,
Michèle Riot-Sarcey réinstalle
l'événement au cœur
du territoire de l'historien
page IX

Déraison d'aimer

Sous couvert
d'un thriller
psychologique
qui met en scène
un homme harcelé
par un autre homme
atteint du syndrome
de Clérambault,
Ian McEwan offre
un hymne à la raison
face à la folie
des sentiments

C'est un cas célèbre dans les annales de la psychiatrie. Peu après la grande guerre, une femme, une Française, se croyait aimée du roi George V. Elle le poursuivait de ses ardeurs, multipliait les voyages en Angleterre, restait des heures accrochée aux grilles de Buckingham, dans l'espoir d'entrevoir son amant imaginaire. Si un rideau bougeait aux fenêtres du palais, c'était un signe qu'il lui adressait. Elle ne l'avait jamais rencontré, ne le rencontrerait jamais, mais ne vivait que pour lui, persuadée que tout Londres jaserait au sujet de leur liaison, que le roi en était très affecté, et que, pour cette raison, bien qu'épousée lui aussi, il la repoussait. La pauvre femme tournait ainsi, prisonnière de sa chimère. Jusqu'au jour où, de rage ou de dépit, elle se mit en tête de l'assassiner...

C'est l'un des maîtres de Lacan, Gaëtan Gatian de Clérambault, qui

le premier diagnostiqua cette dévotion à laquelle il donna son nom. Également appelé érotomanie, le syndrome de Clérambault se caractérise, selon les jolis mots de ce médecin, par « l'illusion délirante d'être aimé ». Du fictif à la fiction, il n'est pas étonnant que les mirages de ces intrigues inventées, trébuchées, mythiques, en un mot romanesques, aient pu tenter un écrivain. *Délire d'amour*, de Ian McEwan, est le récit de cet « amour fou », non pas comme l'entendait Breton, mais au sens médical du terme : lorsque la psychose, lovée au cœur même du livre, finit par ravager tous les personnages, gangrener leurs relations et semer le doute dans l'esprit même du lecteur.

Au premier étage de sa maison d'Oxford, dans un petit salon rouge et doré, Ian McEwan pose un regard songeur sur le jardin qu'on aperçoit de la fenêtre. Éclairer ce qui, au fond, l'a vraiment fasciné dans ce sujet suppose de remonter un peu en arrière. Car ce livre – le huitième traduit – est sorti en 1997 en Angleterre. Entre-temps, alors que l'édition de poche continue de s'arracher en librairie, McEwan a publié un roman,

Amsterdam (1), reçu le Booker Prize, émergé des lettres anglaises comme l'un des écrivains qui comptent aujourd'hui, parcouru l'Amérique au galop pour l'une de ces tournées commerciales absurdes dont il se remet à peine, et fêté ses cinquante ans.

Ce soir-là, à la lueur de la lampe, il semble soulagé d'être enfin sorti du tourbillon. Il admet qu'il a changé, en quelques années. Au fil des romans – *L'innocent*, *L'enfant volé*, *Les Chiens noirs*... (2) –, sa palette s'est éclaircie. Sa curiosité approfondie. Il n'est plus celui qu'on surnommait, à la fin des années 70, « Ian Macabre », à cause

Florence Noiville

de sa prédilection pour l'horreur et la violence sordides. Pourtant, oui, la folie continue sans doute de l'émouvoir. Surtout lorsqu'elle est vue depuis « les marges », dans ces espaces flous où elle se fonde si bien dans la norme.

« Tomber amoureux est l'une des expériences humaines les plus précieuses », note McEwan. Y en a-t-il même de plus forte hors du champ de la religion et de l'art ? Y penser en termes de pathologie m'intéressait.

D'abord parce que le syndrome de Clérambault est une parodie complète de ce qui se passe lorsque vous tombez amoureux : vous ne dormez plus, vous avez l'esprit ailleurs, vous voyez des signes partout. Ensuite parce que c'est une idée terrifiante de pouvoir vivre ça de manière imaginaire avec quelqu'un qui en vient à vous haïr. Toutes les victimes de harcèlement le disent : l'être qu'elles obsèdent finit par les hanter aussi. Peur, colère, désespoir... J'ai découvert que beaucoup de mariages n'y résistent pas. C'est pire qu'une liaison.

Voilà donc ce qui arrive à Joe Rose, le narrateur, le jour où, au cours d'un accident d'aéronef, il fait la rencontre furtive de Jed Parry, érotomane mystique, qui lui voue sur-le-champ un attachement aussi dévorant qu'irrépressible. « J'avais l'impression d'être tombé à travers une crevasse dans une autre vie », résume Joe. Son équilibre mental, ces certitudes de journaliste scientifique, son union avec Clarissa, spécialiste de John Keats, y survivront-ils ? Si le livre prend parfois des allures de thriller psychologique, il reste d'abord un « roman d'idées ». C'est un « pendant » aux *Chiens noirs*, dit McEwan, « ce récit où j'avais déjà entamé avec moi-même une discussion sur l'essence de la rationalité ». « Je voulais que mon héros soit un homme de logique, pour pouvoir mettre sa raison à l'épreuve. Voir cet esprit hautement organisé envahi peu à peu par le chaos était pour moi une façon d'explorer les limites du rationnel. Je suis souvent frappé par le fait que, dans la littérature occidentale, particulièrement depuis les romantiques, cette notion est souvent associée à quelque chose de froid, de calculateur, d'inhumain, de dépersonnalisé. C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire un hymne à la raison. Pour montrer qu'il y a des problèmes qu'on ne résout pas seulement en se fiant aux sentiments. Je voulais que mon héros soit finalement sauvé par son jugement, mais je voulais aussi que tous doutent de lui, sa femme, la

police et le lecteur, bien sûr. Pour montrer que, si la déraison est une maladie infectieuse, la raison est fragile, aussi fragile que la démocratie, et qu'il faut la défendre tous les jours. »

En faisant de son narrateur un spécialiste des théories darwiniennes, et d'un trouble pathologique l'épicentre de son livre, puis en terminant l'ouvrage par une parodie d'article de revue psychiatrique, McEwan s'avance délibérément sur le terrain de la science. Intéressé par les travaux d'un sociobiologiste comme Edward O. Wilson ou d'un psycholinguiste comme Steven Pinker, il note que « les scientifiques, aujourd'hui, commencent à s'exprimer avec des termes de romanciers » – ce qui n'est

peut-être pas si nouveau, puisque Clérambault lui-même est connu pour son art de « ciseler sa pensée avec des formules absolument originales » (3). « S'ils envahissent notre territoire, pourquoi ne pas envahir leur, se demande-t-il. La science n'est qu'un aspect de l'ingéniosité humaine, comme une sculpture de Michel-Ange. Rien n'interdit de se l'approprier, de l'absorber, de la mettre en roman. »

Rien n'interdit non plus d'emprunter aux scientifiques la rigueur maniaque de leur langage, qui permet à McEwan de disséquer le moindre état affectif, de suivre la pensée de son narrateur dans les

« innombrables circuits de [son] subconscient ». A cet égard, le premier chapitre est un morceau d'anthologie. Tout y est en germe des l'incident de ballon : la chute d'un homme, telle la chute originelle, les ruses de la mémoire pour se dérober à ce souvenir, le malaise, la peur, la culpabilité qui suivra Joe partout, comme, bientôt, l'amour de Parry. C'est aussi cette précision méticuleuse qui permet à McEwan, comme par une opération de « télépathie », de « transférer un détail visuel, dans toute sa netteté, de son cerveau à celui du lecteur ». Appliquée aux brûlures du désir, du délire et de l'hallucination, cette « méthode » froide et distancée produit un effet saisissant. Comme la rencontre de la glace et du feu.

(1) Le Monde des Livres du 13 novembre 1998. Ce roman n'est pas encore traduit.
(2) Le Seuil, 1990 ; Gallimard, prix Fémina étranger, 1993 ; Gallimard, 1994.
(3) G. C. de Clérambault. Une esthétique de la psychiatrie ?, entretien avec Paul Sivadon, *Préfaces*, février-mars 1988.

DÉLIRE D'AMOUR
(*Enduring Love*)
de Ian McEwan.
Traduit de l'anglais
par Suzanne Mayoux,
Gallimard, « Du monde
entier », 326 p., 150 F (22,86 €).

PRIX RENAUDOT DE L'ESSAI

MAURICE
MARTIN DU GARD

LES MÉMORABLES

1918-1945

Salués comme un chef-d'œuvre
par l'ensemble de la critique
lors de leur parution (de 1957 à 1978).
Les *Mémorables* sont aujourd'hui
réédités en un seul volume,
avec une préface de François Nourissier
qui, il y a vingt ans, voyait
dans leur auteur
un « Saint-Simon miniature ».

GALLIMARD

هكذا من الأصل

MADAME PUTIPHAR
de Pétrus Borel.
Ed. Phébus, 440 p., 149 F
(22,71 €).

Pétrus Borel, qui aimait les mots anciens et rares, se faisait appeler le lycanthrope. Un lycanthrope, comme chacun sait, est un homme qui, dans certaines circonstances – la pleine lune, une forte émotion –, se transforme en loup, du moins le croit-il. Tranquille comme Baptiste le jour, écumant et féroce au plus noir de la nuit. Nos jeunes romantiques adoraient ces doubles identités. Charles Nodier, qui était un ami de Borel, expliquait que « l'esprit, affusqué des ténèbres de la vie extérieure, ne s'en affranchit jamais avec plus de facilité que sous le doux empire de cette mort intermittente, où il lui est permis de se reposer dans sa propre essence ». La vérité, c'est le rêve, et l'essence de Borel était d'être loup-garou puisqu'il se révélait tel.

La postérité, en tout cas, a respecté le principe de l'intermittence. Pétrus Borel, dans nos histoires littéraires, ne cesse de jouer à cache-cache avec la reconnaissance. Son époque – les années 1830 – fait un succès à *Champfreville*. Contes immoraux, accompagné d'un puissant parfum de scandale. Mais une critique virulente de *Madame Putiphar* par le redoutable Jules Janin met pratiquement fin à la carrière de Borel. Pourtant Théophile Gautier l'encense et Baudelaire écrit de lui : « Sans Pétrus Borel, il y aurait une lacune dans le romantisme. Il fut l'expression la plus outré et la plus paradoxale de l'esprit des Bousingsots. » Illustration avec « Madame Putiphar. »

Mais Borel n'est pas Rimbaud. Il convient de lui faire, pour notre plaisir de lecteurs, une juste place. Sans en rajouter dans la veine héroïque, comme le fait Max Pons. Directeur d'une aimable revue littéraire de Lot-et-Garonne, *La Barbacane*, revue des pierres et des hommes, publiée avec l'aide du conseil régional d'Aquitaine, Max Pons présente les lettres d'Algerie de Pétrus Borel à son frère André. C'est un document intéressant. Borel emprunte de l'argent à son cadet, fait un enfant à la fille de sa vieille maîtresse, pleure la mort de son cheval – « Une perte de cette espèce, un chagrin de cette nature et de cette proportion ne m'avait pas encore atteint. Je fus étourdi, abasourdi, foudroyé, aplati » – et compose des petits poèmes pour les filles du sous-préfet. Le directeur de *La Barbacane* écrit : « Comme lui, nous appartenons au clan des insomnies, des démons, des solitaires, des irréductibles » (2). On l'ignorait.

Mais Borel est ainsi fait qu'il inspire les fanfarses et les couacs. On en fait toujours trop sur lui ou pas assez, c'est sa raison d'être éternelle. Son génie est de ne pas savoir s'arrêter : plus il a le vertige, plus il avance vers les gouffres. Dans *Madame Putiphar*, cette esthétique de l'excès donne des résultats souvent admirables, toujours surprenants.

L'histoire aurait pu être empruntée au marquis de Sade et s'intituler *Les Malheurs de la vertu*. Irlandais donc antiques, comme il se doit, deux jeunes gens s'aiment. Elle est fille d'un affreux lord et se prénomme Deborah. Il est fils de fermier et s'appelle Patrick. Le

lord veut assassiner Patrick et poignarder sa fille. Les tourtereaux s'enfuient en France. Mais comme ils sont beaux, purs, et dotés des vertus les plus admirables et les plus incommensurables, les catastrophes continuent à s'abattre sur eux comme grêle. Ils sont séparés, battus, violés, emprisonnés dans des culs-de-basse-fosse, poussés à la folie. A peine ont-ils un instant la tête hors de l'eau – un geôlier compatissant, un messager inattendu – qu'ils sont immédiatement replongés dans un enfer plus abominable encore. Jusqu'au bout : Borel refuse le happy end. Lorsque la Révolution française délivre enfin Patrick de l'oubliette où on l'a jeté, c'est un vieillard si hébété, misérable et puant que la belle Deborah meurt à sa vue de saisissement.

Les pures, les amoureux, sont torturés et vaincus. Les affreux meurent paisiblement dans leur lit, sans l'ombre même d'un remords. Il s'agit de *Madame Putiphar* – la Pompadour –, de Pharaon – Louis XV – et de leurs multiples âmes damnées. Un seul n'échappera pas au châtiement : M. de Gave de Villepastour, un militaire libérin qui s'est vengé de la vertu de Deborah, sera pendu par le peuple du 14 juillet.

Car *Madame Putiphar*, outre un roman sur le mal, est aussi un roman politique. Assez ambigu toutefois. Certes Pétrus Borel décrit avec un visible dégoût la dépravation de la cour de Louis XV, il peint la Pompadour en loup assoiffé de plaisir et de vengeance. Pour horrifier ses lecteurs bouillottes, il fait les comptes de ce que la lubricité a coûté aux contribuables : « Chaque année le Parc-aux-Cerfs coûtait à la France aux environs de cinq millions. Il a duré trente-quatre ans. » Et Borel, même s'il n'approuve pas certains débordements de la foule, applaudit à sa vengeance lorsqu'elle se révolte.

Mais à y regarder d'un peu plus près, c'est moins à la monarchie qu'en veut Borel qu'à la France des Lumières. Il parle d'« une époque immonde », il s'en prend au style courtois et tarabiscoté des meubles et des bibelots dans lesquels il voit... le recul du christianisme devant l'islam : « La mollesse, les voluptés, l'inceste, la polygamie, la pédérastie, la joie, la galanterie mauresque et non plus chevaleresque. (...) L'islamisme pur régna de

fait : en vérité, sous les perruques et les paniers on était aussi musulman que sous le turban et la basquine. » Quand il fait parler Pharaon, c'est dans un jargon si boursif qu'il anéantit la parole : « Suis-je donc l'aigle, que je courbe ainsi les fleurs ? Relevez-vous, mylady, et permettez à mes lèvres de restituer à votre bouche tous les baisers infidèles que, dans la tristesse de l'absence, elles ont prodigués à cette effigie, qui loin de vous brillait sur ma poitrine comme une étoile dans l'ombre, et qui vient s'évanouir devant le soleil de vos charmes. » Pétrus s'amuse et s'indigne. Plus tard, il nous présentera un saint homme de moine qui ridiculise un brave gardien de prison voltairien, borné comme un bourgeois louis-philippard.

C'est n'est pas à la République que rêve Borel, mais à la nuit des temps, c'est son charme. Aux vieilles langues des bardes, aux vertus médiévales ou réputées telles, aux religions naïves et sonores. L'Ancien Régime n'est pas assez ancien pour parler à son imagination et s'accorder à son vocabulaire. Comme Nodier, mais avec plus de fougue et d'imprudence, Pétrus Borel a la passion de l'étymologie. Comme si retrouver les mots de l'origine menait à la vérité de ce qu'ils nomment. *Madame Putiphar* est un réjouissant témoignage de ce grand rêve lexicomane du romantisme. Pour faire plus ancien, plus grec, plus vrai, Borel colle un peu partout des y et des h, il néologise pour antiquiser, il accumule les termes rares et les tournures érudites avec une délectation de collectionneur.

Nous avons un peu de mal aujourd'hui à ne pas sourire à ces surcharges et à ces empiètements. Du reste, nous sourions beaucoup à la lecture de *Madame Putiphar*, malgré toutes les catastrophes que subissent ses héros, si touchants et si tendres. Ou à cause d'eux. Il y a une mécanique du malheur qui, à force d'être remontée à bloc, n'échappe pas à l'emprise du comique. C'est ce qu'a parfaitement compris Beckett, à l'envers. Dès qu'on a saisi que Deborah et son Patrick sont voués à la perfection et donc au martyre, ils ne nous intéressent plus guère comme personnages. Borel lui-même ne sait plus trop quoi en faire.

Le meilleur du roman, l'excellent même, se situe en dehors de leur sombre destin. Dans le lyrisme des pages sur la prise de la Bastille, dans les interventions intempestives du narrateur, dans les dialogues débridés des vilains séducteurs, dans les descriptions piranéesennes des prisons. Là, Borel s'empare, laisse parler son imagination lugubre, broie du noir comme un grand peintre. On touche quelque chose de vaste, de douloureux et de profond. On comprend l'admiration de Baudelaire.

(1) Pétrus Borel, un auteur provisoire. 1986, Presses universitaires de Lille.
(2) *La Barbacane*, numéro spécial 66-68. Pétrus Borel : *Lettres d'Algerie à son frère André*. Présentées et annotées par Jacques Simonelli. Bonagui, 47500 Fumel. Chez le même éditeur, Jacques Simonelli propose *Pour un bonhomme de lycanthrope*, suivi de trois courts textes inédits ou rares de Borel (24 p., 45 F, 6,86 €).

La rebouteuse des pécheresses

Fille et sœur de maris-pêcheurs, Honorine Plougas-nou est originaire de Saint-James, dans le Poul-gal, région que Balzac situe de façon plus littéraire que réaliste « à une

lieue de Pontorson, du côté du Finistère ». Elle servira un temps au château de Noiville, grosse bâtisse perchée sur un promontoire face au phare de De-maz. Petite et rondelette, elle garde jusque dans sa vieillesse de « magnifiques yeux bruns », et son visage, « dont le type bristait en reconnaissance », a un « tint à la fois mat et coloré que plus d'une Parisienne pourrait lui envier. » Elle tient, rue de Fortefoie (là où la famille Balzac avait encore un pied-à-terre en 1821), une échoppe de poissons, non loin du marché Sainte-Catherine, dans le Marais. Dans sa jeunesse, elle a connu des chouxans comme Pille-Miche, Gaspard-Chopine, Plume d'Oie, Mène-à-Bien et surtout Marche-à-Terre, mais, n'étant pas du même bord, elle a suivi

Corentin, qui l'a recueillie, jusqu'à Paris. En effet, son père et ses frères Martial, Yves et Jean-Marie, d'abord proches des frères Cottareau, s'en étaient éloignés, fâchés de voir des paysans se lier avec des aristocrates. Ils ont été assassinés lors d'un guet-apens tendu à Corentin, dont celui-ci avait réussi à s'échapper.

C'est elle qui reconnaîtra par hasard Carlos Herrera sous son déguisement d'officier de paix à l'hôtel Voltaire, permettant ainsi à son mentor une « arrivée inopinée » qui déjouera les plans du « Corentin de l'Espagne ». Lorsque Corentin prendra

sous sa protection le jeune Philippe-Jean, enfant trouvé en Corse et dont il fera son élève comme lui-même l'avait été de Silbeyrade, c'est elle qui hébergera la jeune bouzou et l'arrêtera se faire faire un habit chez Schmitt, le tailleur de Rue-bempré. Philippe-Jean, d'ailleurs, n'aimera jamais Paris, et c'est à Lyon, auprès du préfet Récolle, dont la femme, Emilie, aura pour lui quelque inclination – sans lendemain – qu'il fera carrière.

Mais c'est surtout quand Corentin va confier à Honorine la pauvre Lydie de la Silbeyrade, devenue folle après avoir été mise « en maison » de force sur ordre de Vautrin, rue Sainte-Barbe, chez La Savignac, où elle a été séquestrée et violée, que le personnage prendra de l'ampleur. En dépit des conseils de Bianchon, qui préférerait que la malheureuse parte en maison de santé, considérant que la mélancolie dont elle est affligée est probablement incurable, Honorine la soignera avec succès grâce à ses connaissances en herbes médicinales que lui apporte régulièrement son neveu, Etienne Lepape. Honorine montre alors des talents de rebouteuse, et même de psychologue, difficilement discernables auparavant et qui peuvent permettre de regarder ses interventions dans *La Comédie humaine* avec plus de perspective car elle allie un vrai bon sens paysan, mélange de finesse, de rousillardise et de méfiance, à des superstitions et des croyances plus étranges qui proviennent des légendes celtiques qui ont bercé son enfance.

Après Fontaine

SCIENCE-FICTION

Par Jacques Baudou

Parfaite alchimie

OBLIQUE
(Slant)
de Greg Bear.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Daniel Brèque,
Robert Laffont, « Ailleurs et Autrement »,
470 p., 149 F (22,71 €).

Rendre compte d'un roman aussi ambitieux, aussi complexe qu'*Oblique* n'est pas aisé. Si l'on insiste sur sa composition en forme de puzzle mettant en scène un très grand nombre de personnages différents – un peu à la manière du John Brunner de *Tous à Zanzibar* –, qui permet à Greg Bear de camper une Amérique d'un futur proche très judicieusement extrapolée, on néglige l'axe central du roman, qui est celui d'un thriller à la Richard Stark, avec une bande de hors-la-loi s'apprêtant à mettre en coupe réglée, au cœur de l'Idaho, l'Omphalos, un manoir destiné à accueillir en sommeil cryogénique les élites financières du pays.

Si l'on se concentre sur le casse conduit en utilisant les nanotechnologies militaires les plus sophistiquées, et sur le combat qui oppose les cambrioleurs à l'IA défendant l'Omphalos contre toute ingérence, on donne un peu trop d'importance au suspense, au mystère – même si Greg Bear manie l'un et l'autre avec beaucoup d'efficacité – et l'on mésestime d'autres aspects essentiels de l'intrigue. Et notamment la vision politique que l'inspire : Greg Bear a imaginé une civilisation si oppressante que nombre de ses membres sont traités pour des troubles psychiques d'ordres divers (il les appelle les thérapies), et au sein de celle-ci une société secrète, les Aristos, qui a mis clandestinement en route un processus élitiste et radical de ségrégation sociale dont l'Omphalos est à la fois l'épicentre et l'outil. Mais ce complot réactionnaire, cette machination contre l'humanité au profit d'une minorité autocrate, ne nous est dévoilée que très tardivement, alors que notre attention a déjà été requise par des événements intrigants : le suicide d'un homme d'affaires riche après qu'il eut passé la nuit avec une star du porno, l'apparition de Roddy, une intelligence artificielle surgie de nulle part, d'autres encore qui finissent par donner l'impression d'une société en proie à une mystérieuse corruption, à une inquiétante déréliction, sous l'emprise d'une énigmatique puissance.

Derrière l'apparente déconstruction du récit, Greg Bear, qui retrouvait ici l'univers de *La Reine des anges* et certains de ses personnages, a magnifiquement orchestré son intrigue : il a échafaudé une savante gradation qui mène tout son petit monde vers l'Omphalos, vers le noyau gordien des divulgations et des surprises. Car l'auteur, en fin stratège, s'est laissé la liberté de quelques parades coups de théâtre, de quelques brillantes spéculations supplémentaires. *Oblique* est un remarquable roman de science-fiction qui allie toutes les séductions du romanesque à un passionnant travail conjectural. Un modèle.

● **LA MORSURE DES TÉNÉBRES**, de Brigitte Aubert

La Morsure des ténèbres est un curieux objet littéraire. Il fait suite à *Ténèbres sur Jacksonville*, un roman d'horreur qui était un fort bon pastiche de Stephen King. Il commence d'ailleurs dans une veine très

analogue en nous faisant retrouver les six protagonistes survivants de l'apocalyptique destruction de la bourgade, profondément marqués par cette expérience traumatisante, alors qu'une résurgence des phénomènes monstrueux qui ont frappé Jacksonville se profile... L'auteur a d'abord fait converger les trajectoires heurtées de ses six personnages par l'entremise d'un ballet habilement réglé qui, lui, est l'occasion de décrire une Amérique un peu folklorique, avant de les réunir pour qu'ils affrontent ensemble leur destin.

Mais le récit ne tarde pas à s'écarter du modèle « kingien », à accumuler les effets de « gore » – sanglants ou olfactifs – à dériver vers la surcharge, la surenchère, avant de verser, lors d'un final ouvertement défilant, dans la parodie des préoccupations métaphysiques de l'auteur du *Fléau*. Le roman se termine sur une double chute d'un humour sarcastique et décapant qui donne sa cohésion romanesque (si l'on peut dire !) à l'ensemble, et détourne de façon on ne peut plus savoureuse un cliché. Dans *La Morsure des ténèbres*, Brigitte Aubert a perverti les codes du roman d'horreur avec une indéfinissable malignité : c'est là l'intérêt majeur d'un ouvrage qui pousse le genre à sa limite... (Seuil, 270 p., 99 F [15,09 €]).

● **LE CHANT DU COSMOS**, de Roland C. Wagner

On attendait avec intérêt ce nouveau roman de Roland C. Wagner, lequel n'appartient pas au cycle des *Futurs mystères de Paris* qui a fait sa réputation. Saurait-il, pourrait-il construire un futur qui soit d'une tout autre eau ? Qui fasse preuve d'une inspiration différente ? La réponse est oui, sans la moindre réserve. Il n'y a rien de commun entre les aventures de Tem, le privé qui sait se faire oublier, et celles du Penseur Yeff, sinon le talent de leur auteur, aussi à l'aise dans le polar futuriste déjanté que dans le *space opera* pacifiste, aimable, robotique. Pourtant *Le Chant du cosmos* est l'histoire d'une machination guerrière aux objectifs destructeurs, d'une survie agressive et violente dans une civilisation galactique harmonieuse.

Mais Roland C. Wagner a choisi son camp : celui de la concorde et de l'empathie, de l'accord cosmique, et c'est justement celui-là qu'il fera triompher au terme d'un récit bien conduit, ingénieusement construit – chacun des quatre grands chapitres se déroule sur un monde différent, à des intervalles temporels variés –, qui ne dissipe ses énigmes que de façon très progressive et qui s'achève sur une note (c'est le cas de le dire) très humoristique. Ce roman, d'un ton original, peuplé d'heureuses trouvailles tels le craquant Maedre ou les vindicatifs docteurs de la nuit, est une fort jolie réussite de plus à mettre à l'actif de la nouvelle S-F française (éd. L'Atalante, 373 p., 95 F [14,48 €]).

● **LE GÉANT DE PIERRE**, de James Blaylock

Ce troisième tome des *Contes de l'Oriel* se situe chronologiquement avant *Le Vaisseau effluve* et *Le nain qui disparaissait*, mais propose au lecteur une odyssée du même calibre, encore que son point de départ soit de nature bien moins glorieuse. En effet, si Théophile Escargot se lance sur les routes de l'aventure, c'est quelque peu contraint, après avoir été chassé de sa maison et d'Havreville pour avoir mangé une tarte de trop, et, s'il gagne la mythique contrée de Balumie, c'est moins pour en avoir eu la volonté expresse qu'au fil d'un périple hasardeux, hanté toutefois par l'image de la belle Léta.

Comme les protagonistes des deux tomes précédents, il se trouvera confronté aux menaces maléfiques d'un nain animé de sombres desseins et aidé par des bandes dévastatrices de trolls et de gobelins. Il participera à sa déconstruction *in extremis* après une longue navigation sous-marine sur le fleuve Cul. Une fois de plus, la magie fonctionne. Il y a un charme aux livres de fantaisie de James Blaylock qui tient au pittoresque des personnages, au pittoresque déclaré des périodes, à la grâce enchanteresse de l'écriture (traduit de l'anglais – États-Unis – par Pierre-Paul Durastant, Rivages/Fantasy, 294 p., 129 F [19,66 €]).

Psychoses maternelles

Quand le désir d'enfant se transforme en délire obsessionnel et meurtrier. Sur ce thème, deux registres : l'intimisme schizophrénique de Régis Jauffret et l'intimisme névrotique de Lauren Conti

CLÉMENCE PICOT
de Régis Jauffret.
Ed. Verticales.
414 p., 110 F (16,76 €).

ENTRAÎLLES
de Lauren Conti.
Seuil, 238 p., 89 F (13,56 €).

Sur le délire d'une femme prise au piège de routines « conjugales », otage des désirs masculins et des éducations rigides, et qui finit par se passer un gant de toilette sur le visage « avec la sensation de l'effacement comme un mauvais dessin à la craie sur un tableau noir », Régis Jauffret signe son cinquième roman. La gestation de celui-ci, qui pousse jusqu'à la démence la douleur d'une solitaire frustrée de maternité, fut difficile : plus de quinze ans de réécriture. Pour aboutir à la perfection de ce que Jauffret poursuit méthodiquement : l'exposé froid, implacable, d'une névrose qui se développe avec autant de cruauté (le désir du meurtre, répété, ressassé, se décline selon optiques et stratégies différentes, une façon de l'héroïne) que de poésie psychique. Mais le prénom de mademoiselle Picot n'est pas choisi au hasard. Pour folle, sadique, tortionnaire que soit la narratrice, Jauffret réclame la clémence : la maladie mentale horrifiée trop, ne suscite pas assez la pitié.

Cette malheureuse, éduquée sous le signe de la suspicion, de la punition, de la castration, vit à trente ans, toujours vierge, dans le rêve obsessionnel de rencontrer un mari qui lui fasse un enfant. Les bambins, prêts à naître, elle les sent lovés au creux de son ventre, prêts à surgir. Ils restent mort-nés. Et l'amitié (vampirique) qu'elle ressent pour sa voisine, veuve, se heurte à un obstacle : celle-ci a un chien, et surtout un



FRANCK FERRVILLER

enfant, un petit garçon d'une dizaine d'années. Qu'il va lui falloir éliminer. Elle étranglera le chien, tuera l'enfant, avant d'aller dîner dans un restaurant « dont le menu [lui] plaisait ».

Pour Régis Jauffret, la grossesse est une punition. La folie obsessionnelle n'est pas Clémence Picot, mais la société qui impose aux femmes le désir fou d'avoir des enfants. Cette démarche jusqu'au-boutiste (symptôme de sa hantise lucide d'une aliénation de l'individu par la société, et vision parcellaire, qui projette des ténèbres sur une aspiration que d'aucuns

vivent dans la lumière de l'amour) permet (bien qu'il soit loin du roman-confessionnel) de le ranger dans une littérature de l'intimisme schizophrénique, une littérature de la « splendeur du On », aurait dit Gilles Deleuze, exprimant des désirs qui restent en rapport avec la machine sociale, bien au-delà du narcissisme.

Le premier roman de Lauren Conti est peut-être, lui, du côté de l'intimisme névrotique, en ce sens qu'il ne débouche pas sur un universalisme, et semble, avec un réel talent dans ses petites phrases courtes, apostrophes sur-minima-

listes, hostiles à l'adjectif, régler un compte avec quelque « sale petit secret ». Ce que Sartre appelait avec mépris « l'intimité gothique ». Dans *Entraîlles*, la narratrice, une grosse fille de trente-trois ans mentalement fragile, arbore d'emblée un problème d'identité. « On n'est pas ce qu'on est ! Naïf », lâche-t-elle en lecture primale de Dostrovsky, parlant d'elle tout à tour à la première et à la troisième personne, confondant son « elle » avec celui de sa sœur ou de sa mère, « une vraie dingée ». Abandonnée au Transxène et au Prozac, Fanny N., cette jeune femme a fait un séjour en hôpital psychiatrique et une « tentative de suicide à la suite d'un délaissement amoureux de la part d'un homme plus âgé qui m'a séduite puis abandonnée après m'avoir forcée à avorter ». Elevée dans une famille « de dégénérés », père gynécologue mort d'un infarctus en plein accouchement, elle a été une fois violée (à quatorze ans, par trois cousins), deux fois enceinte. Elle hante les jardins d'enfants, et travaille dans une crèche, avec la frénésie de toucher « les pichoumes du quartier », les moucher, les changer, les tripoter, les farfouiller. Elle a essayé d'adopter un bébé à la Ddass, en vain. Son idée fixe : avoir son bébé à elle. Cet ogre affamé de Nutella a des affections dévorantes, dignes du Lennie du roman de Steinbeck. *Des souris et des hommes* : elle donne des coups de pied à son « toutou joli », un clebs qu'elle câline, avant de l'étrangler. Et sa « mission » toute mal : elle est incapable de s'occuper du « petit morveux » qu'elle a volé dans un landau, qui crie et chie. Les frustrations de Fanny mènent à l'enfer, comme celles de Clémence Picot. Il est des façons criminelles de jouer à la poupée : quand le fantasme maternel se confond avec le désir d'être, d'exister contre et en dépit des autres.

Jean-Luc Douin

Intraduisible amour

François Dominique ressuscite une passion tragiquement brisée et son indicible souffrance

PAROLE DONNÉE
de François Dominique.
Mercure de France,
280 p., 98 F (14,94 €).

1956. Un garçon de treize ans aime sa petite voisine, sourde-muette. Trente ans passent, durant lesquels le nom de la fille s'efface et au terme desquels il resurgit de la nuit. François Dominique, auteur d'un admirable recueil de textes poétiques paru il y a trois ans chez le même éditeur, *La Musique des morts*, tente de retrouver la langue perdue de l'amour. Enarrant son récit entre citations de Rousseau, de Dante et de Federico Garcia Lorca, qui, dans des langages différents, décrivent l'absolu de l'amour et le mystère d'une communication sans mots, plutôt fondée dans une langue intérieure. Il remonte vers le continent tour à tour noir et lumineux de la mémoire.

1956 : le règne de *Paris-Match*, la guerre d'Algérie, Gloria Lasso, Suez, « Pax rend les mains plus douces », Alain Bombard naufragé volontaire, Budapest, une adolescence chez les péres. Rien de bien drôle : la grisaille de ces années qui luttent contre le retour de la guerre et s'y engluent.

L'enfant se nomme Julien, son amoureux bien-aimé Nadine. Autour d'eux, la brutalité des adultes et la vulgarité des potaches. Julien n'appartient ni au monde obscur des premiers ni au faux affranchissement des seconds. Les témoins lointains de cet amour ne peuvent le pénétrer, et ses acteurs peuvent à peine le vivre. Mais la force impérieuse des souvenirs est seule capable de ressusciter cette passion innocente, sensuelle, nécessaire et marquée par la tragédie. Nadine sera fauchée par un camion, et Julien devient un jeune veuf que personne n'est en mesure de consoler : ni les adultes ni les enfants ne peuvent mesurer l'immensité de cet amour clandestin.

Ils avaient, précisément, l'âge de la

Béatrice de Dante ou de Roméo et Juliette, mais plongés dans un univers prosaïque et agressif. Outre la situation politique atroce de cette période-là (les frères aînés des collégiens vont brûler leurs belles années dans une guerre ignoble), l'environnement scolaire apparaît d'une rare violence. François Dominique décrit froidement les services sexuels courants dans les dortoirs : le viol d'un enfant trop doux, sans compter les insultes ordures qui souillent les élan d'affection et les expressions de la solitude.

D'autant plus miraculeuse apparaît la passion qui unit les deux adolescents, inventant des gestes simples et audacieux et surtout découvrant une langue inédite. Car si Nadine n'articule pas les mots, elle murmure des formules incantatoires qui paraissent prolonger le babillage de toutes premières années. Au centre de ce livre de la mémoire retrouvée, une scène merveilleuse où Nadine prononce son sésame à elle : *Rambantanian*. C'est une invitation à l'amour, mais selon un cheminement incompréhensible. Devant l'enfant muette, le petit garçon ne perçoit rien d'autre que l'exigence d'amour.

« Le premier amour voit dans les formes qu'il croit inventer la preuve de sa splendeur unique », écrit François Dominique. Par l'élégance tour à tour exaltée et réfléchie de son récit envoûtant, il parvient à récréer cette illusion, tout en étant tourmenté de n'être pas, adulte amnésique et trop raisonnable, à la hauteur de cette passion tragiquement muette. « Ce récit tardif ne rachète rien, écrit-il mélancoliquement (et injustement envers lui-même), il ne fait qu'exposer, dans la lumière incertaine des pages, un drame qui ne peut se partager — et cette pensée cruelle, cinglante, le renvoie au silence dont il se fit d'abord un grief. » Démontrons ce dur verdict : le partage a lieu sans la moindre indécence, et il convenait d'arracher au silence cette si belle et si profonde histoire.

René de Ceccatty

Les orgues de Cintegabelle

Pour illustrer l'art délicat de la conversation, Lydie Salvayre met à contribution toutes les ressources de la rhétorique

LA CONFÉRENCE DE CINGTEGABELLE
de Lydie Salvayre.
Seuil/éd. Verticales,
124 p., 69 F (10,51 €).

Pour parler de l'art de Lydie Salvayre, il faudrait composer un digne belvédère. L'exercice critique consistant à s'approcher de l'objet littéraire, il faudrait, en hommage à cet art, apprendre les usages du beau discours. Mais ne nous laissons pas emporter : l'élan de l'admiration doit être freiné au seuil du minéralisme.

Lydie Salvayre est donc bien digne d'éloge. Car sa manière particulière, sa volonté d'avancer sur son propre chemin en ne se réclamant, de loin, que de maîtres anciens — de Swift à Thomas Bernhard —, a le mérite d'imposer une réelle originalité dans le paysage contemporain. Paysage où l'on parvient si aisément — c'est-à-dire avec tant de légèreté — à dessiner des territoires, des tendances qu'il suffit de qualifier de « nouvelles » pour faire croire qu'elles existent. Devant ces effets médiatiques qui recouvrent un pathétique besoin d'écoles et de clans, il devient de plus en plus nécessaire (et difficile) de refuser les enrôlements — aucune bataille, aucun imaginaire, n'y aient lieu.

Mais attention, Lydie Salvayre n'est pas une pacifique éthérée. Elle a même fort envie d'en découdre, comme le montrent tous ses livres, qui sont de vraies machines de guerre langagière contre la stupidité ambiante (1). Simplement, son instinct à une forme plus solitaire que grégaire. Parler, comme écrire, est un acte individuel, que l'on accomplit en son nom. Y compris lorsqu'on invente, à l'intérieur d'une fiction, un locuteur. Par exemple ce gaillard, ce bravaque qui, cent vingt pages durant, tient le crachoir dans une salle municipale de Cintegabelle, ville de la province

profonde connue pour compter parmi ses édiles un homme au destin national. Mais de l'actualité première ministre, il ne sera pas davantage question.

Comme à son habitude, Lydie Salvayre situe précisément le cadre et les circonstances de son roman. La conférence-narrateur a la soixantaine, un toupet sur la tête et de grandes oreilles. Il est venu de Lucienne, dite Lulu, morte le 2 janvier 1999. Cette conférence, dont le livre est le texte, se tient deux mois après l'événement, dont le souvenir est évoqué, comme un leitmotiv, tout au long du roman. Les choses sont donc proches, encore chaudes. Il faut insister sur ce point, qui n'est pas une coquetterie : la fiction, qui confine au délire, est ancrée dans une réalité vérifiable, immédiate. L'unité de temps et de lieu encadre le discours : elle confère à son débordement contrôlé une sorte de vraisemblance, de légitimité.

MAGNIFIQUEMENT ORCHESTRÉ

Tout tient donc par la parole, par cette fiction de la parole que l'écriture met en scène. Pas d'intrigue ni d'épaisseur, aucune progression dramatique. Ah ! comme il est reposant, parfois, de ne pas apercevoir les ficelles et les cordages, les états et les échafaudages dont le romancier doit généralement soutenir son récit !

Rien d'autre ici, rien de plus, qu'un homme discourant. Et de quoi parle-t-il ? Des vertus et usages de la conversation, un art dont le « déclin » est « chevillé » à celui de la France. Ironie souveraine : pour faire l'éloge de cette activité privée et discrète, de cette délicate marque de civilisation, on embouche la trompette du discours, on fait retentir les orgues de la rhétorique !

Et conformément aux lois de la rhétorique, le discours est divisé en périodes distinctes : exorde : première partie sur « les intérêts de la conversation » (par exemple :

« plaire aux femmes »); deuxième partie sur « les conditions favorables à (son) déclin » (« le confort du derrière », « la capacité de se taire », « l'insouciance du temps »); troisième partie présentant « cinq exemples de conversation choisis parmi les plus usuels » — amoureuse, littéraire, politique, patriotique et avec les morts ; ce dernier cas de figure tenant lieu de péroraison.

Voilà pour le cadre. Mais une fois celui-ci fixé, une autre loi, non écrite celle-là, autrement dangereuse et provocatrice va s'imposer : celle de l'effusion, de l'écas, de la digression et de la déraison. Tout cela magnifiquement orchestré par Lydie Salvayre. C'est d'autant plus drôle, noir et grinçant, que le discours, n'oubliant jamais son sujet — la conversation — ne perd pas son plus des droits : il est simplement débordé de l'intérieur, subverti par sa propre vague. Le conférencier tente bien de l'asseoir sur quelques aphorismes définis. Il est sans cesse rattrapé par ses humeurs, le plus souvent mauvaises. Comme s'il se saoulait des possibilités du langage — des excès de la grossièreté à ceux du raffinement —, il s'écoute pérorer, tout à tour sentencieux et vulgaire.

On pourrait citer maintes pages de *La Conférence de Cintegabelle*. Des morceaux de bravoure. De superbes illustrations du grotesque en littérature. Mais on ne rendrait que partiellement compte de cette manière dont nous parlons. Art et manière qui n'ont d'ailleurs pas leur fin en soi. Lydie Salvayre a mis en exergue de son livre ces mots de Lautréamont : « ... et ne rougissez pas à la pensée de ce qu'est le cœur humain ». Si cette perspective n'était à chaque instant présente, nous n'aurions affaire qu'à un exercice de style réussi.

Patrick Kéchichian

(1) *La Déclaration*, premier roman de Lydie Salvayre paru en 1990, est réédité en Points-Seuil, n° P598.

Bouillonnements amoureux

Avec une belle pincée d'audace, Cécile Vargaftig se moque des modes et des conventions pour le seul plaisir de « laisser frémir »

LAISSER FRÉMIR
de Cécile Vargaftig.
Julliard, 130 p., 89 F (13,57 €).

Elle avait déjà publié *Frédérique*, il y a cinq ans, dans une collection de poche (« l'ail lu »). Cela n'avait pas suffi à la faire remarquer. Pourtant déjà la phrase était là, et l'énergie, et cette forme de lucidité qui dépiait tant. Heureusement pour elle, Cécile Vargaftig semble ne pas reculer devant les contradictions, les malentendus et les difficultés. Car elle arrive à un moment où l'on n'aime guère la liberté qu'elle affiche. L'époque est plutôt à porter aux nues des romans qui « font des phrases », racontent des histoires de mari perdu, de misère sexuelle définitive, de désirs couples hétéro ou de gentils couples homos qui sont sur le chemin des vieux couples hétéros.

Chez Vargaftig, on n'est pas gentil, on ne cherche pas à être intégré ou cohérent, on a encore des désirs et on demande au lecteur de « payer de sa personne », comme le dit une autre romancière, Christine Angot, qui, elle aussi, dérange les faiseurs de phrases. *Laisser frémir* est un titre sur lequel on peut rêver avant d'ouvrir le livre. Et rêver plus encore quand on a lu l'histoire de Marina, prof de cuisine du côté de Pantin, qui dit ne pas aimer « la vie ni le monde, un peu la nature et les sentiments », « j'ai peur des rencontres, j'ai peur de voir dans mon reflet la trace des autres », lance Marina, pour laquelle tout, précisément, s'est décidé sur des rencontres, surtout celle de Laurence, autrefois à Nancy. Marina ne « raconte » pas cette histoire avec Laurence, qui s'est suicidée. Mais on comprend qu'elles se sont ai-

mées. Laurence était prof de fac, mariée mais libre, volontiers provocante, certainement. Elle a sorti Marina du Delft, le café dans lequel elle travaillait, après avoir quitté le lycée en seconde : « Laurence a fait de moi un être humain, alors mon inconsistance est devenue du sang-froid et ma propension à ne pas exister du recul ».

Laisser frémir, c'est aussi au sens culinaire qu'il faut l'entendre, dans ce roman qui commence si plaisamment par cette phrase : « Chapitre 1 : les grandes saucées de base et leurs dérivées », et explique immédiatement après comment faire les roux, utilisés pour leurs propriétés épaississantes : roux blanc, roux blond, roux brun... Là, il faut « impérativement » faire bouillir. Quant à « laisser frémir », ne pas porter jusqu'à ébullition, c'est tout le texte qui s'en charge. Autrement, chez Laurence, lorsque de vastes débats s'engageaient sur l'homosexualité, Marina s'en allait faire de la pâte à crêpes, tandis que Denis affirmait qu'il avait toujours préféré les ébats aux débats. Désormais, Nancy est loin, mais Denis — qui a aimé le mari de Laurence, Michel — est toujours là. Avec lui on est en sécurité, on peut parler de tout, en partageant un bon repas : « A l'entrée on a dit qu'on n'était pas d'accord avec les couples gays et lesbiens qui se mariaient et avaient des enfants, reproduire la famille à tout prix triste projet, et au dessert (des yaourts) on a dit si on faisait un enfant ».

Il y a aussi Frédérique, qui lit Yourcenar et proclame « Ouais, Zénon c'est moi, tu crois que le corps c'est sacré ? », la petite Jennifer, élève de Marina, qui se réfugie chez elle, et Luc, qui aime Marina sans se soucier de son absence de goût pour les hommes. C'est peut-être lui qui a

raison. Et puis, il y a, c'est curieux, toutes ces filles qui s'appellent Claire, resurgies du passé ou rencontrées d'un soir. Comme cette jeune serveuse que Marina a draguée pour une nuit sans lendemain : « Elle sentait le grillon et cela me plaisait, je devais sentir la clope et la bière en rentrant du Delft nager et cela devait plaire au nez : long et raffiné de Laurence, a-t-elle vraiment réfléchi à la dimension olfactive des amours ancillaires ? ». A-t-on vraiment réfléchi à l'étrangeté des histoires d'amour ? Sans doute pas. Pour avoir une chance de trouver la réponse — et la liberté, l'audace, la « révélation » —, en un mot, pour avoir le courage de réinventer sa vie hors des conventions, il faut sûrement « laisser frémir ».

Josyane Savigneau

chapitre.com
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET

“ @ ”
Tous
les livres français,
même les
introuvables
”

350 000 LIVRES NEUFS
ET 50 000 LIVRES INTROUVABLES

www.chapitre.com

numéro : 3615 ALIR 24h/24h
E-mail : librairie@chapitre.com
41, rue de Richelieu - 75001 Paris
Fax : (33) 1 42 97 94 96

هكذا من الأصل

Livraisons

● **LES CENT FRÈRES**, de Donald Antrim
Curieux livre que ces *Cent Frères*, du même nombre que les cent hommes réunis dans la maison de leur père défunt, « le vieil enfoiré », pour tenter de mettre le passé derrière eux. Démarche vaine, bien entendu : le passé ne se laisse pas si facilement reléguer. Sur un ton plein d'épines, dans une langue chahutée mais pas dépourvue de cohérence, Donald Antrim raconte les efforts du narrateur pour mettre de l'ordre dans le chaos de cette vaste famille, faite à l'image de l'humanité tout entière. C'est-à-dire en proie à l'angoisse, à la drogue, à la folie, mais aussi aux passions les plus variées et à une bonne dose d'humour. (Traduit de l'anglais - États-Unis - par Robert Pépin, éd. de L'Olivier, 204 p., 110 F (16,77 €).)

● **VIVE LE PEUPLE BRÉSILIEN**, de João Ubaldo Ribeiro
L'auteur de cette saga brésilienne utilement rééditée se promène à travers les siècles pour raconter des histoires qu'il accroche à un arbre généalogique. Héritier du modernisme, João Ubaldo sait comme Macunaima rire de lui-même et de son peuple, non sans friser parfois la caricature. Mais cet écrivain torrentiel, prodigieusement cultivé, est très attentif dès qu'il s'agit d'injecter de l'émotion dans sa narration. L'humour n'est pas l'indignation. Vive l'excès créateur ! Vive la générosité ! (Traduit du brésilien par Jacques Thénier, Le Serpent à plumes, 576 p., 169 F (25,76 €).)

● **LE ROMAN DE LA CITÉ INTERDITE**, de Asada Jirō
Asada Jirō renoue avec la tradition japonaise du roman populaire. Ses personnages et les intrigues qui les réunissent se situent en l'an 12 de la dynastie chinoise des Ts'ing. Sa quête d'une certaine vérité historique est l'enjeu romanesque. Le ramasseur de croûtes, la sorcière, le garçon de bonne famille, les eunuques, les femmes du gynécée, sont les protagonistes d'aventures rocambolesques où les affaires intimes se mêlent aux faits historiques qui annoncent la fin de l'Empire mandchou. Un récit dense et fou sur les rêves humains. (Traduit du japonais par Corinne Atlan, Philippe Picquier, 455 p., 149 F (22,71 €).)

● **MÉDÉE**, de Hans Henry Jahn
A la fois aboutissement de la période de jeunesse et première œuvre pleinement maîtrisée, cette tragédie ouvre la voie aux grands romans de la maturité. Renouant complètement la vision dramatique attachée à ce personnage, et retrouvant par là le noyau de la légende, Jahn nous présente une femme bafouée, victime de l'homme pour lequel elle a tout sacrifié, une marginale à la peau sombre comme une « éthiopienne ». Dans un décor qu'il voulait « cyclopéen », Jahn associe au problème racial le thème fondamental : celui des « désirs sensuels ». (Traduit de l'allemand par Hugues et René Radzizani, éd. José Corti, 126 p., 95 F (14,48 €).)

● **LE JARDIN DES OLIVIERS**, de Max Gallo
Ce n'est pas sur une note optimiste que Max Gallo achève le cycle de *La Machinerie humaine*. Le titre du dixième tome annonce l'agonie de jeunes gens qui ne savent plus que et qui croient. Amour et vie sont des mots qui n'ont plus de sens. Pour Jérôme et Nathalie, l'avenir s'annonce sans nuages, mais ils sont entraînés dans un monde de haine, d'intrigues et d'impostures symbolisées par Nice, ici ville de violence et de corruption. Jérôme est détruit d'apprendre qu'un héros de la Résistance, sans doute par peur de la torture, s'est lié avec Klaus Barbie, Nathalie se détruit d'être séduite par l'argent facile. Ils ne sont pas faits pour la vie de mensonges et d'injustices à laquelle ils n'échappent pas, déçus, victimes. (Fayard, 306 p., 120 F (18,29 €).)

« Les mots timbrés » de Georges Perros

Lecteur attentif et flâneur, l'auteur de « La Vie ordinaire » était aussi un épistolier prolifique. Voici que paraissent deux nouvelles correspondances, avec Brice Parain et le traducteur Carl-Gustaf Bjurström

**GEORGES PERROS-
BRICE PARAIN.
CORRESPONDANCE,
1960-1971**
Avant-propos et notes
de Pierre et Yael Pachet,
Gallimard, 418 p.,
160 F (24,39 €).

**LETTERES A CARL-GUSTAF
BJURSTRÖM, 1958-1976**
de Georges Perros.
Préface de Maxime Caron,
éd. La Part commune, 192 p.,
97 F (14,76 €).

**L'INCOGNITO
DE GILLES PLATZ**
de Gilles Platz.
Préface de Bernard Noël,
éd. Scorrif, 70 p., 85 F (12,95 €).

Pourquoi Georges Perros quitta-t-il Paris, et la Comédie-Française où il était sociétaire, ses amis du TNP et de la NRF pour s'installer à Douarnenez, dans le Finistère, avec sa femme Tania ?

Les fans de cet écrivain magnétique, plus nombreux qu'on ne le croit, les lecteurs des *Papiers collés*, de *La Vie ordinaire*, pensent le plus souvent qu'il était allé à la vie en société, qu'il voulait échapper à la compétition sociale, à l'hypocrisie du milieu littéraire, au danger de devenir un *hommedelettres*, et tout cela est certainement vrai. Mais on peut avancer une autre hypothèse, c'est qu'il lui fallait être loin, car ce qu'il aimait par-dessus tout, c'était écrire des lettres : « Je ne souhaite pas écrire sans cesse, je cherche des mots timbrés », disait-il drôlement, ou, ailleurs : « Je voudrais pouvoir écrire sur un timbre-poste : arriver à l'extrême condensation de la pensée ».

Depuis sa mort, en 1978, de nombreuses correspondances de Perros ont été publiées : avec Jean Paulhan, Jean Grenier, Roland Gaspar, Michel Butor, Jean Roudaut. Il en

paraît deux autres aujourd'hui. La première avec Brice Parain, son élève, en qui il met beaucoup d'espoir et de confiance, considérant cet écrivain reconnu et installé comme « un paysan d'on ne sait quel Danube provincial, avec son visage comme pétri à la mie de pain, son crime donné, ses yeux chahuteurs », Brice Parain étonné par Godard dans *Vivre sa vie*. Et la seconde avec Carl-Gustaf Bjurström, traducteur suédois avec qui il partage sa passion pour Strindberg, un type dans son genre. Parait simultanément un essai plein d'amitié, de tendresse et de conviction de Gilles Platz intitulé *L'Inconnu de Douarnenez*. Tout cela est une bonne occasion d'aller à nouveau à la rencontre de Georges Perros.

HISTOIRE D'UNE DÉSEILLUSION

C'est étrange d'écrire mais de n'écrire pratiquement que des lettres, des phrases comme des bouteilles à la mer, venez me voir, écrivez-moi, des lettres que Georges Perros ne date jamais, comme si le temps n'avait pas d'importance, alors que justement il ne parle que de cela. L'instant, le temps qu'il fait, les courses pour le dîner. C'est encore une manière de ne pas faire l'important : dater inscrite et figée, et nous sommes, dit-il « drôlement discontinus ». Ne pas dater une lettre, c'est ne donner aux mots qu'elle contient que leur stricte valeur d'échange, tenter d'éviter qu'elle ne devienne objet littéraire, que ne s'y glisse de la pose, la maintenance comme quelque chose qui ne fait que passer, et basta.

Comme rien ne marche jamais comme on voudrait et aussi parce que Georges Perros était un gars compliqué, ses correspondances sont devenues une œuvre, tant pis et tant mieux. Il aurait sans doute grommelé que cela n'avait guère d'importance.

La correspondance avec Parain se lit comme une histoire un peu triste. L'histoire d'une illusion de compli-

cité ; sur la vie, l'amour, la poésie, la littérature, Dieu. Une illusion qui, au fil des lettres et des ans, s'effiloche et se distend. Le jeune homme - Perros quand leur amitié se noue, en 1960, a trente-six ans et Parain soixante-deux - attend beaucoup de son aîné qui se révèle égoïste, assez vaniteux, plutôt en quête d'admiration que réellement attentif et amical. Mais Perros lui écrit des lettres sublimes. Il évoque le paradis qu'il a installé dans la chambre pour se donner l'illusion d'être seul, « d'être mort quelque vivant ce qui me fait mieux pénétrer l'irréalité. Car nous fabriquons du rêve et quand on veut que ce phénomène ne soit pas anachronique on souffre, on se demande pourquoi on souffre, ce n'est pas une maladie déquétée, normale, mais c'est la pire ». Ou bien il évoque la mort de Camus : « Ce doit être dur de vieillir, de mourir ainsi harcelé. Il avait trouvé normal que deux ou trois livres remarquables aient fait de lui un prophète. C'était un homme fatigué. Comme la plupart d'entre nous. Pour des raisons finalement dérisoires qui tiennent toutes à nos sensibilités susceptibles. Mais qui n'est pas susceptible n'est rien ».

Avec Parain comme avec ses autres correspondants, et comme dans les *Papiers collés*, Perros parle sans cesse de ce qu'il lit, de ce qu'il aime ou déteste, de ce qu'il a emporté, passionné. Des poèmes de Browning, un livre de Louis-René des Forêts, Pinget, Genet, Céline, Mallarmé (« Il a pris ce qui lui était tombé sur le cœur, un langage fatigué »), Henri Thomas, ou Kafka dont il dit très joliment : « La poésie c'est l'indifférence à tout ce qui manque de réalité. Si vous voulez, Kafka a vécu de cette manière. Le condorner du coin aussi. C'est le seul engagement qui vaille parce qu'il englobe la souffrance ». Ou Tchekhov dont il note qu'il écrit comme on sanglote, le nez dans la durée essentielle qui est un martyre. Pourquoi traquer ainsi la chose

quotidienne, qui, par ailleurs l'embête tellement, les dîners avec les enfants, les coqueluches, les ennemis de santé de sa femme, le bavardage insipide de la vie conjugale ? C'est à cause des menaces qui pèsent sur le langage. Nous sommes passés, remarque-t-il, dans une époque abstraite. L'homme est devenu abstrait, alors il bricole. Ce qui rend toute œuvre lointaine, débranchée sans pour autant accéder à l'état brut souhaité. Ce qu'il faudrait, c'est faire attention à ce qu'on dit. C'est cette exigence qu'il trouve dans le travail de traduction en commun avec Bjurström.

Où alors l'apaise d'une ou deux lignes épatantes ici et là, pour décrire des milliers de mouettes d'écluse qui foncent à toute allure se prendre le cœur dans les champs alentours. Pour raconter la petite chapelle de Saint-Evremont, ou le plafond qu'il use à trop le regarder, pour décrire des routes qui se croisent, le printemps qu'on rate toujours parce qu'il arrive la nuit et qu'il faut bien dormir. Georges Perros, en plus d'être juste, est drôle : Comment appelle-t-on ces animaux qui dorment l'hiver demande-t-il. Des loirs ? J'aimerais en être un, mais l'été !

Il vagabondait, lecteur et flâneur avant tout, mais il ne pouvait pas s'empêcher de réfléchir, toujours la même et obsédante question : quel est ce que l'art ? Alors il tentait le coup : « L'art, finalement, c'est d'abord un déchiffrement, puis une gloire et enfin une contestation passionnée ». Georges Perros se débattait beaucoup, - ma bêtise, disais-je, dure comme un galet, résistante, têtue - mais sans cesse. Il s'est énormément compliqué la vie dans le but de se la simplifier, mais il a su attraper de la vraie vie vivante et l'envoyer par la poste, c'est un geste infiniment moderne, finalement. Et il n'y a guère de meilleur professeur de littérature ou de poésie, ce qui revient probablement au même.

Geneviève Brisac

Une délicate musique de chambre

A travers trois voix qui expriment leur impossibilité à vivre, à montrer leur amour, perce celle, poétique et déchirante, d'Hugo Marsan

LE DÉSIR FANTÔME
d'Hugo Marsan.
Mercure de France, 172 p.,
85 F (12,95 €).

Le bon lecteur, déclare Nabokov dans ses cours de littérature, qui viennent de ressortir chez Stock (1), Perceval lecteur lit avec son dos, là où les sensations s'expriment en menus frissons. Les terminaisons nerveuses de la moelle épinière communiquant avec le cerveau, il va de soi, ajoutait Nabokov, que la tête réunie ces volutes, les organismes, mais cette élaboration est seconde. Saluons le rappel de la part d'un grand écrivain qui jamais n'a sacrifié aux modes, ni cédé aux tentations des cosmogonies. Lire d'abord avec son cerveau, c'est écarter ce qui fait la chair de la littérature, sa respiration.

On souhaite à Hugo Marsan de rencontrer beaucoup de ces excellents lecteurs. Son dernier roman, *Le Désir fantôme*, confirme en effet ce qu'on avait pressenti à la lecture des précédents, depuis *Le Balcon d'Angelo* (2) jusqu'aux *Absents* (3) : il possède un style, ou, pour reprendre l'expression de Nabokov, une manière qui n'appartient qu'à lui, faite d'abord de hauteur et de distance, de contention frémissante. Dans le domaine moral où tout style s'enracine, cela s'appelle la dignité.

On aura compris que, comme pour tout écrivain véritable, le sujet, car il n'y en a qu'un, repris à chaque livre sous un éclairage différent, le sujet n'est qu'un prétexte, dans tous les sens du mot. Ce qui importe, c'est la vision subjective : la littérature réduite à son essence, qui est le chant. Catherine, Edgar et Bramwell, le trio du dernier roman, expriment chacun la même impossibilité à vivre et à montrer leur

amour, si les raisons de chacun varient selon leur sexe ou leur âge. La première échoue dans ses tentatives maladroitement et passionnées à dire à Emilie, sa fille, l'amour qu'elle lui porte. Edgar se laisse glisser dans sa vieillesse en racontant la litanie nostalgique des prénoms de ceux qu'il a aimés, mais d'abord de Lucien, suicidé jeune, dont le fantôme le

hante et le poursuit. Quant à Bramwell, il fuit l'amour, il échappe à la vie, caché dans un anonymat peuplé des spectres de son enfance, ses parents vampirisés et tués dans un accident, souvenir qui l'engluait dans une obsession macabre. Parce qu'il n'a rien reçu que la mort, c'est aussi la mort qu'il donne.

Aucune complaisance dans la tristesse : une musique de chambre où les trois voix s'appellent, se répondent, se rejoignent et se séparent. « Il n'y a pas de réponse à la douleur ni de répit. Il n'y a pas de réponse à la passion. Il y a pourtant une certitude : on ne peut pas vivre sans amour ». Le petit Mozart ne disait pas autre chose.

Hugo Marsan n'explique rien, il implique son lecteur dans un réseau d'impressions et d'images qui en appellent à son imagination. De même pose-t-il Edgar dans sa singularité avec un naturel d'évidence, qui tend le con à tous les clichés et à tous les lieux communs. Il ne dissipe pas d'avantage les ombres dont s'enveloppe le jeune et beau Bramwell, qui survient et s'évanouit ainsi que passent, dans nos existences, tant de silhouettes irrémédiables. Les blessures affleurent, si nettes pourtant, si propres qu'il faut un oeil averti pour, de livre en livre, repérer ces cicatrices : ainsi de l'image de cette vieille mère reculée dans la démence et dont le

fil ne peut s'empêcher de penser qu'elle a choisi la folie afin de mieux nier ses enfants. Mais ne vivons-nous pas toute mort d'un être cher comme une défection et une trahison ?

Derrière le décor d'une modernité distraite et bavarde passe aussi, insidieuse, la nostalgie d'une France provinciale, secrète et ennuyée, avec ses jardins d'enfance, les préaux de ses écoles, son silence et sa durée.

Les courts frissons qui, en lisant Hugo Marsan, parcourent notre dos proviennent de ces suggestions indicibles, de ces notations exactes, de ces épigrammes de moraliste qui réveillent brusquement l'attention. Un livre après l'autre, Hugo Marsan bâtit un univers poétique, où la défection du temps qui passe, la fugacité des amours, la solitude caustique et résignée, le jeu des enfances meurtries, ou la comédie de l'existence enfin produisent une musique de chambre déchirante et raffinée.

(1) « La bibliothèque cosmopolite », Stock.
(2) Vertice, 1992.
(3) Mercure de France, 1995.

Hugo Marsan
collabore au « Monde des Livres »

**LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE**
120 000 livres épuisés
Service gratuit sur demande
3, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.39
Fax : 01.42.88.40.57

L'élégance de di Nota

TRAITÉ DES ÉLÉGANCES I
de David di Nota.
Gallimard, « L'Infini »,
102 p., 65 F (9,91 €)

Si ne figure pas dans ce livre la mention des autres textes de David di Nota, ce n'est peut-être pas un hasard. Il n'est pas impossible, si l'on en croit ce bref texte, délicat, tout en suggestions et demi-teintes, que di Nota veuille prendre « un nouveau départ », après « trois années sur le versant tropical de la planète », au Brésil. On signalera pourtant le roman allégre qu'il avait révélé, en 1991, *Festivals locale* et un recueil de nouvelles, en 1995, *Quelques choses de très simple* (les deux chez Gallimard).

La simplicité, l'art de l'allusion, la concision, la délicatesse pour dire, comme en passant, les amours contrariées, les rendez-vous manqués, David di Nota a la chance de les posséder. Ou la malchance. Car on ne peut attendre de lui attentionnement, complaisance, psychologie. Et l'élégance de l'ellipse n'est pas communément appréciée. Ce *Traité des élégances*, l'est un texte de deuil, un aperçu d'une trajectoire brisée, celle d'une femme de vingt-huit ans, Myriam Henderson, qui s'intéresse beaucoup à ce qu'elle écrit le narrateur et souhaiterait qu'il fasse enfin son œuvre. Comme incidemment celui-ci mentionne la propension de Myriam à la dépression et, plus loin, note : « Voilà la vie : cette fille allait se suicider dans quinze jours et c'est à Cuba qu'elle pensait ».

La dentelure de David di Nota est évidente, mais pour être vraiment ému par son récit, il faut partager son goût du jeu, s'intéresser « à la situation du joueur selon Dostoïevski » et rêver d'« imaginer une troisième voie » qui « corresponde (...) au point de beauté que la tragédie n'avait pas prévu ».

Jo. S.

Philippe Sollers
La Parole de Rimbaud
co. à voix haute
Gallimard

à voix haute
Une collection d'œuvres orales inédites

déjà parus :

Nathalie Sarraute
Lecture
Jean-Claude Carrière
Le Mahabharata
Jean Bottéro
Lorsque les dieux faisaient l'homme
René Depestre
Encore une mer à traverser
Jean-François Deniau
Démocratie
Jacques le Goff
Saint François d'Assise
Jean Bernard
De la médecine
Jean-Marie Drot
Des îles comme des hommes

CALLIMARD

Le premier chapitre de *Les Caractères* de La Bruyère, « De la société », neuvième remarque. Comparons deux éditions modernes du texte. Édition Garapon (1964) : « Arrias a tout vu, a tout vu, il veut le persuader ainsi ; c'est un homme universel, et il se donne pour tel : il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose. [...] Quelqu'un se hasarde de le contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies. Arrias ne se trouble point, prend feu au contraire contre l'interrompue : "Je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon, ambassadeur de France dans cette cour, revenu à Paris depuis quelques jours, que je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, et qui ne m'a caché aucune circonstance". Il reprenait le fil de sa narration avec plus de confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit : "C'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade." »

Sol le « même » texte, dans l'édition Van Delft (1998) : « Arrias a tout vu, a tout vu, il veut le persuader ainsi, c'est un homme universel, et il se donne pour tel ; il aime mieux mentir que de se taire ou de paraître ignorer quelque chose : [...] quelqu'un se hasarde de le contredire, et lui prouve nettement qu'il dit des choses qui ne sont pas vraies ; Arrias ne se trouble point, prend feu au contraire contre l'interrompue ; je n'avance, lui dit-il, je ne raconte rien que je ne sache d'original : je l'ai appris de Sethon ambassadeur

Revenant à la ponctuation originelle des « Caractères » de La Bruyère, Louis Van Delft restitue cette œuvre dans son historicité et surtout renoue avec l'oralité de sa composition. Un respect des formes anciennes qui n'est pas sans poser quelques questions

LES CARACTÈRES
Jean de La Bruyère.
Présentation et notes
de Louis Van Delft.
Ed. Imprimerie nationale,
544 p., 150 F (22,86 €).

de France dans cette Cour, revenu à Paris depuis quelques jours, que je connais familièrement, que j'ai fort interrogé, et qui ne m'a caché aucune circonstance : il reprenait le fil de sa narration avec plus de confiance qu'il ne l'avait commencée, lorsque l'un des conviés lui dit, c'est Sethon à qui vous parlez, lui-même, et qui arrive de son ambassade. »

D'une édition à l'autre, les mots sont identiques et, pourtant, le texte n'est plus le même. En retournant à la ponctuation de l'édition ancienne - celle de 1696 qui est la dernière que



La discrétion d'après Robert Bonnard

de La Bruyère a pu revoir - Louis Van Delft restitue l'œuvre de La Bruyère dans son historicité. Débarassée d'une ponctuation anachronique, lourde et grammaticale, la « remarque » sur Arrias renoue avec l'oralité de la composition comme de la lecture des *Caractères*. La Bruyère privilégie l'usage de la virgule, traitée comme un soupir, refuse les guillemets et, surtout, traite le texte comme phrase musicale unique, qui alterne les séquences rapides et agitées, rythmées par les césures, avec des périodes plus longues, sans ponctuation. Cette

composition, où la ponctuation est distribuée en fonction du souffle, est une claire invitation à lire le texte à haute voix, pour soi-même ou pour d'autres, au sein d'une société choisie. Et, de fait, on sait que Jean-Marie Villégier a fait des *Caractères* la matière de lectures publiques.

Louis Van Delft n'est pas le premier à proposer ce retour à la ponctuation ancienne, puisque Étienne Bury l'avait déjà fait pour son édition des *Caractères* dans Le Livre de poche (1). Mais son souci d'exactitude textuelle va jusqu'à respecter les lettres capitales placées au début de nombreux mots dans le cours même du texte. Dans l'exemple cité, il en va ainsi avec « Cour » et « Ambassade ». Oubliées par les précédents éditeurs, ces capitales témoignent pour l'acuité de la « conscience typographique » de La Bruyère qui joue souvent avec les effets, visuels ou sémantiques, produits par les formes données au texte. Par exemple, en mettant

de chaque chapitre des *Caractères*, construits non comme une série de fragments disjoints, mais plutôt comme une partition d'opéra ou d'oratorio où se succèdent les *arios* qui se répondent les uns aux autres. La tradition critique impose, toutefois, une limite à l'exercice. De discrets chiffres arabes, placés après le pied de mouche, rappellent que les *Caractères* ont été numérotés afin de pouvoir être identifiés quelle que fût leur édition. Même la plus historique des éditions ne peut totalement échapper aux conventions acceptées pour désigner les textes dépassés.

Seconde question, ou plutôt prudence. L'exemple de La Bruyère, - et de quelques autres - ne doit pas faire croire que tous les auteurs du XVII^e siècle avaient un semblable souci quant aux formes typographiques de leurs textes. Souvent, le plus souvent, peut-être, les choix quant à la graphie des mots, l'orthographe ou la ponctuation ne furent pas leur fait, mais le résultat des préférences, ou des habitudes, des éditeurs, des imprimeurs, des correcteurs ou des compositeurs. Faire retour à la matérialité ancienne des textes afin de ne pas les trahir est donc, nécessairement, rappeler que les auteurs n'écrivent pas les livres et que ceux-ci sont le produit de nombreuses décisions et de multiples gestes qui confèrent à l'œuvre son existence imprimée.

Roger Chartier

en italique ou en enjambant par des virgules les propos rapportés ou la cible même de l'ironie et de la critique, ou en utilisant les majuscules comme « un coefficient de dignité » selon l'expression de Louis Van Delft.

Ce travail éditorial exemplaire, mené par le meilleur spécialiste de La Bruyère (2), pose deux questions plus générales. Tout d'abord, jusqu'où peut-on ou doit-on pousser le respect des formes anciennes d'un texte dans son édition moderne ? En refusant d'insérer entre les « remarques » leur numérotation classique et de larges espaces blancs et en reproduisant les pieds de mouche qui marquaient le début de chacune d'elles, Louis Van Delft restitue la continuité

de l'exégèse vernienne vient de s'enrichir de deux ouvrages passionnants. Le premier est le *Dictionnaire des voyages extraordinaires* que Claude Lengrand vient de publier aux Éditions Encre (BP 0451 Amiens Cedex 80004). Il comprend trois parties : un dictionnaire des œuvres qui recense romans et nouvelles et en donne de courts résumés, un dictionnaire des personnages et un dictionnaire général qui couvre tout le reste et comporte des articles sur des sujets très variés comme les cryptogrammes ou l'autruche Dada.

Le volume est abondamment illustré de gravures extraites, comme il se doit, des éditions Hetzel : le livre de Claude Lengrand propose une façon très agréable de se promener dans l'œuvre du grand Jules.

Dans le second, les deux éminents vernologues que sont Daniel Compère et Jean-Michel Margot ont rassemblé les *Entretiens avec Jules Verne 1873-1905* (éditions Slatkine, 276 p., 150 F) parus dans la presse française et étrangère. Cette compilation de trente-deux entretiens de l'auteur (augmentés de deux entretiens avec son fils Michel), classés par ordre chronologique, avec des commentaires avisés des anthologistes, livre d'intéressants aperçus sur les méthodes de travail de Jules Verne, mais aussi sur ses goûts, sur sa passion pour Dickens, sur le théâtre, sur sa vie amoureuse... Parmi les passages les plus remarquables de ces entretiens, on citera son commentaire sur l'œuvre d'H.-G. Wells et son amertume de ne pas avoir été reconnu à sa valeur : « Ce que je voudrais c'est qu'on ne néglige pas l'artiste chez le conteur. Je suis un artiste. » Un statut que la glose contemporaine lui accorde sans rechigner.

(1) La Bruyère, *Caractères*, introduction et notes d'Emmanuel Bury, Le Livre de poche classique, 1995.

(2) Louis Van Delft est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables : *La Bruyère moraliste. Quatre études sur les Caractères* (Droz, 1971), *La Morale classique* (Droz, 1982), et *Littérature et Anthropologie. Nature humaine et caractère à l'âge classique* (PUF, 1993).

J. Ba.

chambre L'élégance de di Not

S

LIBRAIRIE
CLUB DU MONDE
0 000 000 000
omise 25%

Pour garder mémoire

Une œuvre de témoin pour mieux comprendre une époque, ses clartés et ses ombres

LES MÉMORABLES
de Maurice Martin du Gard.
Préface de François Nourissier.
Gallimard, 1090 p.,
250 F (38,10 €).

De Maurice Martin du Gard, lors de nos rencontres dans son appartement de Versailles, j'ai le souvenir d'un homme affable, très bourgeois versaillais, attentif à son hôte, peu avare d'anecdotes, graves, cocasses, voire croustillantes, le tout avec une élégance de vocabulaire et de façon d'être d'un autre temps. C'était lors de la parution du deuxième tome de ses *Mémoires*, dont le troisième fut publié après sa mort et dont le début du quatrième, jusqu'ici inédit, paraît aujourd'hui en un volume qui les rassemble. Fondateur des *Nouvelles littéraires*, il sera toute sa vie immergé dans la littérature, non sans sortir de ses eaux claires ou boueuses en observateur circonspect. On peut noter quelques oublis sans doute pas involontaires : sur ce millier de pages où Barrès, Proust, Valéry, Mauriac, Montherlant, Jaloux, Gide, Claudel tiennent grande place, quatre pour Bernanos, pas un mot de Céline, part tenue à Colette, Paulhan passe furtivement. Mais s'il a ses préférences, il se veut honnête, ignore la polémique pour le plaisir des bons mots, préfère le silence à l'exécution, ce qui ne l'empêche pas, de temps à autre, de mordre - « Paul Bourget se survivait. Maintenant c'est au tour de ses livres. La plupart n'ont pas loin et s'éteindront comme il vient de le faire, dans ce bruyard où la mort est douce aux croyants » -, ni de noter avec malignité des mots qu'on lui rapporte, comme de Claudel écrivant à Maritain que Cocteau veut « envahir » la collection du « Roseau d'or » « avec tous ses enculés de surréalistes », ce à quoi Cocteau répond que Claudel « ignore tout de la littérature d'aujourd'hui ».

Martin du Gard s'amuse des potins du milieu, mais ces notules,

rare, sont comme de légères illustrations de faits plus importants. L'essentiel est ailleurs. Ses pages sur Jaurès, Lugué-Poe, « un dîner à l'ambassade des Soviets », Georges Pirotte ou de Gaulle à Brazzaville sont plus que des notes d'échotier. Certes, tels de ses portraits et jugements peuvent nous paraître surannés, mais à côté de personnages à la gloire éphémère, un Boylesve, un Souday, un abbé Brémond, il y a Max Jacob et Francis Jammes tendrement aimés, Léautaud admirablement dépeint, Réguy vu par Benda, il y a Drieu, Mandel, Blum... En une assez longue étude ou en quelques lignes, ce qui est dit n'intéresse pas seulement l'histoire de la littérature. Pourtant, du Gard est passé à côté du plus grave. Les années 40-45 ont vu des écrivains collaborer, d'autres s'accommoder avec l'occupant pour publier ou faire jouer leurs œuvres, quelques-uns mourir au maquis. Lui, il n'a vu qu'une chose : sans Pétain, des gens qui « se croient suspects » ne vivraient pas. L'ennui, c'est que ces gens ont non Jean Cassou, répertorié comme demi-fut et franc-maçon, ou Jankélévitch. C'est d'une bonne foi désarmante que du Gard dit de l'un qu'« il brûle d'agir. Il est peut-être imprudent », et qu'il se dit choqué, sans plus, que l'autre, « d'origine polonaise et juif de surcroît », n'ait plus le droit de professer. C'est là, écrit Nourissier, « l'imperméabilité d'un milieu aux réalités de Vichy », d'une société « aux saisons rythmées par les élections académiques ou dérangées par les duels ». Ce n'est pas une part négligeable d'une époque qui a encore un pied dans le XIX^e siècle que l'on retrouve avec intérêt, chez ce « Saint-Simon miniature », un clairvoyant qui a ses zones de cécité et allie à ses témoignages le talent d'un écrivain.

Pierre-Robert Leclercq

* Les *Mémoires* de Maurice Martin du Gard a obtenu le 4^e prix de l'Essai Renaudot.

Brousson, le « voyou lettré »

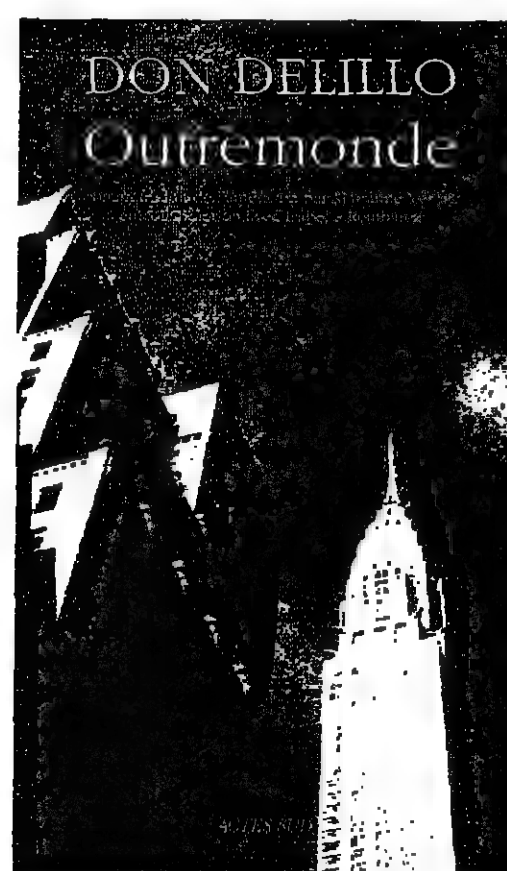
LES DAMES DE SAUVE
de Jean-Jacques Brousson.
Introduction
de Frédéric Gausson,
les éditions du Cardinal (62, rue
de la Jonquière, 75017 Paris),
124 p., 60 F (9,14 €).

Jean-Jacques Brousson, aujourd'hui méconnu, fut pourtant célèbre pour avoir publié *Anatole France et l'itinéraire de Paris à Buenos Aires* (1927), tous deux d'une réjouissante insolence envers l'auteur de *Le rouge*. Né à Nimèze en 1878, il s'était forgé, pendant ses premières années sauvages, un esprit féroce et une langue défilée. Repris en main par son père, il fut placé entre les mains des « dames de Sauve », directrices d'un institut pour petits Nîmois catholiques. Éduqué par les Bons Pères, il partit pour Paris où il devint le secrétaire d'Anatole France en 1902. Témoin quotidien, jusqu'à leur fâcherie en Argentine en 1909, du grand homme adulé par la nation, Brousson vécut de ses articles et de ses ouvrages d'histoire, bien plus que des honneurs d'Anatole France, qui le payait en bibelots. Collaborateur des *Nouvelles littéraires*, il est décrit par Martin du Gard comme un homme « vif, petit, toujours bien réveillé, peut-être trop, l'air d'un perroquet polisson » en délicatesse avec ses pairs : « I faut qu'il bataille et se sente menacé ». Après la guerre, il se retira à Uzès et y mourut en 1958. Également de famille nîmoise, Frédéric Gausson a connu Jean-Jacques Brousson, ce « voyou lettré » ; en proposant en un volume *Les Dames de Sauve* (1929), *La Louve en Langue doc* (1936) et *Les Vêpres de l'avenue Hoche* (1932), il livre sa vivante autobiographie gardoise, mais aussi se charge au vitriol contre les proches d'Anatole France à l'heure de la succession.

Claire Paulhar

OUTREMONDE

un roman orchestral pour clore le XX^e siècle



Fondant au creuset de son écriture le tout-venant de notre monde, les rebuts de son histoire industrielle comme les errements de son histoire politique, DeLillo fait surgir une éblouissante œuvre d'art, l'autre côté, obscur et souterrain, de l'humanité contemporaine.

ACTES SUD

هكذا من الأصل

Françoise GIROUD



Françoise Giroud

Les Françaises
de la Gauloise à la pillule

Fayard

308 pages
120 F

Une enquête passionnante et juste... Quelle révolution !

Hélène Carrère d'Encausse,
de l'Académie française

Ce nouveau livre m'apporte, à moi, une quantité de données de base et me rappelle dans un prologue habilement synthétique pas mal d'auteurs et d'amis.

Pierre Nora

Un parcours plein d'allégresse et de tendresse de la gauloise à la pillule. Merci de tout ce que vous avez fait pour que les femmes aient une histoire.

Michele Perrot

On parlait du Deuxième sexe comme d'un livre fondateur. On parlera des Françaises comme d'un livre fondamental.

Alain Peyrefitte,
de l'Académie française

Vos Françaises sont épatantes. Elles sont tout sauf des victimes, ce qui nous change agréablement du discours larmoyant qui court les rues, davantage encore les médias que les rues... On entend vos interlocutrices et on croit les voir... Ce livre est un plaisir.

Mona Ozouf

FAYARD

La réalité en trompe-l'œil

Sous le signe de Kafka – prototype de l'enfant sans enfants –, Enrique Vila-Matas revisite en toute liberté l'histoire espagnole de ces quarante dernières années

ENFANTS SANS ENFANTS
(Hijos sin hijos),
de Enrique Vila-Matas.
Traduit de l'espagnol
par André Gabastou,
éd. Christian Bourgois
328 p., 130 F (19,81 €).

S'il s'exprime un tant soit peu par la bouche de ses personnages, Enrique Vila-Matas ne doit pas trouver la vie tout à fait satisfaisante. Pas une vallée de larmes, non, mais un séjour vaguement en dessous de ce que l'on serait en droit d'attendre. Et pourquoi, d'ailleurs, se donner la peine d'écrire, si le monde s'ajuste exactement à votre bon plaisir ? Les figures campées dans son livre, donc, se sentent souvent à l'étroit dans une réalité tapissée d'ennui. Au point de ne pas vouloir perpétuer l'espèce en engendrant d'autres individus qui viendraient, à leur tour, grossir le bataillon des naufragés congénitaux.

Rien de vraiment triste, pourtant, dans ces *Enfants sans enfants*. Ou plutôt, du tragique, du vrai, mais sans cesse détourné du pathos par l'ironie. Né en 1948 et installé à Barcelone, ce romancier à l'imagination singulière et très remarquable a écrit un livre, le cinquième à paraître en France, autour de la figure de Kafka. Où l'écrivain pragueois, prototype de l'enfant sans enfants, permet à Vila-Matas de revisiter en toute liberté l'histoire espagnole de ces quarante dernières années. De manière éminemment paradoxale, puisque l'histoire est justement ce que refusent ceux qui ne veulent pas de descendance.

Qu'on ne s'y trompe pas. *Enfant sans enfants* n'a aucun caractère proprement historique et la présence de Franz Kafka s'y montre seulement en filigrane d'un ouvrage où presque rien ne



FRANCESCO GATTONE

fait explicitement allusion à lui. Des phrases, nullement signalées, renvoient à son œuvre et seul un texte placé en exergue du livre porte sa signature : « L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. Cet après-midi, je suis allé nager. » En date du 2 août 1914, ces deux lignes extraites du *Journal* de l'écrivain donnent le ton du livre de Vila-Matas : la réalité, même tontuante, n'a jamais l'intérêt que l'on croit. Du moins pas pour les enfants sans enfants, « ces êtres que leur nature éloigne de la société ». Ainsi parle le narrateur – pourvu, lui, de « onze enfants, deux chats, un chien, trois poissons, deux lapins et un perro-

quet » – du récit intitulé « Ceux d'en-bas », qui pourrait représenter le prologue du livre.

De Grenade à Valence, en passant par Meudon ou Saragosse, chacune des nouvelles a pour cadre une ville dont le nom est précisé d'emblée, avec une date en prime. Un réalisme en trompe-l'œil, puisque la vie intérieure constitue le véritable décor de chacune des histoires. Le monde réel est surtout signalé comme « une ingérence » dans l'existence des personnages, qu'il s'agisse de la dictature menant à l'exil, du chômage, du travail ou des conventions sociales. Le tout lissé par l'omniprésence de la pluie,

celle qui coule effectivement ou celle que l'on pressent dans un ciel en passe de se déchirer. « Dans pas longtemps, parce qu'une bonne averse se prépare. »

Sous le plafond de ce monde humide et souvent gris, Vila-Matas campe des individus qui rêvent de gloire et moisissent à l'ombre de leurs frustrations. « Le pire est venu après, quand il s'est arrêté de pleurer et s'est mis à me dire qu'il avait été toute sa vie un lâche et qu'il s'était trompé de A à Z, étant donné qu'il aurait aimé être un homme à succès, un musicien, un voyageur cosmopolite. » Ainsi parle la femme d'un homme qui vient de se faire licencié, dans « Envoyer tout au diable ». La solution ? Décrocher de ce réel extraordinairement décevant, à s'échapper comme ce « séminariste en fugue » qu'est le narrateur de « La Famille ex-cuse ». A partir pour des villes où l'on s'ennuie, Saragosse ou Lugo, mais où peuvent éclore les rêves les plus troublants.

L'art de Vila-Matas consiste à faire surgir des dimensions nouvelles en parallèle d'une réalité plate. « Mon fils, dit un homme dans « La Promenade interrompue », (...) nous nous promenons aujourd'hui dans les rues larges et ensolées de cette ville et nous sommes heureux. Mais en nous vivant encore les recoins sombres, les passages mystérieux, les fenêtres aveugles et les cours sales. » De ces « recoins sombres » jaillissent des visions bizarres. Les personnages se parlent à eux-mêmes, insérant des incises dans leur propre discours, entendant des voix étrangères leur parler d'où ne sait où, sentant des présences là où l'œil ne voit rien, se sentant à plusieurs sans une même apparence. Otages d'eux-mêmes et de leurs personnalités secrètes, comme d'autres de leur descendance.

Raphaëlle Rérolle

Le tapis volant de Jacques Werup

Identité transnationale ou affirmation obstinée des racines ? L'écrivain suédois enquête sur le périple de son grand-père entre mer Noire et Baltique

LES VOYAGES DE SHIMONOFF
(Shimonoffs Längtan)
de Jacques Werup.
Traduit du suédois
par Christopher Björström,
Denoël, 316 p., 140 F (21,54 €).

Varna existe, Jacques Werup est là pour certifier la réalité de ce port bulgare, « perle de la mer Noire » où les maisons baroques, germaniques, avec leurs murs pastel patinés par le temps, surprennent dans ces confins du Sud-Est européen. L'aspect de l'écrivain arrivé de Stockholm pour la sortie de son roman, n'en est pas moins étonnant. Sa peau mate, ses cheveux noirs feraient penser davantage à un ressortissant des Balkans ou du Proche-Orient qu'aux Vikings conquérants d'autrefois. Né en 1945 à Malmö de parents suédois, marié, père de deux enfants, un séjour pacifique au tournant des années 70, explique la manière aisée dont il s'exprime en français. Une trentaine de livres, recueils de poèmes, récits de voyage et romans le situent parmi les plus importants auteurs scandinaves. Que cherchait-il sur les bords de l'ancien Pont-Euxin ?

« La nostalgie des origines, même lointaines, est bien plus qu'un fantasme de romancier. Mon grand-père a vécu là-bas. Istanbul, Trébizonde, Varna bien sûr, témoignaient et témoignent encore d'un même univers fait de langueurs et de violence, de compromissions habiles et de combats sans merci, de traditions immuables contrariées par la révolte des jeunes et par leur désir d'émancipation. Varna, d'où venait mon grand-père qui allait devenir le roi du commerce des tapis, qui devait servir de modèle à mon personnage, n'a pas toujours été la grande ville industrielle et touristique d'aujourd'hui. Au début du siècle, Shimonoff encore adolescent avait connu un grand bourg assoupi au

bord de la mer Noire. A peine sortis de sous la domination des autorités ottomanes, comme partout en Bulgarie, les marchands et le clergé, les vigneron et les petits fabricants, parmi lesquels mon arrière-grand-père, tenaient le haut du pavé. A l'ombre du minaret et des églises orthodoxes, quelques juifs, en majorité descendants des réfugiés chassés d'Espagne il y a cinq siècles, revendiquaient toujours l'identité judéo-espagnole. Si leurs relations avec les Bulgares restaient plutôt amicales, ils estimaient peu les Ashkénazes, ces « Tudesques » arrivés du nord qui pratiquaient le yiddish, pour eux « jargon allemand » incompréhensible. »

CITIZEN KANE BULGARE

« Dans ce milieu séfarade, pour- suit Jacques Werup, la tradition rigoureusement respectée, les mariages arrangés, l'hypocrisie régnante s'accordait mal avec le caractère altier et aventureux de mon grand-père. Elias Shimonoff prit donc la fuite tout en sachant qu'il risquait de ne plus jamais revoir ses parents. Caché au fond de la cale d'un rafiot en partance de Varna, c'est à Constantinople que la police débarquera le fugueur. Ce sera la première étape d'un vagabondage qui le conduira à Trébizonde, sur le chemin des contrebandiers, et de là à Londres et à Paris avant son installation en Suède où Elias Shimonoff bâtit un empire commercial. »

Pendant cinq années, de 1976 à 1981, le romancier traverse l'Europe et refait l'itinéraire de son grand-père depuis les brousses de l'Anatolie jusqu'à Malmö où il finit par poser sa besace. L'écrivain interroge les rares survivants de l'époque, la ressuscite, raconte les incroyables aventures de Shimonoff parmi les gneux d'un Proche-Orient fraternel, misérable, enfin analysé d'une manière si juste, si remarquable, la lente intégration d'un juif bulgare au sein d'un univers fondamentalement différent

du sien. A Malmö, ce citizen Kane du tissu oriental se mariera, fera souche et deviendra notable. En 1939, avant la fin de ce voyage fabuleux sur le tapis volant de Jacques Werup, Shimonoff, poussé par la nostalgie, retourne visiter sa ville natale. Les siens sont morts ou absents, une autre pièce se joue maintenant entre d'autres décors désormais inconnus, alors qu'en Europe, où se prépare le plus grand crime de l'histoire de l'humanité, la guerre vient de commencer.

Lorsque paraissait, sept ans auparavant, *La Mort d'un pornographe* (1), premier roman traduit de Jacques Werup – fondateur du groupe rock Sturm, animateur d'un cabaret littéraire à Malmö, lauréat du Grand prix du roman suédois –, ce fut en France une révélation. La sexualité y acquiescrait une dimension cosmique. La quête obstinée et l'impudeur laissaient pressentir un nouvel Henry Miller. Pourtant, le champ que l'écrivain explore change. La démarche aussi ! A la confession d'un voyeur succède ce roman d'initiation presque sage s'il n'était pas porté par un torrent narratif où les évocations magiques, les descriptions exactes du temps, des lieux, la précision hyper-réaliste des portraits défilent même les quelques imperfections de la traduction. La quête demeure, ardente mais différente cette fois-ci. Récit picaresque ? Conte de mille et une nuits ? C'est surtout à la découverte d'une identité européenne, nullement opposée à l'affirmation particulière de chacune de ses composantes que l'écrivain, dans la lignée des frères Singer et d'Elias Canetti, invite avec son livre dédié à tous les immigrants.

Edgar Reichmann

(1) Publié aux éditions Côté, repris en Poche (10/18) en 1994. Signalons également un recueil de poèmes, *Une brèche dans l'Atlantique* (Le Castor astral, 1985).

Medellin sur Lower East Side

MORT D'UN ROI DU TANGO
de Jérôme Charyn.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marc Chénétier,
Mercure de France, 260 p.,
125 F (19,05 €).

S'exprime d'un roi du tango doublé d'un chef de cartel de la drogue, c'est s'exposer à de graves ennuis. Mais que diable allait faire Yolanda à Medellin ? Rechercher la trace d'un vague cousin qui jouait avec elle autrefois au docteur derrière l'évier, avant de devenir trafiquant de coca ? Yolanda, née en Colombie, était partie vivre à New York, dans ce quartier de Lower East Side que Jérôme Charyn affectionne particulièrement, et c'est par là qu'elle se rattache à la tribu déjantée des Isaac Sidel, Zyeux-Bleus, Marijyn la dingue. Mais le théâtre de leurs exploits, généralement limités à Manhattan, s'élargit avec l'arrivée du cousin de Colombie.

Les histoires de Jérôme Charyn oscillent toujours entre le burlesque échevelé et la vraisemblance sans vraiment pencher d'un côté ou de l'autre. Dans le tourbillon qui l'entraîne des clairières de l'Amazonie aux rumbacaderos, ces écoles de tango où se nouent et se dénouent toutes les intrigues, des tribus indiennes aux palais présidentiels, ses personnages gardent toujours une fêlure qui les rend humains ; une part d'enfance inaliénable. Même s'ils semblent cantonnés à un rôle secondaire, les enfants sont d'ailleurs le principal enjeu de toutes ces aventures. Dans *Mort d'un roi du tango*, ce sont les gamins de la 129^e Rue qui s'adonnent au crack dès leur plus jeune âge. Toute cette savante orchestration de complots, de guerres de clans, de réseaux d'espionnage, de trafics internationaux vise moins à décrire un monde devenu fou qu'à s'ancrer autour d'un seul pivot : la nostalgie.

Gérard Mendel

هكذا من الأصل

rompe-l'oeil

Barrique Vila-Matas revisité
dernières années



des réels...
Barrique Vila-Matas revisité
dernières années

les Werup

Les Werup
Nord et Baltique

de Werup...
Nord et Baltique

Werup...
Nord et Baltique

Medellin
sur Lower
East Side

Medellin...
sur Lower East Side

Medellin...
sur Lower East Side

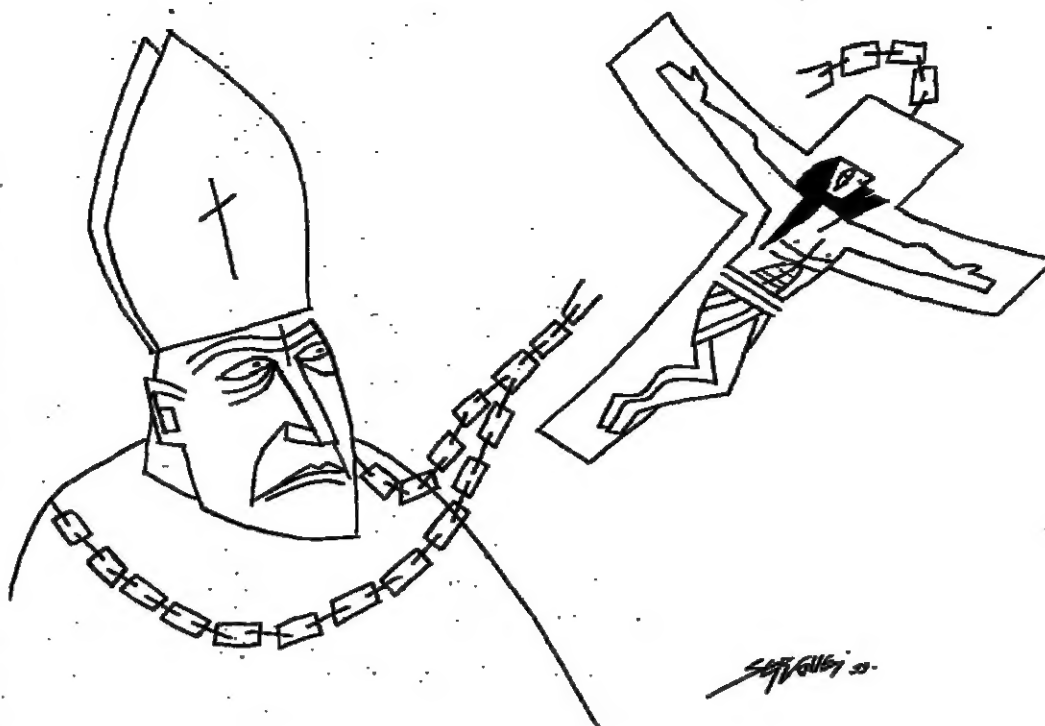
JÉSUS-CHRIST
OU LA LIBERTÉ
de Jean-Pierre Rosa.
Bayard, « L'aventure
intérieure », 248 p.,
110 F (16,76 €).

JÉSUS,
BOUDDHA D'OCCIDENT
de Raphaël Liogier.
Calmann-Lévy, 300 p.,
130 F (19,81 €).

Au sujet de Jésus, tout semble avoir été dit. Ainsi que le contraire. Parmi les figures réinventées de siècle en siècle, aucune ne fut pour l'Occident si décisive ni si multiple. Caution des pouvoirs, levier de contestation. Rassembleur et diviseur, énigme et transparence, croisée de l'humain et du divin. Silhouette incessamment redessinée. Chaque époque, en effet, mais aussi chaque école, chaque église, chaque commentaire en trace différemment le visage à la fois familier et inaccessible. Sous de tels amoncellements de gloses, il faut tenter, indéfiniment, de retrouver l'étonnement d'une rupture. Ainsi crée-t-on interminablement ce mythe paradoxal - dieu fait homme, amour infini, rémission des péchés - qui possède tant de puissance et relativement peu de contenu. Les principaux traits du Christ paraissent pourtant faire aujourd'hui l'objet d'un accord nouveau des historiens. Finalement, ce n'est pas le « Jésus » de Strauss à Renan et au-delà - faisaient scandale en mettant en cause, au nom de l'histoire, tel ou tel point de la légende pieuse. Semble terminée également l'époque plus récente où Bultmann, sensible cette fois aux seules exigences de la foi, pouvait congédier les réalités empiriques en affirmant : « Nous ne pouvons rien savoir de la vie et de la personnalité de Jésus parce que les sources chrétiennes, très fragmentaires et envahies par la légende, n'ont manifesté aucun intérêt sur ce point et parce qu'il n'existe aucune autre source sur Jésus ».

Aujourd'hui, soutient Jean-Pierre Rosa, il est devenu possible

Construction permanente du Christ



de dégarer une trame d'événements et de paroles liés à l'existence du Christ avec une probabilité élevée. Si l'on considère cet ensemble que les experts tiennent pour assuré dans ces grandes lignes, ce qui frappe n'est pas seulement le « message d'amour » mais aussi, et surtout, l'ouverture à la liberté. Ce qui fait l'essentiel de l'apport du Christ, selon Jean-Pierre Rosa, c'est la volonté constante de défaire les contraintes, de desserrer les liens artificiels des préjugés. Chasser les marchands du Temple, renverser l'ordre des hiérarchies, bousculer les réputations, déraquer les hiérarchies, parler aux prostituées, laisser aller la femme adultère, voilà quelques signes connus de cette subversion. La tâche

d'émancipation est toutefois plus radicale : il s'agit, en fin de compte, de se défaire de la mort elle-même, et de s'adresser, universellement, à tout humain pour l'en délivrer.

Si la lecture que propose Jean-Pierre Rosa des interventions du Christ n'est pas radicalement nouvelle, son essai est intéressant et bien conduit. Il présente en effet l'image cohérente d'un homme - évidemment exceptionnel sans être nécessairement divin - qui ouvre un espace de liberté où il demeure possible de continuer à créer indéfiniment. Cet espace sans contenu prescrit, sans modèle détaillé, où le Christ est à la fois du côté du libérateur et du libéré, constituerait comme la possibilité même d'invention

Les siècles ne cessent
d'inventer des figures de
Jésus. Parmi les récentes,
le voici en créateur de
liberté et, plus inattendu,
en héritier du Bouddha

XX^e siècle et sous Tibère, de même il en vient à penser que la liberté que l'on attribue aujourd'hui au Christ n'est sans doute pas celle de son temps.

« La liberté donnée sans contre-partie » est aussi pour Raphaël Liogier l'un des traits majeurs de l'action de Jésus. Mais cette liberté serait en fait, avec d'autres caractéristiques, héritée du bouddhisme. La thèse curieuse soutenue par cet ouvrage est en effet que le Christ a emprunté l'essentiel de sa spiritualité au Bouddha. Thérapeutique, égalitarisme, non-violence, tolérance, compassion constituent pour Raphaël Liogier des éléments suffisants pour parler d'une « similitude des messages ». Mais il ne se contente pas de mettre en parallèle des démarches et des doctrines. Il affirme possible de les faire dériver l'une de l'autre, et soutient que « le christianisme est un bouddhisme gréco-juif ». Pour étayer de telles conclusions, Raphaël Liogier doit se doter d'hypothèses que l'on pourrait dire extrêmement coûteuses. Il imagine en effet, à partir notamment des échanges que laisse supposer l'art gréco-bouddhique du Gandhara, et de tout ce qui reste à découvrir de l'empire des Kushans, l'existence d'une grande culture hellénistico-bouddhiste qui aurait essaimé en Palestine et influencé les esprits. Encore faut-il imaginer, de surcroît, pour expliquer qu'on trouve si peu de traces de cette vaste influence et que nul ne se soit soucié d'en témoigner, quelque antique et tenace censure qu'il va falloir rechercher expliquer. Si l'on poursuit l'hypothèse jusqu'au bout, la vogue récente du bouddhisme en Occident ne serait le résultat ni d'une illusion ni

d'une réelle rencontre, mais l'effet de retrouvailles ignorées avec les racines du christianisme, une anamnèse imparfaite, un retour balbutiant aux origines perdues.

Laissons de côté toutes les différences et les incompatibilités entre christianisme et bouddhisme, sur lesquelles ce livre est extrêmement discret. Ce qui ne tient pas, dans sa manière d'opérer, c'est le passage de la comparaison des doctrines à l'affirmation d'une dépendance historique réelle. Il faut à l'historien d'autres preuves que les présomptions déductibles de tel ou tel parallélisme. Il existe indubitablement des analogies de structure entre certains thèmes grecs, chrétiens et certains thèmes bouddhistes. Si l'on soutient que les lois de l'esprit humain ne peuvent suffire à les expliquer, il convient de fournir des données supplémentaires, ou de suspendre son jugement. Un seul exemple : la démarche de Pyrrhon, fondatrice du scepticisme grec, rappelle par plus d'un trait celle des logiciens bouddhistes de l'école du Milieu. On sait en outre que Pyrrhon alla en Inde avec les armées d'Alexandre, à une époque où se formait ce type de raisonnement. Mais on ne saurait rien en conclure, aussi frustrante que soit cette prudence élémentaire. Tant qu'on ne disposera pas - dans des textes qui peuvent rester à découvrir - d'un renvoi explicite ou d'une citation nette, tant qu'aucun vestige archéologique ne viendra confirmer une relation effective, on sera réduit à des hypothèses. Ce qui n'a rien à voir avec une connaissance effective.

Sans doute nos esprits ont-ils une forte tendance à reconstruire l'histoire pour qu'elle s'agence enfin en un tout, qu'elle possède un commencement, un déroulement suivi. Il nous faut le plus souvent une clé, un point de départ, un fil directeur. Un seul, de préférence. Nous ne trouvons guère commodité qu'il y en ait plusieurs, que le monde ait des pôles divers et des foyers indépendants. Mais après tout, comme disait finement Kant, « mon esprit n'impose aucune nécessité aux choses ».

La Passion ou l'impensable suicide

Oblation ou meurtre « réfléchi » ? Le suicide du Christ définit la nature du sauveur. Un retour captivant sur l'événement crucial du christianisme

LE SUICIDE DU CHRIST
de Pierre-Emmanuel Dauzat.
PUF, « Perspectives critiques »,
240 p., 136 F (20,73 €).

S'il est un événement crucial, c'est bien la passion du Christ, dont les calendriers font mémoire dans l'ensemble du monde chrétien. L'affirmation de la nouvelle religion, née du message du Nouveau Testament, a fait de cet épisode l'articulation décisive, entre mort et résurrection, où se joue la nature du Messie.

S'il fallait attendre le contexte brûlant des Guerres de religion pour que le français désigne du néologisme « déicide » le supplice du Golgotha, la recherche des « coupables » présumés avait entraîné bien plus tôt les réflexes de rejet dont les communautés juives firent les frais dès l'époque médiévale.

Aussi le postulat de départ de la passionnante réflexion de Pierre-Emmanuel Dauzat sur *Le Suicide du Christ* pourra-t-il surprendre, voire stupéfier, au premier abord. Les lecteurs de Caillols ne seront, eux, pas étonnés puisque dans le fascinant *Ponce Pilate* (1961), l'écrivain prêtait à Judas, canonisé ici comme il se doit puisqu'il est l'instrument nécessaire de la Rédemption, cette adresse au procurateur romain : « Le monde sera sauvé par le trépas volontaire du Fils de Dieu », avant d'ajouter, plus explicite encore : « La Volonté de Jésus est que tu Le fasses crucifier. » Ce qui put paraître une audace inouïe n'est pas même une entorse à la tradition historique puisque l'hypothèse d'un sacrifice pleinement assumé est déjà attestée sous la dynastie julio-claudienne.

D'aucuns imagineront peut-être que si le thème apparaît dès le I^{er} siècle, c'est au hasard d'une des premières polémiques antichrétiennes. En fait, il n'en est rien, et

la première mention d'un suicide possible du Christ apparaît dès l'évangile de Jean. « Jésus leur dit encore : Je m'en vais [...]. Là où je vais vous ne pouvez aller. Alors les Juifs disaient : Va-t-il se tuer, puis qu'il ait dit : Là où je m'en retourne, moi, vous ne pouvez pas venir, vous ? » (Jn 7, 35). Placée dans la bouche des Juifs, l'interprétation est suspecte, jugée malveillante, sinon scandaleuse. Pourtant nombre de penseurs n'envisageront pas d'autres lectures de la Passion du Christ.

Aussi ne doit-on pas être saisi par le syllogisme avancé par Søren Kierkegaard - « Quand un homme veut sa mort, il tente Dieu, parce que nul ne doit avoir la témérité de se croire en tel accord avec Dieu » ; donc le Christ doit être Dieu pour éviter le scandale blasphématoire de son irresponsabilité comme de l'innocence de l'humanité. De ce lui-ci, Dauzat conclut magistralement la nécessité impérieuse « de la Rédemption conçue comme mort volontaire déguisée en meurtre, mais rachetée par la Résurrection ». Le scénario précis du Vendredi saint accredité cette lecture, puisque le Crucifié laisse retomber sa tête avant de rendre l'âme, enchaînant deux actions dont il est maître à l'inverse de la simple logique humaine. Mais cette lecture de l'oblation suprême dérange très tôt la volonté de rationalisation théologique à l'œuvre. Tandis que les stoïciens romains célébreraient dans la mort volontaire la supériorité de l'homme sur les dieux (sa volonté lui permettant de dépasser sa nature), le christianisme naissant inverse les termes : Jésus est donc une victime innocente, tandis que le Christ va au-devant de la mort en toute conscience. Et Dauzat de commenter l'apparent paradoxe : « Les deux réalités ne sont pas du même niveau ».

Reste à lever l'insoluble soupçon d'une « mort ignominieuse » qui entache le supplice de la croix,

face aux disparitions païennes autrement dignes de Socrate, de Sénèque ou même de Pythagore, venus longtemps pour des adeptes de la mort volontaire. La figure du bouc émissaire peut servir de diversion, tandis que le supplice se dissout peu à peu dans un ordre surréel. Thomas d'Aquin s'en charge : avec lui la mort cesse d'être un enjeu métaphysique, statut réservé au Salut. Ce que résume avec bonheur Dauzat : « L'effacement a été régulier et conséquent, comme par glissements successifs du plaisir théologal, du suicide à la mort volontaire puis au meurtre. Le Christ est mort d'un couteau sans lame auquel il manque le manche. Seul est mort le couteau, alias le commun des mortels. Et sa mort se dissout dans la Rédemption ».

Avec une intelligence et une érudition confondantes, l'essayiste revisite encore chacune des lectures successives de la mort du Christ, vécue comme suicide, qu'il soit ou non au cœur de l'enjeu métaphysique. Et cela sans exclusive : Plotin, Augustin, Porphyre, comme Blanchot ou Heidegger. Mais aussi la belle étude sur la croyance du prédicateur anglais John Donne (1573-1631) ou la typologie du suicide dans l'œuvre romanesque de Dostoevski, conduite avec une rigueur qui permet de réserver quelques surprises. Jouant sur les formules avec une vivacité inattendue sur un pareil sujet (certains sous-titres interrogent : « Qu'est-ce qu'on tue quand on se tue ? », « Qu'est-ce qu'on donne quand on se donne la mort ? »), ne négligeant pas non plus le retour sur l'étymologie ou le sens premier des termes utilisés - aussi reprend-il le mot de l'historien Jean-Claude Schmitt sur le suicide, « meurtre réfléchi », Pierre-Emmanuel Dauzat signe un essai captivant et singulièrement personnel.

Philippe-Jean Catrinchi

Un Jésus chrétien et un Jésus juif

Deux images de l'homme de Nazareth qui, vingt siècles après, illustrent l'écart entre les deux communautés religieuses

JÉSUS, L'HOMME QUI
ÉVANGÉLISAIT DIEU
de René Lüneau.
Seuil, 255 p., 120 F.

JÉSUS RENDU AUX SIENS
de Salomon Malka.
Albin Michel, 230 p., 98 F.

Deux ouvrages que rapproche l'abondante actualité éditoriale sur Jésus témoignent - involontairement - du fossé des images, dans les communautés chrétiennes et juives, sur l'homme de Nazareth. René Lüneau publie un livre attachant sur l'humanité de Jésus, qui ne surprendra pas les lecteurs de ce dominicain, sociologue habitué à arpenter, en Afrique et en Amérique latine, des communautés fidèles à cet « Evan-

gile des pauvres » dont il tourne les pages avec émotion. Il y décrit un Jésus de conviction et de compassion, bousculant frontières et conventions, s'asseyant aux tables interdites, s'adressant aux pauvres et aux petits, guérissant les malades un jour de sabbat. Cette « incarnation » d'un Messie qui prêche le salut par l'amour des ennemis devait-elle déboucher sur la rupture avec l'univers religieux issu de la loi de Moïse ? Cette thèse est connue. Mais l'enquête passionnante que vient de publier Salomon Malka montre que la fatalité de la rupture avec le judaïsme n'est pas si facile à établir.

Le premier grand livre « juif » sur Jésus, de Joseph Klausner en 1922, avait fait scandale pour avoir démontré le soin mis par Jésus à

respecter, jusqu'à sa dernière nuit, la Loi juive. Après lui, Salomon Malka nous entraîne chez ces exégètes et philosophes juifs qui font de Jésus l'un des leurs et ont fait franchir des bonds à la compréhension des rapports entre juifs et chrétiens. Les pages les plus étonnantes de son livre sont celles de la reconstitution du « procès de Jésus » par Haim Cohen, les plus séduisantes celles de David Flusser qui démontre les correspondances entre les paraboles du Christ et les textes rabbiniques et talmudiques. Pour Flusser, « la compassion pour les pécheurs, l'amour d'autrui, la célébration des humbles, des pauvres reprises et prolongées par la tradition rabbinique ». Après vingt siècles, l'histoire n'a pas encore tranché.

Henri Tincq

Gérard Genette

Le propos est d'esthétique en général, de poétique en particulier, de musique parfois, de peinture souvent. G. G.

FIGURES IV

Editions du Seuil

سكزا من الأصل

Force contraire

Michel Wieviorka analyse la violence urbaine et met en cause les institutions

VIOLENCE EN FRANCE
de Michel Wieviorka.
Seuil, 345 p., 140 F (21,34 €).

Les violences urbaines se sont, certes, développées sur fond de crise économique et sociale, d'exclusion ou de précarisation de pans entiers de la population. Mais elles sont aussi liées à la crise des institutions qui, par leurs carences, leurs blocages, contribuent à générer les problèmes qu'elles disent vouloir combattre. Telle est la thèse centrale du dernier ouvrage de Michel Wieviorka, fruit d'un travail réalisé avec huit autres chercheurs du Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (Cadi) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ce livre dense, qui aurait gagné à être écrit de manière plus claire, présente les principaux résultats d'une recherche collective lancée à l'initiative de la RATP. Un seul chapitre – consacré aux « grands frères », chargés par le réseau de faire de la médiation dans les bus de la banlieue parisienne – est toutefois en lien direct avec ce service public. D'autres enquêtes sont consacrées à des territoires – Le Havre, la banlieue lyonnaise, Strasbourg, Saint-Denis –, le tout étant « enrobé » par une analyse sur les défis que les violences urbaines lancent à la République.

Postulat de base : la violence « est à la fois fille et mère du changement ». Elle n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans, du temps où certains intellectuels comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault pouvaient lui accorder une légitimité. Pas question, aujourd'hui, d'en faire une condition favorable à la mise en place de nouveaux rapports sociaux. Même si elle est le signe d'une époque charnière, « une variante de la maladie d'une société industrielle en déclin et d'insti-

tutions républicaines à bout de souffle » et « une des modalités de la maladie infantile d'une société qui s'invente ».

Les nouvelles formes de violences marquent la fin de l'ère industrielle, la disparition d'une époque où les classes populaires étaient intégrées socialement par le travail. Aujourd'hui placées « hors rapports sociaux, ou presque », ces mêmes classes sont perçues comme inutiles, voire menaçantes. Preuve en est la représentation des jeunes des quartiers de relégation, perçus comme des barbares aux portes de la ville. Les médias portent leur part de responsabilité, qui désignent les « classes dangereuses ». Mais ce sont surtout les institutions que ce livre montre du doigt.

Michel Wieviorka remarque qu'il règne une violence considérable dans les écoles américaines, mais que celle-ci ne vise pas l'institution en elle-même. De même, en Italie, la violence existe, mais il n'y a guère d'agressions contre les institutions. En France, la spécificité réside dans l'affaiblissement du système institutionnel. Et cet affaiblissement « suscite d'autant plus le ressentiment et la rage que bien des intellectuels et des acteurs politiques continuent de vanter les mérites abstraits de la République ».

En conclusion, le chercheur énumère une série d'urgences. Il faut, selon lui, reformuler le service public, décliner l'institution par institution, ce qu'il doit être pour être conforme à son concept, lui donner une dimension politique. Il faut aussi que des débats démocratiques, au plus près de la réalité du terrain, traitent de ces questions « autrement que par l'appel incantatoire et répressif à des principes abstraits ». Manière d'appeler les acteurs politiques, nationaux comme locaux, les violences urbaines traduisant, selon Michel Wieviorka, leurs carences.

Marie-Pierre Subtil

DES HOMMES D'IMAGES
de John Morris.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sabine Bouloungne.
Editions de la Martinière,
400 p., 115 photos, 169 F (25,76 €).

La figure de Robert Capa, cofondateur de l'agence Magnum avec Cartier-Bresson et « Chim » Seymour, hante le livre instructif et émouvant que vient de publier John Morris, quatre-vingt-deux ans, qui retrace ses soixante ans de photojournalisme. Il rencontre pour la première fois « ce polisson de Bob » en 1939, en train de « s'installer » avec une jeune fille sur une paillote de New York, et assiste à son enterrement, en 1954, après que le photographe de guerre ait sauté sur une bombe durant la guerre d'Indochine. Capa est, avec Eugene Smith, le photographe qui a sans doute le plus marqué cet Américain élégant installé à Paris, « la capitale mondiale du photojournalisme ».

John Morris ? Un journaliste qui était, dans les années 40 à 80, « directeur photo » dans de grands quotidiens et magazines américains : *Life*, *New York Times*, *Washington Post*, *Ladies Home Journal*, *National Geographic*. Ce « voyeur des voyeurs » a embauché des photographes, leur a confié des reportages, les a « dirigés », a choisi leurs images, les a écumés, assistés ou maternels, s'est battu pour leur trouver une place toujours plus importante dans les journaux.

John Morris a occupé des postes qui lui ont permis d'observer et de raconter une profession prompt à vivre dans l'instant, à livrer des images mémorables, mais peu encline à en écrire l'histoire. Justement, cette vie au service du photojournalisme est écrite de façon alerte et non dénuée d'humour. Morris mêle plusieurs histoires qui se recroisent : la sienne, celle des grands événements (en 1968, il se trouve dans l'hôtel de Bob Kennedy quand ce

John Morris, le « voyeur des voyeurs »

Soixante ans de photojournalisme racontés avec verve et passion par celui qui fut le directeur photo des plus grands journaux américains et dirigea un temps la rédaction de Magnum



A l'extrême gauche Robert Capa, à l'arrière plan John Morris, au centre David Seymour, à l'extrême droite Henri Cartier-Bresson et, en bas à droite, Lee Miller

dernier est assassiné), des journaux où il a travaillé et des photographes qu'il a fréquentés. Le souvenir est précis, les anecdotes fourmillent, les joies côtoient les drames.

Le premier moment fort de John Morris survient quand il dirige les photographes de *Life* à Londres, en 1944. C'est alors la plus fine équipe qui soit et pas la plus facile à manier, avec Capa, Rodger, Scherschel, Morse, Sherman. Et Bob Landry qui facturait 5 dollars de taxi par jour, une mission pour *Life*, alors qu'il se trouvait sur un porte-avions. La mission de Morris est alors d'obtenir les meilleures images

du débarquement annoncé. Ça tombe bien, Capa les réalise. Mais les films sont endommagés par un laborantin négligeant. John Morris sauve onze prises de vue. « Comment allais-je affronter Capa ? », se demande-t-il. En fait, l'accident de laboratoire donnait un aspect flou et réaliste à la fois à des images devenues depuis des icônes.

Morris parcourt ensuite Paris à peine libéré, à vélo avec Cartier-Bresson pour compagnon, à la recherche de photographes : il rencontre Brassai, Doisneau... Il boit un verre au Ritz avec Marlene Dietrich qui lui dit : « Télégraphiez à Jean

Cabin que je suis à Paris. Paris n'est pas la même sans lui. » John Morris dresse au fil des pages de jolis portraits de photographes, de Werner Bischof à Ernst Haas. Il raconte comment il a choisi, pour entrer à Magnum, Elliott Erwitt à la place de Robert Frank. « Je me suis souvent demandé ce qu'il serait advenu si Robert Frank avait fait irruption chez Magnum avant Elliott Erwitt ».

Morris est aussi un libéral (de gauche) qui décrypte les fonctionnements de journaux, leur façon de tordre l'information ou le sens de l'image, leurs moeurs féroces : on peut très vite y gravir les échelons – il a commencé comme préposé au courrier à *Life* – comme être « viré » en une demi-heure. Il n'est pas tendre avec Henry Luce, le très conservateur fondateur de *Life*, et il explique comment les rares photos de l'Holocauste passèrent inaperçues : les premières publiées dans *Life* furent « tristement » reléguées en page 34, « en face d'une publicité pour la soupe Campbell ».

En marge des journaux, John Morris a été, entre 1952 et 1961, le directeur de la rédaction de l'agence Magnum. Du beau monde. Ces photographes comptaient sur l'agence pour faire écran entre leur travail et la presse. Morris dresse le portrait d'une « famille » pour le moins désorganisée à l'époque, où l'on buvait du champagne entre « photographes, personnel, épouses et maîtresses », et que Capa présidait avec fantaisie – ce dernier était venu chercher Morris à sa descente d'avion à Paris, en voiture décapotable, directement sur la piste d'atterrissage pour l'emmener filer à l'école aux courses de chevaux.

Bref, c'est une époque dorée que raconte John Morris, qui témoigne d'une confiance inébranlable dans l'image de presse. Les pages consacrées à la situation actuelle sont brèves. A Diana, le père Capa. On peut le comprendre.

Michel Guerrin

Identités bibliques

Discutant l'historicité des écrits testamentaires, Marie-Françoise Baslez révèle des modèles religieux contrastés. Au péril d'une érudition élitiste

BIBLE ET HISTOIRE
Judaïsme, hellénisme, christianisme
de Marie-Françoise Baslez.
Fayard, 480 p., 150 F (22,86 €).

Comment les écrits bibliques s'insèrent-ils dans l'Histoire ? Comment, par un mouvement de va-et-vient incessant, l'historien peut-il éclairer le texte biblique par un savoir fondé par ailleurs et, en retour, affiner sa perception du milieu où il fut rédigé par une analyse des textes eux-mêmes ? Tâche ardue, car une part importante de cette littérature reste anonyme et, souvent, se veut hors du temps. Mais il ne peut y avoir d'écrits sans auteur : quand bien même il s'efforce de gommer toute référence à un temps et à un lieu, comme dans les écrits esséniens, l'auteur, aussi inspiré soit-il, trahit, bon gré, mal gré, son temps et son lieu. C'est donc à une question d'importance que s'attache, en histoire, Marie-Françoise Baslez, centrée sur enquête sur les textes rédigés entre le III^e siècle avant J.-C. et l'extrême fin du I^{er} siècle après J.-C., allant du temps de *Qohélet* (*L'Ecclesiaste*) à celui de *l'Apocalypse* de Jean. Fort intelligemment, elle néglige la coupure entre Ancien et Nouveau Testament, considère comme un tout la littérature juive hellénistique, y compris la première littérature chrétienne (qui est l'œuvre de juifs), et les textes esséniens.

Suivant un ordre chronologique, elle aborde en onze chapitres une succession de thèmes de première importance pour qui veut comprendre les transformations du judaïsme hellénistique au contact de l'hellénisme et les origines de l'Eglise primitive : l'origine et la fonction de la Bible en grec, la place de Qohélet

dans la religiosité juive, le milieu de Jésus, ou les relations entre les chrétiens et le pouvoir. Chaque chapitre s'appuie donc sur un texte, ou un ensemble de textes dont l'analyse lui permet de comprendre les aspirations des fidèles, les enseignements des maîtres et les comportements des autorités à la lumière des transformations politiques, économiques, sociales, culturelles que connaît la Judée. Aussi à l'aise avec les Etats hellénistiques qu'avec les structures de l'Empire romain, Marie-Françoise Baslez fournit une foule de notations parfois originales, plus souvent négligées, qui contribuent à dessiner les contours d'une identité juive en quête d'affirmation face à l'hellénisme majoritaire.

RUPTURE OU UNIVERSALITÉ
L'importance accordée aux questions d'identité paraît, à ce titre, pleinement justifiée car l'une des découvertes du judaïsme hellénistique est sans doute le caractère irréductible de la tradition juive par rapport au modèle grec dominant. L'attention portée aux langues, aux noms, au respect plus ou moins scrupuleux des traditions, sont autant d'indices de ce soudé identitaire. Et l'auteur a raison d'insister sur la diversité des acteurs que révèlent les textes : entre ceux qui prônent la rupture avec le monde où il est décidé à vivre, tels les Esséniens, et ceux qui croient possible de gommer toute différence, fit-ce au prix de l'abolition des symboles les plus forts, comme la circoncision (ainsi le grand-prêtre Jason vers 175 avant J.-C.), de multiples tentatives médianes, où les rabbis pharisiens jouent le rôle décisif, frayent la voie à la survie d'un judaïsme ultra-minoritaire dans un monde étranger, tandis que les débats entre les premiers chrétiens

créent, consciemment ou non, les conditions du succès de la mission et donc de l'universalité.

En analysant cette riche littérature (mais pourquoi faire si peu de place aux apocryphes ?), Marie-Françoise Baslez aborde un aspect essentiel. Et pourtant demeure une insatisfaction diffuse, que n'apaisent pas les derniers chapitres, les plus réussis. Sans doute est-on plus d'une fois gêné par le caractère allusif de certains développements, qui renvoient à des débats connus des spécialistes mais d'eux seuls. De même, à défaut d'un exposé de la situation politique dans la Judée hellénistique, quel lecteur pourra suivre vraiment les développements consacrés aux livres des *Macchabées*, *Daniel*, *Esther* ou *Judith*, sans parler de *l'Ecrit de Damas* ? Le livre juxtapose trop souvent des développements pointus dont la succession logique apparaît mal, faute de signaler à un public supposé averti un arrière-plan présumé connu.

Or, puisque le livre est destiné à un public plus large, le rappel des enjeux et du contexte général, sans cesse mouvant, aurait été bienvenu, et plus encore l'affirmation nette des conclusions ; en somme, il aurait fallu une construction plus rigoureuse qui permette au lecteur de relier entre eux tant d'éléments disparates. La conclusion, vigoureuse, n'efface pas tout à fait le sentiment d'inachèvement que laisse la lecture d'un livre qui réunit pourtant toutes les conditions de la réussite, un vrai grand sujet, et l'érudition, l'intelligence des problèmes, la finesse des analyses nécessaires pour les traiter. Mais on ne retrouve pas les qualités d'écriture et d'exposition de la talentueuse historienne de Saint Paul (1).

Maurice Sartre

(1) Fayard, 1991.

Violences africaines

Hors de toute banalisation ou de tout impressionnisme horrifié, une série d'études analyse les déchirures du continent africain

DISCIPLINES ET DÉCHIRURES
Les formes de la violence sous la direction de Bogumil Jewsiewicki.
Cahiers d'études africaines (EHESS, 54 bd Raspail, 75006, n° 150-152, 734 + VII p.).
Abonnement 280 F (42,68 €).

Du dehors, sous le regard des puissances, le continent africain paraît livré sans recours au feu des violences autant qu'aux catastrophes et aux maux que la nature y engendre. D'Alger à Johannesburg, de Brazzaville à Kigali, la géographie de la violence révèle toutes les formes et toutes les intensités que celle-ci peut prendre, jusqu'à devenir une fureur génocidaire. La mondialisation des médias contribue à universaliser et vulgariser l'image d'une Afrique où l'ordre établi par des Etats jeunes déjà se délabre, où les configurations politiques et sociales se décomposent, où les corps deviennent les enjeux des conflits. Une médiatisation dramatisée dont se nourrit l'imaginaire des victimes de la violence, qui finissent par se convertir en participants volontaires et actifs. Au dehors, dans les anciennes puissances dominantes et au sein des organisations internationales, on oublie les responsabilités mais non les intérêts à préserver ; on s'y transforme en acteur plus discret, épousant de temps à autre la fonction du médiateur armé, encourageant les entreprises humanitaires, laissant aux opinions publiques la charge de faire pression par des mobilisations émotionnelles.

L'impressionnisme horrifié n'avance en rien une connaissance des faits qui manifestent les aspects des actuelles violences africaines, leur relation à un passé où d'autres violences

avaient mis en mouvement conflictuel des forces « du dedans » et des forces « du dehors ». Le dossier que les *Cahiers d'études africaines*, sous la direction de Bogumil Jewsiewicki, consacrent aux « déchirures » du continent apporte une nécessaire contribution à la connaissance vraie, non fantasmée, des situations. Cet ouvrage collectif, qui rassemble une vingtaine de contributions dues à des chercheurs africains et non africains, est celui qui remédie au défaut d'informations précises et au déficit d'analyses rigoureuses. Il ne se présente pas comme un inventaire de toutes les violences,

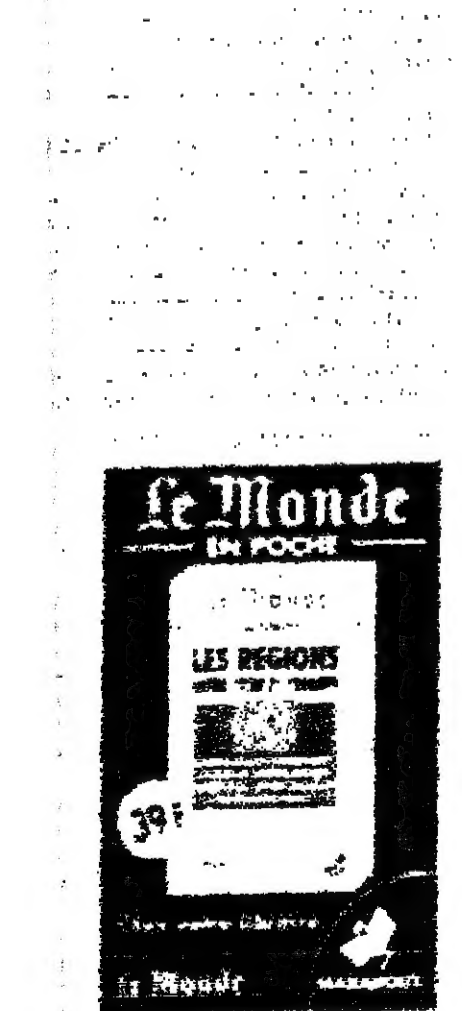
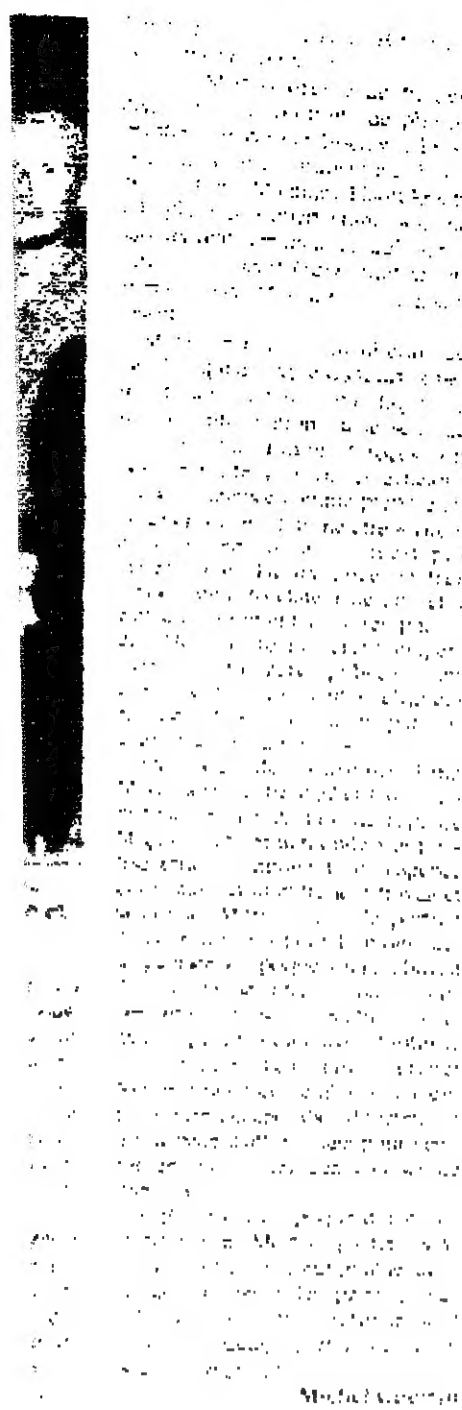
mais comme une suite d'études effectuées dans les régions les plus touchées par la violence extrême ou entretenue à l'état endémique. Ce qui explique l'attention portée principalement sur l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs, ce qui justifie les articles traitant « des crimes et des châtiments » en Algérie, des formes rituelles et politiques de la violence en Ethiopie, du Libéria vu comme une « machine perverse », de la Sierra Leone où violence exhibée et violence cachée s'associent.

La très complète « présentation » de Bogumil Jewsiewicki éclaire l'ensemble, souligne la nécessité de recourir à la mise en perspective historique et de prendre en compte la fonction politique de la violence en toute société. De ses conclusions et propositions interprétatives, il faut retenir la principale : les violences ne visent pas « à éradiquer l'Etat post-colonial, mais à se l'approprier, à en faire l'instrument des objectifs régionaux et locaux ». En ce sens, une chirurgie purement africaine (si l'on peut dire) déconstruirait ce que la

chirurgie coloniale avait construit en un autre temps de violence, avec le découpage arbitraire du continent et le blocage des processus historiques et politiques endogènes. Une proposition complémentaire conduit à l'examen de la « relation complexe entre « libéralisation » du recours à la violence et processus politique de démocratisation », avec le souci de ne pas paraître porter appui à la thèse de l'impossibilité africaine d'accéder à la démocratie.

La volonté d'identifier ce qui tente de s'accomplir par la violence ne masque ni ce qui tient aux résurgences du passé ni ce qui a conduit aux massacres et aux dramatisations de la cruauté ou à une banalisation faisant que des femmes et des enfants armés vont à la violence comme à un travail. Les allusions à la mondialisation de la violence et de ses images médiatisées conduisent à une réflexion plus générale. Ce qui donne toute sa portée à un livre irremplaçable.





L'événement au cœur de l'utopie

A partir du « rêve non réalisé, mais non pas irréalisable », Michèle Riot-Sarcey réinstalle l'événement au centre du territoire de l'historien

LE RÉEL DE L'UTOPIE
Essai sur le politique
au XIX^e siècle
de Michèle Riot-Sarcey.
Albin Michel, « Bibliothèque
Histoire », 320 p., 140 F (21,34 €).

Foucault, Adorno, Benjamin : se plaçant sous ce triple patronage, Michèle Riot-Sarcey énonce d'emblée une approche qui n'est pas traditionnelle aux historiens, singulièrement aux spécialistes de l'histoire politique, toujours soucieux de retrouver les grandes lignes d'une *déjà* - fut-elle révolutionnaire. Renversant les postulats, Michèle Riot-Sarcey refuse donc tout autant d'envisager l'événement à partir d'un amont (qui en constituerait rétrospectivement le pré-événementiel) que d'un aval (qui le lit nécessairement au moyen de grilles orthodoxes) pour tenter de le cerner comme discours hétérodoxe produit par l'événement lui-même.

D'où l'importance de saisir, d'abord, ce qu'est un événement, terme banalisé s'il en est des études historiques. Au-delà même de l'étymologie, l'événement tel qu'il s'impose est « une conjoncture impensable dans les termes traditionnels, au moment de son avènement, et qui est irréductible au mode de penser commun ». Impensable dans la contemporanéité, il ne peut être repensé *a posteriori* que dans le cadre « du continuum d'une histoire reconstituée » contre lequel il s'inscrit pourtant par sa nature même. Ainsi s'explique, face aux discours des politiques de tous bords, désireux avant tout de préserver, ou de capter, le pouvoir en récupérant l'événement par l'imposition d'une lecture paradoxale, cette prolifération de discours « utopiques » nés de l'instant et de son vécu sur le terrain. Utopie qui réside autant

dans la nature des propositions que dans l'espoir de prolonger la spontanéité et l'indécision de l'événement par un discours qui nécessairement ne peut qu'échouer à vouloir le fixer. Michèle Riot-Sarcey a raison, par exemple, de faire remarquer, à propos de la révolte des canuts lyonnais en 1831, que les politiques « se (sont alors) préoccupés) moins des motivations des insurgés que de produire un sens, afin d'élaborer une vérité commune ».

FONCTION DE RUPTURE

Riches en turbulences nées de l'inachèvement des années révolutionnaires, le premier XIX^e siècle s'offre comme un terrain idéal pour l'analyse que se propose de faire Michèle Riot-Sarcey : des grands mouvements, entraînés ou récupérés par les pouvoirs, aux « événements » insaisissables (la révolte des canuts à Lyon, les grèves parisiennes de 1840), ce qui se joue c'est l'inscription du social dans la politique. D'où l'intérêt de ces paroles d'inconnus qui justifient triplement cette étude du « réel de l'utopie » : face aux discours installés, et récupérateurs ou anathématisants (le rejet de l'utopie se fait au nom de son immoralisme), elles inscrivent l'événement dans l'ordre de l'analyse en cherchant à comprendre les motivations des acteurs ; de la sorte, elles brisent ce que l'on appellera le « métadiscours institutionnel » de la linéarité et rétablissent l'événement dans sa fonction de rupture ; enfin, elles bouleversent les relations de la politique et du social, affirmant que celui-ci et celle-là ont partie liée (on lira, en particulier, le « petit chef-d'œuvre » adressé au *Globe*, pp. 172-173, d'une lucidité qui suffirait à disqualifier, hier et aujourd'hui, tout politique professionnel...).

C'est que l'événement n'est jamais réductible pour qui le scrute sans *a priori* : le propre de ces utopies non scientifiques (entendons par là non constituées en systèmes préétablis) - mais non dénuées de poésie - est ainsi de faire surgir non des concepts, mais des personnes. C'est alors qu'accèdent à la représentation aussi bien « la catégorie peuple » que « la catégorie femme », jus- qu'alors « représentées » (c'est-à-dire objets de discours abstraits), mais « construites hors de tout accès aux capacités historiques ». De tels propos feront sans doute frémir les thuriféraires des socialismes et des féminismes germanopratins : il n'en demeure pas moins vrai que le grand mérite de Michèle Riot-Sarcey est d'avoir montré que le discours des historiens rejoint souvent celui des politiques par le désir d'occuper les marges. L'idéologie lisse (celle qu'en soit la nature) des uns rejoint l'efficacité (par quel que moyen que ce soit) des autres. Il est bon que les livres comme celui-ci rappellent que le domaine de l'Histoire n'est pas de soumettre le passé à une vérité d'aujourd'hui, mais de saisir l'impact de l'événement dans son hic et nunc d'origine. Sans doute est-ce pourquoi il était important que fut publié un travail qui, en circonscrivant ainsi la notion d'événement, rappelle par-delà la spécificité de ceux analysés ici, que c'est toujours d'elle que s'agit d'un poète contemporain à nommé « la vérité de parole ». Un sujet qui, précisément, est au cœur même des utopies ici parcourues...

Daniel Couty

* En contrepartie de l'étude de Michèle Riot-Sarcey, on pourra se détacher du *Nouveau Monde amoureux*, de Charles Fourier, que publie Simone Debout-Olleskiewicz chez Stock (516 p., 160 F (24,39 €)).

Corse : le « Livre noir » du tourisme

Derrière l'image d'« île de Beauté », l'enquête de Paul Silvani permet de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire

ENQUÊTE SUR L'OR BLEU DE LA CORSE
de Paul Silvani.
Ed. Albiana (BP 83 20176, Ajaccio Cedex 1), 224 p., 140 F (21,34 €).

Difficile de ne pas rencontrer la signature de Paul Silvani pour qui s'intéresse à l'histoire récente de la Corse. Journaliste dont la flamme ne compromet jamais la rigueur de l'information, l'homme a déjà proposé de nombreux retours sur l'évolution contemporaine de l'île de Beauté, parfois livrés à chaud mais souvent aussi mis à distance dans une perspective plus « historique ». Enquête sur l'Or bleu de la Corse tient des deux démarches, moins incompatibles qu'on ne pourrait le penser.

Correspondant du *Monde* à Ajaccio depuis 1960, Paul Silvani propose ici une sorte de « Livre noir » du tourisme en Corse, dont on pourra mal faire l'économie de la lecture tant le sujet, toujours brûlant, requiert une connaissance du terrain et une aptitude à la synthèse rarement cumu- lées.

Tout est affaire d'images, semble soutenir Silvani. Et pour en convaincre son lecteur, l'auteur ouvre ce qu'il convient de présenter comme une histoire de la protection de l'environnement en Corse au cours des quatre dernières décennies par un rappel sur l'image de l'île telle que l'ont affichée les premières publications pour une comédie faite pour séduire, quand bien même les conditions requises pour l'élaboration d'une réelle exploitation touristique manquaient encore. Aussi est-ce du côté des premiers regards littéraires, sources de tant de poncifs tenaces, des premières traductions graphiques de ces « lieux communs » qui tient le pittoresque des paysages à celui des comportements, que Silvani cherche l'origine de la propension - dangereuse en fait - à lire l'île comme un espace d'une richesse incomparable à préserver de tout change-

ment. Absolument. Surtout aux yeux des représentants de la diaspora, soucieux de préserver intacte la vision de la Corse originelle dont ils gardent une nostalgie inquiétante à force de passivisme.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

Qu'on ne se méprenne pas toutefois ! L'ouvrage n'a rien d'un pamphlet, mais relève bien de l'investigation journalistique. Tentant de comprendre la position ambiguë des Corses vis-à-vis du développement touristique, vu du continent comme la seule réelle possibilité d'envol économique au lendemain de la deuxième guerre mondiale, Paul Silvani cite d'entrée le constat lapidaire, paru au *Journal officiel* du 19 avril 1957 et qui justifie le décret intitulé Plan d'aménagement de la Corse, sorte de programme d'action régionale élaboré par le gouvernement de Front républicain du moment : « Tout fait de la Corse par prédestination un "gisement touristique" de classe internationale, mais l'exploitation de cet incomparable potentiel n'en est encore qu'à ses débuts. » Des documents officiels comme des échos parus dans la presse nationale ou locale - témoignage propre ou propos recueillis au cours d'enquêtes menées pour les quotidiens auxquels l'auteur a prêté son concours -, l'analyse n'est pas avare. Et ce soud très didactique de l'illustration permet au lecteur, peu familiarisé avec la mise en perspective historique d'une protestation politique sur l'atteinte au littoral, souvent médiatisée mais rarement décryptée, de comprendre l'enjeu réel du développement insulaire ; les premiers combats contre les atteintes à l'environnement révèlent les Corses comme autant de cousins modernes de Monsieur Jourdain qui font de la résistance écologiste sans le savoir.

Reprenant - avec une précision d'autant plus précieuse qu'elle est rare - les textes officiels, du rapport

du comte François Peraldi (1939) à la directive territoriale d'aménagement de 1998, comme le récit des affrontements successifs, depuis le rêve contrarié de complexe touristique et résidentiel de l'Aga Khan (1961) finalement réalisé sur la côte nord-est de la Sardaigne voisine, Paul Silvani passe en revue quarante des combats légitimes et d'occasions manquées, sans manichéisme ni activisme déplacé. Qui se souvient de l'incroyable épisode du projet d'expérimentation nucléaire sur l'Argentea (1960), première victoire de la préservation écologique masquée par un contexte politique d'une gravité exceptionnelle ? Le refus des projets de centrales EDF comme la croisée contre les « boues rouges » - déversées au large de la Toscane par la Montedison, géant de la pétrochimie italienne, ont laissé un souvenir moins fugitif, sursauts parfois très violents - Paul-Emile Victor ne soutient-il pas le mouvement d'une explication « Opposez-vous, même par la force, au rejet des boues rouges ! » - en phase avec la température politique élevée des années 70. C'est du reste le grand mérite de Paul Silvani de donner à lire une histoire récente de la Corse qui redonne quelques clés essentielles d'un comportement insulaire où l'idéologie joue peut-être moins que la conscience de soi. Rappelant les contestations des deux dernières décennies, couvertes souvent d'une revendication politique explicite, l'auteur apporte là une contribution précieuse à l'histoire récente de la Corse, déprisée des lieux communs en vogue.

Ph.-J. C.

* Dans la même optique singulière, Paul Silvani a publié chez l'éditeur marseillais Autres temps *L'île d'à côté* (192 p., 100 F (15,24 €)) et contribué à un collectif tourné vers l'avenir de l'île, *Tous les matins de Corse* (160 p., 85 F (12,95 €)).

Le citoyen et le bruit du monde

Rumeurs, dérapages... Ignacio Ramonet égrène les vices de la course à l'information et du « tout communication ». Une alerte par trop pessimiste

LA TYRANNIE DE LA COMMUNICATION
d'Ignacio Ramonet.
Ed. Gallimard, 206 p., 138 F (21,03 €).

La charge est menée tambour battant. Le constat est d'une efficacité déprimante. Voici, ramassés en deux cents pages de rythme prompt et de colère fluide, tous les motifs de redouter les conséquences de l'information mondialisée et de l'argent débridé sur le fonctionnement des démocraties. Ignacio Ramonet, qui dirige *Le Monde diplomatique* depuis 1991, a eu le goût de recenser, à partir de cet observatoire privilégié, les périls que la presse (écrite et surtout télévisée) affronte aujourd'hui. Le gage que dans les écoles de journalistes on s'y réfère souvent. Sous le sceau de cette formule terrifiante du magnat américain William Randolph Hearst, le modèle du *Citizen Kane* d'Orson Welles, qui disait, paraît-il, à ses journalistes : « N'acceptez jamais que la vérité vous prive d'une bonne histoire ! »

L'auteur énumère les facteurs de dérapage. Au premier rang, l'accélération des nouvelles résultant des progrès techniques qui prive souvent les journalistes du loisir nécessaire à l'esprit critique. Pour classer, hiérarchiser, recouper les sources, il faut plus que le temps d'un soupir. L'appel au toujours plus vite et l'obsession d'être devancé par la concurrence paralysent parfois jusqu'au simple bon sens. Une plaie est la « communication » financée, organisée, gouvernée par les acteurs et les firmes. Elle nourrit trop, l'urgence aidant, les écrits des journalistes puisque la frénésie de la vitesse et l'insuffisance des moyens d'investigation les portent à trop faire fond sur les dossiers qu'on leur fournit tout préparés. Une autre évolution déléter est

le déséquilibre au profit des pays riches et surtout des Etats-Unis. Déséquilibre qui risque, si l'Europe et l'Asie ne réagissent pas, de ne plus laisser voir le monde qu'au seul miroir américain. Le signe le plus inquiétant est fourni par la longue liste des erreurs et des bidonnages que l'auteur établit avec verve. Le faux chancelier de Timisoara est devenu un cas d'école. Mais on en trouvera ici bien d'autres. Leur portée est d'autant plus grande qu'un esprit de confraternité excessive pousse les organes de presse à ne pas assez se critiquer mutuellement. Les dirigeants de *Stern* et de *Paris-Match*, après la

Jean-Noël Leannerey

publication dans leurs colonnes des faux carnets de Hitler, ont été menagés par leurs confrères. L'indulgence espère, en cas de besoin, la réciprocité.

Le livre d'Ignacio Ramonet figure ainsi avec talent dans une littérature de dénonciation et d'inquiétude. Mais on se sent seul à en ratifier complètement le pessimisme. Comme historien, on se prend à regretter un manque de recul, qui aboutit à embellir implicitement le passé pour noircir le présent. Et pourtant très souvent les défaillances décrites font surgir dans la mémoire des précédents multiples. Trafigs, approximations intéressées, généflections aux pieds du veau d'or, appel à l'émotion plus qu'à la raison, lâchetés devant l'opinion moyenne du grand lecteur, tout cela n'a pas cessé d'être stigmatisé, de génération en génération, au long des deux derniers siècles, par des prédécesseurs éminents de Ramonet, de Balzac à Robert de Jouvenel, de Maupassant à Léon Blum (pour ne citer que des Français et ne pas dépasser le milieu du siècle). De joyeux canulars ont mis en lumière, hier comme aujourd'hui, les vices du système - depuis le soutien au peuple pol-

dève jusqu'à cette émission de la RAI-2 (à laquelle l'auteur fait, à juste titre, un sort) qui réussit à faire croire vraie la « confession » d'un juge prétendant avoir truqué le référendum de 1946, celui qui a aboli la monarchie en Italie...

Dans cette continuité je ne vois certes pas une consolation, mais au moins une incitation à relativiser. Il s'agit de mettre en doute une aggravation fondamentale de la situation et de souligner plutôt la permanence d'un combat entre le pire et le meilleur. Une analyse rééquilibrée serait plus tonique qu'un pessimisme radical pour poser la responsabilité des pouvoirs publics et des autres médias en face du petit écran (l'auteur parle trop peu de la radio et du crédit qu'elle conserve et qu'elle mérite) et en dernier ressort pour aiguiller la vigilance des citoyens.

Les citoyens... L'auteur peut bien les féliciter, ici ou là, de se montrer parfois rebelles à l'enrégimentement, notant, par exemple, les limites de l'influence de la télévision sur les comportements électoraux. Mais, dans l'ensemble, le public est presque absent de ces pages. Il y est abstrait et du coup apparaît plus aliéné qu'il n'est en réalité. Quantité d'études empiriques prouvent pourtant que ses comportements se déterminent sous un grand nombre d'autres influences que celle de la seule télévision : envers cette dernière la capacité de recul critique a beaucoup augmenté, au fil des décennies, chez nos concitoyens.

Qu'il faille encore beaucoup travailler dans cette direction (notamment en développant à l'école et à l'université l'initiation à la critique des images), bien sûr ! Mais c'est le risque d'un diagnostic trop sombre que d'encourager paradoxalement à la résignation. Et pourtant, si la lucidité inspire l'action au lieu de la décourager à force de chagrin, le pire ne sera pas certain.

Patrick Jarreau

Antoine Porcu,
« homme
de fer »

AVENTURES ET MÉSAVENTURES D'UN FRANCO-SARDE ATYPIQUE
d'Antoine Porcu.
Ed. de la plus haute tour/Digraphe, 212 p., 100 F (15,24 €).

Il n'est pas sûr que le livre d'Antoine Porcu soit le coup d'édition de l'année. Qui connaît Antoine Porcu ? Pas tant de monde, quand on y songe. On peut douter que le titre, *Aventures et mémoires d'un Franco-Sarde atypique*, déclenche d'irrésistibles réflexes d'achat. « Préface de Gilles Penault », il est vrai, mettra la puce à l'oreille de quelques-uns : erreur judiciaire, espionnage, héros de la Résistance calomnié, parachutiste repent ? Mieux que cela. Communiste, sidérurgiste, député, collaborateur de Charles Fiterman au ministère des transports, puis président de l'Office de la navigation - « Un bolchevik à la tête de canaux français », s'alarme *Minuit*, attentif -, Antoine Porcu n'a que de modestes titres à l'attention de ses contemporains, sans parler de la postérité. Il n'est pas tout à fait impossible qu'il en convienne, d'ailleurs, bien que son livre s'achève sur des « propos pour ouvrir sur le troisième millénaire » - l'audace des timides.

Mais entre l'émigration, de Sardaigne en Lorraine, d'une famille antifasciste, l'entrée au PCF pendant l'Occupation, le stalinisme à la française, la bataille de la sidérurgie, il y a vingt ans, et le non-renouvellement de sa carte de membre du PCF, en 1984, il est passé, dans la tête de ce militant jovial, des choses qui méritent d'être racontées. Le communisme français était fait aussi de ce combat de classe quotidien, moins caricatural que ne le voulait sa propagande, plus subtil que ne l'avouaient ses combattants eux-mêmes.

Un livre génial, planté sur le plus précieux des terreaux, la haine.

Gilles Martin-Chauffier, *Paris-Match*



La sincérité d'un ton, d'une souffrance.
Roland Brival, *Elle*

مكتبة من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● Patrice Delbourg, la contrefaçon et le prix Apollinaire. La cour d'appel de Paris a confirmé, par un arrêt rendu le 26 mars 1999, le jugement du 26 septembre 1997 du tribunal de grande instance de Paris (TGI), qui avait condamné Patrice Delbourg (et son éditeur, Le Cherche Midi), pour avoir contrefait des poèmes inédits de Thierry Maitel. Bien que condamnés à payer 50 000 F (7622,45 €) à titre de dommages-intérêts ainsi qu'à verser une indemnité de 12 000 F (1829,38 €), Patrice Delbourg et son éditeur avaient porté cette décision devant la cour d'appel. Or la cour a non seulement confirmé le jugement rendu par le TGI, mais a condamné les appelants *in solidum* à payer à Thierry Maitel une indemnité de 8000 F (1219,60 €) pour ses frais irrépétibles d'appel. De plus, elle a autorisé ce dernier à faire procéder à trois mesures de publication aux frais de ses adversaires dans la limite d'un coût global de 45 000 F (6860,20 €).

Dès lors, Thierry Maitel et son avocat, M^{re} Vincent Todeano, s'interrogent sur « ce que compte faire le jury du prix Apollinaire, le fameux « Goncourt de la poésie », que préside Robert Sabatier, puisque le livre contrefaisant, judiciairement appelé L'Ampleur du désastre, avait reçu le prix Apollinaire 1996 ».

● L'Association des bibliothécaires français (ABF) a reçu le prix suédois Stig-Dagerman pour son action en faveur de la liberté d'expression dans les bibliothèques : « Nous suivons vos travaux et soutenons votre combat contre le Front national et ses tentatives d'étouffement de la démocratie. » Depuis 1995, l'ABF se préoccupe de la situation hors normes des bibliothèques de plusieurs villes administrées par le Front national. Pour aider les professionnels, elle a publié une brochure, *Acquisitions et bibliothèques de service public*, qui rappelle les réglementations. Elle a aussi lancé une pétition pour le respect du service public et une campagne d'information sur les pressions politiques de l'extrême droite.

● Nouvelle collection. Les éditions Armand Colin lancent « Nouveaux en psychanalyse », une collection dirigée par Serge Tisseron et Eric Adda. Les textes – de psychanalystes, ethnologues, sociologues ou philosophes – se proposent soit d'« envisager les problèmes posés par les formes contemporaines de la pathologie », soit d'« aborder l'inconscient avec un ton ou une humeur inhabituels ». Les premiers ouvrages, à partir le 8 avril, sont : *Le Mensonge indispensable : du trauma social au mythe*, de Pascal Hachet, et *L'Adultère au féminin et son roman*, d'Annik Houël. Le rythme de parution devrait être de quatre titres par an, chacun proposé à 110 F (16,77 €).

● Prix littéraires. Le prix du livre politique a été décerné à Alain Duhamel pour *Une ambition française*, publié chez Plon. Par ailleurs, le jury du prix Renaudot a élu deux nouveaux membres : Dominique Bona et Jean-Noël Pancrazi, aux fauteuils de Francis Ambrière et Alain Bosquet, récemment disparus.

Rectificatif

● Le titre du roman de Michael Ondaatje n'est pas *Nuits blanches*, mais *Nuits blanches*, comme nous l'indiquions dans « Le Monde des livres » du 26 mars, mais *Buddy Bolden*, une légende.

Printemps italien
Images et voix

Avec le soutien de l'Institut Italien de Culture de Paris
présentation : Gabriella Sica

Pasolini / Caporali / Onofri
Petrini / Scarpellini
Ungaretti / Pavesi
Caproni / Xavier Deluc

01 44 54 53 00

La soufflerie d'Audiberti

Trois journées d'hommage à l'écrivain funambule

Georges Perros le rangeait dans une lignée qui va de Rabelais à Fargue. Mais il faut également nommer Villon, Hugo. Perros écrivait aussi : « Chez Audiberti, dans sa soufflerie, ça malaxe, ça mâche, ça déglutit, les mots font un bruit de galets, quand la mer se retire, et qu'ils se freinent les uns les autres pour ne pas aller faire naufrage en beauté. » (Papiers collés, III).

De Jacques Audiberti, dont on fête cette année le centenaire de la naissance (le 25 mars 1899), on voudrait se dire qu'il attend son heure. On voudrait penser que l'oubli relatif dans lequel il est tombé n'est qu'un retard, un malentendu. Qu'il suffirait d'être patient. Que Gallimard va remettre en circulation les titres devenus inaccessibles (1). Mais les suffrages de la postérité et ceux des services commerciaux des maisons d'édition ne sont heureusement pas la mesure unique de la valeur d'une œuvre. Les fervents, les inconditionnels d'Audiberti le savent : elle est inscrite, cette valeur, dans les pages des livres ; il suffit d'y aller voir. Ce ne sont pas les écrivains qui s'enrichissent de leur reconnaissance posthume, mais les lecteurs. « Les tombeaux ferment mal », disait Audiberti.

Certes à Antibes, là où il est né, son souvenir n'est pas perdu. Une place, un lycée portent son nom. Certains, parmi les plus âgés, se

souviennent de son imposante silhouette, de sa conversation éblouissante, même si Paris fut, à partir de 1924, la ville qui concentra la plus grande part de son désir. Les trois journées d'hommage organisées avec l'appui de la municipalité antioise, de l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) où ses archives sont déposées, et celui, plus réservé, du Musée Picasso, ont permis de rappeler les multiples dons de l'écrivain funambule, magicien plus que technicien de la langue – comme le souligne Georges Vitaly, metteur en scène de plusieurs de ses pièces. Claude Nougaro et Marcel Maréchal (2) rappelleront leur dette à l'égard de l'auteur de *Le mal court*.

Poète aussi bien que romancier, dramaturge, scénariste – de *La Poule*, film avant-gardiste de Jacques Baratier en 1962 –, chroniqueur et journaliste, Audiberti fut également peintre et dessinateur. Une exposition, d'abord présentée cet hiver à Paris – à La Galerie, rue Guénégaud –, transportée pour l'occasion à Antibes, le montre (3). Le geste d'Audiberti peignant et dessinant sur ses manuscrits est proche de celui d'Artaud ou de Michaux. Comme si les mots, pourtant si riches chez lui, ne suffisaient plus à exprimer un univers mental en perpétuelle extension. « Je n'ai jamais traité qu'un seul sujet, le conflit entre le bien et le mal, entre l'âme et la chair... je tourne toujours

autour du même problème insoluble, de la même obsession : l'incarnation », écrivait-il. Ce « conflit » le hantera jusqu'à sa mort, en juillet 1965. Paul Morand imagina cet « ex-voto » : « Perdre Audiberti, c'est comme être privé de café, de tabac, de vin ; le degré d'alcool de son imagination nous était nécessaire ; son lyrisme, c'est le soleil mis en page ; c'est un produit de transformation comme le miel, comme l'huile au goût antique ».

R. K.

(1) Plusieurs œuvres ont été rééditées dans les collections « Poésie-Gallimard » et « L'imaginaire » (notamment son dernier livre, *Dimanche m'attend*). On trouve aussi, dans la collection « L'école des lettres », un recueil d'articles critiques, *La Forêt et la Marmaille*. Les Cahiers du cinéma ont rassemblé, en 1996, ses chroniques cinématographiques, *Le Mur du fond*.

(2) Marcel et Mathias Maréchal présenteront, le 10 mai au Théâtre du Rond-Point, une soirée intitulée *Monsieur Audiberti*. Signalons également, le 18 juin, l'hommage de la Maison des écrivains.

(3) Chapelle Saint-Esprit et Espace Esprit, jusqu'au 18 avril.

● Mentionnons aussi l'existence d'une association des Amis de Jacques Audiberti qui publie une revue intitulée *L'œuvre-bête* (20 numéros parus, 1 bis, rue des Capucins, 92190 Mennan).

Ecrivains en exil

De nouvelles villes-refuges

Wolé Soyinka et Antonio Tabucchi ont inauguré à Mexico la première « maison-refuge » du Parlement international des écrivains. Baptisée « El refugio », cette maison permet d'accueillir trois auteurs et d'organiser rencontres, débats et conférences. Elle pourrait recevoir des écrivains victimes du conflit actuel entre les troupes serbes et les Albanais du Kosovo.

Présidé par Wolé Soyinka, fondé par Salman Rushdie, le Parlement international des écrivains (PIE) soutient les auteurs persécutés. Ceux-ci peuvent être accueillis en résidence grâce à un réseau de vingt-sept villes-refuges, européennes pour la plupart. Ricardo Alberto Perez, poète cubain membre du groupe littéraire Diasporas, est reçu cette année par la ville-refuge de Paso Fundo, au Brésil.

Le Centre Georges-Pompidou accueille le dramaturge irakien Jawad Al-Asadi ; les autorités françaises lui ont refusé un passeport en 1994 ainsi qu'à ses enfants. L'auteur-metteur en scène travaille à Paris sur les archives théâtrales de Kateb Yacine et crée une pièce inédite de celui-ci pour la Comédie de Caen. Sabri Hamiti, un Albanais du Kosovo, critique littéraire et professeur de lettres modernes à l'université de Pristina, a été victime d'un atten-

tat en 1998. Parti en Allemagne se faire soigner, Sabri Hamiti, après trois semaines d'attente pour son visa d'entrée en France, est arrivé à la ville-refuge de Blois le 29 mars. Le PIE tente actuellement de retrouver ses enfants, restés à Pristina. Le romancier albanais Bashkim Shehu est resté une année en résidence à Barcelone où il est à présent correspondant sur les dossiers de candidature des écrivains.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, le Parlement international des écrivains a lancé un appel à l'élargissement du réseau des villes-refuges, signé par de nombreux intellectuels, tels, entre autres, Elie Wiesel, Jacques Derrida, Hélène Cixous et Eduardo Mendoza. Grâce à cette initiative, de nouvelles résidences sont en cours d'installation à Manosque, à Kristiansand en Norvège et en Catalogne (Sabadell et Lleida).

Du 14 au 18 juin, à Caen, une rencontre des écrivains résidant dans des villes-refuges doit analyser les nouvelles formes de censure.

Valérie Osouf

● Parlement international des écrivains. 1, allée Georges-Leblanc, 93300 Aubervilliers. Tél : 01-48-11-61-33. Fax : 01-48-11-61-34.

Claude Durand fait revivre Pauvert

A L'ETRANGER

Avec les éditions du Sarmant, les éditions Mazarine, les éditions du Pommier (« Le Monde des livres » du 26 février 1999), la Société nouvelle des éditions Pauvert est le quatrième pôle de création éditoriale dont la production et les initiatives viennent compléter et enrichir celles des éditions Fayard. « C'est ce qu'a fait savoir Claude Durand lors du conseil d'administration qui a eu lieu le 25 mars 1999, au cours duquel il a procédé à la nomination d'Olivier Bétourné au poste de vice-président-directeur général des éditions Fayard. A ce titre, Olivier Bétourné exercera des fonctions plus étendues à la direction générale de la maison d'édition alors que Claude Durand continuera de définir les grandes orientations stratégiques, de déterminer et diriger la politique éditoriale et d'assurer personnellement le suivi de l'œuvre d'un certain nombre d'auteurs ».

Plus inattendue est l'arrivée de Maren Sell à la Société nouvelle des éditions Pauvert. Ecrivain – elle a publié *Mourir d'absence* (Grasset) ; *Le Dernier Amant* (Stock, 1994 ; Pocket, 1996) ; *La Loi, c'est l'amour* (Stock) –, Maren Sell a participé à l'aventure de la maison qui fut Lieu commun avant de créer, en 1986, sa maison d'édition. Afin de faire vivre une Europe culturelle s'étendant jusqu'à Moscou, elle avait créé la « Petite Bibliothèque européenne », pour, dit-elle, que « les textes puissent voyager ». Elle devra pourtant cesser son activité en 1992, date à laquelle Jean Etienne Cohen-Seat (PDG de Calmann-Lévy, remplacé à ce poste par Olivier Nora en 1996) lui propose un poste d'éditrice. Elle aura permis à Calmann-Lévy de remporter le Médicis étranger (en 1994 avec *Frère sommeil*, de Robert Schnei-

der) et, à deux reprises, le Prix du premier roman.

Quand, il y a un an et demi, Claude Durand lui propose de relancer les éditions Pauvert, elle y voit « une sorte d'accomplissement de [sa] vie éditoriale ». Dans cette structure, plus petite, elle pense que ses auteurs seront « moins marginalisés que chez Calmann-Lévy, dont le champ éditorial est très large ». De plus, le fonds Pauvert – de Sade à Georges Battaille en passant par Raymond Roussel et Annie Lebrun – correspond, dit-elle, à son envie de publier des auteurs qui se distinguent par leur audace et leur goût de la transgression.

Dès le 15 avril, en tant que directrice éditoriale de la Société nouvelle des éditions Pauvert, elle préparera, avec sa fidèle collaboratrice Florence Robert, le programme de rentrée. Sa mission consistera à « redéployer la production littéraire de cette maison conformément à son esprit et à sa tradition, à savoir la transgression des routines, des conformismes et des convenances ». Ainsi sont attendus en septembre : *Il y a un mort dans la maison d'en face*, de Philippe Hadengue ; *Vingt fois toi et moi*, de Jean-François Kerveau ; *Requiem pour un sauvage*, de Vincent de Swarte, ainsi qu'un premier roman et, en octobre, *Cet amour-là*, de Yann Andréa. Même si elle a toute liberté de publier des essais, elle s'attachera essentiellement à la fiction, à raison d'une quinzaine de titres par an.

Pour Maren Sell, qui considère que « c'est la fin des petites maisons d'édition », il est en revanche « très précieux d'avoir des petites cellules de créativité dans les structures les plus importantes ». Et l'aventure continue...

Emilie Grangeray

AGENDA

● JUSQU'AU 10 AVRIL. DÉSEIL. A Paris, Leila Sebban et Mohamed Kacimi-El-Hassani organisent des rencontres autour du thème : « Désert de Dieu, désert des hommes », avec, notamment, Salah Stétié (Paris bibliothèques, 6, rue François-Miron, 75004 Paris ; tél : 01-44-78-80-50).

● LE 6 AVRIL. NARRATION. A Lyon, une conférence de François Bon est organisée autour du thème : « Le récit / Temps, matière et origine : enjeux neufs pour la narration » (à 19 h 30, IUFM, 4, rue Chazière, 69004 Lyon ; tél : 04-78-02-48).

● LES 6, 8, 13 et 15 AVRIL. POÈTES ITALIENS. A Paris, la Maison de la poésie et l'Institut culturel italien proposent quatre soirées, présentées par Gabriella Sica, autour de Pier Paolo Pasolini, Sandro Petrucci, Giuseppe Ungaretti et Giorgio Caproni (à 19 heures, Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél : 01-44-54-53-00).

● DU 6 AU 10 AVRIL. MANDELSTAM. A Paris, la Maison de la poésie organise une mise en scène de l'œuvre du poète soviétique Ossip Mandelstam (Maison de la poésie, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris ; tél : 01-44-54-53-00).

● LE 7 AVRIL. ERRI DE LUCA. A Paris, les revues parées du Centre Georges-Pompidou proposent une rencontre avec Erri de Luca autour du thème : « L'insurrection du ghetto de Varsovie » (à 19 h 30, Tipt, piazza du Centre Georges-Pompidou, 46, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél : 01-44-78-43-87).

● LE 7 AVRIL. EDUCATION. A Paris, l'Association catholique internationale des institutions de sciences de l'éducation propose une conférence de Luc Ferry sur le thème : « Quels savoirs enseigner aujourd'hui ? » (à 16 heures, Institut catholique de Paris, 21, rue d'Assas, 75006 Paris ; tél : 01-44-39-52-62).

● LE 8 AVRIL. FEMMES. A Paris, la bibliothèque Marguerite-Durand proposera une rencontre-débat avec les historiennes Christine Bard, Michelle Perrot et Michelle Zancarini-Fournel autour du thème : « Histoire des femmes : bilan et perspectives » (à 18 heures, 79, rue Nationale, 75013 Paris ; tél : 01-45-70-80-30).

● LES 9 ET 10 AVRIL. PSYCHANALYSE. A Paris, Marie Depussé et André Lacaux organisent deux journées d'études autour du thème « Littérature et psychanalyse », avec notamment les interventions de Julia Kristeva et

Catherine Millot (à partir de 9 h 30, université Paris-VII-Denis Diderot, 2, place Jussieu, 75005 Paris, salle 512 ; tél : 01-44-27-63-71).

● LES 9, 10 ET 11 AVRIL. FEMMES. A Nantes, Futur antérieur proposera rencontres, débats, spectacles et expositions sur le thème générique de « Femmes en Europe ». Trois tables rondes seront consacrées à « La création au féminin », « La citoyenneté au féminin » et « Portraits et figures de femmes » (Cité des congrès, 5, rue de Vahny, 44041 Nantes ; tél : 02-40-69-51-94).

● LE 10 AVRIL. PHILOSOPHIE. A Paris, une conférence, animée par Jacob Rogozinski, est organisée autour du thème : « Rien n'est vrai », avec les interventions d'Antonia Soulez et Alain Séguin-Duclos (à 15 heures, Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 75006 Paris ; tél : 01-44-41-36-44).

● LES 10 ET 11 AVRIL. BANDE DESSINÉE. A Maisons-Laffitte, la 9^e édition du Salon de la bande dessinée de Maisons-Laffitte est l'occasion de rencontres, animations et exposition des planches originales de Jean-Claude Forest (Centre culturel Longueuil, 48, av. Longueuil, 78605 Maisons-Laffitte ; tél : 01-34-93-12-81).

● GRANDE-BRETAGNE : « une » Poet laureate ?

On ne sait toujours pas qui sera désigné Poet Laureate (poète officiel de la cour d'Angleterre), mais la favorite semble être Carol Ann Duffy, qui a remporté en 1993 le Whitbread Prize pour la poésie ; mère d'une petite fille de dix ans, elle vit avec une autre femme poète, Jackie Kay, ce qui bouleverse un peu les habitudes formalistes de la fonction. Fonction qui était auparavant « à vie » et qui devrait à présent être accordée pour dix ans avec un salaire de 8 000 £ (11 976,05 euros). Les deux Prix Nobel qui avaient également été pressentis, Seamus Heaney et Derek Walcott, ne semblent plus être dans la course, le premier parce que c'est un républicain convaincu et le second parce qu'il vit à l'étranger.

● ESPAGNE : Salon du livre ibéro-américain, qui se tiendra à Gijón du 25 au 30 mai, aura pour thème « Littérature et frontières », qu'elles soient politiques, idéologiques, esthétiques ou géographiques. Le programme est impressionnant : des ateliers sous la direction de l'écrivain chilien Luis Sepúlveda ; des tables rondes réunissant des écrivains chicanos, mexicains et nord-américains sur les influences mutuelles entre l'anglais et l'espagnol, d'autres avec des écrivains lusophones du Portugal, d'Afrique et du Brésil, d'autres encore avec des écrivains d'Amérique du Sud exilés, etc. Auront également lieu des rencontres avec des traducteurs, des récitals de poésie, un hommage à la Casa de las Americas de Cuba et un autre à la maison d'édition française Métailié. De nombreux écrivains y sont attendus et parmi eux Almudena Grandes, Bernardo Atxaga, Junot Díaz, Carlos Fuentes, Mario Benedetti, Alfredo Bryce Echenique, Mempo Giardinelli.

● Prix littéraires Le deuxième prix de littérature pour la jeunesse Pro Tolerancia sera remis le 7 avril à la Foire de Bologne (du 6 au 11 avril) à l'écrivain guinéenne Meshack Asare et à l'Américaine Ann R. Blakeslee. L'écrivain irlandais William Trevor a obtenu le quatrième David Cohen British Literature Prize pour l'ensemble de son œuvre, après Muriel Spark, V.S. Naipaul et Harold Pinter. Ce prix de 30 000 £ a pour particularité d'être accompagné de l'attribution d'une bourse d'études que William Trevor a souhaité voir attribuer à un étudiant ou une étudiante d'Omagh, ville irlandaise où un attentat a fait vingt-neuf morts et deux cent vingt blessés, le 15 août 1998.

● REPUBLIQUE TCHÈQUE : un Musée Bohumil Hrabal Un musée consacré à l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal (1914-1997) a été inauguré à Nymburk (Bohême centrale, à quelque 40 kilomètres à l'est de Prague). Une exposition y présente la vie et l'œuvre de l'auteur ainsi que des objets personnels. Ce musée abrite également une auberge évoquant l'atmosphère typique de l'entre-deux-guerres à Nymburk, ville où l'écrivain passa son enfance et sa jeunesse et à laquelle il consacra plus tard plusieurs de ses œuvres.

● ALLEMAGNE : littérature jeunesse française à Cologne Du 17 avril au 8 mai, à l'initiative du groupe de travail sur la lecture de la ville, du service culturel et de l'Institut français, et d'une fondation privée, aura lieu dans toute la ville de Cologne une vaste opération pour faire connaître la littérature jeunesse française aux lecteurs allemands, avec une exposition de dessins originaux, deux spectacles, l'un dû à Azouz Begag, l'autre à Susie Morgenstern, des conférences et des formations. De nombreux écrivains et illustrateurs seront présents.

Le Monde
DES LIVRES DE POCHE

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche paraîtra exceptionnellement dans *Le Monde* du jeudi 8 daté vendredi 9 avril

هكذا من الأصل